CONSEIL MUNICIPAL DE BAR-LE-DUC

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 MAI 2021

La présente séance a eu lieu le jeudi 27 mai 2021 à 18h15 à la Barroise, 85 Rue Ernest Bradfer à BAR LE DUC, sous la présidence de Madame Martine JOLY, Maire, suite à convocation du 19 mai 2021.

Sont présents :

Mme JOLY, Maire ; Mme CHAMPION, Adjointe au Maire ; M. LEMOINE, Adjoint au Maire ; M. GONZATO, Adjoint au Maire ; M. MINETTO, Adjoint au Maire ; Mme HORNBERGER, Adjointe au Maire ; M. REMOND, Adjoint au Maire ; Mme PLATINI, Adjointe au Maire ; M. PANCHER, Conseiller Municipal ; M. FRANZ, Conseiller Municipal ; M.COLLIGNON, Conseiller Municipal ; M. HAUET, Conseiller Municipal ; M. DELVERT, Conseiller Municipal ; Mme DILLMANN, Conseillère Municipale ; Mme CEREDA, Conseillère Déléguée ; M. PINHEIRO, Conseiller Municipal ; Mme LEFEVRE, Conseillère Municipale ; M.DEJAIFFE, Conseiller Municipal ; M. BERGER, Conseiller Municipal ; M. RAULOT, Conseiller Municipal ; Mme JOLLY, Conseillère Municipale ; M. PICHON, Conseiller Municipal ; Mme MATHIEU, Conseillère Municipale ; M.VERLANT, Conseiller Municipal ; Mme KUBANY, Conseillère Municipale

Sont en visioconférence :

Mme BOUCHOT, Adjointe au Maire ; Mme ACHARD, Conseillère Municipale ; Mme EL HAOUTI, Conseillère Municipale ;

Est excusée avec pouvoir de vote :

Mme BENSAADI-TRAMONTANA par pouvoir à M. DEJAIFFE

Sont excusés :

Mme HIBOUR, M. ALIF, Mme GROSS, M. DAMANT

Secrétaire de Séance :

Chantal DILLMANN

Nombre de Conseillers en exercice : 33 - le quorum est donc atteint.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Le Conseil Municipal accepte, à l'unanimité, la nomination de Madame Chantal DILLMANN comme secrétaire de séance.

APPROBATION DE PROCES-VERBAL

Les procès-verbaux des séances des 11 février et 23 mars 2021 sont approuvés à l'unanimité.

Mme le Maire
Je vous signale l'ajout d'un rapport portant sur l'installation d'un nouveau Conseiller Municipal.

Mes chers collègues, la première phase du déconfinement a été engagée la semaine dernière. Les cafetiers, restaurateurs et les commerces dits « non essentiels » ont pu reprendre leurs activités. Nous ne pouvons bien sûr que nous en réjouir. J'ai pu, avec d'autres élus, constater l'engouement de chacun à reprendre son activité professionnelle. La Ville de Bar-le-Duc a souhaité soutenir ce déconfinement par la gratuité des terrasses sur le domaine de la voie publique et Madame CHAMPION conduit actuellement une concertation avec les commerçants en vue de prolonger la gratuité du stationnement sur la dernière heure de la journée de 18 h à 19h, mais c'est effectivement en ce moment une concertation, nous vous tiendrons au courant et avertis des derniers éléments de ces concertations. Nos élus et services ont fait le point avec chaque commerçant qui a souhaité mettre en place une terrasse et facilité au maximum la reprise économique. Il est d'ailleurs proposé ce soir d'acter cette décision par une délibération que j'ai souhaité anticiper, afin que cela corresponde au mieux avec ce déconfinement.

Le 19 mai dernier a également été marqué par l'ouverture du nouveau cinéma Confluences. Avec certains élus, j'ai pu rencontrer le propriétaire, Cédric AUBRY, vraiment ravi de ce nouvel équipement. Les nouveaux aménagements qui sortent de terre et qui sont sortis maintenant, réalisés par la Ville, amènent une qualité à ce très bel équipement qui ravit les habitants du territoire. Je vous encourage vraiment -si vous n'y pas encore allés- à aller faire un tour non seulement au cinéma bien sûr, mais sur son environnement qui est de grande qualité.

Cette seconde phase de l'aménagement du quartier Saint-Jean est une vraiment réussite. Elle préfigure une nouvelle phase d'aménagement proposée ce soir avec la création d'un espace de bureaux et de logements dont le but est d'amener en centre-ville de l'activité et du logement, donc des clients potentiels pour nos commerçants de centre-ville. Ce dossier est également en lien avec l'aménagement du 94ème RI qui deviendra la porte d'entrée du centre-ville avec des aménagements que nous réaliserons dans les années à venir depuis le pont du Lieutenant Vasseur en créant notamment une voie douce le long de l'Ornain.

Parallèlement, le partenariat entre l'ARS, les équipes de professionnels de santé, le Département de la Meuse, l'Agglomération Meuse Grand Sud et la Ville de Bar le Duc se poursuit toujours au centre de vaccination. La semaine dernière, il y avait près de 800 vaccinations par jour. Je tiens à souligner le bon accueil et la bonne organisation de ce centre qui est saluée par tous. C'est vraiment une belle coopération qui va se poursuivre puisque de semaine en semaine, le public cible pouvant accéder à la vaccination augmente. La vaccination est le seul moyen de sortir de cette situation sanitaire difficile et très contraignante. C'est également la seule voie pour retrouver nos libertés, la possibilité de retrouver de la convivialité et de permettre à notre économie de repartir.

Le marché couvert a toujours autant de succès. Un nouveau règlement a été adopté et mis en place et nous avons le plaisir d'accueillir de nouveaux marchands. Au fur et à mesure de la levée des contraintes sanitaires, nous allons pouvoir déployer de nouvelles animations.

Nous avons également d'autres bonnes nouvelles. D'abord, l'UIMM (Union des Industries et Métiers de la Métallurgie) nous a confirmé -il y a très peu de temps- sa volonté de construire un nouveau centre de formation

à Bar-le-Duc. Ce nouvel équipement va permettre de développer de nouvelles formations qui n'étaient pas possibles jusque maintenant sur le site actuel, va permettre également de mettre en place de nouvelles pédagogies. Parallèlement, un travail est engagé avec eux sur le développement de formation liés aux métiers de la transition écologique dans l'esprit du Contrat de Transition écologique porté par le Département et le PETR du Pays Barrois.

L'OPH de la Meuse a confirmé une opération de réhabilitation et de rénovation énergétique de 152 logements sur le secteur de la Libération et de la rue de la passerelle. Nous avons d'ailleurs validé ces investissements lors de la commission permanente du Département cet après-midi. Ce sont des investissements importants qui s'appuient sur le plan de relance, sur les enjeux de transition écologique et énergétique, et sur les aménagements souhaités par la Ville. C'est l'occasion de poursuivre l'aménagement du quartier après la requalification du quartier Molière, la reprise de la passerelle, l'aménagement du centre social dans la chapelle. En concertation avec les usagers, nous proposons d'aménager un boulodrome dans le quartier. Une délibération est proposée ce soir avec la volonté d'améliorer les aménagements pour les jeunes enfants, une végétalisation du quartier, l'intégration de déplacements doux et une gestion améliorée des déchets par containers enterrés.

La livraison des chaudières biomasse pour le chauffage urbain de la côte Sainte-Catherine a été effectuée. Je rappelle que grâce à ce nouveau système de chauffage, une diminution conséquente des factures de chauffage est déjà perceptible et c'est une diminution très importante des émissions de CO_2. La Ville de Bar le Duc poursuit sa transformation et son projet d'écocité.

En nous appuyant sur ces objectifs et en nous intégrant dans le Contrat de Transition Ecologique départemental, Bar-le-Duc va bénéficier de deux opérations phares en matière de transition énergétique sur lesquelles nous vous proposons de délibérer ce soir.

D'un côté, une première expérimentation autour de la rénovation énergétique de pavillons privés des années 50, afin de réduire la facture énergétique. Bar-le-Duc sera ainsi la seule commune de Meuse à bénéficier de ce dispositif en partenariat avec le Pôle de Compétitivité Fibres-Energivie. Ce dispositif a pour but de massifier la rénovation énergétique pour les particuliers avec notamment un reste à charge pour les particuliers finançable par un dispositif bancaire sur 15 à 18 ans. Ce dispositif est porté par l'opérateur EDF et vient en complément du travail engagé par le PETR, la Région et le Département de la Meuse sur le dispositif SARE (Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique).

De l'autre, une convention de performance énergétique avec l'opérateur GRDF, afin d'anticiper l'arrêt progressif du chauffage fioul. Ceci va permettre de favoriser et d'aider les particuliers dans le passage du fioul au gaz vert. Ces deux opérations démontrent vraiment notre volonté d'être exemplaires en matière de transition écologique et d'anticiper les enjeux d'avenir. Elles sont rendues possibles par le travail partenarial engagé par la Ville et le Département de la Meuse au travers du Contrat de Transition Ecologique. Vraiment sans cet outil, il ne serait pas possible d'accéder à ces opérations.

Parallèlement, le travail des comités consultatifs se poursuit. Les formations se mettent en place et ils seront opérationnels dans très peu de temps.

En matière de sécurité publique, je suis intervenue auprès du Ministre de l'Intérieur, Gérald DARMANIN, parfaitement relayé par nos élus locaux et nos parlementaires au sujet du livre blanc de la sécurité qui laissait à penser que le Gouvernement souhaitait engager la suppression des zones de police pour des zones de gendarmerie. J'ai reçu des engagements écrits de la part du Ministre de l'Intérieur du maintien du commissariat et de la zone police à Bar-le-Duc. J'en ai d'ailleurs fait part au représentants syndicaux d'Alliance Police que j'ai reçus cette semaine. Des échanges fructueux qui démontrent encore une fois la bonne stratégie déployée par la Ville en matière de développement de la vidéoprotection, d'armement de la Police municipale et de coopération entre la Police nationale et la Police municipale.

Toutes les actions que nous déployons depuis le début de notre mandat ne sont rendues possibles que grâce à une gestion rigoureuse et efficace de nos moyens budgétaires. C'est ce que traduira à nouveau le compte administratif 2020 qui vous est présenté ce soir.

Je voudrais enfin vous informer des sollicitations que j'ai reçues et discutées avec Madame le Préfet quant à l'organisation d'une manifestation du 1er au 4 juin, intégrant un parcours de déambulation par le centre-ville le 1er juin après-midi. Cette manifestation organisée par Attac, le Cedra, la Confédération paysanne Grand-Est, la Confédération paysanne Meuse, l'EODRA et Solidaires est présentée comme un soutien aux personnes prévenues opposées à Cigéo dont le procès se déroulera sur cette période au TGI de Bar-Le-Duc.

Je voudrais vraiment solennellement dire aux Barisiennes et Barisiens que je n'ai pas oublié les très graves troubles à l'ordre public d'une manifestation de même nature portée par ces mêmes organisateurs en juin 2018. Tous se souviennent des dégâts causés à notre patrimoine et au commerce de centre-ville. C'est pourquoi j'ai fait savoir à Madame le Préfet que je ne prendrai aucun arrêté permettant une déambulation en centre-ville dans la mesure où à ce jour, aucune garantie pour la sécurité des personnes et des biens ne m'a été apportée et que les Barisiennes et les Barisiennes attendent toujours la condamnation par les organisateurs des troubles causés en 2018.

Madame le Préfet m'a pour le moment demandé de prendre un arrêté neutralisant le stationnement et la circulations rue Albert CIM et Place St Pierre, donc aux abords du Tribunal, et ordonnant la fermeture des parcs publics. Je me bornerai à ces seules mesures de sécurité déjà lourdes de conséquences et n'accorderai aucune autorisation particulière aux organisateurs. Je resterai donc fidèle aux engagements que j'ai pris devant les Barisiennes et Barisiens victimes de la manifestation de 2018 et devant les commerçants qui aujourd'hui ont besoin de travailler et certainement pas de s'angoisser à cause d'une possible manifestation en centre-ville.

Enfin, et avant d'aborder les rapports de ce soir, nous accueillons dans notre assemblée Monsieur Alexandre BERGER suite à la démission de Madame CAMONIN. Nous lui souhaitons la bienvenue dans notre assemblée.
Ayant reçu des questions de la part de Monsieur DEJAIFFE, comme le veut le règlement de notre assemblée j'y répondrai à la fin de notre séance délibérative.

ORDRE DU JOUR

1. Installation d'un nouveau Conseiller Municipal
2. Adoption des comptes administratifs 2020
3. Affectation des résultats 2020
4. Adoption des comptes de gestion 2020
5. Réalisation de travaux complémentaires dans le cadre de la mise hors d'eau de l'Eglise Saint Antoine
6. Convention avec ENEDIS passage câbles électriques parcelles BN 320-322, allée Henriot du Coudray (ex allée des Cévennes)
7. Convention servitude ENEDIS - Rue de Parlemaille
8. Convention avec ENEDIS pour passage câbles souterrains Boulevard d'Argonne
9. Convention avec le Département de la Meuse de mise à disposition temporaire d'une emprise foncière au service de la Ville de Bar le Duc afin d'y implanter une école modulaire provisoire pendant les travaux de réhabilitation de l'école jean Errard
10. Convention entre la Ville de Bar le Duc et le Département de la Meuse de mise à disposition temporaire d'un bâtiment situé 14 bd des Flandres afin d'y créer une MECS provisoire pendant le temps des travaux de réhabilitation de la MECS Voltaire
11. Mise en place d'initiatives pilotes d'accompagnement des particuliers dans le cadre de la rénovation énergétique de leur logement
12. Subventions aux associations à caractère social, humanitaire ou socioculturel au titre de 2021, partie complémentaire
13. Aménagement du quartier de la Libération et construction d'un boulodrome
14. Lancement des Chantiers de la Réussite
15. Signature de la convention territoriale globale avec la CAF de la Meuse
16. Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'UCIA de Bar le Duc - Année 2021
17. Investissements numériques dans les écoles - France Relance
18. Crise sanitaire - Mesure de soutien aux commerçants - Gratuité d'occupation du domaine public pour les terrasses

19. Ratios avancement de grade
20. Création et transformation de postes
21. Convention de mise à disposition d'agents auprès du GHT pour le fonctionnement du centre de vaccination
22. Convention avec le comité d'action sociale
23. Avenant à la convention passée avec l'association de coordination des centres socioculturels
24. Examen du rapport de gestion du CA de la SPL Xdemat
25. Constitution d'un groupement de commandes pour la fourniture de titres restaurants
26. Constitution d'un groupement de commandes pour la fourniture de carburants pour le parc automobile
27. Pertes sur créances irrécouvrables
28. Décision modificative n° 1 - Année 2021
29. Bar-le-Duc Animations - Situation de l'association
30. Actualisation des orientations d'aménagement du quartier Saint Jean

Affaires diverses

INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL

2021-05-27-01

Le 3 juillet 2020, Madame Pascale CAMONIN a été installée en qualité de Conseillère Municipale. Par courrier en date du 19 mai dernier, l'intéressée a fait part de sa démission, démission que Madame le Maire a acceptée.

L'article L 270 du Code Électoral prévoit que « *le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit* », en l'occurrence Monsieur Alexandre BERGER.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 29 voix pour

- procéder à l'installation de Monsieur Alexandre BERGER, né le 31 août 1980 à Bar-le-Duc, domicilié 15 Rue des Romains à Bar-le-Duc,
- désigner Monsieur BERGER pour siéger, en lieu et place de Madame CAMONIN, au sein :

- de la commission «Finances – Administration Générale – Sécurité – Ressources Humaines »,
- de la Commission d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) en tant que membre suppléant,
- de la Fédération Unifiée des Collectivités Locales pour l'Electricité en Meuse (F.U.C.L.E.M.),

- choisir le mode d'élection -à main levée-,

- désigner Monsieur Benoît DEJAIFFE pour siéger au sein du comité technique des Chantiers de la Réussite.

M. BERGER
Je remercie Pascale CAMONIN pour le travail qu'elle a accompli au cours de son mandat et je suis très honoré de la remplacer. Je suis ravi d'intégrer le Conseil Municipal de la ville qui m'a vu naître et de m'engager pour les Barisiens et les Barisiennes.

(Arrivée de Madame Atissar HIBOUR, de Monsieur Loïc ALIF et de Monsieur Benoît DAMANT)

ADOPTION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2020

2021-05-27-02

M. MINETTO
Etant un des premiers à prendre la parole, je souhaite également la bienvenue à Monsieur BERGER.

Concernant le compte administratif, mes commentaires sur le compte administratif 2020 de la Ville s'appuient sur le document de synthèse qui vous a été envoyé avec les rapports et que vous pouvez consulter sur vos tablettes.

Vous avez tout d'abord une vue schématique du compte administratif 2020, tant en investissement que fonctionnement (page 3).

Nous allons ensuite en page 4 où l'on peut tout de suite constater un résultat 2020 excédentaire de 3 926 400 € qui va nous permettre de conforter la projection du PPI 2016-2022. Cet excédent provient tout d'abord des dépenses moindres de 4 605 800 €. Cela s'explique par un taux de réalisation effectif de 82,94 % (contre 93,32 en 2019 et 93,97 en 2018) et ceci bien évidemment en retirant les opérations d'ordre de 2 595 000 €. Ce taux relativement bas est dû à l'impact des confinements liés à la COVID 19. Même si hors dépenses exceptionnelles, le taux est de 86,10 %.

Si l'on rentre un peu dans le détail, on s'aperçoit que le chapitre 011 s'exécute à 75,70 %, soit - 1 200 000 €. Cela se décompose en nature :

- en fournitures et fluides pour 442 000 € ,
- en location, entretien, maintenance pour 349 000 €
- et en honoraires, publications et autres prestations pour 397 000 €.

Cela correspond par activités à l'annulation du festival RenaissanceS, de nombreuses manifestations sportives et culturelles, ainsi que d'animations, sans oublier les foires, mais également les classes de découvertes ou les centres de loisirs.

Le chapitre 012 s'exécute lui à 90,83 %, soit - 628 000 € dus à la quasi absence de manifestations en 2020 et aux difficultés de recrutement pendant le 1er confinement.

Enfin, le chapitre 65 possède un taux de 77,87 % dû à une enveloppe de soutien économique moins utilisée que la prévision initiale. Je rappelle qu'il y a eu des transferts de compétence vers l'Agglomération.

De plus, les allocations de compensation versées à l'Agglomération comme chaque année sont à quasiment 100 % (99,99 %) au chapitre 014.

Le taux très bas de 3,10 % pour le chapitre 67 provient de la non liquidation de l'indemnité de sortie de la DSP chauffage urbain que l'on retrouvera en recette exceptionnelle.

Ensuite, pour les recettes, elles sont déficitaires de 759 100 €. Le taux d'exécution est de 95.82 % en retirant les opérations d'ordre de 1 524 500 €. Si l'on retire les recettes exceptionnelles, on obtient un taux d'exécution de 98,90 %. Ce taux doit être mis en regard du 82,94 % pour les dépenses. Celui-ci provient, d'un taux d'exécution :

- de 68,49 % sur le chapitre 70 : sa faiblesse tient aux décisions prises dans le cadre de la COVID 19, avec 200 000 € de recettes en moins liées à la gratuité du stationnement et des terrasses, 100 000 € sur la restauration scolaire et 40 000 € sur les centres de loisirs ;
- de 101,93 % sur le chapitre 73 fiscalité (145 000 € du au droit de mutation) ;
- de 98, 95 % sur le chapitre 74 participations et subventions (subventions reçues en baisse du fait de l'absence de manifestations notamment Renaissance) ;
- de 96,57 % sur le chapitre 75(- 13 000 € recouvrement de charges plus faible que prévu) ;
- de 134 % sur le chapitre 013 (+ 63 000 € , remboursement charges de personnel) ;

- de 26,62 % pour le chapitre 77 : ce taux bas provient de la non liquidation de l'indemnité de sortie de la DSP chauffage urbain que l'on a évoqué en dépenses exceptionnelles.

Vous avez en pages 19 à 22 la décomposition par activité en dépenses/recettes.

Cela donne un disponible, au titre de l'année 2020, de 2 455 200 €. Il convient d'ajouter le disponible antérieur de 1 471 200 € pour obtenir un excédent cumulé brut de 3 926 400 €. A cet excèdent, on doit retirer le besoin de la section d'investissement 2020 pour obtenir le disponible cumulé permettant de financer les actions à partir de 2021.

En 2020, il n'existe pas de besoin de la section d'investissement, mais un financement de la section d'investissement de 232 200 €. Cela s'explique par une annulation des dépenses supérieures à celles des recettes de 232 000 €. Le disponible est donc de 4 158 600 € qui sera affecté aux financements des actions à partir de 2021.

Evoquons donc maintenant, l'investissement et son absence de besoin de financement en 2020 avec même une capacite de 232 200 €.

La réalisation 2020 dégage un solde excédentaire de 1 161 800 € auquel il convient d'ajouter le solde déficitaire des reports de 2020 de 2 397 900 € qui se trouve financé par l'excédent de l'année 2019 (reprise solde antérieur) de 1 468 300 €.

Si l'on prend un peu en détail la réalisation 2020, on constate en dépenses un taux de réalisation effectif de près de 43 % (46 % en 2019 et 46 % en 2018). Et si l'on rajoute les restes à réaliser (opérations engagées mais non mandatées au 31/12/20), le taux est de plus de 72,31 %, (86,62 % en 2019). Cela est conforme à nos engagements d'obtenir un taux de réalisation supérieur à 70 % dans les 18 mois des inscriptions.

Notre PPI poursuit donc son exécution, comme on le constate avec la réalisation 2020, aussi bien en investissements courants dans le cadre des travaux de voirie à hauteur de 765 000 €, l'éclairage public (119 000 €), mais également les grands projets comme le marché couvert (1 082 000 €), les travaux du quartier Saint-Jean (2 493 000 €), la reconstruction du centre social de la côte Sainte-Catherine, le solde de la rénovation du bâtiment Oudinot (209 000 €), la fin de l'aménagement du parking gare multimodale (105 000 €) sans oublier les travaux dans les écoles (346 000 €), la restauration de l'église Saint-Antoine (319 000 €) ou encore les aménagements urbains allée des Vosges (136 000 €).

Ensuite, pour les reports, le montant des dépenses est de 4 916 000 € dont les principales opérations en cours d'exécution sont les travaux d'amélioration des bâtiments (240 000 €), la salle des fêtes (183 000 €), mais également les écoles pour (87 000 €), l'acquisition de véhicules (254 000 €), le solde de la rénovation du centre social de la côte Sainte-Catherine (38 000 €), sans oublier les édifices cultuels pour 1 097 000 €, ainsi que les aménagements urbains dont la voirie (363 000 €), l'aménagement du quartier Saint-Jean (808 000 €), le marché couvert (378 000 €) et enfin la requalification de l'allée des Vosges (1 054 000 €).

Je vous rappelle que comme en 2019 (3,2 millions), nous avons annulé en 2020 les crédits de paiement non utilisés pour une somme de plus de 4,7 millions dont 525 000 € d'opérations d'ordre. Cela provient d'une gestion stricte des restes à réaliser où seules les dépenses ayant un engagement sont reportées. Cette procédure est conforme aux principes budgétaires et aux prescriptions de la CRC. Les éléments détaillés se situent pages 6 et 8 à 11 pour les dépenses et 7 et 12 pour les recettes du document de synthèse.

Ces annulations sont facilitées par la gestion en AP /CP qui permet d'annuler les CP non utilisés sans remettre en cause l'AP. Comme je l'avais évoqué lors du vote du BP, il convient d'être particulièrement rigoureux dans les ouvertures de crédits. La gestion en AP/CP nous le permet. Pour rappel, les inscriptions 2021 sont de 13,319 M€ (dont 4,916 M€ de report), contre 16,766 M€ (dont 8,036 M€ de report) sur l'exercice examiné ce soir (2020) et 21,401 M€ en 2019 (dont 6,459 M€ de report) avec comme double objectif de limiter au maximum les nouvelles inscriptions dans l'année et d'obtenir un taux de réalisation d'au moins 70 % en 18 mois.

Pour les recettes, le taux de réalisation apparent est de 58,25 %, mais si l'on retire la prévision d'emprunt non réalisée, le taux effectif en 2020 est de 77,60% (84 %, en 2019) ; avec des subventions en cours d'encaissement (reste à réaliser) de 2 518 000 €, cela conduira à un taux de plus de 101 % des inscriptions 2020. Le solde d'emprunt non nécessaire est donc de 3 462 000 €.

Notre feuille de route se trouve donc respectée. A fin 2020, nous avons exécuté 64,08 % du PPI ; avec les reports, cela représente 71,97 %.

La mise en œuvre d'un PPI de plus de 62,342 M€ sur la période 2016-2022 se poursuit, tout en ayant respecté l'objectif de ramener le taux du foncier bâti en 2020 à 30,39 %. Cet ambitieux programme est possible, car le coût net du PPI s'avère moins important qu'initialement prévu avec un montant de subvention de 22,58 M€. Cela induit un endettement à 4.3 M€ et une capacité de désendettement à 1 an et 4 mois en fin de période.

Pour parler brièvement de la cuisine, avec une activité annuelle de plus 247 000 repas, ce budget s'équilibre malgré la crise de la COVID 19 qui a entrainé une baisse d'activité de 10 %. Une réorientation de notre approvisionnement vers plus de produits locaux et de « fait maison », se poursuit, tout en maitrisant le coût alimentaire qui s'élève à 1,98 € par repas en 2020. Le résultat de la cuisine en fonctionnement est de 72.356, 35 € avec un besoin de la section d'investissement de 56.756,12 € ; cela donne, compte tenu d'un résultat cumulé à fin 2021 de 1.544.710,93 €, un disponible de 1.487.954,81 €.

Enfin, pour terminer, je tenais particulièrement à remercier les services pour le travail remarquable accompli pour l'aboutissement de ce compte administratif.

M. DEJAIFFE
Merci à Monsieur MINETTO, pour cette présentation fastidieuse ; merci aux services pour tout ce travail et à l'ensemble des agents de la collectivité.

J'aurais juste une question, puisqu'en page 16 du document figurent les dépenses annulées concernant la voirie communale à hauteur de 944.000 € et je voudrais savoir quels étaient les projets qui ont été annulés.

M. MINETTO
Je ne connais pas le détail...

Mme le Maire
Monsieur le Directeur en charge des finances va nous apporter des précisions.

M. DEJAIFFE
Loin de moi l'idée de vous coincer, mais au regard du montant, je voulais savoir à quoi ça correspondait. Si vous n'avez pas là la réponse, vous me la communiquerez plus tard.

M. MINETTO
On prend note, Monsieur DEJAIFFE, et on vous apportera la réponse.

(Madame JOLY donne la présidence à Madame CHAMPION, 1ère Adjointe, et quitte la séance.)

Selon le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L2121-31), le Conseil Municipal arrête le compte administratif.

- Pour le budget principal, le résultat cumulé à fin 2020 est de 3 926 408,91 €.
Le solde de la section d'investissement, avant restes à réaliser, s'élève à 2 630 201,36€.
Le résultat comptable au début de l'exercice 2020 se monte à 3 926 408,91 €.

- Pour le budget annexe de la cuisine, le résultat cumulé rectifié à fin 2020 est de 1 544 710,93 €.
Le besoin de la section d'investissement, en tenant compte des restes à réaliser, s'élève à 56 756,12 €.
Le disponible au début de l'exercice 2020 se monte donc à 1 487 954,81

Les balances figurent en annexe.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 31 voix pour
Ne prend pas part au vote : Mme JOLY

- Adopter les comptes administratifs 2020 du budget principal et du budget annexe cuisine de la Ville de Bar-le-Duc,

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

(Madame le Maire reprend la présidence de la séance.)

M. DEJAIFFE
Madame le Maire, est-ce que vous pourriez nous faire un peu de pédagogie et nous dire quelle est la raison qui justifie votre départ au moment de ce vote ?

Mme le Maire
En tant que Maire ou en tant que Président, on ne peut pas assister au vote -c'est la loi-, donc concernant le compte administratif, les « responsables » de ces comptes n'assistent pas au vote. Comme c'est un vote qui donne quitus à la gestion et que je suis ordonnateur, je ne peux effectivement pas être à la fois juge et partie.

M. DEJAIFFE
Merci.

AFFECTATION DES RESULTATS 2020

2021-05-27-03

Les articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales fixent les règles de l'affectation des résultats.

BUDGET PRINCIPAL

Résultat de clôture 2020 (1) :	3 926 408,91 €
Solde de la section d'investissement (2) :	2 630 201,36 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 (3) :	0,00 €
Reprise du solde d'investissement au 001 (2) :	2 630 201,36 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 (4) :	3 926 408,91 €

Toutefois, compte tenu de la reprise en cours de l'exercice 2021 du budget caisse des écoles, les inscriptions sur le compte 002 seront prévues à hauteur de 4 010 897,13 € décomposées comme suit :

- 3 926 408,91 € budget principal ville
- 84 488,22 € budget caisse des écoles

BUDGET CUISINE

Résultat de clôture 2020 (1) rectifié :	1 544 710,93 €
Solde de la section d'investissement (2) :	- 46 756,12 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 (3) :	56 756,12 €
Reprise du solde d'investissement au 001 (2) : (dépenses)	- 46 756,12 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 (4) :	1 487 954,81 €

En l'absence d'indication, les comptes 001 et 002 sont des recettes.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Autoriser les inscriptions budgétaires aux comptes 001 : solde d'investissement, 002 : résultat de fonctionnement et 1068 financement de la section d'investissement pour le budget principal et le budget annexe cuisine comme indiqué supra, ainsi que dans les annexes,

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

ADOPTION DES COMPTES DE GESTION 2020

2021-05-27-04

Selon le Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal entend, débat et arrête le compte de gestion (article L2121-31).

Les comptes de gestion 2020 du budget principal et du budget annexe cuisine de la Ville de Bar-le-Duc, établis par le comptable de la trésorerie de Bar-le-Duc, sont conformes aux comptes administratifs établis par l'ordonnateur en ouverture et en exécution budgétaire.

L'inventaire comptable du budget annexe cuisine est identique entre l'ordonnateur et le comptable. Pour le budget principal, un travail devra être entrepris entre l'ordonnateur et la DGFIP pour ajuster les inventaires comptables.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Valider le compte de gestion 2020 de la Ville, y compris son budget annexe.

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

REALISATION DE TRAVAUX COMPLEMENTAIRES DANS LE CADRE DE LA MISE HORS D'EAU DE L'EGLISE SAINT ANTOINE

2021-05-27-05

Dans le cadre des travaux de mise hors d'eau de l'Eglise Saint Antoine, le traitement de la partie Sud de la Nef a révélé la nécessité de réaliser des travaux complémentaires :

- L'encrassement de la façade sud est très important et les joints fissurés et ouverts laissent entrer l'eau au cœur des maçonneries. Les travaux engagés actuellement sur les parties hautes de la façade sud ont révélé le besoin urgent de nettoyer et rejointoyer le reste de la façade,

- Les glacis de six contreforts sont couverts d'ardoises et de tuiles plates. Ces habillages sont aujourd'hui très instables. Le mauvais état sanitaire des fixations de l'ardoise et des tuiles risque à terme de causer des chutes qui peuvent occasionner des dégâts importants sur les couvertures des propriétés privées situées en contrebas.

- La réfection des parties basses à savoir la chapelle Notre Dame de Lorette et le Portail néogothique qui doivent faire l'objet d'un nettoyage et d'un rejointement. Ces travaux permettront de rendre l'accès à l'église praticable pour les visiteurs à l'issue du chantier.

Ces travaux feront l'objet d'un avenant au marché de travaux attribué à l'entreprise Varnerot pour un montant total de 63 467.15€ HT. Le soutien de l'Etat (UDAP) et du Département seront recherchés selon le plan de financement suivant :

Dépenses		**Recettes**		
Nettoyage façade	20 088,75 €	UDAP	31 733,58 €	50%
Couverture glacis	8 530,40 €	Département	9 520,07 €	15%
Partie basse chapelle Notre Dame de Lorette	27 023,00 €	Ville	22 213,50 €	35%
Portail néogothique	7 825,00 €			
Total HT	63 467,15 €	Total HT	63 467,15 €	100%
TVA	12 693,43 €	TVA	2 282,28 €	
		FCTVA	10 411,15 €	
Total TTC	76 160,58 €	Total TTC	76 160,58 €	

Au regard des financements complémentaires sollicités, ces travaux représentent une charge supplémentaire de 24 495.78€ pour la ville sur l'opération globale de mise hors d'eau de l'Eglise Saint Antoine chiffrée à hauteur de 1 571 680.49€ HT.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Approuver la réaliser des travaux complémentaires à la mise hors d'eau de l'Eglise Saint Antoine,

- Approuver la demande de financement aux partenaires,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION AVEC ENEDIS PASSAGE CABLES ELECTRIQUES PARCELLES BN 320-322, ALLEE HENRIOT DU COUDRAY (EX ALLEE DES CEVENNES)

2021-05-27-06

Une convention de servitude de passage a été signée le 20 janvier 2021 entre la Commune de BAR LE DUC et la Société ENEDIS, concernant le passage de câbles électriques souterrains sur les parcelles BN N°320 (nouvellement numérotée 331) et 322, allée des Cévennes (partie de voirie nouvellement dénommée allée Henriot du Coudray), à BAR LE DUC.

Aux fins d'authentification des parcelles mentionnées ci-dessus, la Société ENEDIS a sollicité, à ses frais, une étude notariale pour une publication de ladite convention auprès du service de la publicité foncière.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Autoriser la publication de la convention de servitude de passage de câbles électriques souterrains sur les parcelles BN N°320 et 322, allée des Cévennes, à Bar-le-Duc ;

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION SERVITUDE ENEDIS RUE DE PARLEMAILLE

2021-05-27-07

Une convention de servitude de passage de câble haute tension sur la parcelle AH N° 61, rue de Parlemaille a été signée le 10 mars 2021 entre la Commune de BAR LE DUC et la Société ENEDIS.
Aux fins d'authentification, la Société ENEDIS a sollicité, à ses frais, une étude notariale pour la publication de cette convention auprès du service de la publicité foncière.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Autoriser la Société ENEDIS à procéder au passage d'un câble haute tension sur la parcelle AH N° 61, rue de Parlemaille,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION AVEC ENEDIS POUR PASSAGE CABLES SOUTERRAINS BOULEVARD D'ARGONNE

2021-05-27-08

Une convention de servitude de passage a été signée le 21 janvier 2021, entre la Commune de BAR LE DUC et la Société ENEDIS, concernant le passage de deux câbles basse tension souterrains, sur les parcelles BL N°228 et 229, boulevard d'Argonne à BAR LE DUC.

Aux fins d'authentification des parcelles mentionnées ci-dessus, la Société ENEDIS a sollicité une étude notariale, à ses frais, pour une publication de la convention de servitude auprès du service de la publicité foncière.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Autoriser la publication de la convention de servitude avec la Société ENEDIS portant sur le passage de deux câbles électriques souterrains sur les parcelles BL N° 228 et 229,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE DE MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE D'UNE EMPRISE FONCIERE AU SERVICE DE LA VILLE DE BAR LE DUC AFIN D'Y IMPLANTER UNE ECOLE MODULAIRE PROVISOIRE PENDANT LES TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'ECOLE JEAN ERRARD

2021-05-27-09

M. DEJAIFFE
Le bâtiment étant déjà construit, il est difficile de toute façon de pouvoir maintenant être contre cette convention, puisque tout est déjà finalement installé. Juste un point -mais c'est vraiment un détail qui marque le formalisme de notre pays-, puisque ce n'est pas l'ESPE mais l'INSPE ; en termes de communication, on s'y perd.

Mme le Maire
Certains parlent même encore de l'Ecole Normale, mais on va faire avancer petit à petit.

Mme HIBOUR
Je voudrais intervenir en tant qu'adjointe à l'éducation et remercier le Conseil Départemental, parce qu'effectivement, au travers des échanges que nous avons eus sur la réhabilitation de l'école Jean Errard, on a eu l'occasion d'échanger avec les équipes pédagogiques et les représentants de parents d'élèves sur comment allait finalement s'articuler cette réhabilitation de l'école Jean Errard et sur ce qui serait le plus opportun à la fois au niveau de l'équipe pédagogique mais aussi des parents d'élèves, pour implanter un nouveau groupe scolaire et l'accueil des élèves de manière optimale sans dénaturer le quotidien des familles et des équipes pédagogiques.

Je voudrais donc vraiment remercier le Conseil Départemental, parce que nous n'avons pas eu de difficulté à négocier avec les services départementaux sur la mise à disposition de ce terrain ; ils ont bien compris la nécessité de répondre à une mission de service public et ils ont été très vite d'accord pour nous mettre à disposition ce terrain ; aussi je voudrais les en remercier.

Mme le Maire
Quant à la temporalité, il est vrai qu'il ne fallait pas que nous perdions de temps. Effectivement le rapport arrive aujourd'hui, mais il était très important qu'on tienne les délais, puisqu'on a une année scolaire pour faire tous ces travaux. Concernant la livraison du modulable, on sait que si on prend trop de temps, soit il n'y en a plus, soit avec les congés scolaires c'est compliqué, donc effectivement le rapport arrive un peu tard, mais le principal est que la convention soit signée avec le Département et qu'on puisse commencer à y travailler.

Par délibération en date du 17 septembre 2020 le conseil municipal a approuvé le lancement des travaux de réhabilitation de l'Ecole Jean Errard comprenant notamment :

- Reprise complète de la toiture (charpente et couverture)
- Reprise et réfection des organes de ventilation
- Réfection et mise aux norme des sanitaires (y compris accessibilité PMR)
- Mise en œuvre des dispositions PMR (création d'un ascenseur...)
- Reprise peintures et plafond sur l'ensemble du site.
- Clôture et mise en œuvre du plan vigipirate.

Ces travaux, d'une durée d'un an, avec un démarrage planifié pour juillet 2021, devront se faire en site occupé. Or pour permettre de les réaliser dans de bonnes conditions, il a été décidé, en concertation avec l'équipe éducative et les représentants des parents d'élèves, de mettre en place une école provisoire accueillant l'ensemble des sections maternelles. Cela permettra de limiter les déménagements de classe en fonction de l'avancée des travaux, les déménagements nécessaires ayant été concertés avec l'équipe éducative lors des vacances scolaires, ce qui a conduit à fixer le calendrier de phasage des travaux.

Pour accueillir cette école modulaire, la Ville de Bar le Duc s'est rapprochée des services du Département de la Meuse. Le plateau sportif du site de l'INSPE a été aussitôt identifié comme idéal :

- Suffisamment grand (1200 m²) permettant l'accueil des équipements modulaires et d'une cour d'école.
- Clôturable pour permettre un fonctionnement en toute sécurité
- Aménageable pour y amener l'ensemble des réseaux nécessaires au fonctionnement.
- En continuité du site de l'école pour permettre de conserver l'unité de celle-ci (accueil...), un chemin d'accès accessible sera implanté entre l'école Jean Errard et l'école modulaire provisoire.

Un constat d'huissier a été réalisé en entrée des lieux.

Afin de permettre un fonctionnement dès la rentrée de cette école, les travaux de mise en place des bâtiments modulaires se conduiront en mai et début juin 2021. Cela permettra une appropriation des lieux par l'équipe éducative et un déménagement serein pendant les périodes de vacances scolaires

Aussi il vous est proposé d'approuver la convention de mise à disposition provisoire, entre la Ville de Bar Le Duc et le Département de la Meuse, de l'emprise nécessaire à la réalisation d'une école provisoire, à l'euro symbolique, pendant la durée des travaux.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Valider le projet de convention entre la ville de Bar le Duc et le Département de la Meuse pour la mise à disposition temporaire d'une emprise Foncière au profit de la Ville afin d'y implanter une école provisoire, à l'euro symbolique.

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE BAR LE DUC ET LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE DE MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE D'UN BATIMENT SITUE 14 BD DES FLANDRES AFIN D'Y CREER UNE MECS PROVISOIRE PENDANT LE TEMPS DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA MECS VOLTAIRE

2021-05-27-10

M. RAULOT
Vous n'êtes pas sans savoir que le stationnement dans le boulevard des Flandres est problématique. Avec l'arrivée de la MECS, c'est une dizaine de véhicules supplémentaires qui vont stationner sur le quartier et les habitants s'interrogent. Est-ce qu'on pourrait leur proposer une solution de stationnement pour alléger cette lourdeur en ouvrant la cour de l'école Paul Eluard pour que des véhicules puissent y stationner et que chacun y trouve son compte ? Quand on se promène dans ce quartier -et je le fréquente tous les jours, travaillant juste en face- il n'est pas évident pour beaucoup de riverains de se stationner. On assiste parfois à un stationnement anarchique et problématique.

Par ailleurs, une fois que le Conseil Départemental aura fait ces travaux intérieurs -et j'ai bien compris dans le rapport qu'il n'est nullement question de refaire l'aspect extérieur qui est pourtant extrêmement dégradé- quel sera le devenir de ce bâtiment ? Est-ce qu'il sera à vendre ou est-ce qu'on envisagerait une reprise par la commune ou autre ?

Mme le Maire
Sur le stationnement, tout peut être à l'étude, mais en tout cas, je n'ai pas encore eu de demande particulière de la part du personnel de la MESC ; on pourrait l'imaginer, mais c'est à conduire avec eux.

M. GONZATO
Concernant le stationnement sur le site de l'ex-école Paul Eluard, actuellement c'est la base-vie du chantier de la DSP. Comme vous avez pu le voir, il y a des bâtiments modulaires qui sont sur place. Je n'y suis pas allé, mais je ne suis pas sûr qu'il y ait encore beaucoup de places.

Mme le Maire
Il faudrait savoir combien de véhicules ça va générer en plus. Je n'ai pas d'idée, mais il faut qu'on voie ce qui est demandé et ce qui est possible.

M. GONZATO
Quant au devenir de ce bâtiment, comme je l'ai dit en commission des travaux, il a été mis en vente. Le démolir sèchement -comme on pouvait l'envisager- pour éclaircir le pourtour des bâtiments existants pose problème, parce qu'on n'obtient aucun financement s'il n'y a pas un projet derrière. J'avoue que pour l'instant, on est dans cette situation.

Mme le Maire
En tout cas, il est en vente.

M. PANCHER
Pouvez-vous nous rappeler quel aurait été le coût de la démolition de ce bâtiment ?

Mme le Maire
Je ne voudrais pas dire de bêtise, mais il me semble bien qu'on était aux alentours de 400.000 €, avec toutes les précautions à prendre.

M. GONZATO
C'est cela.

Mme le Maire
Je me dis que « la fonction créant l'organe », on ne sait pas ce que peut devenir ce bâtiment.

M. DEJAIFFE
Est-ce qu'on pourrait avoir un état des lieux des différents bâtiments qui sont dans le même état sur notre ville et peut-être un jour se demander ce qu'on va en faire ? J'entends la problématique des 400.000 € -évidemment- mais on ne peut pas éternellement laisser ce type de bâtiment. Sur notre territoire, il y en a d'autres qui appartiennent à la Ville, au Département, etc... donc comment est-ce qu'on peut envisager des solutions à moyen ou à long terme, de démolition de ces bâtiments ?

Mme le Maire
Concernant un état des bâtiments qui seraient en vente ou inoccupés, on peut le faire -il n'y a pas de souci-.

Mme CHAMPION
Avec mes collègues et les services, nous avons entamer un travail de recensement qui est déjà bien avancé et on pourra effectivement vous le communiquer quand il sera finalisé. Autant sur l'état bâtimentaire que sur les terrains, c'est en cours et toute la question sera ensuite de l'avenir, mais il fallait au moins un recensement. Il nous permettra ensuite de définir ce qui pourrait être mis en vente, ce qui pourrait être restauré ou ce qui pourrait être démoli, mais à condition d'avoir effectivement un projet. Tout cela est en cours et nous vous ferons un retour quand nous aurons tous les éléments.

M. RAULOT
Je peux apporter deux réponses aux questions que vous vous posiez, Madame JOLY et Monsieur GONZATO : pour l'équipe de la MECS, ça représente une dizaine de véhicules (minibus + véhicules des personnels qui y travaillent). En ce qui concerne le bâtiment de vie du chantier, il ne prend même pas -en emprise- un tiers de la cour de Paul Eluard, c'est donc pour cette raison que je vous proposais cette solution, de manière à faire un peu souffler le stationnement sur le quartier.

Mme le Maire
Il y a effectivement certainement de la place, mais le problème est la cohabitation avec la base-vie. On sait que sur une base-vie, il y a un certain nombre de choses qui se font et qui sont difficilement partageables avec d'autres, mais je veux bien qu'on regarde ce qui pourrait être fait.

M. GONZATO
On peut regarder, mais il y a aussi un problème de sécurité, puisque l'ex-école a déjà été pas mal visitée, on a posé des cadenas qui ont été cassés, etc... donc je suis assez réservé et sceptique.

M. PICHON
Concernant le 12 rue Voltaire, il est parlé de réhabilitation complète de la MECS ; est-ce que vous auriez des informations plus précises sur cette réhabilitation ? Très concrètement, c'est en plein centre-ville et il y a déjà aussi certainement cette question du stationnement. Ça veut dire un nouveau projet ou autre chose ?

Mme le Maire
Sur le stationnement, je ne sais pas si vous connaissez les lieux, mais il y a un stationnement à l'intérieur de la MECS, puisqu'un petit parking jouxte la MECS.

Concernant la réhabilitation du bâtiment, nous avons fait un échange bâtimentaire entre les MECS et l'école Jean Errard. Il y a un certain nombre de points de travaux à faire sur cette MECS, notamment au niveau de la charpente, mais je n'en sais pas plus. Il ne s'agit pas d'une nouvelle construction, mais vraiment d'une réhabilitation du bâtiment, peut-être à l'intérieur pour l'organiser autrement, parce que pour bien la connaître, il y a des secteurs « petite enfance » ou « très petits enfants » qui ne sont pas forcément aujourd'hui très favorables, mais je n'ai pas d'autres renseignements sur ce sujet.

M. PICHON
Il s'agit bien l'ancienne Mission Locale, pour les moins jeunes d'entre nous qui l'ont connue...

Mme PLATINI
Pour avoir participé à la commission de sécurité, ce sont tous les planchers qui sont à refaire et c'est le plus gros des travaux ; c'est pour cette raison qu'ils ne peuvent pas rester sur place.

Le Département de la Meuse, dans sa compétence sociale, engage des travaux de réhabilitation complète de la MECS (Maison d'Enfants à Caractère Social) Voltaire situé au 12 rue Voltaire à Bar le Duc.

Ces travaux d'importance ne peuvent se faire en site occupé, et le Département de la Meuse s'est mis en recherche d'une solution de relogement provisoire des activités de la MECS (internat et structure d'accompagnement). Les travaux sont planifiés pour durer un an entre juillet 2021 et juillet 2022.

Après échange avec les services de la Ville de Bar-le-Duc, le site de l'ancien internat du LEP Zola, situé 14 Boulevard des Flandres offre la possibilité d'accueillir cette localisation provisoire. Le bâtiment désaffecté depuis 2014 est un lieu en capacité d'accueillir ce type d'activité.

Suite aux visites conduites avec les services du Département, celui-ci a montré son intérêt au site. L'occupation se ferait sur deux étages du bâtiment qui en comporte 4 (rez-de-chaussée et premier étage) Comme le site est inoccupé depuis 8 ans, le Département a pris attache auprès d'un bureau d'étude afin de programmer les travaux nécessaires pour permettre l'accueil provisoire de la MECS. Ils consisteraient en objet principal :

- Reprendre les organes de sécurité (centrale incendie, désenfumage...) pour répondre aux normes ERP.
- Rafraichir et réhabiliter les surfaces (reprises des peintures, d'ouvrants, ...) afin de permettre un emménagement dans de bonnes conditions des équipes et des pensionnaires de la MECS
- Sécuriser les lieux (séparation des étages, ...) afin de garantir un bon niveau de sécurité.

- Réaliser les contrôles réglementaires, notamment électrique, et corriger les non-conformités.
- Assurer la remise en route du chauffage et de l'eau chaude sanitaire en relation avec Bar le Duc Environnement.

Le Département de la Meuse mettra à disposition l'équipement réhabilité à l'Association Meusienne pour le Sauvegarde de l'Enfance de l'Adolescence et des Adultes (AMSEAA) actuellement exploitant de la MECS Voltaire, afin d'assurer la continuité d'accueil du public en difficulté. La convention objet de la présente délibération est donc tripartite entre la Ville de Bar le Duc, le bailleur, le Département de la Meuse, le preneur, et l'AMSEAA, le bénéficiaire.

Il vous est donc proposé de valider la convention tripartite de mise à disposition provisoire, jointe au présent rapport, à l'euro symbolique. Le Département de la Meuse fera son affaire de tous travaux de réhabilitation nécessaire à leur activité, et de toute remise reprise de contrat auprès des concessionnaires (électricité, chauffage, téléphone, eau et assainissement) de l'immeuble situé 14 Boulevard des Flandres.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Approuver les termes de la Convention tripartite entre la Ville de Bar le Duc, le Département de la Meuse et l'Association Meusienne pour la Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes, de mise à disposition temporaire d'un bâtiment situé 14 bd des Flandres afin d'y créer une MECS provisoire pendant le temps des travaux de réhabilitation de la MECS Voltaire,

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

MISE EN PLACE D'INITIATIVES PILOTES D'ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS DANS LE CADRE DE LA RENOVATION ENERGETIQUE DE LEUR LOGEMENT

2021-05-27-11

M. DEJAIFFE
Si j'ai bien compris, c'est un projet pour une dizaine de rénovations, mais est-ce que ça ne risque pas d'entrer en concurrence avec ce que propose le PETR ?

Mme le Maire
Il s'agit là d'une expérimentation sur laquelle nous avons souhaité aller. La Ville va s'engager sur la communication, puisque c'est une expérimentation limitée sur quelques logements et on va faire très attention. Il nous est demandé d'être dans la plus grande transparence et qu'on soit en aide à la communication, justement pour ne pas venir en surcharge avec ce qui est proposé.

Pour l'avenir, si l'expérimentation fonctionne et si d'autres villes peuvent rentrer dans cette expérimentation -qui n'en serait plus une- on pourrait alors fondre les différentes propositions. Mais pour l'instant, il s'agit de cibler sur un nombre réduit d'abord pour pouvoir voir comment ça fonctionne et voir si effectivement les gens sont contents du service.

M. LEMOINE
C'est exactement la première des remarques que j'avais faite quand on a travaillé sur ce dispositif, c'est-à-dire ne pas rentrer ni en concurrence, ni rendre les choses plus complexes, puisque l'objectif numéro 1 est justement la simplification de ce parcours pour les personnes désireuses d'améliorer la performance énergétique de leur maison. Evidemment, les différents dispositifs auront à être coordonnés le mieux possible pour éviter d'arriver à l'inverse de l'objectif.

Ce qui est important est de bien comprendre qu'on va mettre en place, grâce à ce dispositif, un partenariat avec ce pôle fibres-Energivie et l'opérateur technique IZI by EDF, qui va permettre à l'habitant d'être accompagné sur le projet « *de A jusqu'à Z* », c'est-à-dire depuis le diagnostic jusqu'à -et vous avez pu le lire dans le rapport- la réalisation des travaux, y compris dans la vérification de l'efficience de ceci, avec une réelle garantie. Je crois donc qu'on est là sur quelque chose qui est particulièrement performant -j'en suis même persuadé-. En parallèle, on travaille avec GrDF pour voir comment on va pouvoir accompagner les mutations vers d'autres types de chauffage que les chaudières à fioul, puisqu'elles vont finir par être interdites.

M. PANCHER
Je crois que la Région Grand Est s'était engagée dans une démarche exactement identique de prise de charge de l'ensemble des dossiers du début jusqu'à la fin, notamment par un bilan énergétique, par la recherche de l'ensemble des intervenants et par le suivi. Je le dis parce qu'il est important de savoir quel est l'interlocuteur à indiquer à l'ensemble des propriétaires sur la rénovation technique. Quel est le lien entre les uns et les autres ?

Mme HIBOUR
L'avantage, c'est que les services de la Ville de Bar-le-Duc et les services de la Communauté d'Agglomération sont les mêmes interlocuteurs. D'ailleurs la Communauté d'Agglomération a répondu et déposé un dossier pour bénéficier de subventions de la Région dans le cadre du lancement de l'opération OPAH et elle a justement été attributaire, lors de la dernière commission permanente de la Région Grand Est, d'une subvention de plus de 12.000 € sur l'opération OPAH portée par la Communauté d'Agglomération. Bien évidemment, l'objectif est d'accompagner la lutte contre la vacance et le volet énergivore.

Mme le Maire
Sur cette expérimentation proprement dite qui est sur un domaine très limité, la Ville de Bar-le-Duc va être le tiers de confiance et fera la communication. On est sur un périmètre très restreint pour voir comment ça fonctionne, donc c'est vraiment une expérimentation -et je tiens à ce terme-là- proposée par EDG et ErDF sur l'abandon des chaudières fioul pour passer au gaz vert et sur la demande à la Ville d'être le garant et le tiers de confiance.

M. PICHON
Pour répondre à Monsieur PANCHER, il y a effectivement le SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique) qui va être développé avec le PETR, ce qui permettra d'avoir un guichet unique. Mais là, on a bien compris que c'était un dispositif expérimental et limité. En revanche, il existe bien un dispositif au niveau régional qui permet actuellement d'accompagner de A à Z, c'est-à-dire de faire un diagnostic au départ, de conseiller, de suivre les travaux et ensuite de regarder et de faire un diagnostic de l'efficacité des investissements au niveau énergétique, la performance du bâtiment au niveau énergétique, etc... mais ce dispositif est pour le moment payant. Il est donc intéressant de développer des choses gratuites qui vont permettre de décarbonner. J'ai oublié le nom de ce dispositif que nous avons eu en PETR.

Mme HIBOUR
C'est Oktave dans lequel l'ingénierie est mise à disposition par la Région et les collectivités qui s'engagent dans ce projet bénéficient de subventions de la collectivité.

M. PANCHER
Si on pouvait quand même viser dans un terme assez rapide, le fait de n'avoir qu'un seul interlocuteur en matière de rénovation thermique, parce que c'est quand même infernal. Moi qui termine de rénover ma maison, je regrette que le Département, à l'époque avec l'aventure Savecom, ait eu le terme qu'on connait, parce que c'était quand même un seul interlocuteur. La Région a repris ce type de dispositif et l'a étendu ; l'Etat évidemment s'y mêle et il y a toutes les entreprises qui portent des certificats d'économie d'énergie -et notamment EDF- qui veulent se mettre en avant sur des dispositifs de ce type. Et la réalité est que les propriétaires n'y comprennent rien.

Je le dis -et ça parait simple en théorie- c'est d'avoir une seule structure, un seul numéro de téléphone, un seul interlocuteur qui suit le dossier du début jusqu'à la fin. Tout le monde sait que le secret de la réussite est de

n'avoir qu'un seul interlocuteur pour s'occuper de tout ; or, on n'y arrive encore pas actuellemen, alors que ça fait déjà 10 ou 15 ans depuis le Grenelle de l'environnement.

Mme le Maire
Bertrand, je suis tout à fait de ton avis et ici, on n'est pas les seuls, puisqu'on l'a appelé de nos vœux en disant qu'il fallait simplifier les choses pour que les usagers s'y retrouvent. Il ne faut pas se le cacher, on est sur un marché ouvert à plusieurs dont un certain nombre d'entreprises qui cherchent aussi à rentrer sur ce marché-là. Encore une fois, l'objectif ultime -mais il ne va pas arriver demain- dans un avenir relativement court, c'est qu'il n'y ait qu'un guichet qui va permettre aux gens d'aller ensuite peut-être choisir leur dispositif.

Là on est sur le renforcement dans le cadre du CTE et il y a cette opportunité sur un nombre réduit d'usagers pour voir comment ça fonctionne, est-ce qu'ils seront contents, est-ce qu'effectivement ça marche du début à la fin ? Et ensuite, quand l'expérimentation sera terminée, ils en tireront les conséquences ; on en tirera aussi et à nous aussi de faire remonter ce besoin de guichet unique. Mais je pense que c'est le vœu de tout le monde.

M. PICHON
Au PETR, on a voté la mise en place d'un guichet unique pour suivre « *de A à Z* » à la fois les particuliers, mais aussi les collectivités et c'est le dispositif SARE. Rien n'empêche aussi de prévoir, au niveau de la Municipalité ou de l'Agglomération, du supplément pour accompagner, parce que -je suis tout à fait d'accord- c'est extrêmement compliqué. Quand on s'engage dans des travaux, il y a une multitude d'aides ; on a surtout peur de passer à côté de quelque chose et aussi de ne pas réaliser les bons travaux, parce qu'il y a les aides, mais il y a aussi le choix des matériaux, des techniques, des méthodes et des procédures qui est compliqué. Toute la technologie au niveau des bâtiments et des matériaux évolue sans cesse, donc il y a un besoin d'accompagnement de plus en plus prégnant.

Mme le Maire
Mais c'est vrai que le vœu de tous ici -et de moi en particulier- est de simplifier les choses et d'aider les particuliers à ne pas se perdre dans ce dédalle de propositions ; c'est certain.

M. DEJAIFFE
Pour avoir discuté avec de nombreux artisans ces derniers mois sur ces questions, ils me disaient qu'ils étaient en grande difficulté avec ce type de dispositif, parce que les objectifs de réduction d'énergie ne sont jamais atteints par rapport à ce qui a été annoncé -notamment en raison d'un certain nombre de contraintes techniques- et que ça les met en porte-à-faux à l'égard de leurs clients, parce que quand la réduction énergétique n'est pas atteinte, les aides n'arrivent pas non plus. C'est donc très compliqué pour les entreprises, ça peut même les mettre dans certains cas en grande difficulté, parce qu'effectivement, le client lui a signé pour un montant et en fonction de ce qui va lui rester à payer. Or, en réalité, quand il ne reçoit pas les aides, il se retourne vers l'entreprise qui, elle n'est pas en faute puisqu'elle a fait ce qu'elle pouvait avec les problèmes techniques qu'elle a rencontrés.

Je crois qu'il y a là un accompagnement ou en tout cas, une prudence à faire savoir. Si la Ville est tiers de confiance dans cette affaire, il ne faudrait pas qu'elle devienne tiers de défiance. Je crois qu'il est nécessaire de prévenir aussi les particuliers qui seront bénéficiaires de ce dispositif.

M. DAMANT
Pour être allé sur le site de Fibres-Energivie, ce qui me gêne un peu dans ce dispositif, c'est que tout cela est quand même très adossé -mais vous venez de le dire- à des entreprises. Il est vrai qu'à Bar-le-Duc, on avait un guichet unique, le CMAL qui touche une certaine catégorie de particuliers et qui était quand même très simple. Là, pour le coup, on ne pouvait pas faire plus simple, puisqu'il gérait pratiquement tout « de A à Z ». Je crois donc que c'est vers ça qu'il faut aller avec des structures qui ne sont pas directement adossées à des entreprises, sinon il y a de vrais problèmes de concurrence qui se mettent en place et là aussi, la Ville peut être mise en difficulté par des particuliers qui ne seraient peut-être pas très contents des travaux.

Mme le Maire
C'est pour cela que nous parlons d'une expérimentation. Encore une fois, je disais tout à l'heure que c'est un marché quand même -au niveau économique- formidable pour un tas d'entreprises -je le reconnais- donc il faut

peut-être « faire un peu le ménage » pendant quelques années pour pouvoir après choisir ce qui est le mieux et s'organiser pour qu'il y ait un guichet unique ; pardonnez-moi si je parle un peu trivialement mais c'est ça aussi.

La Ville de Bar-le-Duc est engagée dans plusieurs actions en vue d'améliorer la qualité d'habiter sur le territoire. Ces initiatives visent à relever les défis identifiés au niveau national, notamment la question de la rénovation énergétique des logements et des diminutions de charges de chauffage des ménages barisiens.

Plusieurs actions ont été lancées en ce sens :

- La mise en place d'une plate-forme de rénovation de l'habitat
- La rénovation du réseau de chaleur de la côte Sainte Catherine
- Le lancement d'une OPAH et d'une OPAH de renouvellement urbain
- Le déploiement d'un conseiller Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique

Dans un contexte national ou les dispositifs d'accompagnement sont complexes, il est nécessaire pour les territoires d'assurer un rôle de coordination et de promotion des dispositifs. Cela doit permettre à chaque particulier de trouver des solutions adaptées à sa situation.

La Ville souhaitant renforcer son rôle dans ce cadre, elle a travaillé à la mise en place de deux dispositifs pilotes visant à amener des avancées qui seront ensuite reproductibles au niveau national.

Favoriser la massification des rénovations énergétiques des maisons individuelles

Portée par le Pôle de compétitivité Fibres-Energivie, structure dédiée aux matériaux du bâtiment qui fédère tous les acteurs de la filière (des fournisseurs aux intégrateurs), la première expérimentation vise à mettre en place un dispositif intégré d'accompagnement à la rénovation énergétique des logements.

Le dispositif, dénommé « Parcours de Rénovation Énergétique Performante » ou « PREP », tend à accompagner le particulier par :

- La tenue d'échanges préalables sur les besoins du ménage,
- La mise en place d'audits du bâtiment,
- La conception de plusieurs scénarios de travaux,
- La mobilisation des aides nationales pour la rénovation (CEE et MaPrimeRenov'), par projection du plan de financement et demande des aides,
- La mobilisation d'un opérateur financier pour permettre le financement du reste à charge via des prêts pouvant aller à 15 voire 18 ans,
- La gestion des travaux en mobilisant des artisans locaux,
- Le suivi des travaux,
- La garantie décennale et les assurances en cas de problème.

En simplifiant le parcours de rénovation du logement pour le particulier, cette solution pourrait amener une mobilisation plus importante des particuliers.

Pour mettre en place ce dispositif expérimental en 2021, le pôle de compétitivité souhaite mobiliser des acteurs de confiance :

- L'opérateur en charge de porter l'ensemble des démarches techniques sera EDF via son dispositif IZI. Cet acteur apportera à la fois sa technicité, son expérience, sa connaissance du tissu d'artisans locaux et ses garanties
- L'opérateur financier mobilisé pour financer le dispositif sera la Nef, banque coopérative située en région lyonnaise
- Le relais local doit être assuré par les collectivités locales retenues pour participer à l'expérimentation.

Lancé en 2020 en île de France, le dispositif est étendu cette année à quelques collectivités de la Région Grand Est. L'objectif sera d'accompagner 30 rénovations en 2021 sur la région. Ce dispositif expérimental sera ensuite étendu avec un objectif de 1500 rénovations en 2022 et 8000 en 2023. La montée en charge du programme s'appuiera sur le plan de relance national.

Dans le cadre de cette expérimentation, la ville de Bar-le-Duc assurera un rôle de communication et de mobilisation des particuliers. Elle essaiera de faire émerger 10 projets de rénovation d'ici à l'automne. Les maisons visées sont les pavillons construits depuis les années 50, l'idéal étant de trouver un panel représentatif de logements avec plusieurs typologies permettant de démontrer l'adaptabilité du dispositif. Plusieurs secteurs pourraient répondre à ce besoin : la zone pavillonnaire de la côte Sainte Catherine, le quartier Petit-Juré – Chênaie ou encore Marbot-Piscine.

La convention de Performance Energétique

A la mi 2020, le gouvernement a annoncé l'interdiction au 1er janvier 2022 de l'installation de toute nouvelle chaudière au fioul. Cette interdiction tend à programmer l'arrêt progressif du chauffage au fioul en contraignant les particuliers devant remplacer leur chaudière à changer de mode de production.

Il est estimé qu'environ 400 foyers barisiens se chauffent au fioul à l'heure actuelle. Dans ce cadre, GrDF propose d'accompagner la ville dans la mise en place d'une convention de Performance Energétique qui permettra d'accompagner un maximum de foyer dans le remplacement de leur chaudière au fioul.

Pour GrDF, le remplacement pourrait se faire via des chaudières gaz selon deux modalités :

- A court terme, par une action de densification des installations là où le réseau est déjà présent, ce qui permettrait de changer entre 50 et 100 installations fioul

- A moyen terme par des extensions de réseau qui permettraient de projeter un changement pour les 300 à 350 foyers restant. Ces extensions devront faire l'objet d'études particulières. En raison des contraintes de rentabilité imposées à GrDF, un financement de la collectivité pourrait être nécessaire.

Ces dispositifs sont intégrés dans le contrat de transition écologique porté par le Département.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Approuver l'engagement de la ville de Bar-le-Duc aux côtés du pôle de compétitivité Energivie pour la mise en place du dispositif de parcours de rénovation énergétique performante,

- Echanger avec GrDF afin de définir une convention de Performance Energétique,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL, HUMANITAIRE OU SOCIOCULTUREL AU TITRE DE 2021, PARTIE COMPLEMENTAIRE

2021-05-27-12

Dans le cadre des subventions accordées chaque année aux associations œuvrant sur le champ social, humanitaire ou socioculturel, de manière complémentaire aux subventions votées lors de la séance du 11 février dernier, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir attribuer, au titre de 2021, les subventions selon le tableau ci-joint.

Le soutien à l'association Niger Ma Zaada correspond au soutien à des actions éducatives sur la solidarité internationale menées à l'école Jean ERRARD. L'action prévue en 2020 n'a pas pu se dérouler normalement, mais l'association a été en capacité de justifier de dépenses engagées. La réalisation de l'action nécessite donc un complément.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Attribuer les subventions aux associations à caractère social, humanitaire ou socioculturel, au titre de 2021, et de manière complémentaire à la séance du 11 février dernier, selon le tableau joint

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

AMENAGEMENT DU QUARTIER DE LA LIBERATION ET CONSTRUCTION D'UN BOULODROME

2021-05-27-13

Mme KUBANY
Je voudrais intervenir sur ce sujet, parce que la Libération est un quartier qui me tient à cœur, j'y suis née, j'y ai passé toute mon enfance, etc... et j'y ai beaucoup d'attaches, j'y connais beaucoup de gens. Je voudrais donc savoir si les habitants seront consultés et comment, ainsi que les boulistes ; on l'a un peu entendu, mais sous quel biais ? Un tel projet dans ce quartier va forcément occasionner des nuisances, un surplus de véhicules qu'il va falloir gérer. Est-ce que le projet n'est pas disproportionné par rapport à la taille du quartier ? 16 pistes de 15 x 4, soit 2.000 m² de bâtiment, sans compter les pistes extérieures, c'est quand même assez conséquent. La végétation du quartier ne risque-t-elle pas d'être cachée derrière ce gros bâtiment ?

De plus, pour revenir aux besoins propres de cet équipement, les habitants de la Libération -pour en avoir rencontré beaucoup- souhaitaient eux des pistes de boules pour jouer en amateur et non un boulodrome. Quant aux boulistes que j'ai pu rencontrer, eux souhaitaient que ce boulodrome soit implanté à la côte Sainte-Catherine où ils sont déjà et où ils disent que l'endroit est idéal pour eux.

En même temps, puisque nous abordons le quartier de la Libération, les habitants sont plutôt inquiets et préoccupés par la fermeture de la passerelle ; ils souhaiteraient savoir quand est-ce que les travaux vont être effectués, à quel moment, ainsi que les travaux de l'OPH, puisqu'il y a un beau projet au niveau de l'OPH. Les habitants aimeraient donc avoir des dates pour pouvoir se situer, pour la végétation également.

J'ai aussi quelques remarques d'habitants qui auraient envoyé des courriers à votre Cabinet dans lesquels ils proposaient des solutions pour le transport sécurisé de leurs enfants au vu de la fermeture de la passerelle, puisqu'ils vont à pied de la rue du Port à l'école Edmond Laguerre, ainsi qu'au collège, etc... est-ce qu'il y aurait des choses qui pourraient être mises en place en attendant la livraison de la passerelle ?

M. REMOND
Je vais apporter quelques précisions qui ne sont effectivement pas dans le corps de la délibération. Concernant ce projet, le bâtiment est de 900 m² avec 16 pistes de 12 x 3 m (et non pas 15x4 comme vous l'avez évoqué)...

Mme KUBANY
D'accord, mais en dehors des pistes, il faut qu'il y ait quand même des espaces autour. Les pistes ne sont pas accolées...

Mme le Maire
Laissez parler Monsieur REMOND qui va vous donner d'autres informations.

M. REMOND
Si, effectivement, les pistes seront collées les unes aux autres. Il y aura juste un couloir de déambulation entre les deux parties de pistes, mais on est parti sur un bâtiment de 900 m² à peu près.

Quand vous évoquez des pistes extérieures, dans la délibération il est bien inscrit qu'il y a eu un recours auprès du Cabinet Atelier du Paysage qui est en train d'effectuer justement différentes études sur le réaménagement et la requalification du projet, le but étant exactement d'inscrire ce boulodrome dans la vie du quartier. Je me souviens que quand j'étais enfant, de nombreux tournois de pétanque étaient organisés sur la Libération le vendredi et le samedi -si je me souviens bien- ; ça drainait beaucoup de monde et c'était plutôt sympathique.

Mme le Maire
Concernant les joueurs de boule de la côte Sainte-Catherine, ça ne remet pas en cause du tout.

M. REMOND
J'ai eu comme interlocutrice Madame WAGENHEIM, Présidente du bouling-club. Je sais aussi qu'il y a quelques Barisiens qui se regroupent pour pratiquer la pétanque sur le quartier de la côte Sainte-Catherine et plus précisément au sein du stade de la côte Sainte-Catherine, mais ça ne concerne même pas dix personnes qui ne sont pas regroupées sous une association. Ensuite, il y aura une convention qui sera délibérée et on associera tout le monde pour que chacun puisse en bénéficier.

Mme le Maire
Je rappelle aussi que dans le quartier du cinéma, on vient de faire trois pistes de pétanque.

M. GONZATO
Concernant la passerelle, nous sommes toujours en phase d'étude. Comme on l'avait expliqué lors des dernières commissions, il se trouve que la passerelle devra être surélevée par rapport au niveau des plus hautes eaux, donc on est en train d'y travailler pour parvenir à l'intégrer parce que nous devons aussi prendre en compte l'accès ERP. La semaine dernière, nous sommes allés sur le terrain avec le Bureau d'études et nous attendons un rendu dans les semaines qui viennent.

Quant aux déplacements, je crois savoir qu'une étude a été faite concernant les personnes et notamment les enfants, mais je n'ai pas plus d'éléments.

Mme le Maire
Je voudrais vous dire qu'il existe quelque chose qui apparait tout le temps sur mon ordinateur ou mon téléphone, c'est le dispositif Maarch qui me met au courant de tous les courriers qui arrivent. Sauf s'ils ont écrit il y a deux ou trois jours, je n'ai absolument jamais eu de courrier me demandant un transport sécurisé des habitants de la Libération.

Mme HIBOUR
Je voudrais indiquer qu'à ce sujet, j'ai eu un dialogue avec les représentants de parents d'élèves de l'école concernée. Effectivement, les travaux -vous l'avez bien compris- concernent des mesures de sécurité, puisque la passerelle menaçait de s'écrouler et bien évidemment, la sécurité est notre priorité au quotidien. On a donc eu un dialogue avec les parents d'élèves ; nous avons aussi étudié d'autres alternatives, notamment le fait de pouvoir passer par le chemin qui est dans l'emprise de la cité scolaire Raymond Poincaré, mais ça n'a pas été possible dans la mesure où un plan Vigipirate est mis en place et que les personnes extérieures à l'établissement ne peuvent pas avoir accès à l'établissement. Nous avons donc eu ce dialogue avec l'ancienne proviseure, mais ça n'a pas été possible.

Pour autant, lorsque j'ai échangé avec les représentants de parents d'élèves de l'école, nous avons constaté les remontées que nous ont faites les parents d'élèves et finalement ça ne concernait pas beaucoup d'enfants. la question de mettre en place un transport à la demande pour se rendre du quartier de la Libération à l'école avait été soulevée, mais finalement ça ne concernait qu'un ou deux enfants et les parents ont alors considéré qu'il y avait une alternative possible à trouver autrement sans mettre en place un transport à la demande.

Mme le Maire
Concernant les habitants de ce quartier, j'y suis relativement souvent aussi et encore il n'y a pas très longtemps. Effectivement quand il y a des travaux, il y a des nuisances -c'est certain-, mais si vous connaissez bien le quartier -et je sais que vous le connaissez bien-, ces espaces situés devant la chapelle, entre l'ancien bungalow du billard-club et ce qu'on a dénommé un temps « skate-park » et qui ne ressemble à rien, mais qui apporte pour le coup des nuisances aux riverains parce que ça fait caisse de résonnance, n'ont pas de vie et les riverains se plaignent ; ils nous demandent plutôt des jeux pour les petits -ce qui est prévu dans l'aménagement du boulodrome- qu'autre chose. Il y a effectivement tout un espace qu'il nous faut repenser, y compris avec de la végétation bien sûr.

Quand le projet sera bien avancé, on fera encor avec les comités consultatifs et avec vous, des allers-et-retours pour montrer ce qui est prévu, et prendre bien sûr l'aval des habitants pour voir si ça va.

M. DEJAIFFE
Merci, Madame le Maire, pour les réponses apportées. Sur la question de la passerelle, nous avons voté ce projet il y a quelques mois et je m'étonne donc qu'il y ait de nouveau une étude, mais c'est une parenthèse et ce n'est pas l'objet de ce rapport.

Il me semble que la pétanque est un sport important, que les associations qui gèrent ce sport sur notre ville sont dynamiques et font un super travail, que les habitants ont raison de jouer à la pétanque, parce que c'est vraiment un sport de convivialité. Ce sont des espaces de sociabilité. Vous pourriez aussi rajouter qu'il y a un certain nombre de joueurs au Petit-Juré qui d'ailleurs aimeraient bien -pour discuter avec eux puisqu'on est tous à dire qu'on connait bien les quartiers, je fréquente aussi presque quasiment tous les jours ces lieux- que le terrain soit mieux entretenu.

Mais si la pétanque est importante, une somme de 2 M€ dans notre ville pour faire ce projet me semble complètement indécente. Initialement on était sur un projet à 3 M€ qui devait être porté par la Communauté d'Agglomération, situé sur le quartier Saint-Jean, donc c'est un projet qui est déplacé ? Parce qu'il y a une opportunité, on déplace les projets, mais quel sens ça a de déplacer les projets ? Si on les déplace, ça veut dire qu'au départ, ils n'avaient pas beaucoup de sens, parce que s'ils avaient eu un sens, on ne les aurait sans doute pas déplacés. Quelle cohérence ça a sur l'ensemble de la ville, de disséminer des espaces et des projets dans des quartiers qui ne sont pas forcément demandeurs ?

En termes d'aménagement, il me semble que l'enjeu de l'aménagement -et je ne suis pas architecte urbanisme- est de gérer les vides et les pleins dans une ville. Dans ce quartier, c'est justement intéressant qu'il y ait des vides, parce que c'est le seul lieu aujourd'hui dans Bar-le-Duc où il est encore possible de faire du vélo avec des enfants, d'y organiser des manifestations, d'y poser des activités, d'avoir une souplesse dans les animations qui peuvent être proposées. Les autres espaces ont disparu, que ce soit sur le parking du hall des Brasseries, que ce soit à la Sapinière... il ne reste quasiment plus que ce lieu-là qui permet de pouvoir y installer des choses, des manifestations, des brocantes, des marchés, etc... de manière occasionnelle sur une journée par exemple.

Et je crois que 2 M€ pour la Ville de Bar-le-Duc, elle n'en a pas les moyens. Quel coût de fonctionnement à la longue sur l'entretien de ce bâtiment ? On voit bien qu'on a beaucoup d'infrastructures qu'on ne parvient pas à entretenir. Je me baladais il y a quelques jours encore à la côte Sainte-Catherine, dans le stade et quand on voit l'état du vestiaire construit il y a une petite trentaine d'années -25 ans-, parce qu'on n'est pas en mesure de l'entretenir et que par ailleurs, on va reconstruire des bâtiments à 2 M€, alors que les habitants du quartier ne vont pas y avoir accès, alors qu'ils ne sont pas demandeurs de cela, alors que -comme l'a dit Madame KUBANY- ça va entrainer un certain nombre de nuisances et que ça va aussi freiner la circulation des enfants et des ados... Je crois que cet espace est un lieu qui pourrait être à destination des adolescents, puisqu'il n'y en a pas sur notre ville.

C'est très bien qu'il y ait des aménagements pour les jeunes enfants et je vous félicite si vous arrivez à enterrer les containers à déchets, etc... ça serait vraiment formidable pour notre ville. Mais je crois d'une part, que le lieu est mal choisi et d'autre part, que 2 M€ pour des pistes qui ne permettront même pas -si j'ai bien compris ce qu'a laissé entendre Monsieur HAUET, mais il pourra le redire, puisqu'il connait mieux la pétanque que moi- d'accueillir des compétitions nationales, mais seulement des compétitions uniquement régionales, parce que

les pistes ne sont pas de 15x4 mais de 12x3m, c'est complètement dispendieux et complètement indécent au regard de la précarité et de l'instabilité financière dans laquelle notre ville et notre collectivité se trouvent -et ce n'est pas moi qui le dis, c'est vous, Madame le Maire et Monsieur MINETTO qui l'avez dit au moment du vote du budget.

M. DAMANT
J'aimerais avoir des informations au sujet d'un éventuel cahier des charges qui serait déjà en place ou à faire rapidement sur ce bâtiment, parce qu'à 2 M€, j'imagine qu'il y a panneaux solaires, une récupération des eaux de pluie pour les toilettes, etc... et peut-être des salles complémentaires. Il y a une ville qui n'est pas très loin d'ici et où je travaille, qui a fait un tout nouveau boulodrome, qui n'a pas ces dimensions évidemment, mais qui est équipé de tous ces éléments écologiques.

Mme le Maire
Le cahier des charges, vous l'aurez quand il sera effectivement écrit. Je voudrais aussi répondre à Monsieur DEJAIFFE sur les espaces, les vides et les pleins. Si vous fréquentez et connaissez le quartier de la Libération, c'est quand même cet endroit qui ressemble plus à un chantier délaissé qu'à autre chose. Encore une fois, concernant les habitants eux-mêmes -mais on ne doit pas rencontrer les mêmes- bien sûr que quand il y a des travaux, il y a des nuisances, mais les nuisances ne sont pas faites pour durer dix ans et elles sont faites aussi pour améliorer les choses et la qualité de vie. Autour de ce boulodrome, il y aura aussi un certain nombre d'aménagements. Je ne vois pas pourquoi vous dites que les habitants du quartier n'auraient pas accès à ce boulodrome, puisque vous êtes pertinemment persuadé -et moi aussi- que ce sport est accessible à tous.

Et quand vous dites qu'il n'y a plus d'espace libre où on peut organiser des brocantes, des marchés, etc..., vous êtes en train d'oublier tous les espaces qui vont être libérés à la côte Sainte-Catherine et sur lesquels on va pouvoir effectivement proposer des animations. Le quartier de la Libération est un quartier à la suite du quartier Molière qui a vraiment bien été rénové, qu'on ne laissera donc pas comme ça à l'abandon et qu'on ne laissera avec cette idée qu'il n'est pas terminé, ni fini.

C'est votre avis que de dire que c'est quelque chose de dispendieux. Il ne s'agit pas de faire supporter les 2 M€ à la Ville de Bar-le-Duc -et vous le savez pertinemment-. Justement, nos services y travaillent et nous avons des collaborations avec un certain nombre d'entités comme le Département, la Région, etc... qui sont là aussi pour nous aider. Bien sûr qu'on ne va pas dépenser 2 M€ à la Ville de Bar-le-Duc exclusivement pour cet aménagement !

Maintenant, concernant les pistes qui ne sont pas d'un calibre permettant l'organisation de manifestations nationales, l'association elle-même et les gens qui utilisent le hall en ce moment n'en ont pas fait la demande. Vincent REMOND continue à travailler avec eux, leur demandant exactement et précisément ce qu'ils voulaient et ils ne souhaitent pas plus. Il ne faut donc pas non plus tout le temps galvauder les choses et dire qu'on fait des choix qui ne correspondent pas... Ce n'est surement pas votre avis, mais en tout cas, c'est le choix que nous faisons et je suis prête à l'assumer.

(Départ de Monsieur Sébastien FRANZ qui donne pouvoir à Monsieur Alain HAUET)

M. DEJAIFFE
On n'a sans doute pas le même point de vue sur l'aménagement de ce quartier. Je trouve au contraire que le fait que cet espace soit en sable, que ce soit -comme je l'ai dit tout à l'heure- un espace « de liberté », c'est important sur une ville. C'est important parce que ça permet aux enfants de courir, d'y faire du vélo et un tas de choses et je crois qu'on a besoin d'avoir aussi des espaces qui ne soient pas urbanisés, pas aménagés parce que ça répond à des besoins et notamment ceux des enfants...

Mme le Maire
Merci, Monsieur DEJAIFFE.

M. DEJAIFFE
Je peux quand même terminer ?

M. PICHON
Il y a effectivement un besoin urgent de faire quelque chose pour ce quartier qui est vraiment dans un état catastrophique : la voirie y est catastrophique, c'est sinistre, c'est un des quartiers les moins bien desservis et les moins bien investis de Bar-le-Duc. Je suis déjà content que l'OPH puisse lancer une opération de réhabilitation des bâtiments.

C'est aussi une entrée de ville et il y a un besoin de rééquilibrage de l'aménagement sur Bar-le-Duc. Ce quartier avait été oublié depuis de nombreuses années et je crois que pour ceux qui y vivent, c'est très important qu'on ait des projets et qu'on puisse développer un aménagement qui va permettre d'améliorer franchement le cadre de vie, parce qu'aujourd'hui, ce quartier est vraiment sinistre.

Mme le Maire
On avait commencé par le quartier Molière -je vous le rappelle- et sur cette partie de quartier, on profite de la réhabilitation de l'OPH qui va être une réhabilitation de grande ampleur. Je souhaite qu'on y enterre à titre expérimental les containers pour voir comment ça fonctionne, comment la population répond pour pouvoir ensuite le faire dans d'autres quartiers. La réhabilitation de la chapelle en centre social, pour l'instant et en tout cas à notre avis, parait un peu une verrue, c'est-à-dire qu'il faut absolument qu'on termine ce quartier qui ne ressemble pas à un quartier terminé. Maintenant j'entends qu'on ne peut pas être tout à fait du même avis.

M. VERLANT
Je n'ai rien contre la réhabilitation de ce quartier, mais j'aurais trois questions : est-ce qu'on aurait les coûts de fonctionnement du bâtiment actuel et l'estimation du prochain coût de fonctionnement du bâtiment ? Pourquoi passe-t-on d'un budget de 3 M€ à 2 M€ ? Pourquoi passe-t-on de l'Agglomération à la commune ?

Mme le Maire
Sur le coût de fonctionnement du vieux hall Ouairy, je ne l'ai pas exactement, mais le fait de construire quelque chose avec de nouvelles normes va -je pense- ne pas nous occasionner des coûts de fonctionnement plus importants.

Si on passe de 3 à 2 M€, c'est justement parce qu'on réduit le projet qui consistait en des pistes pouvant accueillir des manifestations nationales avec un certain nombre de choses dont les utilisateurs eux-mêmes nous ont dit ne pas avoir besoin ; ce qu'ils veulent, c'est pouvoir jouer au chaud et dans un bâtiment qui aujourd'hui, répond aux normes.

Et si on passe de l'Agglomération à la Ville, c'est justement parce que vu le budget de départ, porté par l'Agglomération, j'ai bien senti des réticences et je ne veux pas non plus continuer à faire croire que Bar-le-Duc s'équipe aux frais de l'Agglomération. Je ne suis pas complètement sourde et j'ai bien vu un certain nombre de réticences. Le projet a donc été redimensionné pour que la Ville puisse faire face à cette dépense.

Mme CHAMPION
On n'a effectivement pas les chiffres exacts, mais ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est qu'il y a une déperdition énergétique dans ce bâtiment qui est à démolir. Comme le hall des Brasseries, on ne peut plus rien en faire. Cela dit, en termes de fonctionnement, le fait d'avoir un bâtiment thermique qui réponde aux normes actuelles va nous permettre de faire des économies notoires. Je précise aussi que la pratique de la pétanque ne nécessite pas un chauffage à 20°, mais entre 12 et 14 ° habituellement. Donc d'un point de vue des économies d'énergie, c'est certain que les frais de fonctionnement seront moindres par rapport au bâtiment actuel.

Pour avoir assister aux réunions avec les organisations, Vincent REMOND pourra le confirmer, les besoins n'étaient pas du tout ce qui avait peut-être pu être imaginé. En sachant que pour les compétitions de plus hauts niveaux, ça se passe en général en extérieur. Monsieur DEJAIFFE, vous disiez qu'il n'y avait plus d'espace, mais croyez-moi, des espaces, les gens en trouvent finalement.

Pour répondre à Madame KUBANY, je précise aussi que ce qui a été étudié est que ça puisse être, à un moment donné, des espaces partagés. C'est une emprise de 900 m² avec un espace d'accueil/vestiaires/sanitaires, mais il n'y a pas besoin de douches par exemple, parce qu'on n'est pas dans le cadre d'un ERP de compétition nationale et internationale encore moins. Il y aura donc des espaces partagés.

Toutes les visions sont respectables, mais ce secteur faisant partie du canton de Bar-le-Duc 1, je l'ai aussi arpenté en tant que Conseillère Départementale et le retour que j'ai était plutôt que ce quartier était à l'abandon depuis des années. Effectivement, nous n'avons peut-être pas les mêmes références, mais on sait très bien que la population, de toute façon, sera toujours partagées. Notre volonté est d'aménager, de donner de l'espace et des espaces partagés et tout cela sera bien sûr soumis à l'approbation des riverains et des habitants du quartier.

M. RAULOT
J'aime beaucoup, parce que je viens d'entredre deux fois de la part de cette majorité que le quartier est délaissé et à l'abandon, donc je vous rappelle que ça fait quand même six ans que vous êtes au pouvoir et que vous auriez déjà pu imaginer un projet sur ce quartier, mais c'est bien de reconnaître que vous n'avez rien fait dans ce quartier depuis longtemps. Et vu que je ne suis pas sur Bar-le-Duc 1, on ne me taxera pas de récupération.

Mme le Maire
Vous oubliez quand même le quartier Molière, Monsieur RAULOT.

M. RAULOT
Oui, c'est très beau ; ne vous inquiétez pas, je m'y promène souvent aussi.

Quand on a une vision d'un quartier et que j'entendais Monsieur PICHON dire que c'était bien d'avoir un projet structurant pour un quartier, je ne suis pas sûr qu'un boulodrome -réservé à un club dans lequel il faut une adhésion- soit structurant pour ce quartier. Et comme vous en parlez depuis tout à l'heure, puisque vous passez votre temps à dire que ce sont les besoins du club -vous l'avez répété au moins trois fois-, c'est quand même assez problématique, puisque les besoins du club ne sont pas les besoins structurants pour ce quartier.

J'aurais deux questions auxquelles on n'a pas tout à fait répondu : quel est le devenir des autres clubs qui sont présents dans la structure au niveau de l'Avenue Gambetta, à savoir le club cycliste et le club de kayak ? Je suppose que ça doit être intégré dans la réflexion portée à la Communauté d'Agglomération sur le plan sportif.

Par ailleurs, vous avez parlé de vestiaires. Je suppose que comme pour tout club et comme on l'a fait dans toutes les infrastructures sportives ces dernières années, les adhérents ont aussi besoin d'un club-house ou d'une salle pour se réunir ; or, il ne me semble pas l'avoir vu dans la délibération. Est-ce juste un oubli et que ce n'est pas précisé dans cette délibération ? Ou est-ce que c'est quelque chose qu'il faudra prévoir, ce qui augmenterait le coût de bâtiment plus tard ?

Mme le Maire
Je vais vous donner un exemple, Monsieur RAULOT. A la côte Sainte-Catherine, il n'y avait pas un seul adhérent y habitant qui adhérait au club de tennis. Une association -qui s'appelle Fête le Mur- s'est créée, s'est greffée sur le club de tennis et aujourd'hui il y a des centaines d'adhérents dont la quasi-totalité des jeunes de la côte Sainte-Catherine. Si vous pensez qu'un équipement est exclusivement réservé aux adhérents et ne peut pas essaimer, donner envie aux habitants du quartier de venir, alors vous oubliez Fête le Mur et le club de tennis de la Côte Sainte-Catherine.

M. PANCHER
Quel est le coût de l'adhésion ?

Mme le Maire
10 Euros.

M. PANCHER
Ce n'est quand même pas cher.

M. HAUET
Je voulais intervenir d'abord s'agissant de la Libération, puisque vous faites un procès qui est inexistant dans la mesure où le quartier de la Libération a été parfaitement traité. On y a créé un nouveau centre social, il a été ouvert, étendu, amélioré. Ensuite, il y a un certain nombre de travaux qui ont été réalisés au niveau des HLM, mais aussi par la Ville, ne serait-ce que le quartier Molière. Tout se fait progressivement dans ce quartier, mais ce n'était pas l'objet de mon intervention.

Je voulais surtout parler de la pétanque. Vous l'avez dit tout à l'heure, Monsieur DEJAIFFE, il se trouve que maintenant que je suis proche de la retraite, l'une de mes activités aujourd'hui est de jouer un peu à la pétanque. Pourquoi avions-nous prévu de faire un boulodrome de 18 pistes (15 x 4) ? C'était pour des raisons de compétition. Tout dépend comment on appréhende la pétanque à Bar-le-Duc. La pétanque est normalement un sport d'extérieur, sauf que dans nos régions, jusqu'alors, on a 6 à 8 mois difficiles, quand il ne pleut pas, quand il ne fait pas froid, etc... d'où la nécessité d'avoir un boulodrome.

Ce boulodrome, on peut l'installer à l'endroit où on veut, puisque c'est en fait une boîte à chaussures qu'on pose parterre, dans laquelle il faut des sanitaires, une entrée et ensuite des pistes avec une piste centrale. Selon qu'on veut en faire un boulodrome de loisirs, c'est-à-dire où tout le monde accède pour jouer, pour se faire plaisir, ou qu'on veut y organiser des compétitions, on fait d'une manière ou d'une autre. Faire des pistes de 12 x 3 m, ça peut parfaitement convenir pour faire du loisir ou de la compétition départementale, voire même régionale. Simplement en créant un local qui ne sera pas à la norme, on ne pourra jamais y accueillir de compétition supérieure. Or, dans le passé, les Nationaux de pétanque étaient organisés à Bar-le-Duc, ce qui faisait venir sur le plan touristique -qui est mon domaine- un certain nombre de population pour pratiquer cette activité en question dans le hall des Brasseries -qui était suffisamment grand pour accueillir cette compétition qui durait souvent plusieurs jours. C'était donc une façon de faire venir des gens à Bar-le-Duc qui consomment.

Je n'ai pas d'apriori sur le boulodrome qui sera créé, mais c'est nécessaire aujourd'hui à Bar-le-Duc, et pas seulement pour les gens de Bar-le-Duc, mais aussi pour les environs et c'est la raison pour laquelle précédemment c'était l'Agglomération qui avait pris en charge ce dossier, tout simplement parce qu'il existe dans l'Agglomération un certain nombre de clubs qui participent. Il y a des organisations très régulières qui sont actuellement faites dans le boulodrome et qui seront pérennisées bien évidemment.

Actuellement les pistes font 2,5 x 11 m, ce qui est un peu étroit ; avec la pandémie, c'est devenu très compliqué. Si ça fait 12 x 3 m, on continuera à faire les activités qui ont lieu l'hiver actuellement et avec 16 pistes -puisqu'actuellement il y a 15 pistes- ça va parfaitement convenir pour faire les petites activités de loisirs auxquelles participent tous les gens qui veulent participer par loisirs. Quand j'ai le temps d'y aller, je vois qu'il y a en moyenne dans la semaine, trois manifestations au boulodrome en hiver et on y voit des gens des environs qui viennent même de Saint-Dizier parfois, etc... mais surtout des locaux. Par définition, concernant le nouveau local, qu'il soit à la côte, à la Libération ou ailleurs, on aura les mêmes participants. Sur le plan des loisirs, il n'y a donc pas de difficulté.

Maintenant, si on réduit le bâtiment, c'est sûr qu'on ne pourra pas avoir des compétitions majeures. Mais est-ce qu'on a la capacité à avoir des compétitions majeures -nationales ou internationales- ? C'est la question qu'il faut se poser, parce que l'investissement à réaliser est important en ce qui concerne le bâtiment, le matériel. Si on fait du national, il faut des douches, une case pour les arbitres, etc... c'est une négociation à trouver et savoir ce qui est le bâtiment qui s'adapte le mieux pour Bar-le-Duc.

Le fait de discuter avec les clubs -et non pas avec LE club, je l'ai déjà dit- permet effectivement de savoir à peu près ce qui est nécessaire et à partir de là, si le local qui est proposé est apprécié par les clubs qui participent et qui acceptent bien évidemment des loisirs, le problème est réglé. C'est donc faire un faux procès que de dire que ce n'est pas adapté. Après, qu'on le met là ou ailleurs, c'est une autre affaire, mais la Libération s'y prête assez bien, parce qu'elle a déjà connu des activités de cette nature. On pourrait le mettre ailleurs, bien évidemment, mais je ne vois pas pourquoi on priverait la Libération d'avoir un équipement qui permettrait effectivement le loisir à la population local.

M. DAMANT
S'il vous plait, est-ce que je répondre ?

Mme le Maire
Non, je passe au vote.

Par délibération du 28 juin 2018, le conseil municipal a défini les grandes orientations d'aménagement du quartier Saint-Jean, poursuivant l'objectif de créer un écoquartier.

Une mission de conception d'un avant-projet a été confiée au cabinet ERA pour l'aménagement de l'îlot central du quartier, dont les éléments clés étaient :

- La démolition du Hall des Brasseries et d'un bâtiment situé rue du 94ème RI ;
- La création d'un parking d'une capacité de 80 places au minimum ;
- La construction d'un complexe cinématographique ;
- L'intégration d'un boulodrome couvert (2 000 m²) le long de la rue Gambetta ;
- L'aménagement d'un espace de transition (parc paysager) avec jeux pour enfants.

Le conseil municipal a approuvé cet avant-projet et validé son plan de financement (coût estimé de 2,25 millions d'euros HT) le 7 février 2019.

Par délibération du 4 avril 2019, la Communauté d'Agglomération a validé le programme de construction d'un Hall Bouliste permettant l'accueil de compétitions régionales et nationales et le lancement de la maîtrise d'œuvre. L'étude de faisabilité faisant apparaître un coût d'opération estimé à 3 millions d'euros HT a freiné sa réalisation.

Les réflexions engagées par la Ville sur la deuxième phase de l'aménagement du Quartier Saint Jean comprenant la création d'une offre de logements diversifiés et de surfaces tertiaires l'ont conduite à voir le projet de construction du Hall Bouliste sous un nouvel angle en envisageant l'opération à l'extérieur du quartier pour faciliter l'implantation des nouveaux équipements.

Dans le même temps, nous avons été informés de l'intention de l'OPH de requalifier les immeubles du quartier de la Libération. La Ville avait confié une étude au cabinet Atelier Paysage, pour repenser l'aménagement urbain du quartier, dans la continuité des travaux réalisés sur l'îlot Molière, avec les enjeux suivants :

- Apaisement de la circulation et intégration des déplacements doux
- Démolition des équipements non utilisés
- Valorisation de la place du végétal dans l'aménagement

Plusieurs orientations complémentaires seront également intégrées :

- Une gestion des déchets par conteneurs enterrés
- La démolition de l'ancien club de billard,
- L'articulation entre le nouveau hall bouliste et les équipements de loisirs

Ce projet global visera le renforcement de la vie du quartier.

En conséquence, la Ville souhaite reprendre la maîtrise d'ouvrage du projet de construction du boulodrome couvert de 16 pistes sur le quartier de la Libération et dans une enveloppe budgétaire de 2 millions d'euros TTC.

Cette hypothèse a été présentée au club de pétanque barisien, le Bowling Club de Bar-le-Duc, et accueillie favorablement. Les échanges continueront tout au long du développement du projet.

La nécessité de libérer l'emprise du boulodrome actuel à l'horizon 2022 pour optimiser la conception du programme d'aménagement du quartier Saint Jean implique un démarrage rapide de l'opération de construction du nouveau bâtiment.

Il est proposé de se baser sur l'étude de faisabilité réalisée par la Communauté d'Agglomération en 2019 et sur les besoins exprimés par le Club de pétanque pour rédiger un cahier des charges et recruter un maître d'œuvre en septembre 2021. Les travaux pourraient alors démarrer au premier trimestre 2023 pour une livraison de l'équipement au printemps 2024.

Le relogement des autres clubs présents sur l'actuel Hall Ouairy (Union Cycliste Barisienne, Ancerville/Bar-le-Duc Canoë Kayak et Los Fouyants) est à l'étude, ils pourraient être à intégrer au sein d'installations communautaires ou municipales.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à la majorité, décide de :
Par 23 voix pour
9 Voix contre : M. DEJAIFFE, M. BERGER, M. RAULOT, Mme BENSAADI-TRAMONTANA, M. DAMANT, Mme JOLLY, Mme MATHIEU, M. VERLANT, Mme KUBANY

- Approuver, dans le cadre plus global de la requalification urbaine du quartier de la Libération, la maîtrise d'ouvrage par la Ville pour la construction d'un boulodrome couvert,

- Valider la faisabilité et le programme de cette opération portant sur un équipement de 16 pistes couvertes à un coût d'opération de 2 M€ TTC,

- Autoriser l'engagement d'une procédure de recrutement d'un maître d'œuvre,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

LANCEMENT DES CHANTIERS DE LA REUSSITE

2021-05-27-14

Mme HIBOUR
Je vais essayer de ne pas faire de commentaire sur le précédent vote, mais je regrette qu'on vote contre un projet qui finalement contribue à une politique d'aménagement du territoire et à la cohésion des territoires.

M. RAULOT
Depuis quand vous vous permettez de commenter les votes ?

M. DAMANT
Magnifique, Madame HIBOUR, comme d'habitude, vous vous permettez... *(inaudible)*. Madame HIBOUR, c'est extraordinaire, je vous félicite, bravo !

Mme le Maire
Non, elle n'a pas besoin de vos félicitations.

M. DAMANT
En tant qu'attachée parlementaire en plus...

Mme HIBOUR
Et alors ? Je ne vois pas le rapport. Vous avez un métier, j'en ai un aussi.

M. DEJAIFFE
Il me semble que la rédaction de ce projet de territoire est évidemment urgente, c'est une nécessité sur notre ville d'avoir des axes directeurs, d'avoir des actions, d'avoir un protocole d'évaluation de ce qui est fait sur le plan des activités éducatives, périscolaires, etc... Concernant ce travail de diagnostic, je ne reviendrai pas sur ce qui a été fait il y a deux ans, puisqu'on avait déjà initié un travail de diagnostic, mais je ne sais pas ce que c'est devenu ; je me souviens qu'un certain nombre d'agents de la collectivité avait compté le nombre de jeunes qui allaient faire du sport à la côte Sainte-Catherine, etc... On s'était réuni, on avait fait un travail à la salle des fêtes et puis il y a eu le covid et il ne s'est plus rien passé depuis.

Je voudrais juste dire, concernant ce travail de rédaction du projet éducatif de territoire, qu'il y a beaucoup de compétences autour de la table dans cette assemblée sur ces questions et il me semblerait que ça pourrait être un objet de travail de la part des élus. Je trouve que ce serait bien qu'on puisse s'emparer collectivement de ce projet éducatif de territoire qui rassemble finalement les préoccupations d'un certain nombre d'entre eux ici -et j'ai même envie de dire de tout le monde en réalité- et je trouve donc regrettable qu'on fasse appel à un Cabinet pour gérer ce projet, alors que nous pourrions le faire nous-mêmes, connaissant bien le territoire -on l'a montré lors du précédent rapport-. On pourrait aussi s'en emparer davantage si c'était nous qui le faisions, nous serions peut-être plus à même de comprendre à la fois les enjeux de ce projet éducatif de territoire et en même temps d'y associer la population. Il me semble qu'en tant qu'élu, on doit aussi participer à l'élaboration de la conduite de ces projets et il me semble regrettable qu'on le fasse faire une nouvelle fois par un Cabinet.

Mme HIBOUR
Merci, Monsieur DEJAIFFE, pour cette remarque. Moi, je suis un peu choquée par la manière dont vous avancez que les élus devraient travailler entre eux pour déterminer le projet éducatif global, qu'il y a un certain nombre de sachants autour de la table, alors que votre collègue vient de me reprocher que j'étais attachée parlementaire, présidente de la commission « lycées et apprentissage » à la Région et Adjointe à l'éducation et à la jeunesse à la Ville de Bar-le-Duc. Moi, je dirais que ça me donne un certain atout, parce que ça me permet d'avoir un regard à 360° sur les différentes politiques publiques qui sont mises en œuvre et notamment dans le domaine de l'éducation, puisque je travaille en contact direct avec le Recteur de la région académique Grand Est, avec le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur.

Pour autant, je ne considère pas que j'ai la science infuse et je considère surtout que nous élus, nous pouvons nous engager sur cette démarche, mais également l'ensemble des acteurs du territoire qui interviennent sur la politique éducative sur notre territoire -et on sait qu'ils sont nombreux. Notre collectivité dispose d'un tissu associatif très dense qui contribue, au-delà du temps scolaire, à la réussite éducative des élèves et c'est dans cette mesure notamment que l'on souhaite mener un diagnostic qui se veut objectif. C'est la raison pour laquelle nous faisons appel à un Cabinet et qu'on ne décide pas tout tout seul entre élus autour d'une table.

C'est votre point de vue que de considérer que des élus doivent décider tout seuls quels sont les leviers à mettre en œuvre pour atteindre la réussite éducative des jeunes, mais ce n'est pas le choix de la majorité. La majorité souhaite s'appuyer sur l'ensemble des acteurs du territoire.

M. DEJAIFFE
Je voudrais juste vous répondre, parce que pardonnez-moi, mais je travaille régulièrement avec ces Cabinets, puisqu'ils me sollicitent pour justement expertiser leur travail et je le fais dans le cadre de mon travail. Qu'est-ce qu'ils apportent de plus que ce que nous, on pourrait faire ? C'est la question avec évidemment les acteurs du territoire, les représentants d'associations. Et en réalité, ils vont faire ce qu'ils font la plupart du temps, c'est-à-dire -même s'ils ne le disent pas évidemment- un copié/collé d'autres projets éducatifs de territoire, parce qu'on en trouve plein -c'est très facile- et ils se ressemblent tous, la plupart du temps, parce que justement les collectivités utilisent les mêmes Cabinets pour les rédiger.

Je trouve regrettable que tous ensemble ici, on ne puisse pas faire ce travail de diagnostic, aller voir les associations, les fédérations de parents d'élèves, les agents de la collectivité, c'est à dire l'ensemble des personnes. Il me semble que si les habitants de la ville nous donnent un mandat, c'est aussi pour faire ce travail. Dans de plus petites communes qui n'ont pas les moyens d'avoir recours à des Cabinets, ce sont des élus qui font ce travail et ils le font parfois très bien, sur leur temps libre et souvent sans même être indemnisés pour

le faire. Et je trouve que ce serait sympa -pour le dire comme ça-, ce serait innovant, ça serait chouette que ce soit les élus qui s'emparent de ce projet. Mais effectivement, je peux entendre que vous préfériez confier ce travail à un Cabinet.

Mme CHAMPION
Pour rappel, nous avons certes tous des compétences, mais je crois que nous ne devons pas tout mélanger. D'autre part, je pense que vous oubliez une composante essentielle. Ça ne veut pas dire que les élus ici autour de la table ne seront pas concertés ; je ne doute pas que les chantiers que vous allez mener permettent de consulter les élus que nous sommes. Par contre, qui fait le travail derrière ? Qui anime ? Qui synthétise ? Je rappelle que si les élus travaillent, derrière c'est l'administration qui travaille et je ne crois pas que nous soyons en capacité d'animer avec neutralité. D'autre part, pour faire travailler des élus ensemble, vous savez ce que c'est, puisque pour preuve ce soir encore, on peut avoir des divergences d'opinions ; qui va arbitrer ? qui va décider ? Et là on n'est pas sur un débat politique mais sur la construction, on est bien dans une démocratie participative donc ça doit être animé.

Moi-même, je suis consultante et je n'imagine même pas de proposer mes services à la collectivité pour animer ce genre d'outil. Et j'ai quand même confiance -sinon ça voudrait dire qu'on dénigre le travail des Cabinets- puisque c'est à nous de définir le cahier des charges, Monsieur DEJAIFFE ; c'est à nous de définir ce que nous voulons et c'est à nous de définir si le Cabinet nous offre des éléments pertinents. C'est nous qui conduisons la démarche. Les élus seront associés -je n'ai aucun doute et j'espère bien en tant qu'élue, être intégrée dans cette démarche des chantiers de la réussite pour lesquels -vous le savez- j'ai une appétence particulière au même titre que beaucoup ici autour de cette table. Pour autant, nous avons d'abord l'administration, avec des personnes qui travaillent derrière et notre administration ne peut pas faire ce travail. Je ne comprends donc pas bien la remarque.

Mme le Maire
Concernant le Cabinet qui a été choisi, on ne peut pas l'accuser de faire du copié/collé, lorsqu'on voit le rendu qu'il a fait à l'Agglomération sur le schéma des sports ; c'est quand même quelqu'un avec qui nous avons travaillé sur ce schéma, qui nous a rendu un document particulièrement bien fourni et encore une fois, sans plagié ce qu'a dit Madame CHAMPION, je pense qu'on ne peut pas seul élaborer quelque chose qui va engager sur un certain nombre d'années, des compétences et des orientations à définir. Ce n'est pas quelque chose qu'on peut faire tout seul, au risque d'être taxé de partialité.

A partir de la démarche engagée en 2018 autour du Projet Educatif Global, la Ville de Bar-le-Duc souhaite, comme évoqué lors des réunions précédentes, intégrer une ambition plus large à ce projet, centré sur la réussite éducative et intitulé « les Chantiers de la Réussite ».

La politique en faveur de la jeunesse regroupe l'ensemble des actions concourant à l'accompagnement des parcours des jeunes vers l'autonomie, notamment par l'éducation, la formation, l'insertion sociale et professionnelle, le logement, la santé, la sécurité, les loisirs éducatifs, sportifs et culturels, la mobilité, l'engagement, et ce dans une perspective de réduction des inégalités, qu'elles soient sociales ou territoriales.

La construction d'un lien continu avec les parents et les autres adultes pouvant contribuer à la réussite dès le plus jeune âge et dans le périscolaire, ainsi qu'une animation territoriale avec l'école et le quartier, à travers la transversalité des différents projets répartis dans la ville, permettront une certaine continuité et cohérence dans les différents temps des jeunes. Il s'agira, avec l'appui d'un cabinet spécialisé :

- D'établir un diagnostic prospectif avec mise en évidence des opportunités et des risques ;
- De définir les orientations stratégiques territorialisées à l'échelle de la Ville ;
- De définir le programme des chantiers de la réussite et de le mettre en œuvre avec l'ensemble des acteurs.

La démarche devra s'inscrire en cohérence avec les autres démarches en cours, dont la Convention Territoriale Globale, signée par la Ville de Bar-le-Duc et la Communauté d'Agglomération, avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse.

Le recrutement d'un cabinet a été engagé, aboutissant à la sélection du cabinet MOUVENS, dont l'offre a été jugée la plus adaptée.

Un comité technique a été désigné lors du Conseil Municipal du 17 décembre 2020, constitué de Mme Atissar HIBOUR, Mme Juliette BOUCHOT, M. Vincent REMOND, Mme Pascale CAMONIN (démissionnaire remplacée par M. Benoit DEJAIFFE), Mme Nathalie MATHIEU.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Valider le recrutement d'un cabinet en vue d'élaborer une stratégie de projet éducatif – les Chantiers de la Réussite,
- Animer les instances autour de ce projet,
- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

SIGNATURE DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE AVEC LA CAF DE LA MEUSE

2021-05-27-15

Mme le Maire
Il me semble qu'on l'a déjà passé en Agglomération, si je ne me trompe.

M. DEJAIFFE
Juste une remarque, on voit passer en ce moment beaucoup d'annonces de recherche d'animateur sur notre territoire pour faire vivre justement les centres de loisirs durant l'été. Je crois qu'il serait intéressant qu'on ait une réflexion globale avec la CAF sur la possibilité de favoriser la formation de jeunes -ou de moins jeunes-, ce qui permettrait de remplir le cahier des charges et de proposer ces activités durant l'été qui sont mises à mal en ce moment. J'ai vu passer une annonce de la Ville de Bar-le-Duc, mais on voit passer des annonces d'à peu près toutes les structures qui proposent ces services et qui sont en grande souffrance. Je trouve donc qu'il serait intéressant qu'on puisse en discuter et de voir comment faire pour lutter contre ce problème.

Mme le Maire
Je pense que c'est effectivement une piste qu'on peut travailler avec la CAF.

Après avoir approuvé, en décembre dernier, le principe d'inscription dans une démarche partenariale partagée d'élaboration d'une convention territoriale globale (CTG), avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse (CAF), il est nécessaire de valider la première mouture de cette convention qui fixe les grands enjeux et également les axes stratégiques en matière de petite enfance, enfance, jeunesse et parentalité.

Pour mémoire, la CAF a des champs d'intervention multiples (petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, logement et amélioration du cadre de vie, accès aux droits, accessibilité aux services...), qu'elle décline dans une approche territoriale globale, et qui croisent ceux de notre territoire, inscrits dans les compétences et le projet de territoire de l'agglomération.

La CTG, qui est le nouveau cadre de toutes les interventions de la CAF sur un territoire, est une convention de partenariat co-construite, visant à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions, afin d'apporter des réponses pertinentes aux besoins des familles.

Ce partenariat se concrétise aujourd'hui par la signature d'un premier accord cadre de Convention Territoriale Globale (CTG) pour la période 2020-2023. Cette contractualisation permet, à l'issue d'un diagnostic partagé, d'identifier les caractéristiques et les besoins du territoire, et d'en déduire des axes prioritaires pour les champs d'intervention à privilégier au moins dans les domaines de l'intervention auprès des familles sur l'enfance, la jeunesse et la parentalité.

D'ores et déjà, les premiers constats dressés dans le diagnostic partagé sont les suivants :

- Une relative stabilité de la population totale,
- Une stabilité des moins de 6 ans, une progression des 3-5 ans, une évolution à l'identique des tendances meusiennes sur toutes les tranches d'âge, une progression plus marquée des 65-79 ans et des 80 ans et +,
- La ville de Bar-le-Duc concentre à elle seule 43% de la population du territoire, Ligny en Barrois = 12%, Fains-Veel = 6%, ces 3 communes concentrent au total 61% de la population de l'EPCI,
- Une progression de la population sur des communes situées au nord de Bar-le-Duc, au nord et au sud de Ligny en Barrois, sur Robert Espagne également,
- Une forte progression des hommes seuls et des familles monoparentales, supérieure ou proche des moyennes départementales observées sur la période,
- Une part de propriétaires importante mais légèrement en retrait de la moyenne départementale, un taux de locataires plus élevé notamment dans le parc social,
- Un taux d'activité globalement en retrait, plus marqué pour les hommes, un taux d'activité féminine dans la tendance départementale, un peu plus élevé et en progression pour les femmes de 25- 54 ans et 55 ans et plus,
- Une proportion d'actifs légèrement en retrait, une représentativité plus importante des inactifs notamment des retraités,
- Une part nettement plus importante d'ouvriers, de professions intermédiaires, de cadres et d'artisans/commerçants/chefs d'entreprise,
- Un taux de chômage élevé mais qui reste stable, un taux de chômage féminin légèrement en retrait,
- Moins d'actifs travaillant hors de leur commune de résidence, liée à la configuration du bassin de l'emploi présent sur la Communauté d'Agglomération,
- Moins de revenus d'activité, plus de retraites dans la typologie des revenus disponibles observée,
- Un taux de pauvreté moins élevé, stable ou légèrement en retrait,
- Un taux d'allocataires à bas revenus (= allocataires « pauvres » ou « fragiles ») supérieur aux moyennes observées, principalement concentrés sur Bar-le-Duc et Ligny-en Barrois,
- Une baisse significative des familles allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans et des 12-17 ans, idem pour les enfants,
- Une baisse des naissances très marquée sur 10 ans, notamment sur Bar le Duc, Ligny et Tronville-en-Barrois, une stabilité sur Fains-Veel,
- Un taux de couverture « petite enfance » élevé, un taux d'assistantes maternelles dans la moyenne meusienne (= *nombre d'assistantes maternelles pour 100 enfants*), un taux d'enfants gardés chez une assistante maternelle (= *bénéficiaires du CMG Paje AMAT*) en retrait, une part élevée d'assistantes maternelles de 55 ans et plus, une tension observée sur l'accueil individuel, une concentration de l'accueil individuel sur Bar le Duc et à proximité,
- Une plus forte représentativité des aides au logement mais des aides en baisse, une majorité versée dans le parc locatif social et en progression (à noter que les AL peuvent s'apparenter à des aides « sociales » proches des minima sociaux), une très forte concentration sur Bar le Duc et Ligny en Barrois, Fains-Veel et Tronville en Barrois liée à la typologie du parc locatif et social.

Concrètement, la Convention Territoriale Globale définit un objectif commun, le projet social du territoire, et un cadre pour traiter de problématiques locales nécessitant une stratégie communautaire. A partir de ce

diagnostic partagé et des intentions politiques de notre territoire, il est possible de déterminer 4 grands enjeux qui sous-tendront l'ensemble de la démarche et les axes stratégiques thématiques

- Garantir la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des habitants
- Développer des politiques de service de qualité, participatives, efficientes et innovantes.
- Ecouter l'ensemble des habitants et des acteurs engagés dans les politiques familiales et sociales du territoire.
- Développer l'attractivité du territoire en permettant à chacun(e) d' « Habiter le territoire » et de « Partager la vie »

La Convention Territoriale Globale appuie également l'ingénierie territoriale à travers le financement d'une coordination communautaire, en charge d'animer cette CTG et les actions qu'elle propose.

La durée d'application de la CTG est fixée pour une période de 4 ans, de 2020 à 2023. Pendant cette période, la CTG vient en complément des divers engagements de la CAF sur le territoire.

La Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud, la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse, les communes de Bar-le-Duc, Robert-Espagne, Tronville-en-Barrois, Ligny-en-Barrois, Velaines et Tannois, ainsi que l'Etat, le Département, l'Education Nationale et la MSA des Meuse-Marne seront cosignataires de la Convention Territoriale Globale.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Approuver la Convention Territoriale Globale co-signée avec la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud et la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'UCIA DE BAR LE DUC - ANNEE 2021

2021-05-27-16

Dans le cadre de sa politique de soutien au commerce, la Ville de Bar-le-Duc encourage et accompagne les initiatives portées par l'Union des commerçants – « Les vitrines des Ducs ».

Au titre de l'année 2020 et dans le cadre de la crise sanitaire, une subvention exceptionnelle de 40 000 euros a été attribuée à l'Union des commerçants – « Les vitrines des Ducs ». De cette enveloppe exceptionnelle, 29 788 euros ont été affectés au remboursement des cotisations 2020 des adhérents et aussi à des achats en lien avec la lutte contre la COVID-19 : gel, masques ….

Il reste donc un reliquat de 10 512 euros.

Cette année, suite à un travail partenarial avec la collectivité, l'association recentre son activité sur des actions commerciales. L'objectif premier est de faire venir le client chez les adhérents.

Le programme proposé est le suivant :

- Pâques : jeu de piste
- Fête des mères : distribution de roses,
- Fête des pères : distribution de tickets à gratter,
- Fête de la musique : distribution de tickets à gratter,
- Nocturnes d'été : braderies en soirée,

- Rentrée des classes : tirage au sort afin de gagner un vélo électrique,
- Halloween : concours de la plus belle vitrine,
- Défilé de Saint-Nicolas,
- Vitrines de Noël.

En 2020, une subvention de fonctionnement de 20 000 euros fut votée.

Compte-tenu du reliquat de la subvention exceptionnelle, il est proposé pour 2021 de ramener la subvention de fonctionnement à 9 500 euros.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 26 voix pour
6 abstentions :
M. DEJAIFFE, M. BERGER, M. RAULOT, Mme BENSAADI-TRAMONTANA, M. DAMANT, Mme JOLLY

- Attribuer une subvention de fonctionnement de 9 500 euros à l'UCIA de Bar-le-Duc au titre de l'année 2021,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

INVESTISSEMENTS NUMERIQUES DANS LES ECOLES
FRANCE RELANCE

2021-05-27-17

Mme HIBOUR
En préambule de ce rapport, je souhaiterais indiquer qu'au cours de mes rencontres, au moment de la rentrée, avec les directeurs et directrices d'école de Bar-le-Duc, a été évoquée la question du numérique éducatif et il s'avère que les directeurs et directrices d'école ont attiré mon attention notamment sur leur volonté de développer le numérique éducatif. Les politiques mises en œuvre jusqu'à maintenant étaient d'équiper les classes élémentaires, alors que certains enseignants attendent aussi qu'on équipe les écoles maternelles.

Dans le cadre de ces échanges, bien évidemment on avait convenu de revoir les politiques pour les adapter aux attentes des équipes pédagogiques et il s'avère que l'Etat a justement lancé un appel à projets pour un socle numérique dans les écoles élémentaires, donc vous imaginez bien que la Ville de Bar-le-Duc a saisi l'opportunité de cet appel à projets pour se positionner. Au travers de ce rapport sur lequel nous avons travaillé avec Anne Laure CABORET de l'Inspection Académique qui est en charge du numérique éducatif, nous vous proposons d'adopter ce rapport pour répondre à cet appel à projets qui vise notamment à équiper chaque salle de classe d'un écran numérique interactif.

M. DEJAIFFE
Ce sont effectivement les outils d'aujourd'hui et on pourrait en discuter, ainsi que de l'efficacité aussi, mais ce n'est pas le sujet. J'aurais une question sur l'entretien de tout ce matériel, puisque c'est souvent finalement dans le quotidien à la charge des enseignants. Ce sont des investissements importants avec des montants importants et on sait bien que si ce n'est pas entretenu comme il le faut ou pas entretenu, ça se dégrade extrêmement vite. Je voudrais donc savoir si cet entretien se faisait uniquement par les services de l'Education Nationale ou par les enseignants dans les classes ou si c'était aussi du fait de la collectivité ou si la collectivité participait à l'entretien de ce matériel informatique.

Mme HORNBERGER
En tant que directrice d'école, je peux vous répondre, Monsieur DEJAIFFE, que les enseignants ne contribuent pas à l'entretien des tableaux et de l'ensemble du parc numérique. La collectivité a toujours répondu présente pour l'entretien de tout ce matériel et les enseignants n'ont absolument jamais entretenu par leurs propres moyens le parc informatique et numérique des écoles.

M. DEJAIFFE
Merci, Madame HORNBERGER, c'est très bien que la Ville le fasse, parce que ce n'est pas le cas partout.

M. RAULOT
Il y a quelques années, il y a eu des expérimentations par lesquelles le Conseil Départemental finançait des IPod pour que les élèves apprennent les langues et en fait, il y a eu beaucoup de problèmes au niveau du service après-vente. Comme je suppose qu'il y aura un conventionnement, il faudra donc être très attentif au service après-vente assuré par le prestataire qui nous fournira le matériel.

Par ailleurs, je n'ai rien contre l'équipement numérique, même si je pense que parfois, certaines bonnes vieilles méthodes sont plus intéressantes, mais je suis plus sceptique sur la fourniture de l'espace numérique de travail (ENT) ; on le voit dans les établissements scolaires du second degré, les collégiens ont des difficultés à utiliser ce matériel et les parents aussi, donc il serait peut-être bien de prévoir un temps d'explication, de fonctionnement, des réunions avec les parents pour qu'on explique comment fonctionne l'espace numérique et quelles sont ses potentialités. Je sais que ça va rajouter encore du travail, mais si on veut vraiment que cet outil fonctionne, c'est important.

Mme HIBOUR
Concernant l'environnement numérique du travail, je voudrais d'abord vous dire qu'il existe déjà dans certaines écoles élémentaires et que la majorité des enseignants utilisent One Pocket -peut-être que vous en disposez en tant que parent d'élèves, moi en tout cas je l'ai, j'ai le cahier de texte de ma fille dans cette application et je suis en contact avec son enseignante, mais ce n'est pas généralisé. L'idée est justement de généraliser cet outil sur proposition de l'Education Nationale et des équipes pédagogiques. Les retours que j'ai des équipes pédagogiques que j'ai rencontrées sont plutôt favorables à la généralisation de cet outil. Dans le cadre de ce projet, une formation aux usages du numérique à destination des enseignants est effectivement prévue par l'Education Nationale comme ça a été mis dans le cadre d'autres projets portés par d'autres collectivités.

Chaque année, la Ville réalise des investissements afin de maintenir à niveau les équipements numériques des écoles. Néanmoins, ces équipements et notamment les Tableaux Numériques Interactifs (TBI) sont vieillissants et toutes les classes ne sont pas équipées.

Dans le cadre de son plan de relance, l'Etat a lancé un appel à projet « Pour un socle numérique dans les écoles élémentaires ». Cet appel à projet vise à réduire les inégalités scolaires et à lutter contre la fracture numérique. Son ambition est d'appuyer la transformation numérique des écoles en favorisant la constitution de projets fondés sur trois volets essentiels :

- L'équipement des écoles d'un socle numérique de base en termes de matériels et de réseaux informations,
- Les services et ressources numériques,
- L'accompagnement à la prise en main des matériels, des services et des ressources numériques.

Cet appel à projet constitue une opportunité pour la collectivité et va permettre de réaliser d'importants investissements afin d'équiper l'ensemble des classes élémentaires et ULIS avec de nouvelles technologies :

- Un Ecran Numérique Interactif (ENI) pour chaque classe en remplacement des TBI existants,
- Un complément des classes mobiles PC et tablettes afin d'atteindre le ratio d'une classe mobile pour 4 classes,
- Un renouvellement des PC de direction.

Les TBI des classes élémentaires seront redéployés dans les classes de maternelle afin que l'ensemble des classes et des écoles soient équipées.

Ce programme d'investissement a été constitué en concertation avec les services de l'Education Nationale. Il représente un coût de 155 850.41€ HT pour la collectivité qui sera accompagnée dans le cadre de l'appel à projet selon le plan de financement suivant :

Volet Equipement

Dépenses		Recettes	
PC Direction	4 550,00 €	Etat (France Relance)	90 650,00 €
ENI 75" hauteur réglable	105 080,00 €		
PC TBI-ENI	4 436,64 €	Autofinancement	65 200,41 €
Classe mobile PC	24 529,33 €		
Classe mobile tablettes	17 254,44 €		
Total HT	155 850,41 €	Total HT	155 850,41 €
TVA	31 170,08 €	FCTVA	30 678,84 €
		TVA Ville	491,24 €
Total TTC	187 020,49 €	Total TTC	187 020,49 €

En complément, il est prévu de mettre à disposition de chaque élève un Espace Numérique de Travail (ENT) et de fournir aux enseignants des crédits permettant l'installation d'applications sur les nouveaux ENI ce qui représente une dépense de fonctionnement de 3 440.00€ HT. L'appel à projet permet d'accompagner cette dépense à hauteur de 50% selon le plan de financement suivant :

Volet - Ressource

Dépenses		Recettes	
ENT (5€ HT/élève)	3 315,00 €	Etat (France Relance)	2 064,00 €
Carte Apple Store	125,00 €		
		Autofinancement	2 064,00 €
Total HT	3 440,00 €	Total HT	3 440,00 €
TVA	688,00 €	FCTVA	677,16 €
		TVA Ville	10,84 €
Total TTC	4 128,00 €	Total TTC	4 128,00 €

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Approuver la candidature à l'appel à projet pour un socle numérique dans les écoles élémentaires ;
- Approuver le plan de financement du projet ;
- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CRISE SANITAIRE - MESURE DE SOUTIEN AUX COMMERÇANTS GRATUITE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LES TERRASSES

2021-05-27-18

Dans l'optique de la réouverture des bars et restaurants, la ville de Bar-le-Duc souhaite accompagner au mieux les commerces dans la mise en place de leurs terrasses sur le domaine public.

Deux mesures d'accompagnement sont proposées dans la présente délibération :

- Extension des terrasses afin de mettre en œuvre la distanciation physique nécessaire à la lutte contre la COVID-19 et favoriser la relance des activités économiques. Ces demandes d'extension devront être réalisées au préalable par les commerçants concernés et seront étudiées par la Collectivité en s'appuyant sur les différents retours connus en 2020,

- Gratuité, au titre de l'année 2021, de l'occupation du domaine public dans la mise en place des terrasses par les commerçants.

L'occupation du domaine public fera l'objet d'une convention précisant le cadre d'implantation des terrasses, respectant les emprises autorisées, la circulation des piétons, le respect des horaires de fonctionnement et des riverains.

L'application de ces dispositions fera l'objet de contrôles.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Acter la gratuité et l'extension pour l'année 2021, des terrasses sur le domaine public, par le biais d'une convention d'occupation ;

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

RATIOS AVANCEMENT DE GRADE

2021-05-27-19

Depuis la loi du 19 février 2007, les collectivités doivent définir elles-mêmes les taux de promotion pour l'avancement de grade de leurs agents. Ces ratios doivent être fixés par l'assemblée délibérante après avis du comité technique. Cette modalité concerne tous les avancements de grades (pour toutes les filières), sauf ceux du cadre d'emplois des agents de police.

Le ratio est le rapport entre le nombre d'agents qui peuvent être promus et le nombre d'agents qui remplissent les conditions statutaires. Ce taux, appelé « ratio promus – promouvables », peut varier entre 0 et 100%.

Il est à noter que ce ratio demeure un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus. Les arrêtés d'avancement de grade restent de la compétence de l'autorité territoriale. L'autorité territoriale peut choisir de ne pas inscrire les agents sur le tableau d'avancement même si les ratios le permettent. En revanche, elle ne peut prononcer les nominations que dans la limite des ratios fixés par l'assemblée délibérante.

Il est rappelé que la règle interne consistant à ne proposer que les agents qui n'ont pas eu d'avancement de grade ou de promotions internes dans un délai de 3 ans est maintenue.

Dans le cadre des négociations sur les lignes directrices de gestion introduite par la loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique, il est proposé de fixer les ratios d'avancement de grade au taux de 100% pour l'ensemble des grades d'avancement de tous les cadres d'emplois des différentes filières, l'autorité territoriale appréciant, au vu de la manière de servir de l'agent mais également les besoins de la collectivité, si l'avancement de grade peut être prononcé.

Le comité technique a émis un avis favorable sur ces propositions de ratios le 14 avril 2021.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- approuver les ratios d'avancement de grade proposés ci-dessus,
- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CREATION ET TRANSFORMATION DE POSTES

2021-05-27-20

Développement

Depuis septembre 2020, la gestion des foires et marchés est confiée au service développement économique. Dans ce contexte de réorganisation et conformément aux orientations budgétaires définies, un poste de placier receveur doit être créé.

La commission de recrutement a retenu le profil d'un agent qui serait positionné sur le grade d'adjoint technique territorial.

C'est pourquoi il est proposé de créer un poste d'adjoint technique territorial à temps plein au tableau des effectifs. La masse salariale annuelle de ce poste est estimée à 34 200€ et intégrée au budget 2021.

Bâtiments

Comme suite au recrutement d'un technicien au service Bâtiment et pour mettre en cohérence le tableau des effectifs, il est nécessaire de transformer un poste d'ingénieur territorial (catégorie A) à 100% vacant en un poste de technicien principal 2ème classe (catégorie B) à 100%.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- approuver la création et la transformation de postes décrite ci-dessus,
- inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux postes créé et transformé,
- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'AGENTS AUPRES DU GHT POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE VACCINATION

2021-05-27-21

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid 19, la Ville de Bar le Duc contribue au bon fonctionnement du centre de vaccination mis en place sous la responsabilité du Groupement Hospitalier de Territoire.

A ce titre, elle s'engage à contribuer à la mise à disposition de moyens humains par l'affectation d'agents sur les missions d'accueil et d'enregistrement administratif des données.

Cette mise à disposition est proposée à titre gracieux dans le cadre d'une convention jointe à ce rapport qui en précise les modalités.

Afin de mener à bien cette mission d'intérêt général, la collectivité redéploie ses agents selon le principe suivant :

Redéploiement des agents dont l'activité est réduite :

Conformément aux consignes du ministère de la transformation et de la fonction publique transmises via les notes de la direction générale de l'administration et de la fonction publique, les agents dont l'activité est réduite pendant la période de crise sanitaire font l'objet d'un redéploiement temporaire sur d'autres fonctions avant mobilisation de tout autre dispositif.

Les agents disposant des compétences requises seront ainsi redéployés indépendamment de leur grade et de leur cadre d'emploi actuel.

Participation de l'ensemble des collaborateurs de la collectivité

Dans l'hypothèse où les services dont l'activité est actuellement réduite seraient amenés à fonctionner à nouveau en pleine activité et afin de contribuer à une mission d'intérêt général, la collectivité sera amenée à mobiliser les services de manière à ce qu'ils contribuent à la mise à disposition d'agents à tour de rôle.

Les agents disposant des compétences requises seront ainsi redéployés indépendamment de leur grade et de leur cadre d'emploi actuel.

Durant leur mission au sein du centre de vaccination, les agents seront placés sous la responsabilité fonctionnelle du GHT en lien avec la directrice en charge de l'administration générale, de la protection des populations et de la citoyenneté de la Ville de Bar le Duc qui coordonne l'organisation pour la collectivité.

Aucune modification de la rémunération des agents ne sera opérée.

Ce point a reçu l'avis favorable à l'unanimité du comité technique réuni le 14 avril 2021.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention de mise à disposition d'agents auprès du Groupement Hospitalier de Territoire pour contribuer aux missions du centre de vaccination ainsi que ses avenants,

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION AVEC LE COMITE D'ACTION SOCIALE

2021-05-27-22

L'action sociale vise, comme indiqué à l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifié par la loi du 2 février 2007, à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Dans ce contexte, le Comité d'Action Sociale bénéficie d'une subvention pour mener à bien son activité en faveur de ses adhérents, agents de la collectivité actifs et retraités, dans le cadre d'une convention de partenariat annuelle.

En raison de difficultés techniques et dans le contexte de crise sanitaire, le comité d'action sociale a pris du retard dans la présentation des comptes officiels à la collectivité, le dernier état datant de 2019 et concernant les comptes 2018. Toutefois, le comité d'action récemment réorganisé a présenté des comptes provisoires attestant de la bonne gestion de la subvention allouée et dédiée à la mise en place de dispositifs et d'action en faveur des agents adhérents.

La subvention est basée sur le nombre d'adhérents actifs avec un forfait de 237 € par agent auquel est ajouté un montant supplémentaire correspondant aux agents retraités.

Le dernier décompte transmis par le C.A.S fait apparaitre un nombre d'adhérents actifs s'élevant à 152 agents. La subvention 2021 s'élève à 49 744 €. Elle devra être versée selon la répartition suivante :

47 137 € en 65-020100-6574 administration générale
2 607 € en 65-6574 cuisine

Par ailleurs, il est proposé de renouveler le mandat de gestion confié au C.A.S pour l'organisation de l'arbre de Noël des enfants proposé aux agents employés par la Ville de Bar le Duc. Un versement complémentaire correspondant aux dépenses réellement engagées pour l'organisation de l'arbre de Noël des enfants sera effectué conformément aux termes de la convention.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer la convention de partenariat avec le comité d'action sociale,

- Accorder au comité d'action sociale une subvention d'un montant de 49 744 €,
- Renouveler le mandat de gestion confié au comité d'action sociale pour l'organisation de l'arbre de Noël 2021, les modalités de mise en œuvre des activités étant fixées par convention,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

AVENANT A LA CONVENTION PASSEE AVEC L'ASSOCIATION DE COORDINATION DES CENTRES SOCIOCULTURELS

2021-05-27-23

Depuis 2012, la gestion des centres socio-culturels de la Ville est confiée à l'association de coordination des centres socio-culturels de Bar le Duc.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Municipal a ainsi décidé de renouveler le partenariat et de signer une nouvelle convention avec l'association de Coordination des Centres Socioculturels pour une période de 4 ans soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 17 décembre 2021, le Conseil Municipal a décidé de proroger cette convention pour une durée de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2021.

L'association doit présenter prochainement son projet à la Collectivité. Dans l'attente, il est proposé de prolonger la convention pour une nouvelle de durée de 6 mois soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Cet avenant permettra la poursuite de la relation contractuelle et de la mise à disposition des 4 agents de la Ville actuellement en poste au sein de l'association.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- autoriser le Maire ou l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués à signer l'avenant n°4 à la convention passée avec l'Association de Coordination des Centres socioculturels,
- prendre acte de la mise à disposition auprès de l'Association de Coordination des centres socioculturels d'agents employés par la Ville,
- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

EXAMEN DU RAPPORT DE GESTION DU CA DE LA SPL XDEMAT

2021-05-27-24

Par délibération du 25 juin 2015, notre Conseil a décidé de devenir actionnaire de la société SPL-Xdemat créée en février 2012 par les Départements des Ardennes, de l'Aube et de la Marne, afin de bénéficier des outils de dématérialisation mis à disposition comme Xmarchés, Xactes, Xelec, Xparaph, Xconvoc...

A présent, il convient d'examiner le rapport de gestion du Conseil d'administration de la société.

Le Conseil d'administration de la société a approuvé les termes de son rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et donc l'activité de SPL-Xdemat au cours de sa huitième année d'existence, en vue de sa présentation à l'Assemblée générale. Cette dernière, réunie le 24 juin dernier, a été informée des conclusions de ce rapport et a approuvé à l'unanimité les comptes annuels de l'année 2018 et les opérations traduites dans ces comptes.

En application des articles L. 1524-5 et L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, il convient que l'assemblée délibérante de chaque actionnaire examine à son tour le rapport de gestion du Conseil d'administration. Cet examen s'inscrit également dans l'organisation mise en place par la société SPL-Xdemat pour permettre aux actionnaires d'exercer sur elle, collectivement et individuellement, un contrôle similaire à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, appelé contrôle analogue, constituant l'un des principes fondateurs des SPL.

Le rapport de gestion, présenté ce jour, fait apparaître un nombre d'actionnaires toujours croissant (+14 %, 2 468 au 31 décembre 2019), un chiffre d'affaires de 1 010 849 €, en augmentation, et un résultat net à nouveau positif de 51 574 € affecté en totalité au poste « autres réserves », porté à 182 911 €.

Après examen, il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer sur ce rapport écrit, conformément à l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales et donner acte de cette communication.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, décide de :

- approuver le rapport de gestion du Conseil d'administration, figurant en annexe,
- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE DE TITRES RESTAURANTS

2021-05-27-25

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, le Centre Intercommunal d'Action Sociale et la Ville de Bar le Duc souhaitent recourir à un groupement de commandes, conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique, afin d'optimiser la procédure et de regrouper les besoins des trois structures dans le cadre du renouvellement du marché de fourniture de titres restaurants qui prendra fin le 31 décembre 2021.

Ce groupement est ouvert à toutes les communes membres de la Communauté d'Agglomération intéressées. L'adhésion au groupement de commandes est conditionnée par la passation, par chaque structure et avant le début de la procédure de mise en concurrence, d'une délibération approuvant cette adhésion et la signature d'une convention constitutive qui fixe les règles de fonctionnement du groupement. L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.

Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

L'estimation des besoins des différents membres du groupement étant supérieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation fera l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-1 à L 2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique.

Il est proposé d'utiliser la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération et d'autoriser la Communauté d'Agglomération à être le coordonnateur de ce groupement et de préparer, signer et notifier le marché au nom de l'ensemble des membres dudit groupement. Chaque membre du groupement sera chargé d'évaluer ses besoins, d'exécuter et régler le marché, pour la part correspondant à ses besoins.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- adhérer au groupement de commandes relatif à la passation d'un marché public pour la fourniture de titres restaurants ;
- autoriser le Maire ou l'un de ses Adjoints ou Conseillers Délégués à signer la convention de groupement de commandes ;
- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE DE CARBURANTS POUR LE PARC AUTOMOBILE

2021-05-27-26

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, le Centre Intercommunal d'Action Sociale et la Ville de Bar le Duc souhaitent recourir à un groupement de commandes, conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique, afin d'optimiser la procédure et de regrouper les besoins des trois structures dans le cadre du renouvellement du marché de fourniture de carburants pour le parc automobile qui prendra fin le 21 février 2022.

Ce groupement est ouvert à toutes les communes membres de la Communauté d'Agglomération intéressées. L'approvisionnement de carburant en station-service est réalisé par cartes accréditives.

L'adhésion au groupement de commandes est conditionnée par la passation, par chaque structure et avant le début de la procédure de mise en concurrence, d'une délibération approuvant cette adhésion et la signature d'une convention constitutive qui fixe les règles de fonctionnement du groupement.

L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.

Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

L'estimation des besoins des différents membres du groupement étant supérieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation fera l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-1 à L 2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique.

Il est proposé d'utiliser la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération et d'autoriser la Communauté d'Agglomération à être le coordonnateur de ce groupement et de préparer, signer et notifier le marché au nom de l'ensemble des membres dudit groupement.

Chaque membre du groupement sera chargé d'évaluer ses besoins, d'exécuter et régler le marché, pour la part correspondant à ses besoins.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- adhérer au groupement de commandes relatif à la fourniture de carburants pour le parc automobile ;
- autoriser le Maire ou l'un de ses Adjoints ou Conseiller Délégués à signer la convention de groupement de commandes ;
- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES

2021-05-27-27

M. DEJAIFFE
Quand les personnes ne règlent pas ce qu'elles doivent, pourriez-vous nous dire comment ça se passe au niveau de la collectivité pour engager des démarches ? La question est de savoir s'il y a un temps très long entre le moment où on constate que la facture n'a pas été payée et la démarche qui est entreprise pour passer ces écritures du côté des créances irrécouvrables. Est-ce que la collectivité engage rapidement -ou pas- quand elle s'aperçoit que les gens ou des entreprises n'ont pas payé ? Est-ce que très rapidement on va aller chercher les sous ou est-ce que on attend longtemps ? C'est ma question, mais peut-être qu'elle est très mal formulée et je m'en excuse.

Mme le Maire
Je ne sais pas combien de temps met le comptable public...

M. DEJAIFFE
Du côté de la mairie, est-ce qu'on laisse la créance impayée pendant très longtemps ou est-ce que très vite, on réagit ?

Mme le Maire
Monsieur le Directeur des Finances va vous répondre.

M. le Directeur des Finances, Affaires juridiques & Systèmes d'information
C'est à l'initiative du comptable. Les premières relances (lettres de rappel) se font environ entre un et deux mois après l'émission des titres de recettes. Ensuite, il y a une période qui peut courir jusqu'à six mois, au niveau du comptable, puisque l'ordonnateur en tant que tel ne peut pas intervenir ; seul le comptable a les moyens juridiques pour faire les recouvrements. A aucun moment, l'ordonnateur n'est sollicité, il est simplement sollicité en début de mandat ou lorsqu'un comptable arrive, pour déterminer jusqu'à quel niveau le comptable peut aller dans les poursuites. A notre niveau, le comptable ne peut pas faire de saisie sur les biens sans que Madame le Maire -dans le cas de figure- ne l'ait autorisé. Il peut faire toutes les poursuites avec huissier, etc...

Dans la réalité, on sait que jusqu'à six mois, il y a un recouvrement et ensuite -hélas- c'est la réalité au niveau du poste comptable, souvent il peut se passer un délai de six mois à un an sans que de nouvelles poursuites ne soient engagées. Sur la collectivité, les taux de recouvrement sont entre 90 et 95 % donc pour un comptable, ce sont des bons taux de recouvrement.

Concernant les créances irrécouvrables, lorsqu'il y a eu des dossiers de surendettement et avec des dossiers à la Banque de France, on considère que la créance devient totalement éteinte, puisque pour les personnes concernées, on remet à zéro. C'est par exemple pour les restaurants scolaires et les centres de loisirs. Au niveau des terrasses, il y a des anciennes dettes, mais la société ayant été mise en liquidation, il n'y a donc plus de capacités de recouvrement.

A un moment donné, il y a une efficacité qui est un peu à l'initiative du comptable -mais Madame JOLY le sait très bien- avec un poste qui est un peu en souffrance -on l'a toujours dit-. Il est vrai que pour un comptable, lorsque le taux de recouvrement est de 90 ou 95 %, ce n'est pas sa priorité d'aller chercher les 5 % qui manquent, surtout lorsqu'il est en difficulté sur ses effectifs, mais aussi parce qu'on le sollicite fortement sur les délais de paiement des fournisseurs.

M. PANCHER
Je voulais ajouter que ça fonctionne de plus en plus mal entre les ordonnateurs que sont les collectivités et les comptables que sont les services de l'Etat. Il n'y a que des remontées de plaintes partout sur nos territoires et pas uniquement dans le département de la Meuse, liées au saccage en règle de la politique de l'Etat dans ce domaine de service public. C'est-à-dire qu'on a tellement voulu faire d'économies sur les comptables qu'ils n'en peuvent plus, quelle que soit leur qualité -et pourtant ce sont des comptables de grande qualité-, ce qui fait qu'on a partout des remontées de plaintes, les entreprises ne sont pas payées, etc.... Nous, les collectivités, on a beau ordonner les dépenses, il faut que ça passe ensuite par le comptable public.

Et puis il y a aussi des problèmes dans les relances des impayés à tel point qu'un certain nombre de collectivités commencent à penser que s'il y avait une disparition complète des comptables publics, c'est-à-dire qu'on arrête cette règle de séparation entre les ordonnateurs et les comptables issue des vieux principes de décentralisation, on s'en porterait beaucoup mieux, puisqu'on pourrait nous-mêmes envoyer nos factures, faire nos relances et gagner beaucoup de temps ; on y gagnerait beaucoup en efficacité. Vraiment c'est un service public qui est très malmené actuellement.

Mme le Maire
Nous avons eu la visite en Agglomération du comptable public qui nous a présenté la nouvelle organisation, mais on attend pour voir.

Le receveur de la commune de Bar le Duc informe la collectivité de son impossibilité à recouvrer les recettes à hauteur de 9 520.84 € et dont le détail est mentionné en annexe.

Les sommes seront à passer en dépenses, en partie sur le compte :

- 6542, avec pour motif : rétablissement personnel, effacement des dettes, liquidation judiciaire pour un montant de 9 520.84 €

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Autoriser le passage des écritures en perte sur créances irrécouvrables suivant le détail joint en annexe,

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

DECISION MODIFICATIVE N° 1 - ANNEE 2021

2021-05-27-28

M. MINETTO
A noter que ce coût d'implantation du centre de vaccination doit être pris en charge par l'Etat.

M. PANCHER
En totalité ?

M. MINETTO
On l'espère.

Mme le Maire
En tout cas, c'est la demande qu'on a faite.

M. MINETTO
Et c'est ce qui était prévu.

BUDGET PRINCIPAL VILLE

Recettes de fonctionnement :

- - 3 081,22 € pour l'ajustement des résultats 2020

Dépenses de fonctionnement :

- 7 928 € pour le raccordement provisoire à la fibre du centre de vaccination, au gymnase Beugnot.
- 5 000 € de complément pour les créances éteintes sur le centre de loisirs.
- 29 000 € de régularisation sur la TVA du parking des minimes (2018 à 2020).
- 70 000 € pour l'annulation de titre sur exercices antérieurs, doublon et erreur.

Recettes d'investissement :

- 240 997 € de régularisations sur le FCTVA des années antérieures

Dépenses d'investissement :

Ces inscriptions complémentaires visent à ajuster les crédits de paiements de 2021. Elles concernent les opérations suivantes :

- 332 000 € de complément pour la convention de mandat du stade Jean Bernard (F31).
- 2 600 € pour le fonds de concours à la Communauté d'Agglomération pour l'extension du réseau d'eau potable (A8).
- 5 031 € pour des isoloirs pour les élections (A8).
- 26 605 € pour le sol provisoire du centre de vaccination du gymnase Beugnot (A4).
- 19 100 € pour l'assistance technique des travaux du centre-ville en litige (C23).

Opérations d'ordre :

Inscriptions équilibrées pour régulariser des amortissements.

A l'issue de ces écritures, le disponible en section de fonctionnement sera de 3 754 630,13 €.

BUDGET ANNEXE CUISINE

Recettes de fonctionnement :

- 18 847,07 € pour l'ajustement des résultats 2020

A l'issue de ces écritures, le disponible en section de fonctionnement sera de 900 903,81 €.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 32 voix pour

- Autoriser les inscriptions budgétaires, votées par chapitre, qui figurent dans le document annexe,

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

BAR-LE-DUC ANIMATIONS
SITUATION DE L'ASSOCIATION

2021-05-27-29

M. PICHON
Je voulais saluer le travail formidable qu'a mené cette association pendant des années, en organisant des manifestations sur Bar-le-Duc notamment. Je ne sais pas exactement quelle est la situation, ni le contexte de la dégradation des relations avec Bar-le-Duc Animations pendant plusieurs années. Ici, des Conseillers Municipaux ont présidé cette association, quasiment tous ont démissionné, mais je ne sais pas pourquoi. J'ai posé des questions à Monsieur HAUET qui m'a apporté des réponses en commission. Aujourd'hui, si vous pouviez nous apporter des éléments un peu plus précis, je serais intéressé. Qu'en est-il de la salariée ? Comment envisagez-vous de procéder pour organiser les manifestations jusqu'alors confiées à Bar-le-Duc Animations ?

J'ai aussi été sollicité par le Président des Agriculteurs Bios de Meuse qui est très inquiet sur la tenue du marché aux plantes -qu'on appelle aussi le marché bio-, qui est une formidable manifestation et qui correspond complètement aux orientations de notre territoire en termes de circuits courts, de proximité, de bio. Je voudrais donc savoir si aujourd'hui, vous êtes en mesure de rassurer les Barisiens sur la tenue et l'organisation de toutes ces manifestations.

M. RAULOT
Je vais faire un petit préambule, parce que j'ai plusieurs questions à vous poser. Bien sûr, Bar-le-Duc Animations était devenu un peu un fleuron de notre ville et on peut parler d'association paramunicipale avec des forts liens entre cette association et la Ville. Il est vrai qu'il est triste de voir ce monument disparaitre.

Pour être allé jeter un coup d'œil aux statuts de cette association, l'article 4 indique que l'association avait pour objet d'organiser elle-même ou d'accompagner toute festivité d'animation destinée à animer la ville, qu'elle pourra apporter son soutien à toute association adhérente qui est désireuse d'organiser des manifestations et qui en ferait la demande, et enfin qu'elle avait un rôle de coordination des manifestations sur le territoire de la ville. Dans l'article 5, il était écrit que la Ville avait deux membres de droit avec voix délibérante à l'Assemblée Générale.

Quand je me suis penché sur ce point, plusieurs questions me sont venues et notamment quel est le devenir des animations de la fin d'année ; est-ce qu'elles sont toutes annulées ? Est-ce qu'elles sont redonnées à des associations ? Si oui, est-ce qu'on pourrait savoir lesquelles ? Est-ce qu'il y a des contacts aujourd'hui ? Quand je vois que la Ville a des membres avec voix délibérante, je me demande quelle a été la position de notre Ville pour essayer d'impulser une nouvelle dynamique à cette association, puisqu'on travaillait vraiment en lien avec elle.

Il est vrai que quand on la voit couler et quand on voit le climat délétère dans lequel s'est produite cette fin d'association, je m'interroge quand même. Monsieur PICHON a rappelé en effet que beaucoup de Conseillers Municipaux ont été présidents de cette association et je m'en inquiète aussi. Sans remettre en cause les personnes -j'insiste bien, je ne voudrais pas qu'on m'accuse encore de faire un faux procès, parce que ce n'est pas du tout mon intention-, mais justement s'ils pouvaient nous donner la vision de l'intérieur de l'impulsion qui avait été donnée et des choix qui auraient pu être donnés.

Ça pose aussi la question de l'ambition d'animation pour la ville dans les années à venir. Voici ma série de questions.

Mme CHAMPION
Concernant le marché bio, rassurez-vous, d'ailleurs, nous avons été en contact, puisque Monsieur PICHON, vous m'aviez alertée sur cette inquiétude. J'ai eu l'occasion de rencontrer Monsieur MARCHAND, le Président du groupement des agriculteurs biologiques (GAB) de Meuse, sur l'organisation du marché bio en particulier, mais également du marché aux plantes. Rassurez-vous, nous travaillons sur l'édition 2022 et réfléchissons sous quelle forme. Le Président du GAB a précisé aussi que les producteurs eux-mêmes devaient devenir un peu acteurs de l'organisation et bien préciser les besoins et les demandes ; ils sont donc eux-mêmes en train de se restructurer en interne et de travailler sur des créations de commission. Je rappelle que la Ville est en soutien, facilitatrice, elle peut être coordinatrice, mais en tout cas avec la Chambre d'Agriculture et le GAB, nous avons de très bonnes relations. Nous avons un comité de pilotage sur l'organisation notamment de Bar-Expo avec cette extension du marché bio et du marché aux plantes ; c'est donc un évènement qu'il n'est pas question d'abandonner ; nous y travaillons et ce, en concertation.

Je rappelle que c'était aussi le propre de l'association et que celle-ci a sa vie interne. Quant aux manifestations, elles peuvent aussi évoluer. Ça ne veut pas dire que nous allons laisser partir à-vaux-l'eau certaines manifestations. Par exemple, si je parle des festivités de fin d'année et notamment de la Saint-Nicolas, la Ville va en reprendre la coordination avec des appels à projets, avec une ouverture sur d'autres associations qui pourraient en avoir la maîtrise d'œuvre ; nous avons déjà des pistes d'actions. Bien sûr que les festivités de fin d'année auront lieu.

Pour ce qui est du marché RenaissanceS, ça fait partie intégrante du projet RenaissanceS, donc ma collègue Juliette BOUCHOT pourra rebondir sur le sujet ; RenaissanceS est un projet global, le marché en faisant partie. Les choses évoluent et la présence d'un marché -ou non- ou d'autres choses évoluera en relation avec le festival.

Pour ce qui concerne d'autres manifestations, comme vous le savez, certaines vivent, d'autres meurent, ce sont des cycles. Si je reprends l'exemple du Salon des Antiquaires, ce n'est pas spécifique ni à Bar-le-Duc, ni à l'association Bar-le-Duc Animations. Les salons des antiquaires sont depuis quelques années en perte de vitesse. C'est un salon qui a pu monter à une cinquantaine de participants, sauf qu'aujourd'hui, on était à une vingtaine de participants. Ça ne veut pas dire que ça va disparaitre, mais nous sommes en relation avec des organisateurs de salon. Je rappelle que la Barroise qui est un outil communautaire a pour vocation de s'ouvrir, au-delà des spectacles avec des producteurs- à des organisations de salons. Nous sommes donc en relation avec des organisateurs de salons qui pourront reprendre -ou pas, ou sous des formes différentes- différentes manifestations.

En tout cas, pour ce qui est de Saint-Nicolas, du marché aux plantes, de RenaissanceS, ce sont des manifestations qui sont bien évidemment maintenues. Pour le reste, les choses doivent se réorganiser avec des acteurs et des partenaires. Toute proposition d'ailleurs est bienvenue, si vous avez des contacts ou des idées.

Je vais donner la main à mon collègue pour continuer à répondre à Alain HAUET qui connait de façon plus historique, en interne, la vie de Bar-le-Duc Animations.

Mme le Maire
Monsieur HAUET, membre historique de l'association, on vous laisse répondre aux questions et donner l'histoire de ce qui s'est passé.

M. HAUET
Bar-le-Duc Animations -vous l'avez dit, Monsieur RAULOT- avait une vocation assez précise qui était la résultante de l'éclatement entre l'Office de Tourisme et le Syndicat d'Initiatives, puisqu'à l'époque, c'était l'Office de Tourisme qui avait en charge l'organisation notamment de la foire aux vieux papiers, du salon des antiquaires et de Saint-Nicolas, Saint-Nicolas étant une manifestation où la Ville est maître d'ouvrage et le syndicat d'initiatives était maître d'œuvre.

Au moment où l'office de tourisme est devenu intercommunal, il n'était plus possible de poursuivre les missions du syndicat d'initiatives dans la même forme ; c'est la raison pour laquelle il y a eu un éclatement en deux structures distinctes : une qui était donc l'Office de Tourisme qui est à vocation touristique et l'autre qui s'est appelée Bar-le-Duc Animations pour reprendre tout ce qui relevait du syndicat d'initiatives. Les différentes manifestations organisées ont évolué quelque peu avec le salon de la gastronomie, le marché RenaissanceS, les salons, etc... il y en avait six en tout à la fin.

Le vrai problème de cette association, c'est qu'elle a été constituée à un moment avec un certain nombre de membres qui ont vieilli en même temps que l'association. Il y a eu très peu de renouvellement dans les personnes adhérentes à l'association, qui avaient une parfaite connaissance de la façon de fonctionner pour les six manifestations que je viens de citer et qui étaient tout à fait ouvertes à des nouvelles manifestations, mais n'ont pas pu en provoquer de nouvelles.

Or, il se trouve que les manifestations en question dont on vient de parler n'apportaient plus de résultat, ce qui fait que les finances commençaient sérieusement à être altérées. Un salon a un coût et même quand on parvient à l'équilibrer, il faudrait qu'il produise quelque chose pour prendre en charge notamment les charges de fonctionnement et notamment la salariée ; or, progressivement le nombre d'entrées s'est réduit, ainsi que le nombre de participants. C'est le cas du salon des antiquaires -on l'a dit- mais également de la foire aux vieux papiers, puisqu'un certain nombre de personnes qui participaient précédemment n'y participent plus. Il y a eu une évolution de la société, la demande aujourd'hui en matière d'antiquités, de brocante, etc... a été mouvementée, avec Internet qui est entré en jeu, etc... et à un moment, l'association s'est trouvée confrontée à un certain nombre de difficultés à la fois dans le fonctionnement et sur le plan financier.

L'association -qui a la maîtrise de son destin- a décidé qu'elle ne pouvait plus continuer à fonctionner et a donc décidé de dissoudre l'association ; c'est son affaire. Un liquidateur a été désigné -c'est un comité de liquidation- et je pense que l'association sera liquidée dans les quelques semaines qui viennent, mais je ne peux pas savoir quand précisément puisque c'est au liquidateur qu'il appartiendra d'apurer les dettes. Bien évidemment, parmi

elles, il y a une dette fondamentale qui est la dette sociale, puisqu'il y a une salariée. Cette salariée devra effectivement obtenir l'ensemble de ses droits à la fin de l'opération -et c'est le cas, tout le monde est bien d'accord avec le sujet-. Lorsque les dettes seront apurées, il restera ensuite à organiser le transfert notamment du matériel.

Je répète également -et je le redis à Patricia- que les manifestations sont aujourd'hui propriété de Bar-le-Duc Animations ; ça veut dire qu'on ne peut pas organiser quelque chose qui n'est encore pas complètement détérioré. Je rappelle aussi que la pandémie a quand même largement contribué à des difficultés additionnelles. Il faut donc que les choses se fassent dans l'ordre, mais je pense qu'il n'y a aucune raison pour que les manifestations qui étaient organisées par Bar-le-Duc Animations ne soient pas redistribuées à d'autres structures -je ne sais pas lesquelles, ça sera à débattre. Il y a peut-être des associations qui seront intéressées pour prendre en charge les manifestations en question, dès lors qu'il y a moins de charges à supporter.

La disposition qui a été prise en Assemblée Générale extraordinaire est la dissolution et la désignation d'un liquidateur. Je ferai observer d'ailleurs que dans le rapport d'aujourd'hui, on réclame la totalité de la subvention qui a été versée, mais je pense qu'il y aura un calcul à faire au moment de la dissolution. L'association cessera d'exister probablement dans quelques semaines, mais je ne sais pas quand précisément ; toutefois si c'est par exemple fin juin, il y aura donc quand même eu un fonctionnement pendant quelques mois et même si les charges ont été notoirement réduites, il est évident qu'il faudra probablement tenir compte des coûts qui ont été pris en charge. Il y aura donc une discussion à mener sur le sujet.

Enfin, faisant partie du Bureau, je ne prendrai pas au vote de ce rapport.

M. ALIF
Comme vous avez interpellé les anciens Présidents de Bar-le-Duc Animations dont j'ai pu faire partie à un moment donné, je voudrais juste apporter les quelques explications des raisons qui font que j'ai démissionné.

Comme Alain HAUET l'a dit juste avant, l'association a vu ses membres bénévoles évoluer avec le temps et est devenue un peu vieillissante. Quand vous êtes jeune et fougueux, en tant que Président, vous avez envie de révolutionner et un peu améliorer certaines animations. Cependant, la décision ne revient pas qu'à un président, mais à un conseil d'administration ; or, vous n'êtes pas forcément suivi à chaque fois. C'est pour cela que certaines choses dont j'aurais aimé à l'époque mettre en place n'ont pas forcément été suivies des actes.

Pour ma part, j'ai dû démissionner, parce qu'à l'époque, nous avons repris le Théâtre des Bleus de Bar et que je me suis pleinement investi dans cette association ; j'ai donc préféré démissionner de Bar-le-Duc Animations pour pouvoir aller pleinement dans cette autre association.

M. RAULOT
Madame le Maire, est-ce que vous me permettez de poser une question directement à Monsieur ALIF ? C'est pour rebondir par rapport à ce qu'il dit, mais je ne veux pas qu'il soit en porte-à-faux. Loïc, est-ce que tu peux nous donner un exemple de ce qui aurait pu être mis en place ? J'ai parlé tout à l'heure, dans mon intervention, de lancer une nouvelle impulsion, donc peux-tu m'expliquer aussi comment la Ville aurait pu venir en soutien, parce qu'il y a quand même un lien très fort entre cette structure et la Ville ? Est-ce que tu peux nous donner un exemple ?

J'ai demandé la possibilité de te questionner, parce que c'est une question qui était moins dans l'ordre général des choses, donc je précise que tu n'es pas obligé d'y répondre si tu n'en as pas envie.

(Départ de Madame Atissar HIBOUR qui donne pouvoir à Madame Patricia CHAMPION et de Monsieur Bertrand PANCHER qui donne pouvoir à Monsieur Jean-Paul LEMOINE)

M. ALIF
Il n'y a pas de souci, je peux répondre et je vais vous donner un exemple concret que j'avais dans l'idée. Par exemple, pour le Salon des Antiquaires, on voit en France une baisse des visiteurs sur l'ensemble des salons.

Dans mon idée, j'avais donc pour objectif à l'époque d'une part, d'apporter un peu plus de jeunesse et pourquoi pas d'intégrer les écoles, de manière à leur expliquer tout ce qui se rapportait aux meubles anciens, mais aussi en apportant de l'art un peu plus moderne. A l'époque, on avait tout ce qui était un peu plus industriel ou autres, et c'était une façon de moderniser ces salons par de nouvelles choses antiques et d'y apporter un plus ; c'était un exemple parmi d'autres choses.

Mme le Maire
Pardonnez-moi d'intervenir dans votre conservation, mais nous sommes quand même en séance publique et je ne souhaite pas porter préjudice à l'association, donc je vous engage, si vous avez besoin de plus de précisions qui amèneraient peut-être non pas des jugements de valeur -mais presque quand-même- à le faire entre vous. Je ne souhaite pas que sur la place publique, l'association soit mise en difficulté.

M. COLLIGNON
Je vais être un peu redondant et vous voudrez bien m'en excuser. Je ne ferai pas le procès de l'association, mais pour en avoir été trésorier, je peux en parler en connaissance de cause. La décision a été prise le 7 mai -nous sommes le 27- donc le délai est effectivement très court pour pouvoir évoluer, reprendre juridiquement la main ou pas sur différents projets comme Alain l'a signalé tout à l'heure. Patricia, tu as raison, il faut quand même de toute façon y travailler pour viser la pérennité de ces mêmes évènements.

Mais comme partout -que ce soit une association ou une autre structure-, il y a eu la pandémie et dans la difficulté, ça nous oblige à faire table rase et à remettre à plat les projets pour tout réactualiser, pour se poser de nouvelles questions -et les bonnes questions-. Et c'est une bonne chose -mais c'est mon regard personnel- que de pouvoir remettre à plat l'ensemble des projets pour les tirer vers le haut.

Ce qui manqué à l'association -et je suis désolé d'être redondant-, c'est effectivement une association qui reposait essentiellement sur le bénévolat. Nous avons besoin de ces bénévoles dans les associations -c'est primordial- mais pas suffisamment en termes de volonté et de nombre pour pouvoir tenir ces évènements. Avec le temps, on a également pu constater un effritement du visitorat de ces évènements. A partir de ce moment-là, il n'y a qu'une question à se poser : est-ce que ces évènements doivent perdurer ? Si oui, bien évidemment, comment doit-on les remettre à plat et les réactualiser, pour les présenter autrement au public comme un des exemples qu'a souligné effectivement Loïc ?

Tout est donc remis à plat, il y a des choses à retravailler et il faut notamment avoir cette volonté de tirer vers le haut l'ensemble des évènements pour les rendre attrayants et plus qualitatifs -et c'est ce qui a manqué à l'association-. On en arrive donc à un évènement qui a été prononcé le 7 mai et qui est bien évidemment dommageable, mais c'est une base et un tremplin pour réfléchir à l'ensemble des évènements que l'on peut mener, développer pour attirer davantage de monde et de visiteurs sur ces mêmes évènements.

M. PICHON
Je ne ferai pas de débat, mais je voudrais préciser que Monsieur François MARCHAND, le président, s'inquiétait effectivement sur la tenue ou la pérennité de ce marché, mais sa véritable inquiétude était surtout de savoir si les agriculteurs et producteurs bios allaient être obligés de travailler à l'organisation de cette manifestation. Ils étaient bien contents de trouver dans Bar-le-Duc Animations une prestation complète dans laquelle ils n'avaient qu'à arriver, poser leur matériel d'exposition et c'est cela qu'il faut déjà maintenir. Il m'avait appelé il y a quelques jours et c'est pour cette raison, Patricia, que je t'avais contactée une première fois pour savoir si c'était maintenu. Dernièrement, il m'a rappelé parce que la question de la méthode l'inquiétait ; il est agriculteur mais pas organisateur de manifestation.

Mme CHAMPION
Tu pourras lui dire qu'il me rappelle, d'ailleurs je l'ai au téléphone régulièrement et nous nous sommes vus en visio, donc je peux le rassurer dès demain matin.

Pour conclure et pour répondre à Monsieur RAULOT sur l'intervention de la Ville, je voulais vous signifier quand même que la Ville a traité Bar-le-Duc Animations au même titre que d'autres associations. Depuis un certain temps -et même maintenant depuis quelques années-, nous avions quand même signifié que l'association, dès le départ, était censée non pas s'autofinancer -parce que c'est une association subventionnée comme

les 109 autres associations que nous subventionnons- mais devait évoluer de façon à devenir plus autonome sur les manifestations. Mais comme Alain HAUET l'a spécifié, malheureusement l'écart s'est creusé de plus en plus entre les recettes et les dépenses, à tel point que ça a amené la Ville à traiter Bar-le-Duc Animations comme un épiphénomène par rapport à la centaine d'autres associations.

Nous les avons rencontrés, nous faisions effectivement partie avec certains de mes collègues du Conseil d'Administration en tant que membres de la collectivité, nous les avons alertés et Martine JOLY s'était déplacée elle-même en décembre 2019 en précisant bien les choses. Il n'est pas question de faire le procès de l'association, cette association a vécu, mais à un moment donné, les cycles ont fait qu'il n'y a pas eu d'équilibre et que les circonstances ont au contraire amené un déséquilibre financier accentué sans doute par l'année « covid » mais pas seulement. Elle ne s'est pas renouvelée. Pour moi, il n'y a pas de procès d'association et d'ailleurs, sur l'expérience qu'on peut tous avoir ici autour de la table, des associations naissent, d'autres meurent, d'autres encore se renouvellent -ou pas- et c'est ainsi.

Je ne peux que saluer le travail qui a été fait -et certains d'entre vous l'ont dit-, nous ne pouvons que les remercier. J'ai rencontré les bénévoles au moment de la dissolution qui reconnaissent qu'ils sont aujourd'hui 19 contre 30 il y a encore peu de temps. L'association s'est étiolée au fur et à mesure et nous ne pouvons que saluer tous ceux qui se sont engagés dans tout ce qui s'est passé jusqu'à présent. C'est une autre page d'histoire ; c'est toujours triste, surtout quand il y a un salarié avec les répercutions que ça peut avoir pour lui, mais la Ville ne peut pas non plus se substituer à la gestion interne d'une association.

M. RAULOT
Une dernière remarque : vous avez utilisé plusieurs fois le terme de « procès » mais ce n'était pas du tout le but de mon questionnement ; je ne me permettrai pas -comme je ne me permets jamais- de mettre en accusation quoi que soit. Je vais terminer en exprimant un regret, puisqu'après Expressions qui a connu des difficultés et qui a périclité, maintenant c'est Bar-le-Duc Animations, et ce sont quand même deux grosses associations structurantes sur le territoire qui vont créer un manque à un moment donné, en tout cas dans la coordination.

Mme le Maire
Je vous remercie, c'est effectivement une page de l'histoire de Bar-le-Duc qui se tourne, mais il en est ainsi. Maintenant, à d'autres de relever cette histoire et de partir sur un autre chemin.

Lors de la réunion de Conseil d'Administration du 9 avril 2021, les membres ont décidé de dissoudre l'association. Le Président signalait à la Ville son intention de solliciter le concours d'un avocat pour que cette démarche soit conforme à la législation et s'engageait à rembourser les subventions perçues, non utilisées. Cette décision doit être entérinée au cours d'une Assemblée Générale extraordinaire. Cette dernière s'est déroulée le 7 mai.

Dans ce contexte, la Ville est en droit de réclamer les subventions versées qui n'ont pas été utilisées :

- La subvention 2020, de 27 000 €, destinée à organiser la Saint Nicolas, validée lors de la réunion du Conseil municipal du 6/02/2020 ;
- L'avance de subvention de 32 750 €, décidée lors de la réunion du conseil municipal du 17/12/2020.

La collectivité doit s'interroger sur les animations réalisées par l'association et mesurer les enjeux de les poursuivre, soit en régie, soit en les déléguant à un tiers :

- Foire aux vieux papiers
- Marché aux plantes (coorganisé avec le marché bio géré par le GAB55)
- Marché RenaissanceS
- Salon de la gastronomie et du terroir
- Salon des antiquaires
- Défilé et animations de St Nicolas.

Les statuts de l'association prévoient qu'en cas de dissolution, « Elle peut être décidée par l'Assemblée Générale extraordinaire qui désignera un ou plusieurs liquidateurs. Le cas échéant, l'actif est dévolu conformément aux dispositions légales. » Les dispositions légales sont celles de la Loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association qui, dans son article 9, précise que « en cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par la justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en Assemblée Générale. »

Considérant que la Ville de Bar-le-Duc a été, depuis la création, le principal financeur de l'association Bar Animations, le matériel dont dispose l'association a été financé et stocké par la Ville. Aussi, il est proposé que la collectivité soit candidate à la reprise des biens de l'association.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 31 voix pour
Ne prend pas part au vote :
M. HAUET

- Prendre acte de la décision du conseil d'administration de Bar Animations, de dissoudre l'association ;
- Engager la procédure de reversement de la subvention non utilisée, correspondant à l'organisation de Saint Nicolas 2020 (27 000 €) et l'avance de subvention 2021 (32 750 €), pour un montant total de 59 750 € ;
- Demander à l'association d'étudier la candidature de la Ville pour la reprise des biens de l'association ;
- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

ACTUALISATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT DU QUARTIER SAINT JEAN

2021-05-27-30

Mme KUBANY
Vous évoquez la création de bureaux dont la construction pourrait être confiée à un promoteur, mais y a-t-il un réel besoin ? Le centre d'affaires à proximité est-il rempli ? Aux dernières informations, il y avait un taux d'occupation de 75 %, donc il reste de la place. Y a-t-il vraiment une demande ?

Concernant les appartements, vous parlez de la création de 40 logements sur le quartier Saint-Jean, donc on se réjouit que l'OPH ait retrouvé des moyens financiers pour investir en Meuse et particulièrement sur notre cité. J'en profite pour vous interroger sur les halles, puisque l'OPH se dit prêt à investir à la condition que la Ville y apporte son concours financier ; pouvez-vous nous donner la position de la Ville par rapport à ce point ?

Mme le Maire
Sur le besoin d'une administration en bureaux, c'est une demande ferme et il n'est pas question qu'elle aille sur le quartier des entrepreneurs ; ce n'est pas suffisant. C'est une demande ferme et définitive, ave une surface conséquente qui ne peut pas trouver sa place ailleurs.

Quant à la construction de logements par l'OPH, je ne rentrerai pas dans la question des halles, puisque la réponse que vous me donnez fait suite à un article de presse et je crois savoir, parce que je suis au Bureau de l'OPH, que la directrice dit n'avoir pas tout à fait tenu ce discours. Pour l'instant, la Ville n'est absolument pas propriétaire des lieux et si projet il y a avec un appel à financement d'une collectivité quelconque -qu'elle soit Ville ou une autre- on étudiera la demande de l'OPH en son temps, quand le bouclage financier de ce projet sera fait. Mais pour l'instant, il n'est absolument pas fait.

M. RAULOT
Je suis du quartier, donc je le connais parfaitement, puisque ça fait 30 ans que j'y passe un temps énorme. Quand je vois évoluer ce quartier, je me dis qu'il y avait une belle emprise foncière, sachant qu'on nous a fait miroiter pas mal de choses et je pourrais reprendre un document de campagne de 2014 où on nous montrait déjà le paradis que ça allait devenir ; je pourrais aussi reprendre les articles de la presse locale qui avait été convoquée par le Maire de l'époque, montrant ce que ça allait devenir. Si on regarde sept ans plus tard, le quartier ne ressemble pas à ce qui avait été montré par le Maire de l'époque.

Ce qui m'interroge beaucoup, c'est la cohérence de ce projet. Je tiens à disposition un document qui date du 7 juillet 2018 -je peux vous le montrer et la Ville peut le fournir, mais pour les nouveaux conseillers, il est là, je peux vous le faire passer-. Je me souviens, puisque j'assistais à tous les conseils municipaux assis sur ma chaise au fond de la salle et que patiemment j'écoutais les débats, qu'on nous proposait un projet entièrement fait avec pléthore de logements ; on nous parlait du complexe cinéma -qui est fait-, on nous parlait aussi d'un groupe scolaire qui a de nouveau disparu encore une fois, puisqu'il n'a cessé de réapparaitre et de disparaitre -ce qui pose quand même la question de la cohérence de l'ensemble.

Ce qui est gênant ce soir -et qui l'était d'autant plus lors de la commission-, c'est que vous nous demandez de voter une délibération en vous disant : « *il y a quelque chose, il faut voter, mais on ne peut pas vous en dire plus* ». Vous nous avez régulièrement rappelé le rôle des commissions et il aurait été quand même intéressant de nous faire confiance en nous donnant quelques éléments d'explication ou des éléments concrets, plutôt que de nous dire : « *il y aura quelque chose, on verra, vous allez voir, ça va être fabuleux* », parce que depuis sept ans, c'est un projet qui est constamment balloté entre -je ne dis pas- les humeurs des uns ou des autres, ou les projets, mais c'est quand même un peu le ressentiment qu'on en a.

Faire de l'aménagement, ce n'est pas faire du Tetris, je suis désolé ; si on s'ennuie, il y a des applications pour imbriquer des cubes dans des espaces vides. Mais faire de l'aménagement, ça se pense, ça se réfléchit, il faut donner une vision et il faut savoir ce qu'on veut faire sur ce quartier. Et cette vision, on ne l'a pas depuis maintenant sept ans. Je pourrais reprendre les paroles de Charles Perrault en demandant ce que nous allons voir venir et nous répondrons probablement que nous allons voir « *le soleil qui poudroie* », mais à un moment donné, ça serait bien quand même sur ce quartier de nous donner un projet concret, une réelle vision et des éléments pour qu'on puisse s'appuyer sur quelque chose pour voter.

M. LEMOINE
Vous parlez d'un document de 2018 mais ce n'était pas un projet, ça s'appelait un plan guide. Aujourd'hui, on vous annonce un certain nombre de modifications ou plutôt d'orientations, mais les grandes lignes sont tracées et elles n'ont pas changé entre le foyer-logement, le cinéma... Alors bien sûr, le hall des Brasseries n'y est plus comme prévu. Donc qu'est-ce qui a changé, à part la délocalisation du hall bouliste ?...

M. RAULOT
Il n'y a pas de problème, donc ce qui a changé : on parlait d'écoquartier...

Mme le Maire
Laissez répondre Monsieur LEMOINE.

M. RAULOT
Il me pose une question...

M. LEMOINE
Il y a un plan guide et on s'y tient. Il y a ensuite des demandes, des opportunités, une réalité et ça parait logique de ne pas s'arc-bouter sur quelque chose qui ne viendrait pas en adéquation avec les besoins au fur et à mesure que le temps passe. Mais le plan guide, lui, il est bien présent, vous l'avez sous les yeux et on s'y tient.

M. RAULOT
Pour répondre à Monsieur LEMOINE, sur ce qui a changé : la disparition du groupe scolaire, on ne parle plus du parc public, le hall bouliste vient d'être déplacé à la Libération, le nombre de logements a drastiquement fondu, on a des îlots qui sont reconstitués, mais on ne sait pas ce qui va être fait dedans... Alors je veux bien

qu'on ne reste pas arcbouté sur un projet, mais à un moment donné, ça serait quand même bien d'avoir un fil conducteur.

Je veux bien qu'on saisisse des opportunités, mais on ne fait pas de l'aménagement du territoire au gré du vent ou en fonction du côté sur lequel va tomber une pièce de monnaie. Quand on crée un aménagement, il faut aller voir. Pour avoir fait un peu d'aménagement du territoire dans mon parcours, la première chose que les Cabinets vous proposeront, c'est d'avoir un fil conducteur et quand on parle d'un écoquartier, il faut avoir les trois spécificités.

La coulée verte dont on avait parlé au départ n'y est plus ; le cinéma ne ressemble pas vraiment à ce qu'il voulait être... Vous voulez tous les changements qui ont été opérés ? il n'y a pas de problème, je vous les donne, ce n'est pas un souci. Comme je l'ai dit, j'étais au fond de la salle et j'ai suivi cela parfaitement. Mais un minimum de cohérence et de structuration dans un projet sont nécessaires, surtout que c'est quand même l'une des dernières emprises foncières disponibles sur la ville et notamment sur le centre-ville.

Mme le Maire
Monsieur RAULOT, je prends acte que vous êtes complètement opposé à l'aménagement du quartier Saint-Jean et je n'entrerai pas dans la polémique que vous souhaitez entamer en parlant d'un document de campagne de 2014. Le quartier se construit par tranche et là, on vous propose de travailler sur un îlot. Je ne vous ferai pas l'affront de vous faire une explication de texte, mais lorsque je lis dans le rapport que plusieurs options d'aménagement restent à arbitrer, que des porteurs de projet doivent encore confirmer leur engagement, il faut savoir que les porteurs de projet ne se décident pas du jour au lendemain, mais une fois qu'ils ont posé leur projet, il y a effectivement l'aménagement.

Je ne vois pas pourquoi vous nous parlez de la disparition de l'école, puisque vous savez pertinemment que c'est un autre îlot et qu'il y a encore la question du centre technique municipal. Donc je ne vois pas quel est le procès que vous nous faites en pointant du doigt telle ou telle personne. Votre attitude est particulièrement désagréable, mais on va en prendre notre parti. Et je voudrais vous dire que je ne joue pas à la roulette russe tous les matins en me disant « tiens, qu'est-ce que je vais pouvoir faire ? ». Depuis le début, nous parlons de l'aménagement de ce quartier.

Concernant le cinéma, je suis désolée s'il ne correspond pas à la première ébauche qui a été faite, mais nous avons un ABF qui a des prescriptions auxquelles s'est conformé le propriétaire du cinéma. Que les cubes soient rouges alors que sur la photo, ils étaient jaunes, ce n'est pas là que j'accorde de l'importance ; pour moi, l'importance est que nous avons un projet de cinéma qui s'est implanté à cet endroit et que le quartier prend forme petit à petit.

Maintenant, je prends acte que vous n'êtes pas d'accord avec ces options-là.

M. PICHON
Ce qui me gêne, c'est qu'on ne dispose pas de véritables informations précises pour pouvoir prendre position...

Mme le Maire
Monsieur PICHON, pardonnez-moi, je vais vous laisser continuer, mais lorsque je lis que « *plusieurs options d'aménagement restent à arbitrer et des porteurs de projets doivent encore confirmer leur engagement* », comment voulez-vous qu'aujourd'hui, je vous présente une image terminée ? Ça serait d'abord faire offense aux porteurs de projet et ensuite ça serait me taxer de quelqu'un qui organise sans prendre en considération les attentes et les demandes de chacun. Mais je vous laisse continuer.

M. PICHON
Je disais donc effectivement que nous ne disposions pas d'informations suffisamment précises, notamment sur cette administration -si j'ai bien compris- qui pourrait s'installer. Est-ce que c'est une administration qui arrive de l'extérieur de Bar-le-Duc ? Est-ce que c'est une administration qui vient de Bar-le-Duc, qui déménage et qui s'implante là ? Est-ce qu'effectivement il y a un projet de faire de ce quartier aussi une activité économique ou un prolongement de l'activité économique avec le centre d'affaires ? Qu'en est-il aussi des

projets de tiers-lieux, de maison des habitants, de coworking qui pourraient être aussi intéressants sur ce quartier ? Est-ce que ce sont des choses qui ont été envisagées ?

Est-ce que les comités consultatifs peuvent être interpelés sur ces sujets ? Ça me semble intéressant, parce qu'effectivement, c'est très bien qu'on soit consulté, la démarche me plait bien. Par contre, elle avance à un rythme qui ne correspond pas forcément à celui de l'avancement des projets. Ce qui m'inquiète, c'est qu'on risque ainsi de frustrer les personnes qui se sont engagées dans ces comités consultatifs, si les plus beaux et plus gros projets échappent à cette participation citoyenne.

Mme le Maire
Concernant l'administration, je ne peux pas vous répondre aujourd'hui -je suis désolée-, mais il y a des règles de marché public auxquelles je ne dérogerai jamais. L'administration en question a demandé la plus grande discrétion, elle communiquera en son temps, mais elle ne souhaite pas pour l'instant faire part de son projet. Je serais donc très mal placée pour vous en dire plus.

Sur les comités consultatifs, on ne va pas refaire encore une fois le débat sur le sujet, mais il y a besoin quand même de fixer un certain nombre de règles. Que les gens soient frustrés... encore une fois, nous ne rencontrons pas les mêmes, parce que ceux que je rencontre sont particulièrement contents de ce travail et ils attendent effectivement maintenant qu'on puisse avancer. Mais les journées n'ont que 24 heures et il faut que vous vous disiez aussi que le travail est conséquent.

M. PICHON
Moi, je suis très satisfait des comités consultatifs. Je parle juste du rythme et d'essayer d'adosser le rythme des projets au rythme de la réunion et de la constitution. Evidemment, il faut de la méthodologie, du cadre et on l'a encore vu hier, il ne faut pas que ça se fasse n'importe comment, mais il faut être vigilant par rapport à ces rythmes.

Mme le Maire
Nous le serons.

M. DEJAIFFE
Lors de la commission, j'ai émis une remarque concernant la circulation notamment du côté des îlots 2 et 3 et on m'a répondu qu'il y aura sans doute un sens unique pour desservir ces deux îlots entre la rue Gambetta et l'Avenue du 94ème RI. Je ne sais pas si on est véritablement à l'échelle, mais sur ce découpage, ça me semble compliqué de faire une route de cette manière et qui viendrait couper en deux l'îlot, ce qui ne faciliterait pas du tout la circulation.

Je ne sais pas ce qui figurera dans les différents îlots et j'entends ce que vous dites, mais ça me chagrine un peu de voir que ça restera finalement difficilement accessible quand on connait la largeur de la route qui se situe entre le 94ème RI et la partie de l'îlot 3 en tout cas. On est quand même sur une route qui n'est pas du tout large et ça pose quand même un certain nombre de questions, même pour les riverains qui sont sur le côté. Pour l'instant, il n'y a pas de trottoir, ni d'aménagement urbain sur cette zone, mais si on fait ces îlots 2 et 3 comme ça, sans doute qu'il faudra faire des trottoirs ; est-ce que ce sera possible ? Il y a des questions qui restent en suspend selon moi, même si j'entends ce que vous dites.

Mme le Maire
Je vais vous répondre par une question -et prenez-la plutôt comme une boutade- : si je ne souhaitais pas augmenter la circulation automobile sur cet îlot ?

M. DEJAIFFE
Ce serait une décision importante, vous donneriez enfin une visée à ce lieu et ça serait tout à fait dans votre droit. Ce serait d'ailleurs intéressant qu'il y ait cette politique, mais ce n'est pas forcément dans l'air du temps, -en tout cas on le voit bien dans notre ville- de supprimer complètement ou de réduire considérablement la circulation, puisque vous nous dites très souvent que les entreprises et les commerçants ont besoin d'avoir de la circulation, des places de parking, etc... mais c'est une remarque, je ne veux pas du tout faire de mauvais

esprit. Peut-être que le plan n'est pas forcément fait à l'échelle, peut-être qu'on rognera un peu sur chaque îlot pour élargir la route, c'est possible.

Mme le Maire
Nous n'en sommes encore pas là.

Le 11 février dernier, le conseil municipal a validé le processus d'aménagement du quartier Saint-Jean qui faisait suite au plan guide élaboré en 2018 par le cabinet ERA et à l'aménagement de l'îlot central en 2019-2020.

Suite à un approfondissement du travail préalable, le processus est en train de s'affiner et plusieurs orientations s'annoncent :

- La création de bureaux à court terme, le long de l'avenue Gambetta, pour une surface construite comprise entre 2 000 et 2 500m² SHON, selon les besoins, dans une parcelle qui fera entre 3 000 et 3 500 m². Ce projet passera par la vente de la parcelle à un promoteur moyennant l'engagement de celui-ci sur une fiche définissant les grandes lignes de son projet.

- La création d'une quarantaine de logements dont une partie devrait intégrer le parc locatif de l'OPH de la Meuse et une autre partie fera l'objet d'un processus d'accession sociale à la propriété. En raison de la morphologie du quartier, les constructions devraient être de taille intermédiaire, en R+1. Ce nombre de logements correspond à moins de la moitié des besoins en création de logement estimés sur Bar-le-Duc par le Programme Local de l'Habitat communautaire.

Ces différentes projections ont été réalisées en prenant en compte le fait que le hall bouliste ne pouvait être rénové ou reconstruit sur site de manière fonctionnelle. Son emprise sera donc désormais intégrée au projet d'aménagement afin de permettre le recyclage de ce foncier en parallèle d'une reconstruction sur le quartier de la Libération.

Plusieurs options d'aménagement restent à arbitrer et des porteurs de projets doivent encore confirmer leur engagement. Comme évoqué lors du rapport présenté le 11 février, la ville mobilisera très prochainement un cabinet d'assistance à maitrise d'ouvrage qui l'accompagnera sur :

- Le cadre juridique qui devra être posé,
- L'analyse économique des projets et le tarif des terrains cédés,
- Le calendrier de déroulement de l'opération
- L'articulation des différents porteurs de projet
- Les modalités urbanistiques opérationnelles (nécessité ou non d'un permis d'aménager)
- Le statut juridique des voiries à créer

Pour la ville, les objectifs de ce projet complexe restent les suivants :

- Recycler un foncier en proximité du centre-ville,
- Aménager un espace qualitatif donnant une attractivité nouvelle en termes d'habitat,
- Mobiliser des investissements sur le territoire, notamment en mettant en avant les avantages du programme cœur de ville,
- Répondre aux enjeux d'aménagement d'un éco-quartier,
- Obtenir une opération d'aménagement la plus équilibrée possible.

Une délibération devrait être proposée au prochain conseil municipal afin d'acter certaines des orientations présentées.

En conséquence, le Conseil Municipal, sur avis conforme des commissions compétentes, à la majorité, décide de :
Par 22 voix pour
10 Voix contre :
M. DEJAIFFE, M. BERGER, M. RAULOT, Mme BENSAADI-TRAMONTANA, M. DAMANT, Mme JOLLY, M. PICHON, Mme MATHIEU, M. VERLANT, Mme KUBANY

- Prendre acte des évolutions des orientations d'aménagement du quartier Saint Jean,

- Donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

QUESTIONS DIVERSES

Mme le Maire
Je vais passer à un certain nombre de questions que m'a posée Monsieur DEJAIFFE.

1. *Qu'en est-il de la défaillance de l'éclairage nocturne de l'église Notre Dame ?*

   Il reste à faire un diagnostic en lien avec la réhabilitation de l'église pour toute la partie supérieure ; en effet, il y a nécessité de faire intervenir une entreprise spécialisée haute voltige pour faire ce diagnostic. Concernant la partie au sol, un diagnostic est en cours, afin de cumuler les infos techniques de chaque réseau et de les intégrer au projet de réhabilitation de l'ensemble de la mise en valeur de l'édifice.

2. *Quand est-ce que les ventres dans les remparts de la rue du Château seront repris. Des pierres viennent de tomber. C'est un dossier relevant du Département mais qui engage la sécurité des Barisiens.*

M. GONZATO
Je m'adresse d'abord à Monsieur DAMANT qui m'a interpellé lundi soir au sujet de gravats qui se trouvaient dans l'avenue du Château. Il s'avère après contrôle, Monsieur DAMANT, qu'en fin de compte, on pense que ces gravats sont tombés d'un camion.

M. DAMANT
Si vous me permettez, un riverain a vraiment vu une pierre qui est tombée. Il m'a montré où et à l'occasion je pourrais vous montrer.

M. GONZATO
Lundi soir, nous nous sommes rendus sur place avec le personnel d'astreinte. Ce matin même, les services sont montés sur le haut du mur. Au vu des gravats, ça pourrait rester un mystère.

Quant au suivi, c'est le Conseil Départemental qui a en charge le suivi des désordres sur ce mur. On attend donc de sa part, la communication de ce suivi. On doit rencontrer les services départementaux prochainement à ce sujet.

Mme le Maire
Sur le dossier du mur de soutènement de la rue du Château, il y a effectivement un certain nombre de choses. Il faut quand même que vous sachiez -mais c'est surement par méconnaissance- que dans ce que vous appelez des ventres, il n'y a pas de terre derrière, c'est de l'espace ; ce n'est donc pas la terre qui pousse contre les pierres. En tant que Conseillers Départementaux, nous avons alerté les services « bâtiment » du Département qui doivent nous rendre ce diagnostic, parce que nous avons aussi un projet sur cet emplacement-là, un encorbellement qui pourrait permettre un élargissement de la chaussée pour le croissement des autobus et pour une déambulation piétonne qui irait du bas de la ville jusqu'au château.

3. *Qu'en est-il de la zone de travaux rue de Véel ? Des travaux vont-ils avoir lieu rapidement ?*

Bien sûr que l'étude sur la réfection du dalot d'assainissement est terminée. Un passage caméra a été effectué et a montré un effondrement au niveau du n°16 rue de Véel (c'est exactement le même endroit qu'en 2017), mais aussi un point de faiblesse à reprendre rapidement au niveau du 110 de la même rue. La mise en œuvre des réparations se programme avec le Département qui est gestionnaire de la voie sur la partie estivale (du 14 juin au 15 août).

Parallèlement, le service « eaux et assainissement » lance des investigations et les études pour analyser les conditions de reprise de l'intégralité de la section rue de Veel, de façon prévisionnelle, du fait de la faiblesse de l'ouvrage.

Effectivement, il faut arrêter tous les ans ou tous les deux ans, d'ouvrir la route et de refaire des petits morceaux ; on va regarder ce qu'on peut faire pour faire une analyse et dans quelle condition on pourrait reprendre l'intégralité de la section. Bien sûr, ce sont des investissements lourds, des travaux lourds, mais je crois qu'il va falloir « *prendre le taureau par les cornes* » et régler cette question une bonne fois pour toutes.

4. *Dans le secteur de la piscine, suite aux travaux de raccordement d'eau, la route est en très mauvais état. Est-il prévu de la refaire ?*

Ces travaux concernent essentiellement le chemin de Resson. Lors des réfections de chaussée sur l'emprise de la fouille d'eau potable, l'entreprise a rencontré des difficultés sur une grande longueur, lors du sciage des enrobés existants, en mauvais état et s'effritant au sciage, la voirie étant faïencée. Il a été impossible pour l'entreprise d'effectuer un trait de scie « normal », donc elle a fait au mieux.

Cela avait été vu avec le service « Voirie » de la Ville de Bar-le-Duc, via la mise en œuvre d'un joint de chaussée large demandé au service « Eau & Assainissement ». Le service étudie cette année les conditions de reprise du chemin de roulement, afin de voir l'opportunité d'inscription sur le budget 2022.

5. *Des villes piétonnisent leur centre-ville pour faciliter les promenades des habitants et le travail des restaurants et des cafés. L'avez-vous envisagé ? Est-ce que cela pourrait se coupler avec la gratuité des transports un samedi par mois ?*

Il est difficile pour les services de répondre à cette question qui relève bien sûr des choix politiques que nous avons faits. Des études sont en cours pour la mise en œuvre d'espaces apaisés, que ce soit la généralisation de la zone 30, la mise en œuvre de zones de rencontre (zone 20) et de voies douces, notamment sur l'ensemble du parcours des quais de l'Ornain.

Quant à la question de la gratuité des bus, il s'agit d'une compétence communautaire. C'est à voir avec les élus, mais pour l'instant, cette gratuité le samedi n'a pas été envisagée avec le transporteur. Je vous rappellerai certains déficits qui font que nous avons repris un certain nombre de choses sur la compétence transport de l'Agglomération.

6. *Concernant le report de la Galette des rois, il a été promis quelque chose qui la remplace. Qu'est-ce qui va être fait ? Quand ? Par qui ?*

En raison de la situation sanitaire, la galette des Rois n'a pas pu prendre sa forme habituelle. Nous avions envisagé une première option qui était la distribution d'un coffret cadeau, mais en faisant le listing de toutes les personnes qu'on pouvait toucher et compte tenu de la somme que nous avions, le cadeau ressemblait plus à un « *cadeau Bonux* » -pardonnez-moi- qu'à un réel cadeau. J'ai donc demandé que cette distribution de cadeau ne se fasse pas. La mise en œuvre était aussi bien sur compliquée, puisqu'ensuite, il s'agissait de se rendre au domicile de chaque personne concernée, dans une période où les visites n'étaient pas compatibles, donc nous avons abandonné cette idée.

Nous sommes donc restés sur le concept d'un spectacle, organisé par l'association Be Réal, puisqu'elle a touché une subvention pour cela. Avec l'assouplissement des mesures sanitaires, bien sûr que cette manifestation pourrait se dérouler ici à la Barroise en septembre, avec places assises. Les modalités sont en train de se caler.

Continuez à être vigilants parce qu'il y a quand même encore des cas Covid. Deux classes d'une école sont fermées aujourd'hui, notamment une classe de moyenne section et une classe de CE2.

La prochaine réunion aura lieu le 24 juin et si tout va bien, nous réintégrerons la salle du Conseil Municipal à l'Hôtel de Ville.

Madame le Maire remercie les membres pour leur participation. Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 21h30.

La Secrétaire de Séance,

Chantal DILLMANN

Le Maire,

Martine JOLY

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21550029900015

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL VILLE (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 34
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 77
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 116
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 120
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 121
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 122
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 123
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 124
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 125
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 126
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) 128
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) 129
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 130
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 134
A10.3 - Opérations liées aux cessions 135
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie 136
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 138
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 140
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 141

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	143
C1.2 - Actions de formation des élus	151
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	152
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	153
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	154
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	155
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	156
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	158
D2 - Arrêté et signatures	159

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE BAR-LE-DUC	CA
55029	BUDGET PRINCIPAL VILLE	2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	15585
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	154
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
COMMUNAUTE AGGLOMERATION BAR LE DUC SUD MEUSE	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
8872286	12052872	765.8	1195,27

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	894.59	1107.00
2	Produit des impositions directes/population	532.44	567.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1106.27	1299.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	455.08	247.00
5	Encours de dette/population	342.45	931.00
6	DGF/population	404.84	190.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	44.64	58.80
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	83.83	92.30
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	41.14	19.00
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	30.96	71.70

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - avec (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	14 842 251,36	G	17 297 472,53
	Section d'investissement	B	8 314 103,97	H	9 475 945,54
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 471 187,74 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	1 468 359,79 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	23 156 355,33	= G+H+I+J	29 712 965,60
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 916 084,50	L	2 518 111,49
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	4 916 084,50	= K+L	2 518 111,49
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	14 842 251,36	= G+I+K	18 768 660,27
	Section d'investissement	= B+D+F	13 230 188,47	= H+J+L	13 462 416,82
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	28 072 439,83	= G+H+I+J+K+L	32 231 077,09

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	4 916 084,50	L	2 518 111,49
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		2 517 959,04
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		152,45
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		120 727,98		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	2 333 382,24	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 461 974,28	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	4 977 841,00	3 294 104,19	474 127,74	0,00	1 209 609,07
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 852 000,00	6 217 495,93	6 347,36	0,00	628 156,71
014	Atténuations de produits	2 446 683,00	2 446 682,88	0,00	0,00	0,12
65	Autres charges de gestion courante	1 867 671,00	1 343 726,75	110 671,00	0,00	413 273,25
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**16 144 195,00**	**13 302 009,75**	**591 146,10**	**0,00**	**2 251 039,15**
66	Charges financières	66 000,00	60 722,04	3 477,77	0,00	1 800,19
67	Charges exceptionnelles	642 700,00	19 940,95	0,00	0,00	622 759,05
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**16 852 895,00**	**13 382 672,74**	**594 623,87**	**0,00**	**2 875 598,39**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*1 207 258,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 387 934,64*	*864 954,75*			*522 979,89*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 595 192,64***	***864 954,75***			***1 730 237,89***
TOTAL		**19 448 087,64**	**14 247 627,49**	**594 623,87**	**0,00**	**4 605 836,28**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	184 000,00	246 895,99	322,20	0,00	-63 218,19
70	Produits services, domaine et ventes div	1 089 183,00	731 034,80	15 003,18	0,00	343 145,02
73	Impôts et taxes	8 745 974,00	8 915 493,09	0,00	0,00	-169 519,09
74	Dotations et participations	7 064 285,00	6 955 506,53	35 000,00	0,00	73 778,47
75	Autres produits de gestion courante	142 642,00	137 754,66	0,00	0,00	4 887,34
Total des recettes de gestion courante		**17 226 084,00**	**16 986 685,07**	**50 325,38**	**0,00**	**189 073,55**
76	Produits financiers	0,00	32,20	0,00	0,00	-32,20
77	Produits exceptionnels	767 144,64	204 241,80	0,00	0,00	562 902,84
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**17 993 228,64**	**17 190 959,07**	**50 325,38**	**0,00**	**751 944,19**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*63 379,00*	56 188,08			7 190,92
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***63 379,00***	***56 188,08***			***7 190,92***
TOTAL		**18 056 607,64**	**17 247 147,15**	**50 325,38**	**0,00**	**759 135,11**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **1 471 187,74**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	703 690,46	169 694,20	120 727,98	413 268,28
204	Subventions d'équipement versées	658 175,00	116 275,00	0,00	541 900,00
21	Immobilisations corporelles	7 203 957,32	2 329 589,78	2 333 382,24	2 540 985,30
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	8 200 988,81	4 593 105,79	2 461 974,28	1 145 908,74
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**16 766 811,59**	**7 208 664,77**	**4 916 084,50**	**4 642 062,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	11 700,00	11 655,20	0,00	44,80
16	Emprunts et dettes assimilées	524 215,00	515 129,42	0,00	9 085,58
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	100,00	100,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**536 015,00**	**526 884,62**	**0,00**	**9 130,38**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**17 302 826,59**	**7 735 549,39**	**4 916 084,50**	**4 651 192,70**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*63 379,00*	*56 188,08*		*7 190,92*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*1 020 000,00*	*522 366,50*		*497 633,50*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 083 379,00***	***578 554,58***		***504 824,42***
TOTAL		**18 386 205,59**	**8 314 103,97**	**4 916 084,50**	**5 156 017,12**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 359 180,13	1 940 339,86	2 517 959,04	-99 118,77
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 465 463,49	0,00	0,00	3 465 463,49
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	347,41	0,00	-347,41
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**7 824 643,62**	**1 940 687,27**	**2 517 959,04**	**3 365 997,31**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 000 000,00	1 095 553,74	0,00	-95 553,74
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	5 049 639,18	5 049 639,18	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 215,00	2 744,10	152,45	8 318,45
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	-582 844,64		0,00	
Total des recettes financières		**5 478 009,54**	**6 147 937,02**	**152,45**	**-670 079,93**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**13 302 653,16**	**8 088 624,29**	**2 518 111,49**	**2 695 917,38**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*1 207 258,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*867 934,64*	*864 954,75*		*2 979,89*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*1 540 000,00*	*522 366,50*		*1 017 633,50*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 615 192,64***	***1 387 321,25***		***2 227 871,39***
TOTAL		**16 917 845,80**	**9 475 945,54**	**2 518 111,49**	**4 923 788,77**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **1 468 359,79**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 768 231,93		3 768 231,93
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 223 843,29		6 223 843,29
014	Atténuations de produits	2 446 682,88		2 446 682,88
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 454 397,75		1 454 397,75
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	64 199,81	*0,00*	64 199,81
67	Charges exceptionnelles	19 940,95	*62 844,64*	82 785,59
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*802 110,11*	802 110,11
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**13 977 296,61**	***864 954,75***	**14 842 251,36**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	11 655,20	*19 377,56*	31 032,76
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	515 129,42	*0,00*	515 129,42
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	169 694,20	*0,00*	169 694,20
204	Subventions d'équipement versées	116 275,00	*520 259,50*	636 534,50
21	Immobilisations corporelles (6)	2 329 589,78	*37 278,22*	2 366 868,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	4 593 105,79	*0,00*	4 593 105,79
26	Participations et créances rattachées	100,00	*0,00*	100,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*1 639,30*	1 639,30
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**7 735 549,39**	***578 554,58***	**8 314 103,97**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	247 218,19		247 218,19
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	746 037,98		746 037,98
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*35 171,22*	35 171,22
73	Impôts et taxes	8 915 493,09		8 915 493,09
74	Dotations et participations	6 990 506,53		6 990 506,53
75	Autres produits de gestion courante	137 754,66	*0,00*	137 754,66
76	Produits financiers	32,20	*0,00*	32,20
77	Produits exceptionnels	204 241,80	*19 377,56*	223 619,36
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*1 639,30*	1 639,30
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**17 241 284,45**	***56 188,08***	**17 297 472,53**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**1 471 187,74**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 095 553,74	0,00	1 095 553,74
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 049 639,18		5 049 639,18
13	Subventions d'investissement	1 940 339,86	1 999,00	1 942 338,86
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 744,10	0,00	2 744,10
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*880,64*	880,64
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*108,00*	108,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	347,41	*582 223,50*	582 570,91
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*802 110,11*	*802 110,11*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**8 088 624,29**	**1 387 321,25**	**9 475 945,54**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**1 468 359,79**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**4 977 841,00**	**3 294 104,19**	**474 127,74**	**0,00**	**1 209 609,07**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	86 100,00	13 774,47	0,00	0,00	72 325,53
60611	Eau et assainissement	71 700,00	93 511,00	0,00	0,00	-21 811,00
60612	Energie - Electricité	713 900,00	686 601,22	0,00	0,00	27 298,78
60613	Chauffage urbain	158 000,00	102 961,66	0,00	0,00	55 038,34
60621	Combustibles	100 000,00	81 163,69	0,00	0,00	18 836,31
60622	Carburants	90 060,00	66 727,56	0,00	0,00	23 332,44
60623	Alimentation	10 170,00	7 507,67	334,28	0,00	2 328,05
60628	Autres fournitures non stockées	43 965,00	39 235,76	3 612,60	0,00	1 116,64
60631	Fournitures d'entretien	60 436,00	54 076,59	6 390,30	0,00	-30,89
60632	Fournitures de petit équipement	78 325,00	56 647,09	9 692,91	0,00	11 985,00
60633	Fournitures de voirie	44 200,00	27 231,60	4 951,20	0,00	12 017,20
60636	Vêtements de travail	19 885,00	15 421,31	2 154,60	0,00	2 309,09
6064	Fournitures administratives	15 978,00	10 822,33	2 402,36	0,00	2 753,31
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 200,00	363,19	0,00	0,00	836,81
6067	Fournitures scolaires	46 090,00	25 332,63	12 272,53	0,00	8 484,84
6068	Autres matières et fournitures	503 272,00	220 860,45	56 352,05	0,00	226 059,50
611	Contrats de prestations de services	193 750,00	93 627,15	22 449,60	0,00	77 673,25
6132	Locations immobilières	123 148,00	108 700,04	0,00	0,00	14 447,96
6135	Locations mobilières	188 090,00	101 419,19	16 156,81	0,00	70 514,00
614	Charges locatives et de copropriété	7 000,00	1 781,20	0,00	0,00	5 218,80
61521	Entretien terrains	60 700,00	53 958,82	0,00	0,00	6 741,18
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	166 716,00	106 731,31	11 266,44	0,00	48 718,25
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	3 500,00	2 202,66	0,00	0,00	1 297,34
615231	Entretien, réparations voiries	121 000,00	130 023,28	0,00	0,00	-9 023,28
615232	Entretien, réparations réseaux	72 500,00	21 102,02	14 926,38	0,00	36 471,60
61524	Entretien bois et forêts	8 600,00	1 331,44	2 506,43	0,00	4 762,13
61551	Entretien matériel roulant	41 050,00	38 080,26	5 683,61	0,00	-2 713,87
61558	Entretien autres biens mobiliers	26 890,00	23 766,74	10 193,38	0,00	-7 070,12
6156	Maintenance	189 145,00	167 665,69	2 075,00	0,00	19 404,31
6161	Multirisques	195 850,00	169 887,82	0,00	0,00	25 962,18
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	7 044,00	7 043,43	0,00	0,00	0,57
617	Etudes et recherches	83 244,00	8 066,98	25 953,30	0,00	49 223,72
6182	Documentation générale et technique	9 380,00	7 732,49	514,00	0,00	1 133,51
6184	Versements à des organismes de formation	42 072,00	4 156,76	34 274,50	0,00	3 640,74
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 300,00	0,00	0,00	0,00	2 300,00
6188	Autres frais divers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	6 000,00	3 523,67	0,00	0,00	2 476,33
6226	Honoraires	97 250,00	23 898,54	38 194,80	0,00	35 156,66
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 400,00	5 408,00	0,00	0,00	-3 008,00
6228	Divers	331 462,00	86 803,33	74 243,76	0,00	170 414,91
6231	Annonces et insertions	63 300,00	12 370,92	0,00	0,00	50 929,08
6232	Fêtes et cérémonies	93 670,00	11 082,97	1 729,50	0,00	80 857,53
6233	Foires et expositions	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	33 050,00	11 003,66	7 000,00	0,00	15 046,34
6237	Publications	38 500,00	30 552,10	2 187,60	0,00	5 760,30
6238	Divers	460,00	32 282,55	0,00	0,00	-31 822,55
6241	Transports de biens	7 516,00	6 422,40	0,00	0,00	1 093,60
6247	Transports collectifs	38 750,00	8 894,55	6 044,07	0,00	23 811,38
6251	Voyages et déplacements	6 000,00	3 480,88	0,00	0,00	2 519,12
6256	Missions	5 834,00	1 687,98	0,00	0,00	4 146,02
6257	Réceptions	27 900,00	7 394,20	4 914,40	0,00	15 591,40
6261	Frais d'affranchissement	5 000,00	4 845,97	1 259,90	0,00	-1 105,87
6262	Frais de télécommunications	48 148,00	37 265,36	0,00	0,00	10 882,64
627	Services bancaires et assimilés	3 790,00	928,94	0,00	0,00	2 861,06
6281	Concours divers (cotisations)	35 250,00	13 834,42	180,00	0,00	21 235,58
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	10 700,00	0,00	0,00	0,00	10 700,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	82 158,00	39 518,11	13 996,78	0,00	28 643,11
6284	Redevances pour services rendus	0,00	3 339,00	0,00	0,00	-3 339,00
6288	Autres services extérieurs	358 149,90	325 613,14	79 903,31	0,00	-47 366,55
63512	Taxes foncières	92 293,10	74 415,00	0,00	0,00	17 878,10
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 000,00	23,00	311,34	0,00	1 665,66
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 852 000,00**	**6 217 495,93**	**6 347,36**	**0,00**	**628 156,71**
6218	Autre personnel extérieur	61 792,00	25 622,93	6 042,61	0,00	30 126,46
6331	Versement de transport	22 143,00	21 691,00	0,00	0,00	452,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	18 449,00	18 076,00	0,00	0,00	373,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	67 918,00	61 587,00	0,00	0,00	6 331,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
64111	Rémunération principale titulaires	3 306 960,00	2 907 974,72	0,00	0,00	398 985,28
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	68 789,00	62 913,47	0,00	0,00	5 875,53
64118	Autres indemnités titulaires	525 598,00	563 815,97	0,00	0,00	-38 217,97
64131	Rémunérations non tit.	796 818,00	716 417,46	0,00	0,00	80 400,54
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	20 139,16	0,00	0,00	-20 139,16
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	729 555,00	702 946,07	0,00	0,00	26 608,93
6453	Cotisations aux caisses de retraites	956 664,00	865 708,32	0,00	0,00	90 955,68
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	41 201,00	28 549,17	0,00	0,00	12 651,83
6455	Cotisations pour assurance du personnel	82 308,00	75 743,61	0,00	0,00	6 564,39
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	16 604,00	10 589,78	0,00	0,00	6 014,22
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	15 662,50	0,00	0,00	-15 662,50
6475	Médecine du travail, pharmacie	20 000,00	6 443,83	304,75	0,00	13 251,42
6478	Autres charges sociales diverses	124 700,00	106 850,00	0,00	0,00	17 850,00
6488	Autres charges	12 501,00	6 764,94	0,00	0,00	5 736,06
014	**Atténuations de produits**	**2 446 683,00**	**2 446 682,88**	**0,00**	**0,00**	**0,12**
739211	Attributions de compensation	2 446 683,00	2 446 682,88	0,00	0,00	0,12
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 867 671,00**	**1 343 726,75**	**110 671,00**	**0,00**	**413 273,25**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	22 384,00	6 046,03	4 549,00	0,00	11 788,97
6531	Indemnités	144 800,00	142 510,64	0,00	0,00	2 289,36
6532	Frais de mission	1 500,00	147,30	0,00	0,00	1 352,70
6533	Cotisations de retraite	16 600,00	12 178,71	0,00	0,00	4 421,29
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	17 900,00	17 865,00	0,00	0,00	35,00
6535	Formation	7 061,00	0,00	0,00	0,00	7 061,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
6542	Créances éteintes	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
6557	Contribut° politique de l'habitat	30 000,00	10 819,82	4 000,00	0,00	15 180,18
6558	Autres contributions obligatoires	117 000,00	-9 344,87	99 122,00	0,00	27 222,87
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 503 226,00	1 163 449,41	3 000,00	0,00	336 776,59
65888	Autres	200,00	54,71	0,00	0,00	145,29
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**16 144 195,00**	**13 302 009,75**	**591 146,10**	**0,00**	**2 251 039,15**
66	**Charges financières (b)**	**66 000,00**	**60 722,04**	**3 477,77**	**0,00**	**1 800,19**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	66 000,00	64 823,23	0,00	0,00	1 176,77
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-4 101,19	3 477,77	0,00	623,42
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**642 700,00**	**19 940,95**	**0,00**	**0,00**	**622 759,05**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	9 000,00	2 092,84	0,00	0,00	6 907,16
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	628 700,00	6 649,58	0,00	0,00	622 050,42
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 000,00	6 759,85	0,00	0,00	-1 759,85
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	4 438,68	0,00	0,00	-4 438,68
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**16 852 895,00**	**13 382 672,74**	**594 623,87**	**0,00**	**2 875 598,39**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 207 258,00***	***0,00***			***1 207 258,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***1 387 934,64***	***864 954,75***			***522 979,89***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*581 964,00*	*61 964,00*			*520 000,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*880,64*	*880,64*			*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*805 090,00*	*802 110,11*			*2 979,89*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 595 192,64***	***864 954,75***			***1 730 237,89***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 595 192,64***	***864 954,75***			***1 730 237,89***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**19 448 087,64**	**14 247 627,49**	**594 623,87**	**0,00**	**4 605 836,28**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	12 800,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	12 800,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-623,42

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**184 000,00**	**246 895,99**	**322,20**	**0,00**	**-63 218,19**
6419	Remboursements rémunérations personnel	128 000,00	193 480,99	322,20	0,00	-65 803,19
6479	Rembourst sur autres charges sociales	56 000,00	53 415,00	0,00	0,00	2 585,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***1 089 183,00***	***731 034,80***	***15 003,18***	***0,00***	***343 145,02***
70311	Concessions cimetières (produit net)	*23 000,00*	*27 697,10*	*3 350,90*	*0,00*	*-8 048,00*
70312	Redevances funéraires	*28 400,00*	*30 131,00*	*8 530,00*	*0,00*	*-10 261,00*
70321	Stationnement et location voie publique	*161 400,00*	*76 706,46*	*2 031,71*	*0,00*	*82 661,83*
70323	Redev. occupat° domaine public communal	*70 000,00*	*500,00*	*0,00*	*0,00*	*69 500,00*
70383	Redevance de stationnement	*110 000,00*	*60 123,13*	*308,57*	*0,00*	*49 568,30*
70384	Forfait de post-stationnement	*67 000,00*	*58 277,81*	*782,00*	*0,00*	*7 940,19*
70388	Autres redevances et recettes diverses	*0,00*	*1 545,30*	*0,00*	*0,00*	*-1 545,30*
704	Travaux	*0,00*	*3 203,67*	*0,00*	*0,00*	*-3 203,67*
7062	Redevances services à caractère culturel	*19 500,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*19 500,00*
70631	Redevances services à caractère sportif	*5 700,00*	*2 625,00*	*0,00*	*0,00*	*3 075,00*
7066	Redevances services à caractère social	*68 200,00*	*26 990,89*	*0,00*	*0,00*	*41 209,11*
7067	Redev. services périscolaires et enseign	*291 300,00*	*181 385,44*	*0,00*	*0,00*	*109 914,56*
70688	Autres prestations de services	*0,00*	*9,75*	*0,00*	*0,00*	*-9,75*
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	*146 983,00*	*148 354,50*	*0,00*	*0,00*	*-1 371,50*
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	*33 200,00*	*41 935,50*	*0,00*	*0,00*	*-8 735,50*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*64 500,00*	*71 549,25*	*0,00*	*0,00*	*-7 049,25*
73	**Impôts et taxes**	**8 745 974,00**	**8 915 493,09**	**0,00**	**0,00**	**-169 519,09**
73111	Taxes foncières et d'habitation	8 293 876,00	8 298 134,00	0,00	0,00	-4 258,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	4 504,00	0,00	0,00	-4 504,00
73221	FNGIR	48 119,00	48 156,00	0,00	0,00	-37,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	183 979,00	200 462,00	0,00	0,00	-16 483,00
7338	Autres taxes	20 000,00	18 319,50	0,00	0,00	1 680,50
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	200 000,00	345 917,59	0,00	0,00	-145 917,59
74	**Dotations et participations**	**7 064 285,00**	**6 955 506,53**	**35 000,00**	**0,00**	**73 778,47**
7411	Dotation forfaitaire	3 217 246,00	3 181 390,00	0,00	0,00	35 856,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	2 607 868,00	2 682 642,00	0,00	0,00	-74 774,00
74127	Dotation nationale de péréquation	427 876,00	445 535,00	0,00	0,00	-17 659,00
744	FCTVA	23 000,00	20 038,00	0,00	0,00	2 962,00
74718	Autres participations Etat	39 850,00	59 260,24	0,00	0,00	-19 410,24
7472	Participat° Régions	57 000,00	-35 000,00	35 000,00	0,00	57 000,00
7473	Participat° Départements	40 220,00	0,00	0,00	0,00	40 220,00
74748	Participat° Autres communes	46 350,00	48 638,30	0,00	0,00	-2 288,30
7477	Participat° Budget communautaire et FS	2 400,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
7478	Participat° Autres organismes	186 462,00	131 333,66	0,00	0,00	55 128,34
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	706,00	0,00	0,00	-706,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	16 101,00	11 489,00	0,00	0,00	4 612,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	790,33	0,00	0,00	-790,33
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	63 697,00	56 386,00	0,00	0,00	7 311,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	309 152,00	328 621,00	0,00	0,00	-19 469,00
7484	Dotation de recensement	6 353,00	2 967,00	0,00	0,00	3 386,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	20 710,00	20 710,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**142 642,00**	**137 754,66**	**0,00**	**0,00**	**4 887,34**
752	Revenus des immeubles	104 142,00	112 392,98	0,00	0,00	-8 250,98
7588	Autres produits div. de gestion courante	38 500,00	25 361,68	0,00	0,00	13 138,32
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**17 226 084,00**	**16 986 685,07**	**50 325,38**	**0,00**	**189 073,55**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**32,20**	**0,00**	**0,00**	**-32,20**
7688	Autres	0,00	32,20	0,00	0,00	-32,20
77	**Produits exceptionnels (c)**	**767 144,64**	**204 241,80**	**0,00**	**0,00**	**562 902,84**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	7 600,00	0,00	0,00	-7 600,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	703 800,00	81 370,31	0,00	0,00	622 429,69
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	43 525,00	0,00	0,00	-43 525,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	62 844,64	62 844,64	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	500,00	8 901,85	0,00	0,00	-8 401,85
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**17 993 228,64**	**17 190 959,07**	**50 325,38**	**0,00**	**751 944,19**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***63 379,00***	***56 188,08***			***7 190,92***
722	*Immobilisations corporelles*	*44 000,00*	*35 171,22*			*8 828,78*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*19 379,00*	*19 377,56*			*1,44*

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*	*1 639,30*			*-1 639,30*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***63 379,00***	***56 188,08***			***7 190,92***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**18 056 607,64**	**17 247 147,15**	**50 325,38**	**0,00**	**759 135,11**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 471 187,74**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**703 690,46**	**169 694,20**	**120 727,98**	**413 268,28**
2031	Frais d'études	672 922,46	158 726,20	118 267,98	395 928,28
2033	Frais d'insertion	16 000,00	3 024,00	0,00	12 976,00
2051	Concessions, droits similaires	14 768,00	7 944,00	2 460,00	4 364,00
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**658 175,00**	**116 275,00**	**0,00**	**541 900,00**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	535 900,00	0,00	0,00	535 900,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	86 275,00	86 275,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**7 203 957,32**	**2 329 589,78**	**2 333 382,24**	**2 540 985,30**
2111	Terrains nus	0,00	525,00	0,00	-525,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	500,00	0,00	0,00	500,00
2128	Autres agencements et aménagements	43 330,00	20 297,47	0,00	23 032,53
21311	Hôtel de ville	55 658,40	54 817,91	0,00	840,49
21312	Bâtiments scolaires	1 311 370,93	375 164,58	84 403,39	851 802,96
21316	Equipements du cimetière	0,00	5 885,04	0,00	-5 885,04
21318	Autres bâtiments publics	2 418 081,59	538 171,12	1 309 338,15	570 572,32
2135	Installations générales, agencements	171 135,00	60 839,44	127 376,40	-17 080,84
2138	Autres constructions	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
2151	Réseaux de voirie	1 859 895,67	770 635,47	469 063,31	620 196,89
2152	Installations de voirie	325 006,83	32 373,23	16 380,00	276 253,60
21534	Réseaux d'électrification	173 540,00	91 304,54	1 160,78	81 074,68
21538	Autres réseaux	10 208,00	2 208,00	5 650,57	2 349,43
21568	Autres matériels, outillages incendie	74 402,13	20 867,14	0,00	53 534,99
21578	Autre matériel et outillage de voirie	24 301,00	12 907,67	1 536,00	9 857,33
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	85 819,12	26 813,46	43 761,03	15 244,63
2161	Oeuvres et objets d'art	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
2182	Matériel de transport	464 155,24	199 902,04	254 742,59	9 510,61
2183	Matériel de bureau et informatique	78 169,88	66 543,43	5 740,08	5 886,37
2184	Mobilier	44 204,46	34 058,53	12 425,62	-2 279,69
2188	Autres immobilisations corporelles	55 179,07	16 275,71	1 804,32	37 099,04
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**8 200 988,81**	**4 593 105,79**	**2 461 974,28**	**1 145 908,74**
2313	Constructions	2 359 149,78	1 806 330,37	479 342,31	73 477,10
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 736 166,03	2 665 179,98	1 982 631,97	1 088 354,08
238	Avances versées commandes immo. incorp.	105 673,00	121 595,44	0,00	-15 922,44
	Total des dépenses d'équipement	**16 766 811,59**	**7 208 664,77**	**4 916 084,50**	**4 642 062,32**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**11 700,00**	**11 655,20**	**0,00**	**44,80**
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	11 700,00	11 655,20	0,00	44,80
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**524 215,00**	**515 129,42**	**0,00**	**9 085,58**
1641	Emprunts en euros	513 000,00	512 080,42	0,00	919,58
165	Dépôts et cautionnements reçus	11 215,00	3 049,00	0,00	8 166,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**100,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	100,00	100,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**536 015,00**	**526 884,62**	**0,00**	**9 130,38**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**17 302 826,59**	**7 735 549,39**	**4 916 084,50**	**4 651 192,70**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***63 379,00***	***56 188,08***		***7 190,92***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***19 379,00***	***21 016,86***		***-1 637,86***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*3 363,00*	*3 362,06*		*0,94*
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*9 748,00*	*9 747,50*		*0,50*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*6 159,00*	*6 159,00*		*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*109,00*	*109,00*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 639,30*		*-1 639,30*
	Charges transférées (6)	***44 000,00***	***35 171,22***		***8 828,78***
2135	*Installations générales, agencements*	*24 000,00*	*0,00*		*24 000,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*20 000,00*	*26 145,20*		*-6 145,20*
21534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*9 026,02*		*-9 026,02*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***1 020 000,00***	***522 366,50***		***497 633,50***
204412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*520 000,00*	*520 000,00*		*0,00*
204422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*0,00*	*259,50*		*-259,50*
2151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*2 107,00*		*-2 107,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*500 000,00*	*0,00*		*500 000,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***1 083 379,00***	***578 554,58***		***504 824,42***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**18 386 205,59**	**8 314 103,97**	**4 916 084,50**	**5 156 017,12**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**4 359 180,13**	**1 940 339,86**	**2 517 959,04**	**-99 118,77**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	5 845,53	0,00	-5 845,53
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	262 884,03	0,00	262 884,03	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	15 075,00	0,00	0,00	15 075,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 069 130,78	565 925,40	1 202 967,36	300 238,02
1322	Subv. non transf. Régions	464 102,32	534 800,46	25 658,81	-96 356,95
1323	Subv. non transf. Départements	17 643,49	24 888,77	0,00	-7 245,28
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	34 700,00	14 739,90	39 625,22	-19 665,12
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	1 344 199,51	291 153,60	923 382,62	129 663,29
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	11 700,00	11 655,20	0,00	44,80
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	39 745,00	15 813,00	0,00	23 932,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	373 161,00	63 441,00	-436 602,00
1342	Amendes de police non transférable	100 000,00	102 357,00	0,00	-2 357,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**3 465 463,49**	**0,00**	**0,00**	**3 465 463,49**
1641	Emprunts en euros	3 465 463,49	0,00	0,00	3 465 463,49
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**347,41**	**0,00**	**-347,41**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	347,41	0,00	-347,41
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**7 824 643,62**	**1 940 687,27**	**2 517 959,04**	**3 365 997,31**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**6 049 639,18**	**6 145 192,92**	**0,00**	**-95 553,74**
10222	FCTVA	1 000 000,00	1 092 056,00	0,00	-92 056,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	3 497,74	0,00	-3 497,74
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 049 639,18	5 049 639,18	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**11 215,00**	**2 744,10**	**152,45**	**8 318,45**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**-582 844,64**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**5 478 009,54**	**6 147 937,02**	**152,45**	**-670 079,93**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**13 302 653,16**	**8 088 624,29**	**2 518 111,49**	**2 695 917,38**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***1 207 258,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***867 934,64***	***864 954,75***		***2 979,89***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*880,64*	*880,64*		*0,00*
2117	*Bois et forêts*	*1 964,00*	*1 964,00*		*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*60 000,00*	*60 000,00*		*0,00*
28031	*Frais d'études*	*13 659,00*	*13 658,80*		*0,20*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*4 471,00*	*4 470,66*		*0,34*
28033	*Frais d'insertion*	*108,00*	*108,00*		*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*237,00*	*236,63*		*0,37*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*78 302,00*	*76 315,72*		*1 986,28*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*	*1 985,76*		*-1 985,76*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*18 333,00*	*18 333,00*		*0,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*1 282,00*	*1 282,00*		*0,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*15 830,00*	*15 829,24*		*0,76*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*1 250,00*	*1 250,00*		*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*5 000,00*	*10 000,00*		*-5 000,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*110 781,00*	*108 747,00*		*2 034,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*0,00*	*3 160,89*		*-3 160,89*
28051	*Concessions et droits similaires*	*36 359,00*	*34 378,02*		*1 980,98*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*181,00*	*181,00*		*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*1 919,00*	*1 919,00*		*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*5 726,00*	*5 726,00*		*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*5 106,00*	*5 106,00*		*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*12 088,00*	*12 087,94*		*0,06*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
28152	Installations de voirie	4 739,00	4 739,00		0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	7 928,00	7 927,93		0,07
281532	Réseaux d'assainissement	3 620,00	3 620,00		0,00
281534	Réseaux d'électrification	2 032,00	2 031,19		0,81
281538	Autres réseaux	835,00	835,00		0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	8 605,00	8 604,63		0,37
281571	Matériel roulant	13 328,00	13 328,00		0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	11 713,00	11 712,49		0,51
28158	Autres installat°, matériel et outillage	39 109,00	39 108,87		0,13
28182	Matériel de transport	164 919,00	159 218,30		5 700,70
28183	Matériel de bureau et informatique	57 997,00	58 276,80		-279,80
28184	Mobilier	35 116,00	33 333,05		1 782,95
28188	Autres immo. corporelles	144 517,00	144 599,19		-82,19
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		**2 075 192,64**	**864 954,75**		**1 210 237,89**
041	**Opérations patrimoniales (5)**	**1 540 000,00**	**522 366,50**		**1 017 633,50**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	1 999,00		-1 999,00
2033	Frais d'insertion	0,00	108,00		-108,00
2111	Terrains nus	0,00	259,50		-259,50
21312	Bâtiments scolaires	1 040 000,00	520 000,00		520 000,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	500 000,00	0,00		500 000,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		**3 615 192,64**	**1 387 321,25**		**2 227 871,39**
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**16 917 845,80**	**9 475 945,54**	**2 518 111,49**	**4 923 788,77**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**1 468 359,79**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	512 906	235 127	16 888	411 641	441 059	740 765	86 275	5 635	0	4 203 110	1 082 144	7 735 549
- Equipements municipaux (2)		235 027	16 888	411 641	441 059	740 765	0	3 195	0	4 161 455	1 082 144	7 092 390
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	86 275	0	0	30 000	0	116 275
- Opérations financières	512 906											512 906
Dépenses d'ordre	541 017											578 555
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
Total dépenses	**1 053 923**	**235 386**	**16 888**	**411 641**	**441 059**	**740 765**	**86 275**	**5 635**	**0**	**4 240 389**	**1 082 144**	**8 314 104**
Total recettes	**8 941 360**	**162 873**	**0**	**81 174**	**901 851**	**226 119**	**0**	**0**	**0**	**449 241**	**181 688**	**10 944 305**
Solde d'investissement	**7 887 436**	**-72 513**	**-16 888**	**-330 468**	**460 792**	**-514 646**	**-86 275**	**-5 635**	**0**	**-3 791 148**	**-900 456**	**2 630 201**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**270 619**	**2 063**	**99 321**	**1 115 383**	**65 527**	**39 377**	**69 805**	**0**	**2 830 880**	**423 110**	**4 916 085**
Total RAR recettes	**152**	**27 264**	**0**	**0**	**65 647**	**365 950**	**0**	**0**	**0**	**1 657 075**	**402 023**	**2 518 111**
SOLDE RAR investissement	**152**	**-243 355**	**-2 063**	**-99 321**	**-1 049 736**	**300 423**	**-39 377**	**-69 805**	**0**	**-1 173 805**	**-21 087**	**-2 397 973**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**3 384 441**	**3 188 935**	**434 421**	**2 245 351**	**843 875**	**647 078**	**573 741**	**153 056**	**0**	**2 977 163**	**394 190**	**14 842 251**
Total recettes	**17 210 393**	**363 589**	**362**	**270 004**	**128 933**	**125 925**	**210 738**	**148 355**	**0**	**259 398**	**50 964**	**18 768 660**
Solde de fonctionnement	**13 825 952**	**-2 825 346**	**-434 059**	**-1 975 348**	**-714 942**	**-521 153**	**-363 003**	**-4 702**	**0**	**-2 717 766**	**-343 226**	**3 926 409**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**1 053 923**	**506 005**	**18 951**	**510 962**	**1 556 442**	**806 292**	**125 652**	**75 439**	**0**	**7 071 268**	**1 505 254**	**13 230 188**
Dépenses réelles		512 906	505 746	18 951	510 962	1 556 442	806 292	125 652	75 439	0	7 033 990	1 505 254	12 651 634
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 655	0	11 655
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 655	0	11 655
16	Emprunts et dettes assimilées	512 690	0	0	0	0	0	0	2 439	0	0	0	515 129
1641	Emprunts en euros	512 080	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	512 080
165	Dépôts et cautionnements reçus	610	0	0	0	0	0	0	2 439	0	0	0	3 049
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	216	10 404	0	0	33 077	5 037	0	0	0	198 128	43 560	290 422
2031	Frais d'études	0	0	0	0	33 077	5 037	0	0	0	196 292	42 588	276 994
2033	Frais d'insertion	216	0	0	0	0	0	0	0	0	1 836	972	3 024
2051	Concessions, droits similaires	0	10 404	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 404
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	86 275	0	0	30 000	0	116 275
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000	0	30 000
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	86 275	0	0	0	0	86 275
21	Immobilisations corporelles	0	433 724	18 951	505 896	1 367 706	92 219	39 377	73 000	0	2 096 497	35 602	4 662 972
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	525	0	525
2128	Autres agencements et aménagements	0	2 330	0	0	0	3 679	0	0	0	14 288	0	20 297
21311	Hôtel de ville	0	54 818	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 818
21312	Bâtiments scolaires	0	0	0	459 568	0	0	0	0	0	0	0	459 568
21316	Equipements du cimetière	0	5 885	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 885
21318	Autres bâtiments publics	0	228 567	3 888	0	1 348 006	45 926	0	898	0	185 625	34 599	1 847 509
2135	Installations générales, agencements	0	54 041	0	0	0	18 401	38 992	65 866	0	10 915	0	188 216
2151	Réseaux de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 239 699	0	1 239 699
2152	Installations de voirie	0	0	0	0	0	9 108	0	0	0	39 645	0	48 753
21534	Réseaux d'électrification	0	0	0	0	0	0	0	0	0	92 465	0	92 465
21538	Autres réseaux	0	0	0	5 651	0	0	0	0	0	2 208	0	7 859
21568	Autres matériels, outillages incendie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 867	0	20 867

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	960	0	0	0	0	0	0	0	13 484	0	14 444
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	4 147	10 932	7 724	1 003	3 720	0	0	0	42 046	1 003	70 574
2182	Matériel de transport	0	12 920	0	0	15 911	0	0	0	0	425 813	0	454 645
2183	Matériel de bureau et informatique	0	39 827	0	30 740	1 337	379	0	0	0	0	0	72 284
2184	Mobilier	0	28 092	4 132	1 829	0	5 371	385	6 236	0	440	0	46 484
2188	Autres immobilisations corporelles	0	2 136	0	385	1 450	5 634	0	0	0	8 475	0	18 080
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	61 518	0	5 066	155 658	709 036	0	0	0	4 697 710	1 426 092	7 055 080
2313	Constructions	0	61 518	0	5 066	83 961	709 036	0	0	0	0	1 426 092	2 285 673
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 647 812	0	4 647 812
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	0	0	0	71 697	0	0	0	0	49 898	0	121 595
26	Participat° et créances rattachées	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
261	Titres de participation	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*541 017*	*260*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*37 278*	*0*	*578 555*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*21 017*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*35 171*	*0*	*56 188*
13911	*Etat et établissements nationaux*	*3 362*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 362*
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*9 748*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 748*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*6 159*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 159*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*109*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*109*
2151	*Réseaux de voirie*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*26 145*	*0*	*26 145*
21534	*Réseaux d'électrification*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 026*	*0*	*9 026*
28184	*Mobilier*	*1 639*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 639*
041	*Opérations patrimoniales*	*520 000*	*260*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 107*	*0*	*522 367*
204412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*520 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*520 000*
204422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*0*	*260*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*260*
2151	*Réseaux de voirie*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 107*	*0*	*2 107*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes d'investissement		**8 941 512**	**190 137**	**0**	**81 174**	**967 498**	**592 069**	**0**	**0**	**0**	**2 106 315**	**583 711**	**13 462 417**
Recettes réelles		6 148 089	129 878	0	81 174	967 498	592 069	0	0	0	2 104 316	583 711	10 606 736
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 145 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 145 193
10222	FCTVA	1 092 056	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 092 056
10226	Taxe d'aménagement	3 498	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 498
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 049 639	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 049 639
13	Subventions d'investissement	0	129 531	0	81 174	967 498	592 069	0	0	0	2 104 316	583 711	4 458 299
1312	Subv. transf. Régions	0	5 846	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 846
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0	0	0	0	0	262 884	0	0	0	0	0	262 884
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	27 264	0	0	452 291	0	0	0	0	1 019 338	270 000	1 768 893
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	397 500	0	0	0	0	162 959	0	560 459
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	24 889	0	0	0	0	0	0	24 889
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0	0	0	14 740	0	39 625	0	0	0	0	0	54 365
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0	0	0	0	92 818	0	0	0	0	808 007	313 711	1 214 536
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 655	0	11 655
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	0	15 813	0	0	0	0	0	15 813
1341	D.E.T.R. non transférable	0	96 421	0	66 434	0	273 747	0	0	0	0	0	436 602
1342	Amendes de police non transférable	0	0	0	0	0	0	0	0	0	102 357	0	102 357
16	Emprunts et dettes assimilées	2 897	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 897
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 897	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 897
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	347	0	0	0	0	0	0	0	0	0	347
2183	Matériel de bureau et informatique	0	347	0	0	0	0	0	0	0	0	0	347
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*1 325 063*	*60 260*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 999*	*0*	*1 387 321*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*804 955*	*60 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*864 955*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	881	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	881
2117	Bois et forêts	1 964	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 964
21318	Autres bâtiments publics	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000
28031	Frais d'études	13 659	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 659
28032	Frais de recherche et de développement	4 471	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 471
28033	Frais d'insertion	108	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	108
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	237	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	237
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	76 316	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 316
28041582	GFP : Bâtiments, installations	1 986	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 986
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	18 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 333
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	1 282	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 282
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	15 829	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 829
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	1 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 250
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
280422	Privé : Bâtiments, installations	106 747	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106 747
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	3 161	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 161
28051	Concessions et droits similaires	34 378	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 378
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	181	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	181
281312	Bâtiments scolaires	1 919	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 919
281318	Autres bâtiments publics	5 726	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 726
28132	Immeubles de rapport	5 106	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 106
28135	Installations générales, agencements, ..	12 088	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 088
28152	Installations de voirie	4 739	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 739
281531	Réseaux d'adduction d'eau	7 928	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 928
281532	Réseaux d'assainissement	3 620	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 620
281534	Réseaux d'électrification	2 031	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 031
281538	Autres réseaux	835	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	835
281568	Autres matériels, outillages incendie	8 605	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 605
281571	Matériel roulant	13 328	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 328
281578	Autre matériel et outillage de voirie	11 712	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 712
28158	Autres installat°, matériel et outillage	39 109	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 109
28182	Matériel de transport	159 218	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	159 218
28183	Matériel de bureau et informatique	58 277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 277
28184	Mobilier	33 333	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 333
28188	Autres immo. corporelles	144 599	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	144 599

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
041	*Opérations patrimoniales*	*520 108*	*260*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 999*	*0*	*522 367*
1328	*Autres subventions d'équip. non transf.*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 999*	*0*	*1 999*
2033	*Frais d'insertion*	*108*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*108*
2111	*Terrains nus*	*0*	*260*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*260*
21312	*Bâtiments scolaires*	*520 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*520 000*
001Solde d'exécution reporté de N-1		1 468 360	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 468 360

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**3 384 441**	**3 188 935**	**434 421**	**2 245 351**	**843 875**	**647 078**	**573 741**	**153 056**	**0**	**2 977 163**	**394 190**	**14 842 251**
Dépenses réelles		2 519 486	3 188 935	434 421	2 245 351	843 875	647 078	573 741	153 056	0	2 977 163	394 190	13 977 297
011	Charges à caractère général	435	908 012	138 409	763 586	243 982	373 691	21 482	141 967	0	1 081 391	95 276	3 768 232
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	0	0	0	0	13 774	0	0	0	0	0	13 774
60611	Eau et assainissement	0	40 752	219	16 454	1 762	15 497	0	3 725	0	14 020	1 081	93 511
60612	Energie - Electricité	0	97 574	3 235	95 079	54 181	99 747	1 574	5 939	0	312 699	16 574	686 601
60613	Chauffage urbain	0	0	0	46 728	5 205	33 767	0	17 262	0	0	0	102 962
60621	Combustibles	0	18 437	0	40 458	0	20 779	0	0	0	1 489	0	81 164
60622	Carburants	0	9 103	0	208	207	0	0	0	0	57 209	0	66 728
60623	Alimentation	0	1 832	91	997	0	3 388	-56	0	0	1 591	0	7 842
60628	Autres fournitures non stockées	0	20 511	0	4 912	0	-254	-100	0	0	17 779	0	42 848
60631	Fournitures d'entretien	0	9 910	145	34 498	406	7 106	-200	0	0	8 602	0	60 467
60632	Fournitures de petit équipement	0	30 016	2 346	15 908	3 259	1 433	0	0	0	12 323	1 055	66 340
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 183	0	32 183
60636	Vêtements de travail	0	2 808	6 733	2 503	-16	0	0	0	0	5 384	164	17 576
6064	Fournitures administratives	0	7 186	814	2 001	244	182	353	107	0	1 963	373	13 225
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	363	0	0	0	0	0	0	363
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	37 605	0	0	0	0	0	0	0	37 605
6068	Autres matières et fournitures	0	63 416	4 897	21 500	11 744	14 383	-1 258	-3 870	0	142 363	24 037	277 213
611	Contrats de prestations de services	0	2 158	85 660	0	0	0	0	0	0	28 259	0	116 077
6132	Locations immobilières	0	10 875	0	0	0	14 657	0	83 168	0	0	0	108 700
6135	Locations mobilières	0	20 538	1 541	10 740	-647	907	876	0	0	80 943	2 678	117 576
614	Charges locatives et de copropriété	0	1 781	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 781
61521	Entretien terrains	0	3 600	5 940	0	0	3 612	0	0	0	40 807	0	53 959
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	17 217	0	28 914	40 371	26 881	0	56	0	376	4 183	117 998
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 203	0	2 203

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	130 023	0	130 023
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	-870	0	0	0	0	0	0	36 898	0	36 028
61524	Entretien bois et forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 838	0	3 838
61551	Entretien matériel roulant	0	4 019	383	46	4	0	0	0	0	39 312	0	43 764
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	3 259	1 488	8 309	7 419	1 441	69	0	0	11 975	0	33 960
6156	Maintenance	0	46 527	18 971	22 479	25 900	21 757	0	1 667	0	29 955	2 484	169 741
6161	Multirisques	0	160 422	0	0	0	180	5 036	4 250	0	0	0	169 888
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0	0	0	0	0	7 043	0	0	0	0	0	7 043
617	Etudes et recherches	0	16 640	0	0	0	-6 540	0	0	0	29 150	-5 230	34 020
6182	Documentation générale et technique	0	5 682	631	495	363	0	0	0	0	1 031	45	8 246
6184	Versements à des organismes de formation	0	37 231	120	0	0	0	0	0	0	1 080	0	38 431
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	2 810	411	0	0	0	110	0	0	193	0	3 524
6226	Honoraires	0	49 536	0	124	0	0	0	0	0	12 146	288	62 093
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 408	0	5 408
6228	Divers	0	30 367	0	4 683	63 546	22 016	6 864	0	0	7 032	26 540	161 047
6231	Annonces et insertions	0	12 131	0	0	240	0	0	0	0	0	0	12 371
6232	Fêtes et cérémonies	0	2 944	0	0	9 798	0	0	0	0	70	0	12 812
6236	Catalogues et imprimés	0	11 107	0	0	6 896	0	0	0	0	0	0	18 004
6237	Publications	0	28 604	0	0	4 136	0	0	0	0	0	0	32 740
6238	Divers	0	32 109	0	174	0	0	0	0	0	0	0	32 283
6241	Transports de biens	0	6 066	0	0	0	0	0	0	0	356	0	6 422
6247	Transports collectifs	0	218	0	10 882	250	4 049	0	0	0	0	-460	14 939
6251	Voyages et déplacements	0	460	2 080	176	0	0	0	0	0	765	0	3 481
6256	Missions	0	263	97	413	530	79	306	0	0	0	0	1 688
6257	Réceptions	0	11 506	0	188	-167	221	0	0	0	0	561	12 309
6261	Frais d'affranchissement	0	4 356	0	1 750	0	0	0	0	0	0	0	6 106
6262	Frais de télécommunications	0	17 194	2 490	7 868	1 705	1 170	272	0	0	6 076	491	37 265
627	Services bancaires et assimilés	435	0	0	0	0	0	0	0	0	494	0	929
6281	Concours divers (cotisations)	0	12 965	0	0	199	0	0	0	0	850	0	14 014
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	-1 970	-193	9 451	-1 003	36 986	0	10 244	0	0	0	53 515
6284	Redevances pour services rendus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 339	0	3 339
6288	Autres services extérieurs	0	19 357	1 182	338 045	6 775	17 419	1 432	7 275	0	1 185	12 845	405 516
63512	Taxes foncières	0	36 492	0	0	0	12 010	6 203	12 144	0	0	7 566	74 415
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	0	0	0	311	0	0	0	0	23	0	334
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	1 989 790	296 012	1 391 408	268 783	86 628	307 021	10 424	0	1 873 778	0	6 223 843
6218	Autre personnel extérieur	0	10 833	0	14 790	0	0	0	0	0	6 043	0	31 666
6331	Versement de transport	0	6 866	852	5 268	910	241	1 069	0	0	6 485	0	21 691

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	5 721	710	4 390	759	201	891	0	0	5 405	0	18 076
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	18 910	2 479	15 100	2 694	479	3 091	0	0	18 835	0	61 587
64111	Rémunération principale titulaires	0	836 890	140 199	620 215	129 564	29 793	156 742	9 503	0	985 069	0	2 907 975
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	19 723	7 888	5 945	4 073	541	4 976	0	0	19 768	0	62 913
64118	Autres indemnités titulaires	0	150 080	60 278	82 732	30 429	3 440	32 887	921	0	203 048	0	563 816
64131	Rémunérations non tit.	0	255 728	0	265 142	19 442	31 919	26 653	0	0	117 533	0	716 417
6417	Rémunérations des apprentis	0	13 548	0	6 592	0	0	0	0	0	0	0	20 139
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	214 379	21 900	210 958	27 242	8 035	36 362	0	0	184 071	0	702 946
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	263 739	44 903	138 703	51 505	10 430	42 259	0	0	314 169	0	865 708
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	10 265	0	10 321	859	1 277	1 077	0	0	4 750	0	28 549
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	66 247	580	2 999	550	156	528	0	0	4 683	0	75 744
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	3 266	560	1 489	753	116	486	0	0	3 920	0	10 590
64731	Allocations chômage versées directement	0	0	15 663	0	0	0	0	0	0	0	0	15 663
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	6 744	0	0	5	0	0	0	0	0	0	6 749
6478	Autres charges sociales diverses	0	106 850	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106 850
6488	Autres charges	0	0	0	6 765	0	0	0	0	0	0	0	6 765
014	Atténuations de produits	2 446 683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 446 683
739211	Attributions de compensation	2 446 683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 446 683
65	Autres charges de gestion courante	47	287 096	0	90 357	331 110	186 744	245 238	0	0	16 056	297 750	1 454 398
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0	7 759	0	580	0	0	0	0	0	2 256	0	10 595
6531	Indemnités	0	142 511	0	0	0	0	0	0	0	0	0	142 511
6532	Frais de mission	0	147	0	0	0	0	0	0	0	0	0	147
6533	Cotisations de retraite	0	12 179	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 179
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	17 865	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 865
6557	Contribut° politique de l'habitat	0	14 820	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 820
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	89 777	0	0	0	0	0	0	0	89 777
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	91 811	0	0	331 106	186 744	245 238	0	0	13 800	297 750	1 166 449
65888	Autres	47	4	0	0	4	0	0	0	0	0	0	55
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	64 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 200
66111	Intérêts réglés à l'échéance	64 823	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 823
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-623	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-623
67	Charges exceptionnelles	8 121	4 038	0	0	0	15	0	665	0	5 939	1 164	19 941

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	2 093	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 093
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	3 986	0	0	0	0	0	0	0	1 500	1 164	6 650
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	6 028	52	0	0	0	15	0	665	0	0	0	6 760
678	Autres charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 439	0	4 439
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*864 955*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*864 955*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*864 955*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*864 955*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*61 964*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*61 964*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*881*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*881*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*802 110*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*802 110*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		RECETTES											
Total recettes de fonctionnement		**17 210 393**	**363 589**	**362**	**270 004**	**128 933**	**125 925**	**210 738**	**148 355**	**0**	**259 398**	**50 964**	**18 768 660**
Recettes réelles		15 718 188	363 589	362	270 004	128 933	125 925	210 738	148 355	0	224 226	50 964	17 241 284
013	**Atténuations de charges**	**21 783**	**57 411**	**362**	**22 705**	**2 107**	**0**	**140 873**	**0**	**0**	**1 978**	**0**	**247 218**
6419	Remboursements rémunérations personnel	21 783	3 996	362	22 705	2 107	0	140 873	0	0	1 978	0	193 803
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0	53 415	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 415
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**118 467**	**0**	**181 385**	**0**	**29 616**	**58 354**	**148 355**	**0**	**167 646**	**42 215**	**746 038**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	31 048	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 048
70312	Redevances funéraires	0	38 661	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 661
70321	Stationnement et location voie publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 524	42 215	78 738
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	500	0	500
70383	Redevance de stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 432	0	60 432
70384	Forfait de post-stationnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 060	0	59 060

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 545	0	1 545
704	Travaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 204	0	3 204
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	2 625	0	0	0	0	0	2 625
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	26 991	0	0	0	0	0	26 991
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	181 385	0	0	0	0	0	0	0	181 385
70688	Autres prestations de services	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	0	0	0	0	0	0	148 355	0	0	0	148 355
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0	41 936	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 936
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	6 813	0	0	0	0	58 354	0	0	6 383	0	71 549
73	**Impôts et taxes**	**8 915 493**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 915 493**
73111	Taxes foncières et d'habitation	8 298 134	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 298 134
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	4 504	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 504
73221	FNGIR	48 156	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 156
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	200 462	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200 462
7338	Autres taxes	18 320	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 320
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	345 918	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	345 918
74	**Dotations et participations**	**6 730 564**	**33 062**	**0**	**57 353**	**119 653**	**49 874**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6 990 507**
7411	Dotation forfaitaire	3 181 390	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 181 390
74123	Dotation de solidarité urbaine	2 682 642	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 682 642
74127	Dotation nationale de péréquation	445 535	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	445 535
744	FCTVA	20 038	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 038
74718	Autres participations Etat	0	12 352	0	8 714	38 194	0	0	0	0	0	0	59 260
74748	Participat° Autres communes	0	0	0	48 638	0	0	0	0	0	0	0	48 638
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	0	81 460	49 874	0	0	0	0	0	131 334
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	706	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	706
748313	Dotat° de compensation de la TP	11 489	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 489
74832	Attribution du fonds départemental TP	790	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	790
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	56 386	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 386

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	328 621	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	328 621
7484	Dotation de recensement	2 967	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 967
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	20 710	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 710
75	**Autres produits de gestion courante**	**2**	**79 602**	**0**	**8 561**	**674**	**37 405**	**11 511**	**0**	**0**	**0**	**0**	**137 755**
752	Revenus des immeubles	0	66 441	0	0	0	36 109	9 843	0	0	0	0	112 393
7588	Autres produits div. de gestion courante	2	13 161	0	8 561	674	1 296	1 669	0	0	0	0	25 362
76	**Produits financiers**	**32**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**32**
7688	Autres	32	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32
77	**Produits exceptionnels**	**50 314**	**75 047**	**0**	**0**	**6 500**	**9 030**	**0**	**0**	**0**	**54 602**	**8 749**	**204 242**
7711	Dédits et pénalités perçus	7 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 600
7718	Autres produits except. opérat° gestion	36 153	9 276	0	0	0	0	0	0	0	27 941	8 000	81 370
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	5 249	0	0	6 500	9 030	0	0	0	21 997	749	43 525
775	Produits des cessions d'immobilisations	2 845	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	62 845
7788	Produits exceptionnels divers	3 716	522	0	0	0	0	0	0	0	4 664	0	8 902
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*21 017*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*35 171*	*0*	*56 188*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***21 017***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***35 171***	***0***	***56 188***
722	*Immobilisations corporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*35 171*	*0*	*35 171*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*19 378*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*19 378*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*1 639*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 639*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		1 471 188	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 471 188

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
	DEPENSES	**3 384 440,57**	**3 188 935,27**	**0,00**	**0,00**	**6 573 375,84**
	Réalisations	**3 384 440,57**	**3 188 935,27**	**0,00**	**0,00**	**6 573 375,84**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**435,24**	**908 011,80**	**0,00**	**0,00**	**908 447,04**
60611	Eau et assainissement	0,00	40 752,34	0,00	0,00	40 752,34
60612	Energie - Electricité	0,00	97 574,20	0,00	0,00	97 574,20
60621	Combustibles	0,00	18 437,28	0,00	0,00	18 437,28
60622	Carburants	0,00	9 103,46	0,00	0,00	9 103,46
60623	Alimentation	0,00	1 832,01	0,00	0,00	1 832,01
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	20 510,80	0,00	0,00	20 510,80
60631	Fournitures d'entretien	0,00	9 910,33	0,00	0,00	9 910,33
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	30 015,71	0,00	0,00	30 015,71
60636	Vêtements de travail	0,00	2 807,96	0,00	0,00	2 807,96
6064	Fournitures administratives	0,00	7 186,01	0,00	0,00	7 186,01
6068	Autres matières et fournitures	0,00	63 415,94	0,00	0,00	63 415,94
611	Contrats de prestations de services	0,00	2 157,92	0,00	0,00	2 157,92
6132	Locations immobilières	0,00	10 874,98	0,00	0,00	10 874,98
6135	Locations mobilières	0,00	20 538,14	0,00	0,00	20 538,14
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 781,20	0,00	0,00	1 781,20
61521	Entretien terrains	0,00	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	17 216,84	0,00	0,00	17 216,84
61551	Entretien matériel roulant	0,00	4 019,04	0,00	0,00	4 019,04
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	3 259,23	0,00	0,00	3 259,23
6156	Maintenance	0,00	46 527,26	0,00	0,00	46 527,26
6161	Multirisques	0,00	160 421,80	0,00	0,00	160 421,80
617	Etudes et recherches	0,00	16 640,28	0,00	0,00	16 640,28
6182	Documentation générale et technique	0,00	5 681,59	0,00	0,00	5 681,59
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	37 231,26	0,00	0,00	37 231,26
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	2 810,37	0,00	0,00	2 810,37
6226	Honoraires	0,00	49 536,00	0,00	0,00	49 536,00
6228	Divers	0,00	30 366,95	0,00	0,00	30 366,95
6231	Annonces et insertions	0,00	12 130,92	0,00	0,00	12 130,92
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	2 944,22	0,00	0,00	2 944,22
6236	Catalogues et imprimés	0,00	11 107,37	0,00	0,00	11 107,37
6237	Publications	0,00	28 603,64	0,00	0,00	28 603,64
6238	Divers	0,00	32 108,67	0,00	0,00	32 108,67
6241	Transports de biens	0,00	6 066,00	0,00	0,00	6 066,00
6247	Transports collectifs	0,00	218,00	0,00	0,00	218,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	460,10	0,00	0,00	460,10

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6256	Missions	0,00	263,45	0,00	0,00	263,45
6257	Réceptions	0,00	11 505,72	0,00	0,00	11 505,72
6261	Frais d'affranchissement	0,00	4 356,00	0,00	0,00	4 356,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	17 193,75	0,00	0,00	17 193,75
627	Services bancaires et assimilés	435,24	0,00	0,00	0,00	435,24
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	12 965,42	0,00	0,00	12 965,42
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	-1 969,71	0,00	0,00	-1 969,71
6288	Autres services extérieurs	0,00	19 357,25	0,00	0,00	19 357,25
63512	Taxes foncières	0,00	36 492,10	0,00	0,00	36 492,10
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**1 989 790,10**	**0,00**	**0,00**	**1 989 790,10**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	10 832,93	0,00	0,00	10 832,93
6331	Versement de transport	0,00	6 866,03	0,00	0,00	6 866,03
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	5 721,30	0,00	0,00	5 721,30
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	18 910,23	0,00	0,00	18 910,23
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	836 889,57	0,00	0,00	836 889,57
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	19 723,19	0,00	0,00	19 723,19
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	150 080,48	0,00	0,00	150 080,48
64131	Rémunérations non tit.	0,00	255 728,37	0,00	0,00	255 728,37
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	13 547,66	0,00	0,00	13 547,66
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	214 378,92	0,00	0,00	214 378,92
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	263 739,35	0,00	0,00	263 739,35
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	10 265,47	0,00	0,00	10 265,47
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	66 247,14	0,00	0,00	66 247,14
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	3 265,67	0,00	0,00	3 265,67
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	6 743,79	0,00	0,00	6 743,79
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	106 850,00	0,00	0,00	106 850,00
014	**Atténuations de produits**	**2 446 682,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 446 682,88**
739211	Attributions de compensation	2 446 682,88	0,00	0,00	0,00	2 446 682,88
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**864 954,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**864 954,75**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	61 964,00	0,00	0,00	0,00	61 964,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	880,64	0,00	0,00	0,00	880,64
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	802 110,11	0,00	0,00	0,00	802 110,11
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**46,70**	**287 095,56**	**0,00**	**0,00**	**287 142,26**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	7 759,43	0,00	0,00	7 759,43
6531	Indemnités	0,00	142 510,64	0,00	0,00	142 510,64
6532	Frais de mission	0,00	147,30	0,00	0,00	147,30
6533	Cotisations de retraite	0,00	12 178,71	0,00	0,00	12 178,71
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	17 865,00	0,00	0,00	17 865,00
6557	Contribut° politique de l'habitat	0,00	14 819,82	0,00	0,00	14 819,82
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	91 811,00	0,00	0,00	91 811,00
65888	Autres	46,70	3,66	0,00	0,00	50,36
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**64 199,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 199,81**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	64 823,23	0,00	0,00	0,00	64 823,23
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-623,42	0,00	0,00	0,00	-623,42
67	**Charges exceptionnelles**	**8 121,19**	**4 037,81**	**0,00**	**0,00**	**12 159,00**

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	2 092,84	0,00	0,00	0,00	2 092,84
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	3 985,81	0,00	0,00	3 985,81
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	6 028,35	52,00	0,00	0,00	6 080,35
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**17 210 392,55**	**363 589,40**	**0,00**	**0,00**	**17 573 981,95**
	Réalisations	**17 210 392,55**	**363 589,40**	**0,00**	**0,00**	**17 573 981,95**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**1 471 187,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 471 187,74**
013	**Atténuations de charges**	**21 783,04**	**57 410,83**	**0,00**	**0,00**	**79 193,87**
6419	Remboursements rémunérations personnel	21 783,04	3 995,83	0,00	0,00	25 778,87
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	53 415,00	0,00	0,00	53 415,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**21 016,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 016,86**
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	19 377,56	0,00	0,00	0,00	19 377,56
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	1 639,30	0,00	0,00	0,00	1 639,30
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**118 467,00**	**0,00**	**0,00**	**118 467,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	31 048,00	0,00	0,00	31 048,00
70312	Redevances funéraires	0,00	38 661,00	0,00	0,00	38 661,00
70688	Autres prestations de services	0,00	9,75	0,00	0,00	9,75
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	0,00	41 935,50	0,00	0,00	41 935,50
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	6 812,75	0,00	0,00	6 812,75
73	**Impôts et taxes**	**8 915 493,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 915 493,09**
73111	Taxes foncières et d'habitation	8 298 134,00	0,00	0,00	0,00	8 298 134,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	4 504,00	0,00	0,00	0,00	4 504,00
73221	FNGIR	48 156,00	0,00	0,00	0,00	48 156,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	200 462,00	0,00	0,00	0,00	200 462,00
7338	Autres taxes	18 319,50	0,00	0,00	0,00	18 319,50
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	345 917,59	0,00	0,00	0,00	345 917,59
74	**Dotations et participations**	**6 730 564,33**	**33 062,32**	**0,00**	**0,00**	**6 763 626,65**
7411	Dotation forfaitaire	3 181 390,00	0,00	0,00	0,00	3 181 390,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	2 682 642,00	0,00	0,00	0,00	2 682 642,00
74127	Dotation nationale de péréquation	445 535,00	0,00	0,00	0,00	445 535,00
744	FCTVA	20 038,00	0,00	0,00	0,00	20 038,00
74718	Autres participations Etat	0,00	12 352,32	0,00	0,00	12 352,32
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	706,00	0,00	0,00	0,00	706,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	11 489,00	0,00	0,00	0,00	11 489,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	790,33	0,00	0,00	0,00	790,33
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	56 386,00	0,00	0,00	0,00	56 386,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	328 621,00	0,00	0,00	0,00	328 621,00
7484	Dotation de recensement	2 967,00	0,00	0,00	0,00	2 967,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	20 710,00	0,00	0,00	20 710,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1,66**	**79 602,31**	**0,00**	**0,00**	**79 603,97**
752	Revenus des immeubles	0,00	66 440,99	0,00	0,00	66 440,99
7588	Autres produits div. de gestion courante	1,66	13 161,32	0,00	0,00	13 162,98
76	**Produits financiers**	**32,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32,20**
7688	Autres	32,20	0,00	0,00	0,00	32,20

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
77	**Produits exceptionnels**	**50 313,63**	**75 046,94**	**0,00**	**0,00**	**125 360,57**
7711	Dédits et pénalités perçus	7 600,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	36 152,99	9 276,00	0,00	0,00	45 428,99
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	5 249,13	0,00	0,00	5 249,13
775	Produits des cessions d'immobilisations	2 844,64	60 000,00	0,00	0,00	62 844,64
7788	Produits exceptionnels divers	3 716,00	521,81	0,00	0,00	4 237,81
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**13 825 951,98**	**-2 825 345,87**	**0,00**	**0,00**	**11 000 606,11**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	**2 422 603,70**	**0,00**	**283 842,28**	**329 450,68**	**26 944,34**	**23 860,00**	**102 234,27**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**2 422 603,70**	**0,00**	**283 842,28**	**329 450,68**	**26 944,34**	**23 860,00**	**102 234,27**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**729 915,74**	**0,00**	**21 280,16**	**128 211,70**	**9 544,34**	**0,00**	**19 059,86**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	39 232,61	0,00	0,00	343,61	0,00	0,00	1 176,12	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	90 053,44	0,00	0,00	3 981,20	709,07	0,00	2 830,49	0,00	0,00
60621	Combustibles	14 932,19	0,00	0,00	3 505,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	8 570,58	0,00	0,00	97,16	0,00	0,00	435,72	0,00	0,00
60623	Alimentation	119,66	0,00	0,00	135,15	1 577,20	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	20 231,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278,94	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	9 750,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160,30	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	25 368,44	0,00	0,00	707,22	834,00	0,00	3 106,05	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	3 107,96	0,00	0,00	0,00	-300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	5 373,44	0,00	1 665,52	147,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	54 108,76	0,00	1 261,42	7 553,26	0,00	0,00	492,50	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 584,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573,92	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	10 874,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	17 482,21	0,00	1 759,20	840,00	456,73	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 781,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	16 600,31	0,00	0,00	606,25	0,00	0,00	10,28	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	3 875,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143,37	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 020,18	0,00	239,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	30 448,07	0,00	11 638,97	4 232,93	0,00	0,00	207,29	0,00	0,00
6161	Multirisques	160 421,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
617	Etudes et recherches	16 640,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	5 036,71	0,00	400,00	244,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	36 811,26	0,00	420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 810,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	49 536,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	10 691,52	0,00	108,00	14 220,43	0,00	0,00	5 347,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	2 916,00	0,00	0,00	8 398,92	816,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 234,00	0,00	0,00	1 124,57	15,65	0,00	570,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	357,55	0,00	3 500,00	7 249,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	28 603,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	245,00	0,00	0,00	31 863,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	6 066,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	190,00	0,00	0,00	0,00	28,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	226,50	0,00	0,00	233,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	263,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	1 282,98	0,00	0,00	4 998,75	5 223,99	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	476,64	0,00	0,00	3 879,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	16 227,66	0,00	288,00	550,21	0,00	0,00	127,88	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	12 965,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	-1 969,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	14 478,62	0,00	0,00	4 694,93	183,70	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	36 492,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 442 878,25**	**0,00**	**262 562,12**	**201 175,32**	**0,00**	**0,00**	**83 174,41**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	10 832,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	4 877,66	0,00	880,81	799,81	0,00	0,00	307,75	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 064,35	0,00	733,96	666,55	0,00	0,00	256,44	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	13 135,62	0,00	2 566,20	2 314,32	0,00	0,00	894,09	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	623 689,72	0,00	119 520,85	42 992,57	0,00	0,00	50 686,43	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	9 215,02	0,00	8 962,60	1 518,09	0,00	0,00	27,48	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	110 209,51	0,00	27 334,68	5 051,04	0,00	0,00	7 485,25	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	139 951,94	0,00	23 808,94	91 967,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	13 547,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	145 273,07	0,00	26 124,76	33 968,45	0,00	0,00	9 012,64	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	192 538,53	0,00	39 701,81	17 409,97	0,00	0,00	14 089,04	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	5 581,19	0,00	961,43	3 722,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	64 921,58	0,00	655,06	430,50	0,00	0,00	240,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 281,39	0,00	478,09	330,90	0,00	0,00	175,29	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	6 741,01	0,00	0,00	2,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	106 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
739211	Attributions de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**245 771,90**	**0,00**	**0,00**	**63,66**	**17 400,00**	**23 860,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	7 699,43	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	142 510,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	147,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	12 178,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	17 865,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6557	Contribut° politique de l'habitat	14 819,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	50 551,00	0,00	0,00	0,00	17 400,00	23 860,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	3,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**4 037,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	3 985,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	52,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		257 652,90	0,00	33 173,32	3 049,18	0,00	0,00	69 714,00	0,00	0,00
Réalisations		257 652,90	0,00	33 173,32	3 049,18	0,00	0,00	69 714,00	0,00	0,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**56 345,37**	**0,00**	**0,00**	**1 065,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	2 930,37	0,00	0,00	1 065,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	53 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**47 273,00**	**0,00**	**0,00**	**1 485,00**	**0,00**	**0,00**	**69 709,00**	**0,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 048,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 661,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	9,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	41 935,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	5 327,75	0,00	0,00	1 485,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**33 062,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	12 352,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	20 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**79 434,31**	**0,00**	**0,00**	**168,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	66 272,99	0,00	0,00	168,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	13 161,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	**74 600,22**	**0,00**	**111,00**	**330,72**	**0,00**	**0,00**	**5,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	9 165,00	0,00	111,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	4 918,41	0,00	0,00	330,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	516,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-2 164 950,80**	**0,00**	**-250 668,96**	**-326 401,50**	**-26 944,34**	**-23 860,00**	**-32 520,27**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
	DEPENSES	**434 420,70**	**0,00**	**434 420,70**
	Réalisations	**434 420,70**	**0,00**	**434 420,70**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**138 409,02**	**0,00**	**138 409,02**
60611	Eau et assainissement	219,25	0,00	219,25
60612	Energie - Electricité	3 234,81	0,00	3 234,81
60623	Alimentation	90,75	0,00	90,75
60631	Fournitures d'entretien	145,04	0,00	145,04
60632	Fournitures de petit équipement	2 346,26	0,00	2 346,26
60636	Vêtements de travail	6 732,63	0,00	6 732,63
6064	Fournitures administratives	814,39	0,00	814,39
6068	Autres matières et fournitures	4 897,10	0,00	4 897,10
611	Contrats de prestations de services	85 659,51	0,00	85 659,51
6135	Locations mobilières	1 540,80	0,00	1 540,80
61521	Entretien terrains	5 940,00	0,00	5 940,00
615232	Entretien, réparations réseaux	-870,00	0,00	-870,00
61551	Entretien matériel roulant	382,65	0,00	382,65
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 487,76	0,00	1 487,76
6156	Maintenance	18 970,99	0,00	18 970,99
6182	Documentation générale et technique	630,55	0,00	630,55
6184	Versements à des organismes de formation	120,00	0,00	120,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	410,80	0,00	410,80
6251	Voyages et déplacements	2 080,12	0,00	2 080,12
6256	Missions	96,88	0,00	96,88
6262	Frais de télécommunications	2 489,90	0,00	2 489,90
6283	Frais de nettoyage des locaux	-193,36	0,00	-193,36
6288	Autres services extérieurs	1 182,19	0,00	1 182,19
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**296 011,68**	**0,00**	**296 011,68**
6331	Versement de transport	851,64	0,00	851,64
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	709,59	0,00	709,59
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 478,54	0,00	2 478,54
64111	Rémunération principale titulaires	140 199,11	0,00	140 199,11
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	7 888,33	0,00	7 888,33
64118	Autres indemnités titulaires	60 278,46	0,00	60 278,46
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	21 900,27	0,00	21 900,27
6453	Cotisations aux caisses de retraites	44 902,99	0,00	44 902,99
6455	Cotisations pour assurance du personnel	580,00	0,00	580,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	560,25	0,00	560,25
64731	Allocations chômage versées directement	15 662,50	0,00	15 662,50

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	361,90	0,00	361,90
	Réalisations	361,90	0,00	361,90
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	361,90	0,00	361,90
6419	Remboursements rémunérations personnel	361,90	0,00	361,90
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-434 058,80	0,00	-434 058,80

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	0,00	0,00	434 420,70	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	434 420,70	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	138 409,02	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	219,25	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	3 234,81	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	90,75	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	145,04	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	2 346,26	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	6 732,63	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	814,39	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	4 897,10	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	85 659,51	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	1 540,80	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	5 940,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	-870,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	382,65	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	1 487,76	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	18 970,99	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	630,55	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	410,80	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	2 080,12	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	96,88	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	2 489,90	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	-193,36	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	1 182,19	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**296 011,68**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	851,64	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	709,59	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	2 478,54	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	140 199,11	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	7 888,33	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	60 278,46	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	21 900,27	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	44 902,99	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	580,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	560,25	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	15 662,50	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**361,90**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**361,90**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**361,90**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	361,90	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	-434 058,80	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	DEPENSES	213 018,59	1 303 691,68	0,00	0,00	0,00	728 641,13	2 245 351,40
	Réalisations	213 018,59	1 303 691,68	0,00	0,00	0,00	728 641,13	2 245 351,40
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	15 322,06	405 728,82	0,00	0,00	0,00	342 535,41	763 586,29
60611	Eau et assainissement	0,00	16 328,21	0,00	0,00	0,00	125,71	16 453,92
60612	Energie - Electricité	0,00	91 639,13	0,00	0,00	0,00	3 439,50	95 078,63
60613	Chauffage urbain	0,00	46 727,87	0,00	0,00	0,00	0,00	46 727,87
60621	Combustibles	0,00	40 458,04	0,00	0,00	0,00	0,00	40 458,04
60622	Carburants	208,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208,12
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	997,17	997,17
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	4 912,39	0,00	0,00	0,00	0,00	4 912,39
60631	Fournitures d'entretien	0,00	30 909,21	0,00	0,00	0,00	3 588,43	34 497,64
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	13 645,58	0,00	0,00	0,00	2 261,96	15 907,54
60636	Vêtements de travail	0,00	2 503,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 503,20
6064	Fournitures administratives	1 078,47	0,00	0,00	0,00	0,00	923,00	2 001,47
6067	Fournitures scolaires	0,00	37 605,16	0,00	0,00	0,00	0,00	37 605,16
6068	Autres matières et fournitures	0,00	20 064,59	0,00	0,00	0,00	1 435,18	21 499,77
6135	Locations mobilières	0,00	10 739,60	0,00	0,00	0,00	0,00	10 739,60
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	28 914,28	0,00	0,00	0,00	0,00	28 914,28
61551	Entretien matériel roulant	45,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	8 251,67	0,00	0,00	0,00	56,85	8 308,52
6156	Maintenance	12 747,51	9 177,68	0,00	0,00	0,00	553,68	22 478,87
6182	Documentation générale et technique	190,00	305,18	0,00	0,00	0,00	0,00	495,18
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123,84	123,84
6228	Divers	0,00	4 682,60	0,00	0,00	0,00	0,00	4 682,60
6238	Divers	0,00	173,88	0,00	0,00	0,00	0,00	173,88
6247	Transports collectifs	0,00	7 017,64	0,00	0,00	0,00	3 864,07	10 881,71
6251	Voyages et déplacements	67,34	18,60	0,00	0,00	0,00	90,04	175,98
6256	Missions	137,55	93,48	0,00	0,00	0,00	181,52	412,55
6257	Réceptions	188,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188,37
6261	Frais d'affranchissement	0,00	1 259,90	0,00	0,00	0,00	489,97	1 749,87
6262	Frais de télécommunications	658,80	6 035,69	0,00	0,00	0,00	1 173,12	7 867,61
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	9 451,31	0,00	0,00	0,00	0,00	9 451,31
6288	Autres services extérieurs	0,00	14 813,93	0,00	0,00	0,00	323 231,37	338 045,30
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	197 696,53	807 606,13	0,00	0,00	0,00	386 105,72	1 391 408,38
6218	Autre personnel extérieur	0,00	14 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 790,00
6331	Versement de transport	702,55	3 009,34	0,00	0,00	0,00	1 556,22	5 268,11

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	585,32	2 507,01	0,00	0,00	0,00	1 297,87	4 390,20
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 046,52	8 570,74	0,00	0,00	0,00	4 482,63	15 099,89
64111	Rémunération principale titulaires	114 606,22	342 719,07	0,00	0,00	0,00	162 889,73	620 215,02
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 654,76	1 765,39	0,00	0,00	0,00	525,23	5 945,38
64118	Autres indemnités titulaires	20 182,54	39 625,20	0,00	0,00	0,00	22 924,24	82 731,98
64131	Rémunérations non tit.	252,08	173 364,77	0,00	0,00	0,00	91 524,78	265 141,63
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	6 591,50	0,00	0,00	0,00	0,00	6 591,50
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	18 102,28	122 582,60	0,00	0,00	0,00	70 272,76	210 957,64
6453	Cotisations aux caisses de retraites	36 795,72	76 052,74	0,00	0,00	0,00	25 854,57	138 703,03
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	10,18	6 610,01	0,00	0,00	0,00	3 700,35	10 320,54
6455	Cotisations pour assurance du personnel	300,00	1 842,98	0,00	0,00	0,00	856,37	2 999,35
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	458,36	809,84	0,00	0,00	0,00	220,97	1 489,17
6488	Autres charges	0,00	6 764,94	0,00	0,00	0,00	0,00	6 764,94
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**90 356,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 356,73**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	579,60	0,00	0,00	0,00	0,00	579,60
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	89 777,13	0,00	0,00	0,00	0,00	89 777,13
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**80 422,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 580,93**	**270 003,84**
	Réalisations	**0,00**	**80 422,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 580,93**	**270 003,84**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**20 119,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 585,09**	**22 704,93**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	20 119,84	0,00	0,00	0,00	2 585,09	22 704,93
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**181 385,44**	**181 385,44**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 385,44	181 385,44
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**51 742,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 610,40**	**57 352,72**
74718	Autres participations Etat	0,00	3 104,02	0,00	0,00	0,00	5 610,40	8 714,42
74748	Participat° Autres communes	0,00	48 638,30	0,00	0,00	0,00	0,00	48 638,30
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**8 560,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 560,75**

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	8 560,75	0,00	0,00	0,00	0,00	8 560,75
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-213 018,59**	**-1 223 268,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-539 060,20**	**-1 975 347,56**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	**71 610,18**	**75 110,19**	**1 156 971,31**	**720 871,62**	**0,00**	**0,00**	**7 769,51**	**0,00**
	Réalisations	**71 610,18**	**75 110,19**	**1 156 971,31**	**720 871,62**	**0,00**	**0,00**	**7 769,51**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**71 610,18**	**74 530,59**	**259 588,05**	**334 765,90**	**0,00**	**0,00**	**7 769,51**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	6 270,06	3 790,79	6 267,36	0,00	0,00	0,00	125,71	0,00
60612	Energie - Electricité	1 558,81	0,00	90 080,32	0,00	0,00	0,00	3 439,50	0,00
60613	Chauffage urbain	18 358,21	0,00	28 369,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	40 458,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	997,17	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	1 129,91	3 410,71	371,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	5 738,77	6 790,02	18 380,42	3 514,06	0,00	0,00	74,37	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 243,06	4 208,33	8 194,19	2 261,96	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	2 503,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	923,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	10 434,99	25 689,99	1 480,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 378,55	1 864,42	16 821,62	501,87	0,00	0,00	933,31	0,00
6135	Locations mobilières	3 578,00	5 761,20	1 400,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	7 200,61	0,00	21 713,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 712,66	5 774,44	764,57	0,00	0,00	0,00	56,85	0,00
6156	Maintenance	1 823,18	0,00	7 354,50	0,00	0,00	0,00	553,68	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	305,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	123,84	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	4 682,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	173,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	7 017,64	3 864,07	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	18,60	90,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	93,48	181,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	1 259,90	0,00	0,00	0,00	489,97	0,00
6262	Frais de télécommunications	2 557,62	2 914,70	563,37	0,00	0,00	0,00	1 173,12	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 200,35	5 250,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	4 425,40	9 075,03	1 313,50	323 231,37	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**807 606,13**	**386 105,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	14 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	3 009,34	1 556,22	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	2 507,01	1 297,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	8 570,74	4 482,63	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	342 719,07	162 889,73	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	1 765,39	525,23	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	39 625,20	22 924,24	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	173 364,77	91 524,78	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	6 591,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	122 582,60	70 272,76	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	76 052,74	25 854,57	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	6 610,01	3 700,35	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	1 842,98	856,37	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	809,84	220,97	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	6 764,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**579,60**	**89 777,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	579,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	89 777,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**80 422,91**	**189 580,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**80 422,91**	**189 580,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**20 119,84**	**2 585,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	20 119,84	2 585,09	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**181 385,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	181 385,44	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**51 742,32**	**5 610,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	3 104,02	5 610,40	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	48 638,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**8 560,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	8 560,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-71 610,18	-75 110,19	-1 076 548,40	-531 290,69	0,00	0,00	-7 769,51	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	DEPENSES	**161 264,97**	**173 588,25**	**155 140,79**	**353 881,07**	**843 875,08**
	Réalisations	**161 264,97**	**173 588,25**	**155 140,79**	**353 881,07**	**843 875,08**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**518,01**	**115 433,08**	**77 589,41**	**50 441,29**	**243 981,79**
60611	Eau et assainissement	0,00	1 449,21	312,62	0,00	1 761,83
60612	Energie - Electricité	0,00	45 450,48	2 451,90	6 278,26	54 180,64
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	5 204,73	5 204,73
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	207,43	207,43
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	406,44	406,44
60632	Fournitures de petit équipement	-62,99	1 438,80	1 315,60	567,60	3 259,01
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	-16,00	0,01	-15,99
6064	Fournitures administratives	60,00	184,18	0,00	0,00	244,18
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	363,19	0,00	0,00	363,19
6068	Autres matières et fournitures	224,20	1 683,61	5 506,07	4 329,71	11 743,59
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	-646,68	-646,68
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	3 194,44	33 837,18	3 339,28	40 370,90
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	3,90	3,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	2 885,00	4 534,08	0,00	7 419,08
6156	Maintenance	0,00	19 587,64	6 312,40	0,00	25 900,04
6182	Documentation générale et technique	363,17	0,00	0,00	0,00	363,17
6228	Divers	0,00	37 369,99	13 704,16	12 471,89	63 546,04
6231	Annonces et insertions	0,00	240,00	0,00	0,00	240,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	552,68	9 245,57	9 798,25
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 600,00	3 796,29	1 500,00	6 896,29
6237	Publications	0,00	0,00	3 600,00	536,06	4 136,06
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	250,01	250,01
6256	Missions	166,63	337,02	26,25	0,00	529,90
6257	Réceptions	0,00	0,00	-307,04	140,00	-167,04
6262	Frais de télécommunications	156,00	652,52	310,78	585,46	1 704,76
6281	Concours divers (cotisations)	-389,00	0,00	588,00	0,00	199,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	-1 003,00	0,00	0,00	-1 003,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	1 064,44	5 710,28	6 774,72
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	311,34	311,34
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**108 046,96**	**41 304,82**	**77 551,38**	**41 879,78**	**268 782,94**
6331	Versement de transport	362,77	106,22	283,95	157,20	910,14
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	302,39	88,48	236,62	131,04	758,53
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 059,05	321,85	854,11	458,58	2 693,59
64111	Rémunération principale titulaires	58 146,73	17 703,25	30 052,91	23 660,64	129 563,53

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 260,88	811,69	0,00	0,00	4 072,57
64118	Autres indemnités titulaires	14 993,30	2 853,64	7 661,43	4 920,64	30 429,01
64131	Rémunérations non tit.	954,11	1 247,19	17 240,75	0,00	19 442,05
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	9 472,49	3 860,42	9 865,48	4 043,28	27 241,67
6453	Cotisations aux caisses de retraites	19 104,10	13 781,89	10 335,23	8 283,64	51 504,86
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	38,64	119,54	700,66	0,00	858,84
6455	Cotisations pour assurance du personnel	120,00	110,00	200,12	120,00	550,12
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	232,50	295,86	120,12	104,76	753,24
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	4,79	0,00	0,00	4,79
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**52 700,00**	**16 850,35**	**0,00**	**261 560,00**	**331 110,35**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	52 700,00	16 846,00	0,00	261 560,00	331 106,00
65888	Autres	0,00	4,35	0,00	0,00	4,35
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**1 060,79**	**36 386,75**	**90 812,21**	**673,72**	**128 933,47**
	Réalisations	**1 060,79**	**36 386,75**	**90 812,21**	**673,72**	**128 933,47**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**1 060,79**	**1 045,92**	**0,00**	**0,00**	**2 106,71**
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 060,79	1 045,92	0,00	0,00	2 106,71
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**34 463,50**	**85 189,83**	**0,00**	**119 653,33**
74718	Autres participations Etat	0,00	34 463,50	3 730,00	0,00	38 193,50
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	81 459,83	0,00	81 459,83
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**673,72**	**673,72**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	673,72	673,72
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**877,33**	**5 622,38**	**0,00**	**6 499,71**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	877,33	5 622,38	0,00	6 499,71
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-160 204,18**	**-137 201,50**	**-64 328,58**	**-353 207,35**	**-714 941,61**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		103 572,45	0,00	70 015,80	0,00	0,00	0,00	0,00	155 140,79
Réalisations		103 572,45	0,00	70 015,80	0,00	0,00	0,00	0,00	155 140,79
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	45 417,28	0,00	70 015,80	0,00	0,00	0,00	0,00	77 589,41
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	1 449,21	0,00	0,00	0,00	0,00	312,62
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	45 450,48	0,00	0,00	0,00	0,00	2 451,90
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 438,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 315,60
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-16,00
6064	Fournitures administratives	184,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	363,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	999,10	0,00	684,51	0,00	0,00	0,00	0,00	5 506,07
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	3 194,44	0,00	0,00	0,00	0,00	33 837,18
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 885,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 534,08
6156	Maintenance	0,00	0,00	19 587,64	0,00	0,00	0,00	0,00	6 312,40
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	37 369,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 704,16
6231	Annonces et insertions	240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	552,68
6236	Catalogues et imprimés	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 796,29
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	337,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,25
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-307,04
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	652,52	0,00	0,00	0,00	0,00	310,78
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	588,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	-1 003,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 064,44
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	41 304,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 551,38
6331	Versement de transport	106,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	283,95
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	88,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236,62
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	321,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	854,11
64111	Rémunération principale titulaires	17 703,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 052,91
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	811,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 853,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 661,43
64131	Rémunérations non tit.	1 247,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 240,75
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 860,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 865,48
6453	Cotisations aux caisses de retraites	13 781,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 335,23
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	119,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,66
6455	Cotisations pour assurance du personnel	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,12
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	295,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,12

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6475	Médecine du travail, pharmacie	4,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**16 850,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	16 846,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	4,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**35 509,42**	**0,00**	**877,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 812,21**
	Réalisations	**35 509,42**	**0,00**	**877,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**90 812,21**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**1 045,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	1 045,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**34 463,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 189,83**
74718	Autres participations Etat	34 463,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 730,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 459,83
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**877,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 622,38**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	877,33	0,00	0,00	0,00	0,00	5 622,38
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-68 063,03**	**0,00**	**-69 138,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-64 328,58**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	DEPENSES	**92 660,31**	**387 727,54**	**166 690,27**	**647 078,12**
	Réalisations	**92 660,31**	**387 727,54**	**166 690,27**	**647 078,12**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**92 645,31**	**175 468,06**	**105 577,94**	**373 691,31**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	13 774,47	13 774,47
60611	Eau et assainissement	3 699,23	6 570,70	5 227,52	15 497,45
60612	Energie - Electricité	9 024,74	73 880,25	16 842,05	99 747,04
60613	Chauffage urbain	20 243,59	0,00	13 523,86	33 767,45
60621	Combustibles	0,00	10 485,76	10 293,73	20 779,49
60623	Alimentation	0,00	14,21	3 373,29	3 387,50
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	46,01	-300,00	-253,99
60631	Fournitures d'entretien	906,79	1 302,96	4 896,17	7 105,92
60632	Fournitures de petit équipement	960,96	794,06	-321,95	1 433,07
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	182,40	182,40
6068	Autres matières et fournitures	2 690,64	6 533,83	5 158,40	14 382,87
6132	Locations immobilières	14 656,95	0,00	0,00	14 656,95
6135	Locations mobilières	0,00	31,08	876,00	907,08
61521	Entretien terrains	0,00	3 612,00	0,00	3 612,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	9 593,59	12 369,67	4 918,11	26 881,37
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	1 441,39	1 441,39
6156	Maintenance	6 881,35	5 737,94	9 137,43	21 756,72
6161	Multirisques	0,00	180,31	0,00	180,31
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	7 043,43	7 043,43
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	-6 540,00	-6 540,00
6228	Divers	0,00	21 860,50	155,00	22 015,50
6247	Transports collectifs	0,00	445,00	3 603,90	4 048,90
6256	Missions	0,00	78,75	0,00	78,75
6257	Réceptions	0,00	220,55	0,00	220,55
6262	Frais de télécommunications	0,00	261,88	907,62	1 169,50
6283	Frais de nettoyage des locaux	10 820,57	26 817,24	-652,08	36 985,73
6288	Autres services extérieurs	1 156,90	4 225,36	12 037,20	17 419,46
63512	Taxes foncières	12 010,00	0,00	0,00	12 010,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**25 515,48**	**61 112,33**	**86 627,81**
6331	Versement de transport	0,00	92,13	148,73	240,86
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	76,80	124,12	200,92
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	268,38	211,03	479,41
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	15 347,76	14 445,55	29 793,31
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	527,00	13,74	540,74
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 886,00	1 554,31	3 440,31

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	31 918,70	31 918,70
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	2 368,27	5 666,59	8 034,86
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	4 827,69	5 602,56	10 430,25
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	1 276,83	1 276,83
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	60,00	96,00	156,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	61,45	54,17	115,62
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**186 744,00**	**0,00**	**186 744,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	186 744,00	0,00	186 744,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**15,00**	**0,00**	**0,00**	**15,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15,00	0,00	0,00	15,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**39 447,59**	**3 653,28**	**82 824,03**	**125 924,90**
	Réalisations	**39 447,59**	**3 653,28**	**82 824,03**	**125 924,90**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**2 625,00**	**0,00**	**26 990,89**	**29 615,89**
70631	Redevances services à caractère sportif	2 625,00	0,00	0,00	2 625,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	26 990,89	26 990,89
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**49 873,83**	**49 873,83**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	49 873,83	49 873,83
75	**Autres produits de gestion courante**	**36 822,59**	**582,20**	**0,00**	**37 404,79**
752	Revenus des immeubles	36 109,17	0,00	0,00	36 109,17
7588	Autres produits div. de gestion courante	713,42	582,20	0,00	1 295,62
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**3 071,08**	**5 959,31**	**9 030,39**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	3 071,08	5 959,31	9 030,39
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-53 212,72**	**-384 074,26**	**-83 866,24**	**-521 153,22**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	**95 716,91**	**0,00**	**0,00**	**51 991,69**	**240 018,94**	**122 269,36**	**44 420,91**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	Réalisations	**95 716,91**	**0,00**	**0,00**	**51 991,69**	**240 018,94**	**122 269,36**	**44 420,91**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**95 716,91**	**0,00**	**0,00**	**51 991,69**	**27 759,46**	**61 214,24**	**44 363,70**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 774,47	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	3 167,90	0,00	0,00	3 402,80	0,00	1 627,24	3 600,28	0,00
60612	Energie - Electricité	45 589,37	0,00	0,00	28 290,88	0,00	2 770,67	14 071,38	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 523,86	0,00
60621	Combustibles	10 485,76	0,00	0,00	0,00	0,00	10 293,73	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	14,21	3 373,29	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	46,01	-300,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	702,83	0,00	0,00	591,63	8,50	2 476,46	2 419,71	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	794,06	-598,00	276,05	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182,40	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	227,86	0,00	0,00	2 225,48	4 080,49	3 455,34	1 703,06	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	31,08	876,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	3 612,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 933,90	0,00	0,00	8 435,77	0,00	3 251,52	1 666,59	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 441,39	0,00	0,00
6156	Maintenance	4 368,21	0,00	0,00	1 369,73	0,00	1 886,01	7 251,42	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	180,31	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 043,43	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 540,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	21 860,50	155,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	445,00	3 603,90	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	78,75	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	220,55	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	261,88	0,00	0,00	0,00	0,00	907,62	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	19 141,84	0,00	0,00	7 675,40	0,00	0,00	-652,08	0,00
6288	Autres services extérieurs	4 225,36	0,00	0,00	0,00	0,00	12 037,20	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 515,48**	**61 055,12**	**57,21**	**0,00**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	92,13	148,49	0,24	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	76,80	123,92	0,20	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	268,38	210,27	0,76	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	15 347,76	14 445,55	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	527,00	13,74	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 886,00	1 554,31	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 878,29	40,41	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 368,27	5 654,33	12,26	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	4 827,69	5 600,86	1,70	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 275,19	1,64	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	96,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	61,45	54,17	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	186 744,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	186 744,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	3 627,04	0,00	26,24	0,00	76 864,72	5 959,31	0,00
	Réalisations	0,00	3 627,04	0,00	26,24	0,00	76 864,72	5 959,31	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 990,89	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 990,89	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 873,83	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 873,83	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	582,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	582,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	3 044,84	0,00	26,24	0,00	0,00	5 959,31	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	3 044,84	0,00	26,24	0,00	0,00	5 959,31	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-95 716,91	3 627,04	0,00	-51 965,45	-240 018,94	-45 404,64	-38 461,60	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
	DEPENSES	**0,00**	**573 741,11**	**573 741,11**
	Réalisations	**0,00**	**573 741,11**	**573 741,11**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**21 482,20**	**21 482,20**
60612	Energie - Electricité	0,00	1 573,83	1 573,83
60623	Alimentation	0,00	-56,07	-56,07
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	-100,00	-100,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	-200,00	-200,00
6064	Fournitures administratives	0,00	353,20	353,20
6068	Autres matières et fournitures	0,00	-1 257,96	-1 257,96
6135	Locations mobilières	0,00	876,00	876,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	69,48	69,48
6161	Multirisques	0,00	5 035,71	5 035,71
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	110,00	110,00
6228	Divers	0,00	6 864,00	6 864,00
6256	Missions	0,00	306,45	306,45
6262	Frais de télécommunications	0,00	272,09	272,09
6288	Autres services extérieurs	0,00	1 432,14	1 432,14
63512	Taxes foncières	0,00	6 203,33	6 203,33
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**307 020,50**	**307 020,50**
6331	Versement de transport	0,00	1 068,83	1 068,83
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	890,58	890,58
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	3 090,71	3 090,71
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	156 742,16	156 742,16
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	4 975,50	4 975,50
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	32 886,77	32 886,77
64131	Rémunérations non tit.	0,00	26 653,42	26 653,42
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	36 362,03	36 362,03
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	42 259,30	42 259,30
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	1 077,08	1 077,08
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	528,24	528,24
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	485,88	485,88
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**245 238,41**	**245 238,41**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	245 238,41	245 238,41
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	210 738,45	210 738,45
	Réalisations	0,00	210 738,45	210 738,45
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	140 873,02	140 873,02
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	140 873,02	140 873,02
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	58 354,00	58 354,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	58 354,00	58 354,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	11 511,43	11 511,43
752	Revenus des immeubles	0,00	9 842,82	9 842,82
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1 668,61	1 668,61
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	-363 002,66	-363 002,66

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	25 075,99	0,00	65 317,33	483 347,79	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	25 075,99	0,00	65 317,33	483 347,79	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 839,47	19 642,73	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 573,83	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-56,07	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-100,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-200,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	353,20	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 298,80	40,84	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	876,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,48	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171,43	4 864,28	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 864,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00	96,45	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272,09	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 432,14	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 203,33	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 075,99**	**0,00**	**63 477,86**	**218 466,65**	**0,00**
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	106,23	0,00	222,09	740,51	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	88,52	0,00	185,09	616,97	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	311,17	0,00	650,87	2 128,67	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	3 215,82	0,00	32 333,52	121 192,82	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	34,75	0,00	1 405,80	3 534,95	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	391,52	0,00	7 945,36	24 549,89	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	14 282,16	0,00	3 466,17	8 905,09	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	5 342,35	0,00	6 189,96	24 829,72	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	721,39	0,00	10 809,64	30 728,27	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	577,40	0,00	140,00	359,68	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	4,68	0,00	0,00	523,56	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129,36	356,52	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**245 238,41**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	245 238,41	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 354,00**	**0,00**	**0,00**	**152 384,45**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 354,00**	**0,00**	**0,00**	**152 384,45**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 873,02**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 873,02	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 354,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	58 354,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 511,43**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 842,82	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 668,61	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	33 278,01	0,00	-65 317,33	-330 963,34	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
	DEPENSES	153 056,22	0,00	0,00	0,00	0,00	153 056,22
	Réalisations	153 056,22	0,00	0,00	0,00	0,00	153 056,22
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	141 967,44	0,00	0,00	0,00	0,00	141 967,44
60611	Eau et assainissement	3 725,29	0,00	0,00	0,00	0,00	3 725,29
60612	Energie - Electricité	5 938,51	0,00	0,00	0,00	0,00	5 938,51
60613	Chauffage urbain	17 261,61	0,00	0,00	0,00	0,00	17 261,61
6064	Fournitures administratives	107,26	0,00	0,00	0,00	0,00	107,26
6068	Autres matières et fournitures	-3 869,64	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 869,64
6132	Locations immobilières	83 168,11	0,00	0,00	0,00	0,00	83 168,11
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	55,94	0,00	0,00	0,00	0,00	55,94
6156	Maintenance	1 667,28	0,00	0,00	0,00	0,00	1 667,28
6161	Multirisques	4 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 250,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	10 243,92	0,00	0,00	0,00	0,00	10 243,92
6288	Autres services extérieurs	7 275,16	0,00	0,00	0,00	0,00	7 275,16
63512	Taxes foncières	12 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 144,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 424,28	0,00	0,00	0,00	0,00	10 424,28
64111	Rémunération principale titulaires	9 503,28	0,00	0,00	0,00	0,00	9 503,28
64118	Autres indemnités titulaires	921,00	0,00	0,00	0,00	0,00	921,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	664,50	0,00	0,00	0,00	0,00	664,50
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	664,50	0,00	0,00	0,00	0,00	664,50
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	148 354,50	0,00	0,00	0,00	0,00	148 354,50
	Réalisations	148 354,50	0,00	0,00	0,00	0,00	148 354,50
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	148 354,50	0,00	0,00	0,00	0,00	148 354,50

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	148 354,50	0,00	0,00	0,00	0,00	148 354,50
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-4 701,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-4 701,72**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
	DEPENSES	**787 316,02**	**2 150 209,26**	**39 637,87**	**2 977 163,15**
	Réalisations	**787 316,02**	**2 150 209,26**	**39 637,87**	**2 977 163,15**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**576 848,07**	**478 704,93**	**25 837,87**	**1 081 390,87**
60611	Eau et assainissement	5 283,55	8 736,41	0,00	14 019,96
60612	Energie - Electricité	291 632,86	21 066,24	0,00	312 699,10
60621	Combustibles	0,00	1 488,88	0,00	1 488,88
60622	Carburants	10 081,53	47 127,02	0,00	57 208,55
60623	Alimentation	1 552,93	37,66	0,00	1 590,59
60628	Autres fournitures non stockées	9 349,69	8 429,47	0,00	17 779,16
60631	Fournitures d'entretien	132,24	8 469,28	0,00	8 601,52
60632	Fournitures de petit équipement	303,29	12 020,10	0,00	12 323,39
60633	Fournitures de voirie	0,00	32 182,80	0,00	32 182,80
60636	Vêtements de travail	1 269,17	4 115,14	0,00	5 384,31
6064	Fournitures administratives	1 275,22	687,64	0,00	1 962,86
6068	Autres matières et fournitures	45 387,21	96 976,21	0,00	142 363,42
611	Contrats de prestations de services	18 400,67	9 858,65	0,00	28 259,32
6135	Locations mobilières	30 756,16	50 186,98	0,00	80 943,14
61521	Entretien terrains	277,20	40 529,62	0,00	40 806,82
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	375,74	0,00	375,74
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	2 202,66	0,00	0,00	2 202,66
615231	Entretien, réparations voiries	93 880,92	36 142,36	0,00	130 023,28
615232	Entretien, réparations réseaux	20 558,98	16 339,42	0,00	36 898,40
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	3 837,87	3 837,87
61551	Entretien matériel roulant	3 344,95	35 967,43	0,00	39 312,38
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 150,60	9 824,06	0,00	11 974,66
6156	Maintenance	13 247,30	16 707,81	0,00	29 955,11
617	Etudes et recherches	7 150,00	0,00	22 000,00	29 150,00
6182	Documentation générale et technique	838,00	193,00	0,00	1 031,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	1 080,00	0,00	1 080,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	192,50	0,00	0,00	192,50
6226	Honoraires	6 422,70	5 722,80	0,00	12 145,50
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 408,00	0,00	0,00	5 408,00
6228	Divers	528,00	6 504,00	0,00	7 032,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	70,00	0,00	70,00
6241	Transports de biens	0,00	356,40	0,00	356,40
6251	Voyages et déplacements	315,78	448,90	0,00	764,68
6262	Frais de télécommunications	1 066,96	5 009,45	0,00	6 076,41
627	Services bancaires et assimilés	0,00	493,70	0,00	493,70

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
6281	Concours divers (cotisations)	500,00	350,00	0,00	850,00
6284	Redevances pour services rendus	3 339,00	0,00	0,00	3 339,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	1 184,76	0,00	1 184,76
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	23,00	0,00	23,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**206 029,27**	**1 667 748,33**	**0,00**	**1 873 777,60**
6218	Autre personnel extérieur	6 042,61	0,00	0,00	6 042,61
6331	Versement de transport	670,28	5 815,11	0,00	6 485,39
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	558,76	4 846,12	0,00	5 404,88
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 945,07	16 889,56	0,00	18 834,63
64111	Rémunération principale titulaires	109 605,62	875 463,12	0,00	985 068,74
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	4 180,42	15 587,34	0,00	19 767,76
64118	Autres indemnités titulaires	29 368,20	173 679,76	0,00	203 047,96
64131	Rémunérations non tit.	258,38	117 274,91	0,00	117 533,29
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	17 429,93	166 640,75	0,00	184 070,68
6453	Cotisations aux caisses de retraites	34 999,19	279 169,35	0,00	314 168,54
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	52,50	4 697,91	0,00	4 750,41
6455	Cotisations pour assurance du personnel	480,00	4 202,76	0,00	4 682,76
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	438,31	3 481,64	0,00	3 919,95
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**2 256,00**	**13 800,00**	**16 056,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	2 256,00	0,00	2 256,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	13 800,00	13 800,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**4 438,68**	**1 500,00**	**0,00**	**5 938,68**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
678	Autres charges exceptionnelles	4 438,68	0,00	0,00	4 438,68
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**42 209,41**	**195 188,09**	**22 000,00**	**259 397,50**
	Réalisations	**42 209,41**	**195 188,09**	**22 000,00**	**259 397,50**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**480,55**	**1 497,21**	**0,00**	**1 977,76**
6419	Remboursements rémunérations personnel	480,55	1 497,21	0,00	1 977,76
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**9 026,02**	**26 145,20**	**0,00**	**35 171,22**
722	Immobilisations corporelles	9 026,02	26 145,20	0,00	35 171,22
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**9 586,17**	**158 060,32**	**0,00**	**167 646,49**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	36 523,51	0,00	36 523,51
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	500,00	0,00	500,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	60 431,70	0,00	60 431,70
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	59 059,81	0,00	59 059,81
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	1 545,30	0,00	1 545,30
704	Travaux	3 203,67	0,00	0,00	3 203,67
70878	Remb. frais par d'autres redevables	6 382,50	0,00	0,00	6 382,50

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	23 116,67	9 485,36	22 000,00	54 602,03
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	5 941,32	22 000,00	27 941,32
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	21 996,67	0,00	0,00	21 996,67
7788	Produits exceptionnels divers	1 120,00	3 544,04	0,00	4 664,04
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-745 106,61	-1 955 021,17	-17 637,87	-2 717 765,65

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	45 558,40	13 774,06	0,00	144 196,40	577 277,00	0,00	6 510,16
	Réalisations	45 558,40	13 774,06	0,00	144 196,40	577 277,00	0,00	6 510,16
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	45 558,40	9 335,38	0,00	138 153,79	377 290,34	0,00	6 510,16
60611	Eau et assainissement	0,00	94,96	0,00	5 188,59	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	57,47	0,00	0,00	0,00	291 575,39	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	6 550,80	0,00	0,00	0,00	3 530,73	0,00	0,00
60623	Alimentation	1 552,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	3 108,00	0,00	0,00	0,00	6 241,69	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	132,24	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	303,29	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	1 269,17	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 275,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	629,02	0,00	0,00	0,00	44 758,19	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	18 400,67	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 980,00	0,00	0,00	4 884,66	23 891,50	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	277,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	2 202,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	93 880,92	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	9 240,42	0,00	0,00	4 808,40	0,00	6 510,16
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	2 659,32	0,00	0,00	0,00	685,63	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	513,12	0,00	0,00	1 637,48	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	12 392,30	855,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
617	Etudes et recherches	7 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	838,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	192,50	0,00	0,00
6226	Honoraires	6 422,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	528,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	315,78	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 066,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	3 339,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 042,61**	**199 986,66**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	6 042,61	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	670,28	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	558,76	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	1 945,07	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	109 605,62	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	4 180,42	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	29 368,20	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	258,38	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	17 429,93	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	34 999,19	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	52,50	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	480,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	438,31	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**4 438,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	4 438,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**23 116,67**	**3 203,67**	**0,00**	**0,00**	**9 506,57**	**0,00**	**6 382,50**
Réalisations		**23 116,67**	**3 203,67**	**0,00**	**0,00**	**9 506,57**	**0,00**	**6 382,50**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**480,55**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	480,55	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 026,02**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 026,02	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**3 203,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 382,50**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	3 203,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 382,50
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**23 116,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	21 996,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	1 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-22 441,73**	**-10 570,39**	**0,00**	**-144 196,40**	**-567 770,43**	**0,00**	**-127,66**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 096 640,88**	**1 052 068,38**	**1 500,00**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 637,87**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**1 096 640,88**	**1 052 068,38**	**1 500,00**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**14 637,87**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**275 111,83**	**203 593,10**	**0,00**	**22 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 837,87**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	8 736,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	21 066,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	1 488,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	30 170,71	16 956,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	37,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	8 429,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	7 735,88	733,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	10 050,62	1 969,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	32 182,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	2 210,01	1 905,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	527,12	160,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	36 857,24	60 118,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	9 858,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	21 999,20	28 187,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	40 529,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	375,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	36 142,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	16 339,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 837,87
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	23 348,47	12 618,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	8 178,70	1 645,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	14 112,67	2 595,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	193,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	5 722,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	6 504,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	356,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	448,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	2 811,61	2 197,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	493,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	1 184,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	23,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**819 273,05**	**848 475,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	2 848,03	2 967,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	2 372,64	2 473,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	8 258,92	8 630,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	426 591,86	448 871,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	12 018,51	3 568,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	96 399,49	77 280,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	48 390,93	68 883,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	80 305,69	86 335,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	136 411,88	142 757,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	1 941,56	2 756,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	2 032,23	2 170,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	1 701,31	1 780,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**2 256,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 800,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	2 256,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	10 800,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
RECETTES		0,00	0,00	193 767,84	920,25	500,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	193 767,84	920,25	500,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	576,96	920,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	576,96	920,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	26 145,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	26 145,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	157 560,32	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	36 523,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	60 431,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	59 059,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	1 545,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	9 485,36	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	5 941,32	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	3 544,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	-902 873,04	-1 051 148,13	-1 000,00	-3 000,00	0,00	0,00	-14 637,87

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		151 712,92	106 428,82	0,00	1 458,00	36 840,00	97 750,00	0,00	394 189,74
Réalisations		151 712,92	106 428,82	0,00	1 458,00	36 840,00	97 750,00	0,00	394 189,74
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**1 712,92**	**55 265,05**	**0,00**	**1 458,00**	**36 840,00**	**0,00**	**0,00**	**95 275,97**
60611	Eau et assainissement	0,00	1 080,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,96
60612	Energie - Electricité	0,00	16 574,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 574,46
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	1 055,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 055,02
60636	Vêtements de travail	0,00	163,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163,80
6064	Fournitures administratives	372,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372,92
6068	Autres matières et fournitures	23 800,00	237,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 037,41
6135	Locations mobilières	0,00	2 677,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 677,92
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	4 182,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 182,68
6156	Maintenance	0,00	2 484,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 484,42
617	Etudes et recherches	-22 000,00	0,00	0,00	1 170,00	15 600,00	0,00	0,00	-5 230,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	45,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	288,00	0,00	0,00	0,00	288,00
6228	Divers	0,00	5 300,00	0,00	0,00	21 240,00	0,00	0,00	26 540,00
6247	Transports collectifs	-460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-460,00
6257	Réceptions	0,00	561,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	561,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	491,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491,34
6288	Autres services extérieurs	0,00	12 845,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 845,47
63512	Taxes foncières	0,00	7 565,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 565,57
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**150 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 750,00**	**0,00**	**297 750,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	150 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	97 750,00	0,00	297 750,00
656		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	Frais fonctionnement des groupes d'élus								
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**1 163,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 163,77**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	1 163,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 163,77
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**8 000,00**	**42 963,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 963,76**
Réalisations		**8 000,00**	**42 963,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 963,76**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**42 214,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 214,66**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	42 214,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 214,66
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**8 000,00**	**749,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 749,10**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	749,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	749,10
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-143 712,92**	**-63 465,06**	**0,00**	**-1 458,00**	**-36 840,00**	**-97 750,00**	**0,00**	**-343 225,98**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**1 053 923,08**	**506 005,12**	**0,00**	**0,00**	**1 559 928,20**
Réalisations		**1 053 923,08**	**235 386,07**	**0,00**	**0,00**	**1 289 309,15**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**21 016,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 016,86**
13911	Etat et établissements nationaux	3 362,06	0,00	0,00	0,00	3 362,06
139151	Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.	9 747,50	0,00	0,00	0,00	9 747,50
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	6 159,00	0,00	0,00	0,00	6 159,00
13918	Autres subventions d'équipement	109,00	0,00	0,00	0,00	109,00
28184	Mobilier	1 639,30	0,00	0,00	0,00	1 639,30
041	**Opérations patrimoniales**	**520 000,00**	**259,50**	**0,00**	**0,00**	**520 259,50**
204412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	520 000,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00
204422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	259,50	0,00	0,00	259,50
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**512 690,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**512 690,22**
1641	Emprunts en euros	512 080,42	0,00	0,00	0,00	512 080,42
165	Dépôts et cautionnements reçus	609,80	0,00	0,00	0,00	609,80
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**216,00**	**7 944,00**	**0,00**	**0,00**	**8 160,00**
2033	Frais d'insertion	216,00	0,00	0,00	0,00	216,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	7 944,00	0,00	0,00	7 944,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**224 029,07**	**0,00**	**0,00**	**224 029,07**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	2 330,00	0,00	0,00	2 330,00
21311	Hôtel de ville	0,00	54 817,91	0,00	0,00	54 817,91
21316	Equipements du cimetière	0,00	5 885,04	0,00	0,00	5 885,04
21318	Autres bâtiments publics	0,00	25 515,24	0,00	0,00	25 515,24
2135	Installations générales, agencements	0,00	54 041,38	0,00	0,00	54 041,38
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	960,00	0,00	0,00	960,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 148,00	0,00	0,00	1 148,00
2182	Matériel de transport	0,00	12 920,44	0,00	0,00	12 920,44

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	36 616,89	0,00	0,00	36 616,89
2184	Mobilier	0,00	27 658,17	0,00	0,00	27 658,17
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	2 136,00	0,00	0,00	2 136,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**3 053,50**	**0,00**	**0,00**	**3 053,50**
2313	Constructions	0,00	3 053,50	0,00	0,00	3 053,50
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**100,00**
261	Titres de participation	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**270 619,05**	**0,00**	**0,00**	**270 619,05**
RECETTES (2)		**8 941 512,01**	**190 137,44**	**0,00**	**0,00**	**9 131 649,45**
Réalisations		**8 941 359,56**	**162 873,44**	**0,00**	**0,00**	**9 104 233,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**1 468 359,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 468 359,79**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**804 954,75**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**864 954,75**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	880,64	0,00	0,00	0,00	880,64
2117	Bois et forêts	1 964,00	0,00	0,00	0,00	1 964,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
28031	Frais d'études	13 658,80	0,00	0,00	0,00	13 658,80
28032	Frais de recherche et de développement	4 470,66	0,00	0,00	0,00	4 470,66
28033	Frais d'insertion	108,00	0,00	0,00	0,00	108,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	236,63	0,00	0,00	0,00	236,63
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	76 315,72	0,00	0,00	0,00	76 315,72
28041582	GFP : Bâtiments, installations	1 985,76	0,00	0,00	0,00	1 985,76
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	18 333,00	0,00	0,00	0,00	18 333,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	1 282,00	0,00	0,00	0,00	1 282,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	15 829,24	0,00	0,00	0,00	15 829,24
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	1 250,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	108 747,00	0,00	0,00	0,00	108 747,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	3 160,89	0,00	0,00	0,00	3 160,89
28051	Concessions et droits similaires	34 378,02	0,00	0,00	0,00	34 378,02
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	181,00	0,00	0,00	0,00	181,00
281312	Bâtiments scolaires	1 919,00	0,00	0,00	0,00	1 919,00
281318	Autres bâtiments publics	5 726,00	0,00	0,00	0,00	5 726,00
28132	Immeubles de rapport	5 106,00	0,00	0,00	0,00	5 106,00
28135	Installations générales, agencements, ..	12 087,94	0,00	0,00	0,00	12 087,94
28152	Installations de voirie	4 739,00	0,00	0,00	0,00	4 739,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	7 927,93	0,00	0,00	0,00	7 927,93

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
281532	Réseaux d'assainissement	3 620,00	0,00	0,00	0,00	3 620,00
281534	Réseaux d'électrification	2 031,19	0,00	0,00	0,00	2 031,19
281538	Autres réseaux	835,00	0,00	0,00	0,00	835,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	8 604,63	0,00	0,00	0,00	8 604,63
281571	Matériel roulant	13 328,00	0,00	0,00	0,00	13 328,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	11 712,49	0,00	0,00	0,00	11 712,49
28158	Autres installat°, matériel et outillage	39 108,87	0,00	0,00	0,00	39 108,87
28182	Matériel de transport	159 218,30	0,00	0,00	0,00	159 218,30
28183	Matériel de bureau et informatique	58 276,80	0,00	0,00	0,00	58 276,80
28184	Mobilier	33 333,05	0,00	0,00	0,00	33 333,05
28188	Autres immo. corporelles	144 599,19	0,00	0,00	0,00	144 599,19
041	**Opérations patrimoniales**	**520 108,00**	**259,50**	**0,00**	**0,00**	**520 367,50**
2033	Frais d'insertion	108,00	0,00	0,00	0,00	108,00
2111	Terrains nus	0,00	259,50	0,00	0,00	259,50
21312	Bâtiments scolaires	520 000,00	0,00	0,00	0,00	520 000,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**6 145 192,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 145 192,92**
10222	FCTVA	1 092 056,00	0,00	0,00	0,00	1 092 056,00
10226	Taxe d'aménagement	3 497,74	0,00	0,00	0,00	3 497,74
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 049 639,18	0,00	0,00	0,00	5 049 639,18
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**102 266,53**	**0,00**	**0,00**	**102 266,53**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	5 845,53	0,00	0,00	5 845,53
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	96 421,00	0,00	0,00	96 421,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 744,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 744,10**
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 744,10	0,00	0,00	0,00	2 744,10
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**347,41**	**0,00**	**0,00**	**347,41**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	347,41	0,00	0,00	347,41
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**152,45**	**27 264,00**	**0,00**	**0,00**	**27 416,45**
SOLDE (2)		**7 887 588,93**	**-315 867,68**	**0,00**	**0,00**	**7 571 721,25**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		**279 287,16**	**0,00**	**26 286,17**	**191 819,34**	**2 724,00**	**0,00**	**5 888,45**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**192 350,19**	**0,00**	**26 286,17**	**8 137,26**	**2 724,00**	**0,00**	**5 888,45**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
139151	Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**259,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	259,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**7 944,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	7 944,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
21	**Immobilisations corporelles**	**184 046,69**	**0,00**	**26 286,17**	**5 083,76**	**2 724,00**	**0,00**	**5 888,45**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	2 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	54 817,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 885,04	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	23 014,66	0,00	0,00	2 497,17	0,00	0,00	3,41	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	54 041,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	960,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 148,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	12 920,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	35 566,90	0,00	0,00	1 049,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	207,40	0,00	26 286,17	1 164,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	372,00	1 764,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 053,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	3 053,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**86 936,97**	**0,00**	**0,00**	**183 682,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**162 873,44**	**0,00**	**0,00**	**27 264,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**162 873,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2117	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé				Sous-fonction 02				Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Autre matériel et outillage de voirie									
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**259,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	259,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**102 266,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	5 845,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	96 421,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**347,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	347,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé				Sous-fonction 02				Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Immobilisations reçues en affectation									
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	27 264,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-116 413,72	0,00	-26 286,17	-164 555,34	-2 724,00	0,00	-5 888,45	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		18 951,45	0,00	18 951,45
Réalisations		16 888,05	0,00	16 888,05
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	16 888,05	0,00	16 888,05
21318	Autres bâtiments publics	3 888,00	0,00	3 888,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	8 868,45	0,00	8 868,45
2184	Mobilier	4 131,60	0,00	4 131,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		2 063,40	0,00	2 063,40
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-18 951,45	0,00	-18 951,45

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	18 951,45	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	16 888,05	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	16 888,05	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	3 888,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	8 868,45	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	4 131,60	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	2 063,40	0,00	0,00

VILLE DE BAR-LE-DUC - BUDGET PRINCIPAL VILLE - CA - 2020

(1)	Libellé			Sous-fonction 11		
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Restes à réaliser au 31/12						
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-18 951,45	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**509 613,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 348,90**	**510 962,15**
Réalisations		**0,00**	**410 982,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**658,65**	**411 641,48**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**408 954,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**658,65**	**409 613,29**
21312	Bâtiments scolaires	0,00	375 164,58	0,00	0,00	0,00	0,00	375 164,58
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	4 024,96	0,00	0,00	0,00	0,00	4 024,96
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	28 210,23	0,00	0,00	0,00	0,00	28 210,23
2184	Mobilier	0,00	1 169,90	0,00	0,00	0,00	658,65	1 828,55
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	384,97	0,00	0,00	0,00	0,00	384,97
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**2 028,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 028,19**
2313	Constructions	0,00	2 028,19	0,00	0,00	0,00	0,00	2 028,19
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**98 630,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**690,25**	**99 320,67**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
RECETTES (2)		0,00	81 173,90	0,00	0,00	0,00	0,00	81 173,90
Réalisations		0,00	81 173,90	0,00	0,00	0,00	0,00	81 173,90
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	81 173,90	0,00	0,00	0,00	0,00	81 173,90
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	14 739,90	0,00	0,00	0,00	0,00	14 739,90
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	66 434,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 434,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-428 439,35	0,00	0,00	0,00	-1 348,90	-429 788,25

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		366 074,42	51 537,05	92 001,78	1 348,90	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		327 534,81	41 350,76	42 097,26	658,65	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**325 506,62**	**41 350,76**	**42 097,26**	**658,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	322 660,90	10 774,86	41 728,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 081,59	1 943,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	588,86	27 621,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	801,46	368,44	658,65	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	175,27	209,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 028,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 028,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**38 539,61**	**10 186,29**	**49 904,52**	**690,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**81 173,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**81 173,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**81 173,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	14 739,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	66 434,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-284 900,52	-51 537,05	-92 001,78	-1 348,90	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**3 126,57**	**1 536 401,39**	**16 913,62**	**1 556 441,58**
Réalisations		**0,00**	**3 126,57**	**437 931,94**	**0,00**	**441 058,51**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**33 076,95**	**0,00**	**33 076,95**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	33 076,95	0,00	33 076,95
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**3 126,57**	**250 049,82**	**0,00**	**253 176,39**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	1 676,57	248 712,72	0,00	250 389,29
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	1 337,10	0,00	1 337,10
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 450,00	0,00	0,00	1 450,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**154 805,17**	**0,00**	**154 805,17**
2313	Constructions	0,00	0,00	83 107,85	0,00	83 107,85
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	71 697,32	0,00	71 697,32
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**1 098 469,45**	**16 913,62**	**1 115 383,07**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**967 498,16**	**0,00**	**967 498,16**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**901 850,99**	**0,00**	**901 850,99**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	901 850,99	0,00	901 850,99
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	412 302,40	0,00	412 302,40
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	371 841,40	0,00	371 841,40
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	24 888,77	0,00	24 888,77
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	92 818,42	0,00	92 818,42
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	65 647,17	0,00	65 647,17
SOLDE (2)		0,00	-3 126,57	-568 903,23	-16 913,62	-588 943,42

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		1 450,00	0,00	1 676,57	0,00	0,00	0,00	0,00	1 536 401,39
Réalisations		1 450,00	0,00	1 676,57	0,00	0,00	0,00	0,00	437 931,94
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 076,95
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 076,95

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 450,00**	**0,00**	**1 676,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 049,82**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	1 676,57	0,00	0,00	0,00	0,00	248 712,72
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 337,10
2188	Autres immobilisations corporelles	1 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 805,17**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 107,85
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 697,32
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 098 469,45**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**967 498,16**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**901 850,99**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**901 850,99**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412 302,40
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 841,40
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 888,77
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 818,42
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 647,17
SOLDE (2)		-1 450,00	0,00	-1 676,57	0,00	0,00	0,00	0,00	-568 903,23

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**2 602,83**	**41 735,09**	**761 954,14**	**806 292,06**
Réalisations		**2 602,83**	**36 519,93**	**701 642,13**	**740 764,89**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**5 037,17**	**0,00**	**5 037,17**
2031	Frais d'études	0,00	5 037,17	0,00	5 037,17
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 602,83**	**31 482,76**	**30 909,11**	**64 994,70**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	3 679,20	0,00	3 679,20
21318	Autres bâtiments publics	2 045,43	12 288,51	29 944,80	44 278,74
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	9 108,00	0,00	9 108,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	3 720,00	0,00	3 720,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	379,21	379,21
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	557,40	2 687,05	585,10	3 829,55
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**670 733,02**	**670 733,02**
2313	Constructions	0,00	0,00	670 733,02	670 733,02
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**5 215,16**	**60 312,01**	**65 527,17**
RECETTES (2)		**0,00**	**302 509,25**	**289 560,00**	**592 069,25**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**226 119,00**	**226 119,00**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	226 119,00	226 119,00
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	15 813,00	15 813,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	0,00	210 306,00	210 306,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	302 509,25	63 441,00	365 950,25
SOLDE (2)		-2 602,83	260 774,16	-472 394,14	-214 222,81

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		27 015,28	5 037,17	0,00	9 682,64	0,00	47 460,38	714 493,76	0,00
Réalisations		23 447,66	5 037,17	0,00	8 035,10	0,00	25 451,44	676 190,69	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	5 037,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	5 037,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**23 447,66**	**0,00**	**0,00**	**8 035,10**	**0,00**	**25 451,44**	**5 457,67**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	3 679,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	4 253,41	0,00	0,00	8 035,10	0,00	24 487,13	5 457,67	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	9 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379,21	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 687,05	0,00	0,00	0,00	0,00	585,10	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**670 733,02**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	670 733,02	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**3 567,62**	**0,00**	**0,00**	**1 647,54**	**0,00**	**22 008,94**	**38 303,07**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**302 509,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 813,00**	**273 747,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 813,00**	**210 306,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 813,00**	**210 306,00**	**0,00**
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 813,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 306,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	302 509,25	0,00	0,00	0,00	0,00	63 441,00	0,00
SOLDE (2)		-27 015,28	297 472,08	0,00	-9 682,64	0,00	-31 647,38	-440 746,76	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**125 652,00**	**125 652,00**
Réalisations		**0,00**	**86 275,00**	**86 275,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**86 275,00**	**86 275,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	86 275,00	86 275,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**39 377,00**	**39 377,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-125 652,00	-125 652,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	86 275,00	0,00	39 377,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	86 275,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	86 275,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	86 275,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 377,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-86 275,00	0,00	-39 377,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		**75 439,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 439,20**
Réalisations		**5 634,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 634,68**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 439,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 439,20**
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 439,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 439,20
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**3 195,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 195,48**
21318	Autres bâtiments publics	898,32	0,00	0,00	0,00	0,00	898,32
2135	Installations générales, agencements	2 297,16	0,00	0,00	0,00	0,00	2 297,16
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**69 804,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 804,52**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-75 439,20	0,00	0,00	0,00	0,00	-75 439,20

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
	DEPENSES (2)	**160 925,70**	**6 910 342,42**	**0,00**	**7 071 268,12**
	Réalisations	**128 806,12**	**4 111 582,48**	**0,00**	**4 240 388,60**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**9 026,02**	**26 145,20**	**0,00**	**35 171,22**
2151	Réseaux de voirie	0,00	26 145,20	0,00	26 145,20
21534	Réseaux d'électrification	9 026,02	0,00	0,00	9 026,02
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**2 107,00**	**0,00**	**2 107,00**
2151	Réseaux de voirie	0,00	2 107,00	0,00	2 107,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**11 655,20**	**0,00**	**11 655,20**
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	11 655,20	0,00	11 655,20
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**20 027,22**	**102 420,86**	**0,00**	**122 448,08**
2031	Frais d'études	20 027,22	100 584,86	0,00	120 612,08
2033	Frais d'insertion	0,00	1 836,00	0,00	1 836,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**30 000,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**99 752,88**	**1 224 176,12**	**0,00**	**1 323 929,00**
2111	Terrains nus	0,00	525,00	0,00	525,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	14 288,27	0,00	14 288,27
21318	Autres bâtiments publics	0,00	179 437,73	0,00	179 437,73
2135	Installations générales, agencements	0,00	4 500,90	0,00	4 500,90
2151	Réseaux de voirie	0,00	770 635,47	0,00	770 635,47
2152	Installations de voirie	0,00	23 265,23	0,00	23 265,23
21534	Réseaux d'électrification	78 885,74	12 418,80	0,00	91 304,54
21538	Autres réseaux	0,00	2 208,00	0,00	2 208,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	20 867,14	0,00	0,00	20 867,14
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	11 947,67	0,00	11 947,67
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	9 052,05	0,00	9 052,05
2182	Matériel de transport	0,00	186 981,60	0,00	186 981,60
2184	Mobilier	0,00	440,21	0,00	440,21

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	8 475,19	0,00	8 475,19
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**2 715 078,10**	**0,00**	**2 715 078,10**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	2 665 179,98	0,00	2 665 179,98
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	49 898,12	0,00	49 898,12
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**32 119,58**	**2 798 759,94**	**0,00**	**2 830 879,52**
RECETTES (2)		**25 207,29**	**2 081 107,99**	**0,00**	**2 106 315,28**
Réalisations		**14 775,29**	**434 465,26**	**0,00**	**449 240,55**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**1 999,00**	**0,00**	**1 999,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	1 999,00	0,00	1 999,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**14 775,29**	**432 466,26**	**0,00**	**447 241,55**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	153 623,00	0,00	153 623,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	162 959,06	0,00	162 959,06
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	14 775,29	1 872,00	0,00	16 647,29
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	11 655,20	0,00	11 655,20
1342	Amendes de police non transférable	0,00	102 357,00	0,00	102 357,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**10 432,00**	**1 646 642,73**	**0,00**	**1 657 074,73**
SOLDE (2)		**-135 718,41**	**-4 829 234,43**	**0,00**	**-4 964 952,84**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES (2)	**1 188,00**	**20 867,14**	**0,00**	**0,00**	**138 870,56**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**1 188,00**	**20 867,14**	**0,00**	**0,00**	**106 750,98**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 026,02**	**0,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	9 026,02	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 188,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 839,22**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 188,00	0,00	0,00	0,00	18 839,22	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**20 867,14**	**0,00**	**0,00**	**78 885,74**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	78 885,74	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	20 867,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Autre matériel et outillage de voirie							
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 119,58**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**10 432,00**	**0,00**	**0,00**	**14 775,29**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 775,29**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 775,29**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	14 775,29	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**10 432,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-1 188,00**	**-10 435,14**	**0,00**	**0,00**	**-124 095,27**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**0,00**	**454 967,15**	**1 351 608,32**	**67 476,35**	**5 036 290,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**214 599,36**	**850 014,21**	**28 068,06**	**3 018 900,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**26 145,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	26 145,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**2 107,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	2 107,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**11 655,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	0,00	11 655,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**22 960,80**	**0,00**	**79 460,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	22 852,80	0,00	77 732,06	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	108,00	0,00	1 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**214 599,36**	**787 146,01**	**28 068,06**	**194 362,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	525,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	14 288,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	226,84	179 210,89	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	4 500,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	770 635,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	15 000,00	8 265,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	12 418,80	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	2 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	11 947,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	9 052,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	186 981,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	440,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	670,09	7 805,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 715 078,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	2 665 179,98	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	49 898,12	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**240 367,79**	**501 594,11**	**39 408,29**	**2 017 389,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**116 011,20**	**0,00**	**1 965 096,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**116 011,20**	**0,00**	**318 454,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

VILLE DE BAR-LE-DUC - BUDGET PRINCIPAL VILLE - CA - 2020

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**1 999,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	1 999,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**114 012,20**	**0,00**	**318 454,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	153 623,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	162 959,06	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 872,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	11 655,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	0,00	102 357,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 646 642,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-454 967,15**	**-1 235 597,12**	**-67 476,35**	**-3 071 193,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**1 462 557,71**	**0,00**	**42 696,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 505 253,71**
Réalisations		**0,00**	**1 082 035,61**	**0,00**	**108,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 082 143,61**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**864,00**	**0,00**	**108,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**972,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	864,00	0,00	108,00	0,00	0,00	0,00	972,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**33 763,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 763,80**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	33 763,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 763,80
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 047 407,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 047 407,81**
2313	Constructions	0,00	1 047 407,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 047 407,81
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	380 522,10	0,00	42 588,00	0,00	0,00	0,00	423 110,10
RECETTES (2)		0,00	583 710,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	583 710,78
Réalisations		0,00	181 687,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 687,89
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	181 687,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 687,89
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	181 687,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 687,89
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	402 022,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 022,89
SOLDE (2)		0,00	-878 846,93	0,00	-42 696,00	0,00	0,00	0,00	-921 542,93

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**7 600 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					7 600 000,00									
05907157	Banque Populaire d'Alsace	06/06/2018	06/06/2018	06/09/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe Ã 1,45%	1,450	1,450	EUR	T	C	O	A-1
10278 02001 00020910802	CrÃ©dit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier	26/10/2015	31/12/2015	31/03/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe Ã 1,55%	1,550	1,550	EUR	T	C	O	A-1
200103 -- A040250-06	Caisse d'Ã©pargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/08/2005	25/11/2005	300 000,00	F	Taux fixe Ã 3,85%	3,850	3,850	EUR	T	P	O	A-1
9239677 RÃ©am	Caisse d'Ã©pargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/02/2014	05/05/2014	1 300 000,00	V	Livret A + 1,20%	2,450	2,484	EUR	T	C	O	A-1
MPH520627EUR	SociÃ©tÃ© de Financement Local	20/04/2018	15/05/2018	01/06/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe Ã 0,27%	0,270	0,270	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**7 600 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**5 337 076,82**					**512 080,42**	**64 823,23**	**0,00**	**5 098,77**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 337 076,82					512 080,42	64 823,23	0,00	5 098,77
05907157	N	0,00	A-1	1 750 000,00	17,44	F	Taux fixe Ã 1,45%	1,450	100 000,00	26 281,26	0,00	1 762,15
10278 02001 00020910802	N	0,00	A-1	1 333 333,40	10,01	F	Taux fixe Ã 1,55%	1,550	133 333,32	21 958,33	0,00	57,41
200103 -- A040250-06	N	0,00	A-1	93 259,56	4,65	F	Taux fixe Ã 3,85%	3,850	17 562,41	4 015,11	0,00	359,05
9239677 RÃ©am	N	0,00	A-1	422 500,00	3,10	V	Livret A + 0,90%	1,400	130 000,00	7 521,77	0,00	936,54
MPH520627EUR	N	0,00	A-1	1 737 983,86	12,42	V	Euribor 12m + 0,27%	-0,229	131 184,69	5 046,76	0,00	1 983,62
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**5 337 076,82**					**512 080,42**	**64 823,23**	**0,00**	**5 098,77**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	5	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 337 076,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A2.7

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €			2014-12-18
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Faible valeur Inférieur à 500	1	18/12/2014
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	18/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	18/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	18/12/2014
L	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10	18/12/2014
L	Logiciels, licences	2	18/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	18/12/2014
L	Plantation d'arbres et arbustes sur terrain	15	18/12/2014
L	Equipements sportifs	15	18/12/2014
L	Matériel et outillage (dont électroménager)	5	18/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	18/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	18/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	18/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules lourds et outillage de voirie	8	18/12/2014
L	Matériel informatique	3	18/12/2014
L	Mobilier	10	18/12/2014
L	Cheptel	3	18/12/2014
L	Equipement de cuisine	10	18/12/2014
L	Immeuble de rapport	50	18/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**532 379,00**	**I**	**531 457,98**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**513 000,00**		**512 080,42**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	513 000,00		512 080,42
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**19 379,00**		**19 377,56**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*19 379,00*		*19 377,56*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**531 457,98**	**4 916 084,50**	**0,00**	**5 447 542,48**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 429 503,36**	**III**	**1 897 663,85**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 000 000,00**		**1 095 553,74**
10222	FCTVA	1 000 000,00		1 092 056,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		3 497,74
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 429 503,36**		**802 110,11**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*13 659,00*		*13 658,80*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*4 471,00*		*4 470,66*
28033	*Frais d'insertion*	*108,00*		*108,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*237,00*		*236,63*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*78 302,00*		*76 315,72*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*		*1 985,76*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*18 333,00*		*18 333,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*1 282,00*		*1 282,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*15 830,00*		*15 829,24*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*1 250,00*		*1 250,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*5 000,00*		*10 000,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*110 781,00*		*108 747,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*0,00*		*3 160,89*
28051	*Concessions et droits similaires*	*36 359,00*		*34 378,02*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*181,00*		*181,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*1 919,00*		*1 919,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*5 726,00*		*5 726,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*5 106,00*		*5 106,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*12 088,00*		*12 087,94*
28152	*Installations de voirie*	*4 739,00*		*4 739,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*7 928,00*		*7 927,93*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*3 620,00*		*3 620,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*2 032,00*		*2 031,19*
281538	*Autres réseaux*	*835,00*		*835,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*8 605,00*		*8 604,63*
281571	*Matériel roulant*	*13 328,00*		*13 328,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*11 713,00*		*11 712,49*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*39 109,00*		*39 108,87*
28182	*Matériel de transport*	*164 919,00*		*159 218,30*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*57 997,00*		*58 276,80*
28184	*Mobilier*	*35 116,00*		*33 333,05*
28188	*Autres immo. corporelles*	*144 517,00*		*144 599,19*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	-582 844,64	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*1 207 258,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 897 663,85**	**2 518 111,49**	**1 468 359,79**	**5 049 639,18**	**10 933 774,31**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**5 447 542,48**
Ressources propres disponibles	IV	**10 933 774,31**
Solde	V = IV – II (3)	**5 486 231,83**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 03 (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	9 206,05
752	REVENUS DES IMMEUBLES	9 206,05
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		9 206,05
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		9 206,05

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

Service 03(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
31/12/2002	PARCELLES LEGS COLLIGNON	12 195,92	0,00	0
01/01/2020	SENTIER FEDERATION	259,50	0,00	0
01/01/2020	IMMEUBLE 26 RUE JOBLOT	60 000,00	0,00	0
10/01/2020	CCTIA CSPS RENOVATION TOITURE EGLISE ST ANTOINE	921,34	0,00	0
10/01/2020	CONTROLE TECHNIQUE BATIMENT OUDINOT	1 319,73	0,00	0
10/01/2020	DIAGNOSTIC AVANT TRAVAUX MENUISERIES	162,00	0,00	0
10/01/2020	2020 TRAVAUX AUTRES BATIMENTS BA OP A4 21318	1 182,70	0,00	0
10/01/2020	2020 TRAVAUX VOIRIE GLE 2333 OP A1 ENTRETIEN 2151	23 226,00	0,00	0
10/01/2020	2020 TRAVAUX RESEAU VOIRIE ENTRETIEN OP A1 2151	85 662,43	0,00	0
10/01/2020	2020 SOUFFLEUR STIHL BR 700 VOIRIE	624,00	0,00	5
10/01/2020	SIGNALISATION FESTIVAL RENAISSANCES	960,00	0,00	5
10/01/2020	2020 TENTE PLIANTE PRO COMMUNICATION	1 164,60	0,00	10
10/01/2020	POLICE RADIO PORTATIF MOTOROLA NUMERIQUE DP1400 X7	3 202,50	0,00	3
10/01/2020	POLICE RELAIS MOTOROLA NUMERIQUE SLR5500 RADIO	4 602,60	0,00	3
13/01/2020	TRAVAUX REAMENAGEMENT BATIMENT OUDINOT	154 689,20	0,00	0
13/01/2020	2020 TRAVAUX ECOLE 213 OP E1 21312	6 055,90	0,00	0
13/01/2020	2020 TRAVAUX BATIMENT POLICE OP A4 21318	3 888,00	0,00	0
13/01/2020	SWITCH HP 1910 POE RECONDITIONNE	3 234,00	0,00	1
13/01/2020	2020 TABLE ET SEAU-ECOLE MATERNELLE J. ERRARD 4390	175,27	0,00	1
15/01/2020	FOURNITURE INSTALLATION MATERIEL ECOLES NUMERIQUES	840,00	9 470,10	3
16/01/2020	SUBV CDOS ACHAT MOBILIER LOCAL OUDINOT	30 000,00	0,00	5
17/01/2020	CT VERITAS REHABILITATION ECOLE LOUIS PERGAUD	1 261,88	0,00	0
17/01/2020	FUCLEM 6 BORNES DE RECHARGE VEHICULE ELEC OP-C9	15 000,00	0,00	0
17/01/2020	PANNEAU D'AFFICHAGE LEGAL EXTÉRIEUR ET INTERIEUR	25 901,40	0,00	10
20/01/2020	2020-21 ECOLES P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	31 082,39	0,00	0
20/01/2020	2020-02 BAT CTE P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	23 992,94	0,00	0
20/01/2020	2020-31 THEATRE P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	1 676,57	0,00	0
20/01/2020	2020-41 BAT SPORT P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	4 660,77	0,00	0
20/01/2020	2020-42 CS- CL P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	11 220,00	0,00	0
20/01/2020	2020-82 SERRES P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	226,84	0,00	0
20/01/2020	2020-40 BAT SERV COMM P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	2 045,43	0,00	0
22/01/2020	CAMERA DOME FIXE ARMURERIE	721,20	0,00	5
22/01/2020	AIVIA 200 BOITIER EXTERIEUR ALARME SIRENE CHAUFF.	557,40	0,00	5
27/01/2020	2020 PETIT ENTRETIEN DE VOIRIE 2337 OP A1 2151	7 949,76	0,00	0
31/01/2020	TRAVAUX MENUISERIES PATRIMOINE DE LA VILLE	217 851,20	0,00	0
14/02/2020	MARCHE 2018 06 TX DE VOIRIE BONS DE COMMANDE 2353	559 563,80	0,00	0
17/02/2020	MODULE DE PAIEMENT CB GEODP ANDROID	1 368,00	0,00	2
17/02/2020	MISSION- ETUDE- CT PLANCHER COCTEAU	13 949,02	0,00	0
17/02/2020	2020- FOYER UNIVERSIT P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	898,32	0,00	0
17/02/2020	REFECTION DES PONTS C3 2151 HORS MARCHE MISSONS	8 562,00	0,00	0
17/02/2020	2020 VOIRIE COMMUNAL 2152 OP A1- 8221820	8 265,23	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
17/02/2020	2020 A2 RESEAU ELEC VOIRIE ILLUMINATION	29 829,26	0,00	0
17/02/2020	PONCEUSE ORBIT D150 12000T/MIN + ASPIRATION	363,97	0,00	5
21/02/2020	PACK 6 ROBOTS BLUE BOT ET SAC DE TRANSPORT	843,60	0,00	3
21/02/2020	ONDULEUR EATON 5P 650IR BUGNON ROSTAND	360,44	0,00	1
21/02/2020	TERMINAL GVE CROSSCALL CORE X3 VERBALISATION	1 259,26	0,00	3
09/03/2020	SUBVENTION POUR CRÉATION DE LA RESIDENCE AUTONOMIE	86 275,00	0,00	5
09/03/2020	SPS RESTRUCTURATION MARCHE COUVERT ET PARKING SOUT	163,80	0,00	0
09/03/2020	2020 TRAVAUX AMENAGEMENT BATIMENT VILLE A4 020	15 495,60	0,00	0
09/03/2020	VEHICULE VAGUEMESTRE RENAULT CLIO STE FL 379 XD	12 920,44	0,00	6
09/03/2020	2 ROLLUPS CRL.COM SERVICE COM	372,00	0,00	1
09/03/2020	GTC LICENCE TRIMESTRIELLE 10/2019 A 12/2019	670,09	0,00	5
09/03/2020	FAUTEUIL LIBRA NOIR GYMNASE JP BEUGNOT	150,00	0,00	1
09/03/2020	VITRINE POUR AFFICHAGE GYMNASE JP BEUGNOT	644,89	0,00	10
13/03/2020	2020 TRAVAUX CENTRE LOISIRS FEDERATION	18 724,80	0,00	0
13/03/2020	2020 PISTES CYCLABLES 2151 C5	5 400,00	0,00	0
13/03/2020	2020 RESEAUX VIDEO PROTECTION 21538 D7	2 208,00	0,00	0
13/03/2020	TRONCONNEUSE ELAGAGE STIHL MS 201 TCM-EV	600,00	0,00	5
13/03/2020	SECHE LINGE FRONTAL BOSCH - WTN83208FF J COCTEAU	467,92	0,00	1
13/03/2020	LAVE LINGE FRONTAL BOSCH - WAN28220FF J COCTEAU	421,57	0,00	1
13/03/2020	IMPRIMANTE CARTE PVC DOUBLE FACE REFE	1 337,10	0,00	3
13/03/2020	FOR STYL X2 ET CAISSON MOB METAL	1 298,12	0,00	1
13/03/2020	TRAVAUX MISE HORS EAU EGLISE ST ANTOINE	240 087,73	0,00	0
16/03/2020	FOURNITURE LUMINAIRES ECLAIRAGE PUBLIC RUE BRADFER	32 340,00	0,00	0
16/03/2020	2020 ECRAN ET VIDEO PROJECTEUR SALLE DES FETES	13 794,00	0,00	3
20/03/2020	2020 MATERIEL INFORMATIQUE	13 679,78	0,00	3
24/03/2020	MARCHE 2018 04 TOITURES PATRIMOINE COMMUNAL 21311 (2019A0-21311-162)	54 817,91	0,00	0
24/03/2020	2020 TRAVAUX BATIMENTS ESPACES VERTS A3	4 500,90	0,00	0
24/03/2020	MARCHE 2017 13 MARCHE PROVISOIRE PLACE EXELMANS	32 928,00	0,00	0
24/03/2020	TRAVAUX BATIMENT ZAC OUDINOT POLE ASSOCIATIF	20 970,81	0,00	0
26/03/2020	4 DEBROUSSAILLEUSES STIHL FS 410 C	2 784,00	0,00	5
26/03/2020	FOURNITURE BALAYEUSE ASPIRATRICE SERVICE AUVP	186 981,60	0,00	6
30/03/2020	2020 TRAVAUX FOYER UNIVERSITAIRE 2135 A4	2 297,16	0,00	0
07/04/2020	MOE TOITURE ET EQUIPEMENTS VENTILATION JEAN ERRARD	25 068,36	0,00	0
09/04/2020	TÉLÉPHONE GIGASET DA210 ET ACCESSOIRES	379,21	0,00	1
22/04/2020	SOUSCRITPION AU CAPITAL DE LA SPL GESTION LOCALE	100,00	0,00	0
13/05/2020	2 SOUFFLEURS ECHO PB 770	1 293,60	0,00	5
13/05/2020	LEVIER DE FORCE UNIVERSEL ET ENROULEUR MECA	357,48	0,00	1
15/05/2020	MARCHE 2018 04 TOITURES PATRIMOINE COMMUNAL 2135	38 545,78	0,00	0
18/05/2020	PARCELLE RUE MAESTRICHT ALN°471-473-475-477	525,00	0,00	0
20/05/2020	PORTAIL DOUBLE VENTAUX RUE J BERNARD RUE DES POLKA	2 330,00	0,00	0
20/05/2020	2 TAILLES HAIES DOLMAR THERMIQUE EV FAIBLE VALEUR	840,00	0,00	1
26/05/2020	2020 TRAVAUX BATIMENT OUDINOT G5 824	2 231,15	0,00	0
02/06/2020	BANQUE ACCUEIL MUSA HAUT 140 X 1177 VOIRIE	440,21	0,00	1
16/06/2020	AMENAGEMENT VESTAIRES POLICE MUNICIPALE 6 VESTIAIR	2 223,49	0,00	1
16/06/2020	AMENAGEMENT VESTAIRES POLICE MUNICIPALE 2 BANCS	312,00	0,00	1
16/06/2020	AMENAGEMENT VESTAIRES POLICE MUNICIPALE BUREAU FOR	297,99	0,00	1
16/07/2020	ABRI ANTI AERIEN	420,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
16/07/2020	ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE ELEM CAMILLE CLAUDEL	259,94	0,00	1
16/07/2020	ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE MAT EDMOND LAGUERRE	259,94	0,00	1
16/07/2020	TABLE GAIA AVEC CAISSON ET TABLETTE EL J ERRARD	801,46	0,00	10
16/07/2020	2 MINI FOURS INDUCTION BUGNON ROSTAND	159,80	0,00	1
16/07/2020	1 PLAQUE A INDUCTION BUGNON ROSTAND	49,90	0,00	1
22/07/2020	MARCHE 2019 17 ENTRETIEN REFECTION PONT SALVANGES	73 140,00	0,00	0
22/07/2020	SECHE LINGE FEDERATION BOSCH WTW87499FF	585,10	0,00	5
23/07/2020	BUDGET PARTICIPATIF 2020 TRAVAUX DE VOIRIE	2 842,20	0,00	0
23/07/2020	CAMÉRA UHD EPTZ	421,99	0,00	1
23/07/2020	IMPRIMANTE POUR TPE MARCHE	550,80	0,00	3
24/07/2020	TRAVAUX ESPACE GAMBETTA	7 627,74	0,00	0
30/07/2020	BOULEVARD ARGONNE CANIVEAU EP ET PUIT PERDU	0,00	0,00	0
30/07/2020	COUSSINS BERLINOIS	3 249,60	0,00	5
06/08/2020	SERVEUR HP MICROSERVER PROLIANT ECOLE	588,86	0,00	3
18/08/2020	COLUMBARIUMS 2 ELEMENTS FOURNITURES ET POSE	5 885,04	0,00	0
18/08/2020	FOURNITURE INSTALLATION MATERIEL ECOLES NUMERIQUES	25 470,00	0,00	3
20/08/2020	2020 TRAVAUX ECOLE 211 OP E1 21312	23 814,00	0,00	0
20/08/2020	RADAR PEDAGOGIQUE	2 682,00	0,00	0
03/09/2020	FAUTEUIL DE BUREAU ARCHIVES	207,40	0,00	1
04/09/2020	MARCHE 2020V02 TX REPRISE PLANCHER ECOLE JEAN COCT	50 689,81	0,00	0
07/09/2020	CESSION SENTIER FEDERATION EURO SYMBOLIQUE	259,50	0,00	1
07/09/2020	2020 FOURNITURE ET POSE MOBILIER URBAIN VOTR	8 493,30	0,00	0
07/09/2020	2019 FOURNITURE ET POSE MOBILIER URBAIN VOTR	17 651,90	0,00	0
07/09/2020	2020 ECLAIRAGE PUBLIC RELAMPING VOTR	9 026,02	0,00	0
11/09/2020	BANQUETTES X2 GARDERIE BUGNON	358,32	0,00	1
11/09/2020	MEUBLE A ETAGERE GARDERIE BUGNON	300,33	0,00	1
16/09/2020	CAMERA PTZ IR DOME 360 DEGRES	3 108,78	0,00	5
16/09/2020	CAMERA TERRASSES DE GRIESHEIM DOME 360 DE ET POT	3 199,98	0,00	5
16/09/2020	PORTATIF MOTOROLA NUMERIQUE ET ACCESSOIRES	480,09	0,00	1
17/09/2020	3 CHARIOTS LAVAGE 2X15L+PRESSE+PANIER ECOLES	229,87	0,00	1
18/09/2020	REVETEMENT SPECIAL GAMME IXO1 LA SAPINIERE	14 288,27	0,00	0
18/09/2020	BUT DE RUGBY ENTRAINEMENT STADE FEDERATION	3 720,00	0,00	15
18/09/2020	ENSEMBLE TREPIED POUR CINEMOMETRE LASER PM	519,60	0,00	5
24/09/2020	ABRI FESTIF X 2 POUR ANIMATION CULTURELLE	1 764,00	0,00	5
25/09/2020	LAVE LINGE - VIVA 6 KG - ÉCOLE PRIMAIRE THIEBAUT	328,78	0,00	1
06/10/2020	MISSION CONTROLE TECHNIQUE MARCHE COUVERT DEKRA	672,00	0,00	0
06/10/2020	ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE POUR MAT COCTEAU BAS	259,94	0,00	1
06/10/2020	ASPIRATEURS POUSSIERE NVP180 REFLO X2 SERV NETTOYA	325,80	0,00	1
06/10/2020	GITABOX2 WIFI 3 PORTS ETH. 25 ACCÈS SIMULT GARANTI	1 132,80	0,00	3
16/10/2020	CESSION A EURO SYMBOLIQUE VOIRIE DES COREES (2020A0-2151-152)	2 000,00	0,00	0
27/10/2020	2020 21568 BRANCHEMENTS ET POTEAUX INCENDIE	20 867,14	0,00	5
27/10/2020	SECHE MAIN DYSON AIRBLADE HU02 GRIS POLICE	838,80	0,00	5
27/10/2020	PRESSE A MACHOIRE STRONG NOIRE X3 NETTOYAGE	118,81	0,00	1
03/11/2020	CHARIOT LAVAGE 2X15L + PRESSE BUGNON	150,72	0,00	1
03/11/2020	ESCABEAU 5 MARCHES BUGNON	158,10	0,00	1
03/11/2020	LAVE-LINGE BOSCH WAN 28228 FF COCTEAU BAS	437,50	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
03/11/2020	SECHE LINGE FONTAL BOCH WTN83208FF CLAUDEL	464,04	0,00	1
12/11/2020	GUIRLANDES 20M 200 LED CLANC CHAUD X140	6 410,88	0,00	1
12/11/2020	COUSSIN BERLINOIS X2 ET TRACEUR DE CHANTIER	1 704,47	0,00	5
12/11/2020	DISQUE DUR EXTERNE WD 4TO CARTE SD COMMUNICATION	170,99	0,00	1
12/11/2020	CAMÉRA BUNDLE ULTIMATE KIT INSTA360 ONE R COMMUNIC	879,00	0,00	3
20/11/2020	REPRISE ZONE DE STATIONNEMENT GYMNASE FEDERATION	9 108,00	0,00	0
20/11/2020	LAVE LINGE BOSCH WAN 24208FF SERV NETTOYAGE	464,72	0,00	1
20/11/2020	CHARIOT DE MENAGE LAV. 2X15L ET PRESSE BIG	241,33	0,00	1
23/11/2020	REFECTION EGLISE SAINT ANTOINE BAR LE DUC	7 283,65	0,00	0
24/11/2020	VENTE ENSEMBLE SCOLAIRE PAUL ELUARD EURO SYMB	520 000,00	0,00	15
25/11/2020	CONTROLEUR FEUX CARREFOUR AXIMUM MAESTRO 8L	4 953,60	0,00	0
25/11/2020	PLATEFORME DE TRAVAIL XT7 4 À 7 MARCHES REF18.247	1 061,48	0,00	5
25/11/2020	BUREAU PROFESSEUR CAISSON 2 TIROIRS T PIERRE	368,44	0,00	1
27/11/2020	ILLUMINATION MARCHE COUVERT TECHNIC GLACE X25	2 670,00	0,00	1
27/11/2020	CARTE RESEAU MS EATON 744 98066 00P	277,24	0,00	1
30/11/2020	CHARIOT DE MENAGE COMPACT ECOLE BUGNON	226,50	0,00	1
30/11/2020	PC PORTABLE 17 POUCES I3 8 GO RAM 256 GO SSD WIN P	748,61	0,00	3
03/12/2020	LOGICIEL EATAL TRONC COMMUN	6 576,00	0,00	2
03/12/2020	REFECTION ENTREE PRINCIPALE GYMNASE BEUGNOT	3 679,20	0,00	0
03/12/2020	RACCORDEMENT BRANCH ASSAINISS CHANTIER GS ERRARD	5 392,02	0,00	0
03/12/2020	ONDULEUR APC BACK 1400	575,75	0,00	3
03/12/2020	TABLE DE MARQUE PORTATIVE SECOURS GYMNASE BEUGNOT	1 892,16	0,00	5
07/12/2020	GARDES CORPS ZENITH ARRET BUS MARIZIER	6 369,60	0,00	5
08/12/2020	EXTENSION RESEAU ELECTRIQUE URBA PERMIS	12 418,80	0,00	0
08/12/2020	FAUTEUIL CONFORT ACCOUDOIRS ETAT CIVIL	384,77	0,00	1
11/12/2020	2020 04 MOE PASSERELLE PIETONNE CYCLABLE LIBERATIO	4 288,28	0,00	0
11/12/2020	MOTOCULTEUR G55 AVEC KIT LABOUR/FRAISES	1 725,00	0,00	5
11/12/2020	POMPE DE PUISAGE MATSUSAKA QP105SX	384,00	0,00	1
11/12/2020	HAUTBOIS JOHN PACKER HARMONIE	1 450,00	0,00	5
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
05/02/2020	TOITURES PATRIMOINE COMMUNAL (2018A0-21318-259)	177,60	0,00	0
25/02/2020	PARCELLE GRIMOBOIS BV N°44 BIEN VACANT SANS MAITRE	3 574,20	0,00	0
06/08/2020	MATERIEL INFO CIM	-347,41	0,00	0
27/11/2020	MOE ET TRAVAUX REQUALIFICATION QUARTIER MOLIERE (2015A0-2315-002)	951 380,72	0,00	0
TOTAL GENERAL		**4 038 401,43**	**9 470,10**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
07/09/2020	IMMEUBLE 26 RUE JOBLOT	60 000,00	0	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
25/09/2020	MISSION EFFACEMENT DES RESEAUX	0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
12/03/2020	PACK OPTIMUM 1000 DOCUMENTS DICT FR	4 629,60	2	4 629,60	0,00	0,00	0,00
22/09/2020	MATERIEL INFO CIM	0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							
07/09/2020	SENTIER FEDERATION	259,50	0	0,00	259,50	1,00	-258,50
24/11/2020	ANCIEN GROUPE SCOLAIRE PAUL ELUARD	520 000,00	0	0,00	520 000,00	1,00	-519 999,00
TOTAL GENERAL		**584 889,10**					**-520 257,50**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-582 844,64

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	62 844,64
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	61 964,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**22 623,49**	
6068	FOURNITURES DE MOBILIERS URBAINS	6 948,00	
6068	FOURNITURES DE MOBILIERS URBAINS	11 656,80	
6068	FOURNITURES RELAMPING	4 018,69	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**12 547,73**	
64111	MAIN D OEUVRE POSE DE MOBILIERS URBAINS	1 545,30	
64111	MAIN D OEUVRE POSE DE MOBILIERS URBAINS	5 995,10	
64111	MAIN D OEUVRE RELAMPING	5 007,33	
72	***Travaux en régie***		***35 171,22***
722	*FOURNITURES ET POSE DE MOBILIERS URBAINS*		*8 493,30*
722	*FOURNITURES ET POSE DE MOBILIERS URBAINS*		*17 651,90*
722	*RENOUVELLEMENT ECLAIRAGE PUBLIC RELAMPING*		*9 026,02*
TOTAL GENERAL		**35 171,22**	**35 171,22**

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***35 171,22***
2151	*FOURNITURES ET POSE DE MOBILIERS URBAINS*	*8 493,30*
2151	*FOURNITURES ET POSE DE MOBILIERS URBAINS*	*17 651,90*
21534	*RENOUVELLEMENT ECLAIRAGE PUBLIC RELAMPING*	*9 026,02*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**35 171,22**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	35 171,22
Recettes réelles de fonctionnement	17 241 284,45
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,20 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**4 589 010,54**	**2 891 057,81**											**6 573,11**	**248 219,03**
OPH Meuse	2011	P	MPH280378EUR : Bureaux ZAC Theuriet	SociÃ©tÃ© de Financement Local	1 144 670,82	660 259,28	7,92	T	V	Euribor 3m + 0,55%	2,047	V	Euribor 3m + 0,55%	0,167	A-1	EUR	1 481,13	69 065,47
OPH Meuse	2013	P	MPH280379EUR : Bureaux rue Saint Jean	SociÃ©tÃ© de Financement Local	595 161,66	369 015,56	7,92	T	V	Euribor 3m + 0,25%, floorÃ© Ã 0,00%	0,456	V	Euribor 3m + 0,25%, floorÃ© Ã 0,00%	0,000	-	EUR	0,00	38 600,43
OPH Meuse	2004	P	A030190 : Bureaux ZAC Theuriet	Caisse d'Ã©pargne de Lorraine Champagne-Ardenne	516 450,00	136 602,48	4,16	A	V	Euribor 12m + 0,20%	2,340	V	Euribor 12m + 0,20%, floorÃ© Ã 0,00%	0,000	A-1	EUR	15,27	33 043,70

VILLE DE BAR-LE-DUC - BUDGET PRINCIPAL VILLE - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH Meuse	2013	P	MPH280545EUR : Logements rue de la MarÃ©chale et rue du Bourg	SociÃ©tÃ© de Financement Local	2 332 728,06	1 725 180,49	12,01	T	V	Euribor 3m + 0,60%	0,833	V	Euribor 3m + 0,60%	0,217	A-1	EUR	5 076,71	107 509,43
TOTAL GENERAL					**4 589 010,54**	**2 891 057,81**											**6 573,11**	**248 219,03**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	583 738,43
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**583 738,43**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**15 903 000,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**3,67**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
ACDIM ASS CREATION DIFF INITIATIVE MUS	5 000,00	
ACTION CULTURELLE DU BARROIS ACB	278 406,00	
AEROMODELISME CLUB MEUSIEN	1 500,00	
AMICALE DES CHEMINOTS BLD	288,00	
AMIDEZART ASSOCIATION CZ DEMETTRE RAPHAEL	2 000,00	
ANCERVILLE BAR LE DUC CANOE KAYA	14 274,00	
ASPTT ASSOCIATION SPORTIVE	56 224,00	
ASS COORD CTRES SOCIOCULTURELS B	245 238,41	
ASSOCIATION MULTISPORTS BARISIEN	3 098,00	
ASSOCIATION PLUME	500,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DES MARCHEU	511,00	
AU DUCHE DU CHAT LIBRE ASSOCIATI	2 000,00	
BAR LE DUC ANIMATIONS	71 000,00	
BAR LE DUC AVF ASSOCIATION ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES	500,00	
BAR LE DUC FOOTBALL CLUB ASSO SP CZ HOFFMANN CHRISTIAN	21 501,00	
BAR LE DUC HANDISPORT	1 000,00	
BAR NATATION TRIATHLON CLUB BNTC CZ MME FLOSSE KARINE	1 518,00	
BARISIENNE PECHEURS A LA LIGNE A FEDERATION MEUSE PECHE PROTECTIO	850,00	
BE REAL CZ M GUIGNE THIERRY	47 500,00	
BILLARD CLUB ASSOCIATION	520,00	
BOULING CLUB DE BAR LE DUC CZ MME CONTRERAS	2 500,00	
CAS VILLE DE BAR	45 481,00	
CDOS COMITE DEP OLYMPIQUE SPORTI	30 000,00	
CLUB ARTISTIQUE DU BARROIS CZ M PASQUEREAU JACQUES	500,00	
CLUB CANIN DE BAR LE DUC MME AKL CATHERINE	1 200,00	
CLUB DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	1 068,00	
CLUB SPORTIF LAIQUE BARISIEN CSLB PISARONI STEPH	9 393,00	
COLLECTIF MEUSE SOLIDARITE INTER	300,00	
COMITE DEPARTEMENTAL CONTRE LES MALADIES RESPIRATOIRES MEUSE	250,00	
COMITE JUMELAGE VILLE BLD	10 000,00	
COMITE MEUSE UFOLEP	1 100,00	
CORPS ET ART	1 200,00	
COUNTRY DANCERS BAR LE DUC	650,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE UNITE LOCA	2 250,00	
DANSE ANIMATION CULTURE	3 000,00	
ESSOR BA BURKINA ASSOCIATION	500,00	
EXPRESSIONS	3 000,00	
FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES LIGUE DE L ENSEIGNEMENT	450,00	
FETE LE MUR MEUSE	3 150,00	
GPT AGRICULTEURS BIOLOGIQUES MEU GAB 55 AGROBIOLOGISTES DE LA MEU	400,00	
GRADINITSA RLM	400,00	
INST LOC COORDIN GERONTO BAR LE	500,00	
JUDO CLUB DE BAR LE DUC	4 028,00	
KARATE CLUB BAR LE DUC	1 085,00	
LA PREVENTION ROUTIERE ASS	2 000,00	
LES BLEUS DE BAR	11 000,00	
LES FLECHES BARISIENNES CZ MME CAROLINE DURAND	2 964,00	
LES LUNDIS QUI CHANTENT CZ HUMBERT MARCELLE	150,00	
LES RESTOS DU COEUR	1 500,00	
LUDOTHEQUE LA BOITE A JOUER	2 500,00	
MEUSE COMPOSTELLE	250,00	
MEUSE NATURE ENVIRONNEMENT	6 300,00	
MEUSIENNE DE PREVENTION ASSOCIAT AMP	4 000,00	
NIGER MA ZAADA	1 500,00	
OCTAVIA CHORALE A COEUR JOIE ASS	300,00	
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS OMS	25 800,00	
ON THE ROAD AGAIN	150,00	
PALMES BARISIENNES ASS SPORTIVE CZ MME JACQUEMIN KARELLE	1 846,00	
PATRIMOINES EN BARROIS	3 000,00	
PERI NAUA	710,00	
RUGBY CLUB BAR LE DUC CZ CHRISTOPHE SYLVESTRE	4 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAUVEGARDE DU THEATRE DES BLEUS ASSOCIATION	3 800,00	
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE GROUPE BERNIER	500,00	
SECOURS CATHOLIQUE MEUSE MOSELLE	2 250,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	5 250,00	
SOCIETE DE TIR DE BAR LE DUC LA BARISIENNE TIR CZ M FENAUX JE	5 851,00	
SOCIETE DES LETTRES SCIENCES ET MADAME CAZIN	250,00	
SOS AMITIE NANCY LORRAINE	200,00	
STE HORTICOLE BLD ET ENVIRONS	450,00	
TROTTE VOYOTTES LES	500,00	
UCIA DE BAR LE DUC ET ENVIRONS	60 000,00	
UNION CYCLISTE BARISIENNE	11 166,00	
UNION TENNIS DE BAR LE DUC	6 709,00	
UNIVERSITE DE LA CULTURE PERMANE	3 400,00	
Entreprises		
BEE HAPPY BEEGIFT	150 000,00	
Personnes physiques		
DAUSQUE ISABELLE	10 819,82	
Autres		
COMITE MEUSE USEP	300,00	
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
BAR LE DUC OP ORDRE	520 000,00	
BAR LE DUC OP ORDRE	259,50	
BAR LE DUC OP ORDRE	9 165,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
CENTRE DE GESTION DE LA MEUSE	520,00	
Autres		
TOTAL GENERAL	**1 735 193,73**	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**26,00**	**0,00**	**26,00**	**25,00**	**1,00**	**26,00**
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
ATTACHE TERRITORIAL	A	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
REDACTEUR	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
REDACTEUR TERRITORIAL	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**105,00**	**19,69**	**124,69**	**120,69**	**4,00**	**124,69**
ADJOINT TECHNIQUE	C	25,00	18,09	43,09	40,09	3,00	43,09
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	C	41,00	0,80	41,80	41,80	0,00	41,80
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	C	29,00	0,80	29,80	29,80	0,00	29,80
AGENT DE MAITRISE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
INGENIEUR	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
TECHNICIEN	B	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**5,00**	**3,15**	**8,15**	**8,15**	**0,00**	**8,15**
ATSEM 1ERE CLASSE	C	0,00	0,80	0,80	0,80	0,00	0,80
ATSEM PRINCIPALE 1ERE CLASSE	C	4,00	1,60	5,60	5,60	0,00	5,60
ATSEM PRINCIPALE 2EME CLASSE	C	1,00	0,75	1,75	1,75	0,00	1,75
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
OPERATEUR DES APS	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
ADJOINT D'ANIMATION	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE ANIMATION (i)		**3,00**	**1,55**	**4,55**	**4,55**	**0,00**	**4,55**
ADJOINT D'ANIMATION	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ADJOINT D'ANIMATION	C	0,00	1,55	1,55	1,55	0,00	1,55
ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ANIMATEUR	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
BRIGADIER DE POLICE CHEF PRINCIPAL	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
GARDIEN	C	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
ADJOINT TECHNIQUE	C	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CHEF DU SERVICE COMMUNICATION	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**147,00**	**24,39**	**171,39**	**165,39**	**6,00**	**171,39**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	ADM	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM		0,00	3-2 Animateur Centre de Loisirs rémunérés à la journée	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	ANIM	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	CULT	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT D'ANIMATION	C	CULT	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	URB	325	0,00	3-1	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	325	0,00	3-2	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	383	0,00	3-2	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	383	0,00	3-2	CDD
CHEF DU SERVICE COMMUNICATION	A	OTR	390	0,00	3-3-1°	CDD
OPERATEUR DES APS	C	SP	325	0,00	3-1	CDD
OPERATEUR DES APS	C	SP	325	0,00	3-1	CDD
OPERATEUR DES APS	C	SP	325	0,00	3-1	CDD
OPERATEUR DES APS	C	SP	325	0,00	3-1	CDD
REDACTEUR TERRITORIAL	B	ADM	339	0,00	3-2	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	343	0,00	3-2	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
APPRENTI		TECH		0,00	A APPRENTI	CDD
APPRENTI		TECH		0,00	A APPRENTI	CDD
APPRENTI		TECH		0,00	A APPRENTI	CDD
APPRENTI		TECH		0,00	A APPRENTI	CDD
EMPLOI D'AVENIR		CULT		0,00	A EMPLOI D'AVENIR	CDD
EMPLOI D'AVENIR		TECH		0,00	A EMPLOI D'AVENIR	CDD
EMPLOI D'AVENIR		TECH		0,00	A EMPLOI D'AVENIR	CDD
EMPLOI D'AVENIR		TECH		0,00	A EMPLOI D'AVENIR	CDD
EMPLOI D'AVENIR		TECH		0,00	A EMPLOI D'AVENIR	CDD
EMPLOI D'AVENIR		ANIM		0,00	A EMPLOI D'AVENIR	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
Néant	Néant

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
25/06/2015 - Adhésion à la Société Publique Local SPL-XDEMAT- Délibération 25 du 25/06/2015	SPL X DEMAT	SPL X DEMAT	SPL	1 584,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
25/02/2004 - Bureaux ZAC Theuriet	OPH Meuse	OPH	Public	136 602,48
01/12/2011 - Bureaux ZAC Theuriet	OPH Meuse	OPH	Public	660 259,28
01/06/2013 - Bureaux rue Saint Jean	OPH Meuse	OPH	Public	389 015,56
01/07/2013 - Logements rue de la Maréchale et rue du Bourg	OPH Meuse	OPH	Public	1 725 180,49
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
06/02/2020 - Subventions	ACB	ACB	Association	242 280,00
06/02/2020 - Subventions	Bar le Duc Animation	Bar le Duc Animation	Association	71 000,00
17/09/2020 - Subventions	Comité d'action sociale	Comité d'action sociale	Association	45 481,00
20/05/2021 - Subventions	Association de coordinations des centres socioculturels de Bar-le-Duc	Association de coordinations des centres socioculturels de Bar-le-Duc	Association	245 238,41
Autres				
20/05/2021 - PLAN SOUTIEN DISPOSITIF CHEQUE CADEAUX BEEGIFT	Bee Happy	Bee Happy	Entreprise	150 000,00

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR LE DUC SUD MEUSE	01/01/2013		0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
	Cuisine centrale	01/05/1975	-	21550029900031	Vente de repas	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
	Mini Golf		-	Bail Commercial

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	18 386 205,59	8 314 103,97	4 916 084,50	5 156 017,12
RECETTES	18 386 205,59	9 475 945,54	2 518 111,49	6 392 148,56
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	19 448 087,64	14 842 251,36	0,00	4 605 836,28
RECETTES	19 527 795,38	17 297 472,53	0,00	2 230 322,85

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : CUISINE CENTRALE / N°SIRET : 21550029900031				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	734 912,48	106 343,34	10 000,00	618 569,14
RECETTES	734 912,48	125 614,70	0,00	609 297,78
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 737 892,00	1 986 240,42	0,00	751 651,58
RECETTES	3 545 770,58	2 058 596,77	0,00	1 487 173,81

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	19 121 118,07	8 420 447,31	4 926 084,50	5 774 586,26
RECETTES	19 121 118,07	9 601 560,24	2 518 111,49	7 001 446,34
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	22 185 979,64	16 828 491,78	0,00	5 357 487,86
RECETTES	23 073 565,96	19 356 069,30	0,00	3 717 496,66
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	41 307 097,71	25 248 939,09	4 926 084,50	11 132 074,12
TOTAL GENERAL DES RECETTES	42 194 684,03	28 957 629,54	2 518 111,49	10 718 943,00

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	19 121 118,07	8 420 447,31	4 926 084,50	5 774 586,26
RECETTES	19 121 118,07	9 601 560,24	2 518 111,49	7 001 446,34
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	22 185 979,64	16 828 491,78	0,00	5 357 487,86
RECETTES	23 073 565,96	19 356 069,30	0,00	3 717 496,66
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	41 307 097,71	25 248 939,09	4 926 084,50	11 132 074,12
TOTAL GENERAL DES RECETTES	42 194 684,03	28 957 629,54	2 518 111,49	10 718 943,00

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	15 576 302,00	0,90	18,10	0,00	2 819 310,00	0,90
TFPB	17 896 095,00	1,00	30,39	-1,00	2 439 160,00	-0,01
TFPNB	64 222,00	1,00	55,13	0,00	35 406,00	1,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/12/2999

Présenté par (1) .
A , le 31/12/2999

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le 31/12/2999
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ACHARD EMILIE	
ALIF LOIC	
BENSAADI TRAMONTANA ATIKA	
BOUCHOT JULIETTE	
CAMONIN PASCALE	
CEREDA ISABELLE	
CHAMPION PATRICIA	
COLLIGNON FABRICE	
DAMANT BENOIT	
DEJAIFFE BENOIT	
DELVERT BERNARD	
DILLMANN CHANTAL	
EL HAOUTI FATIMA	
FRANZ SEBASTIEN	
GONZATO OLIVIER	
GROSS CLAIRE	
HAUET ALAIN	
HIBOUR ATISSAR	
HORNBERGER MARIE JOSEE	
JOLLY SYLVIE	
JOLY MARTINE	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

KUBANY SEVERINE	
LEFEVRE MARIE LAURE	
LEMOINE JEAN PAUL	
MATHIEU NATHALIE	
MINETTO OLIVIER	
PANCHER BERTRAND	
PICHON PIERRE ETIENNE	
PINHEIRO ALEXIS	
PLATINI NATHALIE	
RAULOT MATHIAS	
REMOND VINCENT	
VERLANT FREDERIC	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL VILLE (2)

Numéro SIRET : 21550029900031

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : CUISINE CENTRALE (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 28
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 29
A10.3 - Opérations liées aux cessions 30
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	31

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	VILLE DE BAR-LE-DUC CUISINE CENTRALE	CA 2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

			DEPENSES		RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	1 986 240,42	G	2 058 596,77
	Section d'investissement	B	106 343,34	H	125 614,70
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 472 354,58 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	66 027,48 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	2 158 611,24	= G+H+I+J	3 656 566,05
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	10 000,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	10 000,00	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	1 986 240,42	= G+I+K	3 530 951,35
	Section d'investissement	= B+D+F	182 370,82	= H+J+L	125 614,70
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	2 168 611,24	= G+H+I+J+K+L	3 656 566,05

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 10 000,00	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 000,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 458 163,00	1 374 777,51	887,38	0,00	82 498,11
012	Charges de personnel, frais assimilés	455 992,00	404 153,34	0,00	0,00	51 838,66
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 896,00	1 894,62	0,00	0,00	1,38
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**1 916 051,00**	**1 780 825,47**	**887,38**	**0,00**	**134 338,15**
66	Charges financières	31 000,00	11 407,62	18 658,81	0,00	933,57
67	Charges exceptionnelles	121 956,00	114 873,92	0,00	0,00	7 082,08
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 069 007,00**	**1 907 107,01**	**19 546,19**	**0,00**	**142 353,80**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*609 166,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*59 719,00*	*59 587,22*			*131,78*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***668 885,00***	***59 587,22***			***609 297,78***
TOTAL		**2 737 892,00**	**1 966 694,23**	**19 546,19**	**0,00**	**751 651,58**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	603 813,00	580 519,40	0,00	0,00	23 293,60
70	Produits services, domaine et ventes div	1 469 603,00	1 477 550,79	0,00	0,00	-7 947,79
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1,67	0,00	0,00	-1,67
Total des recettes de gestion courante		**2 073 416,00**	**2 058 071,86**	**0,00**	**0,00**	**15 344,14**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	524,91	0,00	0,00	-524,91
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 073 416,00**	**2 058 596,77**	**0,00**	**0,00**	**14 819,23**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**2 073 416,00**	**2 058 596,77**	**0,00**	**0,00**	**14 819,23**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **1 472 354,58**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	45 885,00	34 936,52	0,00	10 948,48
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	550 000,00	0,00	10 000,00	540 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**597 385,00**	**34 936,52**	**10 000,00**	**552 448,48**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	71 500,00	71 406,82	0,00	93,18
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**71 500,00**	**71 406,82**	**0,00**	**93,18**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**668 885,00**	**106 343,34**	**10 000,00**	**552 541,66**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL	**668 885,00**	**106 343,34**	**10 000,00**	**552 541,66**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	(2) **66 027,48**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	66 027,48	66 027,48	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	**66 027,48**	**66 027,48**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**66 027,48**	**66 027,48**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*609 166,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*59 719,00*	*59 587,22*		*131,78*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***668 885,00***	***59 587,22***		***609 297,78***
	TOTAL	**734 912,48**	**125 614,70**	**0,00**	**609 297,78**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 375 664,89		1 375 664,89
012	Charges de personnel, frais assimilés	404 153,34		404 153,34
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 894,62		1 894,62
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	30 066,43	*0,00*	30 066,43
67	Charges exceptionnelles	114 873,92	*0,00*	114 873,92
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*59 587,22*	59 587,22
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**1 926 653,20**	***59 587,22***	**1 986 240,42**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	71 406,82	*0,00*	71 406,82
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	34 936,52	*0,00*	34 936,52
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**106 343,34**	***0,00***	**106 343,34**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**66 027,48**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	580 519,40		580 519,40
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	1 477 550,79		1 477 550,79
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	1,67	*0,00*	1,67
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	524,91	*0,00*	524,91
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**2 058 596,77**	***0,00***	**2 058 596,77**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**1 472 354,58**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	66 027,48		66 027,48
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*59 587,22*	*59 587,22*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**66 027,48**	**59 587,22**	**125 614,70**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**1 458 163,00**	**1 374 777,51**	**887,38**	**0,00**	**82 498,11**
60228	Autres fournitures consommables	23 700,00	29 883,85	0,00	0,00	-6 183,85
6023	Alimentation	603 813,00	580 519,40	0,00	0,00	23 293,60
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	624 004,00	618 082,47	0,00	0,00	5 921,53
60611	Eau et assainissement	4 500,00	7 198,93	0,00	0,00	-2 698,93
60612	Energie - Electricité	56 190,00	61 601,51	0,00	0,00	-5 411,51
60622	Carburants	7 002,00	5 245,03	0,00	0,00	1 756,97
60628	Autres fournitures non stockées	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
60631	Fournitures d'entretien	11 340,00	7 380,26	0,00	0,00	3 959,74
60632	Fournitures de petit équipement	3 000,00	5 703,30	0,00	0,00	-2 703,30
60636	Vêtements de travail	0,00	1 560,80	0,00	0,00	-1 560,80
6064	Fournitures administratives	670,00	199,52	0,00	0,00	470,48
6068	Autres matières et fournitures	5 500,00	2 263,94	0,00	0,00	3 236,06
611	Contrats de prestations de services	37 750,00	15 699,69	0,00	0,00	22 050,31
6135	Locations mobilières	1 930,00	0,00	0,00	0,00	1 930,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	180,00	366,27	0,00	0,00	-186,27
61551	Entretien matériel roulant	6 500,00	2 260,76	887,38	0,00	3 351,86
61558	Entretien autres biens mobiliers	20 130,00	15 631,62	0,00	0,00	4 498,38
6156	Maintenance	1 700,00	5 831,07	0,00	0,00	-4 131,07
6161	Multirisques	2 500,00	2 002,88	0,00	0,00	497,12
6182	Documentation générale et technique	300,00	127,33	0,00	0,00	172,67
6184	Versements à des organismes de formation	3 300,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00
6226	Honoraires	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
6228	Divers	6 500,00	1 408,17	0,00	0,00	5 091,83
6236	Catalogues et imprimés	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6241	Transports de biens	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6256	Missions	1 454,00	0,00	0,00	0,00	1 454,00
6261	Frais d'affranchissement	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6262	Frais de télécommunications	2 000,00	160,89	0,00	0,00	1 839,11
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6281	Concours divers (cotisations)	100,00	30,00	0,00	0,00	70,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 300,00	170,00	0,00	0,00	1 130,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	3 684,82	0,00	0,00	-3 684,82
63512	Taxes foncières	19 000,00	6 456,00	0,00	0,00	12 544,00
63513	Autres impôts locaux	2 000,00	1 309,00	0,00	0,00	691,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6358	Autres droits	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**455 992,00**	**404 153,34**	**0,00**	**0,00**	**51 838,66**
6218	Autre personnel extérieur	32 932,00	0,00	0,00	0,00	32 932,00
6331	Versement de transport	1 436,00	1 288,00	0,00	0,00	148,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 199,00	1 072,00	0,00	0,00	127,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 557,00	3 742,00	0,00	0,00	815,00
64111	Rémunération principale titulaires	195 836,00	213 639,75	0,00	0,00	-17 803,75
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 769,00	5 381,83	0,00	0,00	387,17
64118	Autres indemnités titulaires	43 670,00	61 047,27	0,00	0,00	-17 377,27
64131	Rémunérations non tit.	56 054,00	12 342,49	0,00	0,00	43 711,51
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	45 541,00	34 725,00	0,00	0,00	10 816,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	60 339,00	64 626,00	0,00	0,00	-4 287,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 274,00	450,00	0,00	0,00	1 824,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	5 050,00	726,81	0,00	0,00	4 323,19
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	729,00	4 977,19	0,00	0,00	-4 248,19
6475	Médecine du travail, pharmacie	606,00	135,00	0,00	0,00	471,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 896,00**	**1 894,62**	**0,00**	**0,00**	**1,38**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 896,00	1 893,00	0,00	0,00	3,00
65888	Autres	0,00	1,62	0,00	0,00	-1,62
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**1 916 051,00**	**1 780 825,47**	**887,38**	**0,00**	**134 338,15**
66	**Charges financières (b)**	**31 000,00**	**11 407,62**	**18 658,81**	**0,00**	**933,57**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	31 000,00	30 204,69	0,00	0,00	795,31
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-18 797,07	18 658,81	0,00	138,26
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**121 956,00**	**114 873,92**	**0,00**	**0,00**	**7 082,08**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	121 456,00	114 873,92	0,00	0,00	6 582,08

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	2 069 007,00	1 907 107,01	19 546,19	0,00	142 353,80
023	*Virement à la section d'investissement*	*609 166,00*	*0,00*			*609 166,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)*	*59 719,00*	*59 587,22*			*131,78*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*59 719,00*	*59 587,22*			*131,78*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	*668 885,00*	*59 587,22*			*609 297,78*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	*668 885,00*	*59 587,22*			*609 297,78*
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	2 737 892,00	1 966 694,23	19 546,19	0,00	751 651,58
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-138,26

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**603 813,00**	**580 519,40**	**0,00**	**0,00**	**23 293,60**
6032	Variat° stocks autres approvisionnements	603 813,00	580 519,40	0,00	0,00	23 293,60
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***1 469 603,00***	***1 477 550,79***	***0,00***	***0,00***	***-7 947,79***
7018	Autres ventes de produits finis	*1 416 603,00*	*1 384 443,46*	*0,00*	*0,00*	*32 159,54*
7078	Autres marchandises	*53 000,00*	*84 780,68*	*0,00*	*0,00*	*-31 780,68*
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	*0,00*	*8 326,65*	*0,00*	*0,00*	*-8 326,65*
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**1,67**	**0,00**	**0,00**	**-1,67**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1,67	0,00	0,00	-1,67
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 073 416,00**	**2 058 071,86**	**0,00**	**0,00**	**15 344,14**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**524,91**	**0,00**	**0,00**	**-524,91**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	524,91	0,00	0,00	-524,91
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 073 416,00**	**2 058 596,77**	**0,00**	**0,00**	**14 819,23**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 073 416,00**	**2 058 596,77**	**0,00**	**0,00**	**14 819,23**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 472 354,58**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
2033	Frais d'insertion	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	45 885,00	34 936,52	0,00	10 948,48
21318	Autres bâtiments publics	0,00	130,40	0,00	-130,40
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	45 340,00	34 264,68	0,00	11 075,32
2183	Matériel de bureau et informatique	545,00	541,44	0,00	3,56
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	550 000,00	0,00	10 000,00	540 000,00
2313	Constructions	550 000,00	0,00	10 000,00	540 000,00
	Total des dépenses d'équipement	597 385,00	34 936,52	10 000,00	552 448,48
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	71 500,00	71 406,82	0,00	93,18
1641	Emprunts en euros	71 500,00	71 406,82	0,00	93,18
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	71 500,00	71 406,82	0,00	93,18
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	668 885,00	106 343,34	10 000,00	552 541,66
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	668 885,00	106 343,34	10 000,00	552 541,66
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	66 027,48			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	66 027,48	66 027,48	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	66 027,48	66 027,48	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	66 027,48	66 027,48	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	66 027,48	66 027,48	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*609 166,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*59 719,00*	*59 587,22*		*131,78*
281318	*Autres bâtiments publics*	*24 605,00*	*24 475,00*		*130,00*
28138	*Autres constructions*	*596,00*	*596,00*		*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*19 508,00*	*19 507,88*		*0,12*
28182	*Matériel de transport*	*8 947,00*	*8 947,00*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*660,00*	*658,49*		*1,51*
28188	*Autres immo. corporelles*	*5 403,00*	*5 402,85*		*0,15*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*668 885,00*	*59 587,22*		*609 297,78*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*668 885,00*	*59 587,22*		*609 297,78*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	734 912,48	125 614,70	0,00	609 297,78
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 657 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 657 000,00									
200501 - 1176136	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne	05/12/2005	21/03/2006	25/03/2007	1 157 000,00	F	Taux fixe à 3,64%	3,640	3,640	EUR	A	P	O	A-1
9329691 Réam	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/02/2014	05/05/2014	500 000,00	V	Livret A + 1,45%	2,700	2,737	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 657 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (**ex** : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**967 915,15**					**71 406,82**	**30 204,69**	**0,00**	**18 527,69**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		967 915,15					71 406,82	30 204,69	0,00	18 527,69
200501 - 1176136	N	0,00	A-1	636 665,15	10,24	F	Taux fixe à 3,64%	3,640	46 406,82	24 863,82	0,00	17 767,20
9329691 Réam	N	0,00	A-1	331 250,00	13,11	V	Livret A + 0,95%	1,450	25 000,00	5 340,87	0,00	760,49
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**967 915,15**					**71 406,82**	**30 204,69**	**0,00**	**18 527,69**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	967 915,15	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €			2014-12-18
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Faible valeur Inférieur à 500	1	18/12/2014
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	18/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	18/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	18/12/2014
L	Logiciels, licences	2	18/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	18/12/2014
L	Bâtiment	50	18/12/2014
L	Plantation d'arbres et arbustes sur terrain	15	18/12/2014
L	Matériel et outillage (dont électroménager)	5	18/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	18/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	18/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	18/12/2014
L	Matériel informatique	3	18/12/2014
L	Mobilier	10	18/12/2014
L	Equipement de cuisine	10	18/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**71 500,00**	I **71 406,82**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**71 500,00**	**71 406,82**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	71 500,00	71 406,82
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**71 406,82**	**10 000,00**	**66 027,48**	**147 434,30**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**668 885,00**	III	**59 587,22**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**668 885,00**		**59 587,22**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
281318	*Autres bâtiments publics*	*24 605,00*		*24 475,00*
28138	*Autres constructions*	*596,00*		*596,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*19 508,00*		*19 507,88*
28182	*Matériel de transport*	*8 947,00*		*8 947,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*660,00*		*658,49*
28188	*Autres immo. corporelles*	*5 403,00*		*5 402,85*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*609 166,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**59 587,22**	**0,00**	**0,00**	**66 027,48**	**125 614,70**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**147 434,30**
Ressources propres disponibles	IV	**125 614,70**
Solde	V = IV – II (3)	**-21 819,60**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
22/01/2020	2020-CUISINE P3 ENGIE PROV TRAV CHAUFFAGE	130,40	0,00	1
22/01/2020	PLAQUE INDUCTION POSABLE ADVENTYS	1 950,00	0,00	5
06/02/2020	LAVEUSE SC 351 + BROSSE	3 365,00	0,00	5
20/05/2020	ARMOIRE 1 PORTE POSITIVE HOSHIZAKI	3 180,00	0,00	5
04/06/2020	2020 MATERIEL INFORMATIQUE	541,44	0,00	3
16/10/2020	ARMOIRE 1 PORTE POSITIVE HOSHIZAK SUR CRECHE ELISA	1 590,00	0,00	5
26/10/2020	MACHINE SEMI AUTOMATIQUE RECTRACTION A TUNNEL BEFO	11 990,00	0,00	10
03/11/2020	GROUPE DE CONDENSATION PROFROID REMPLACEMENT	5 117,67	0,00	10
03/11/2020	PLAQUE CUISSON BONNET N°P46150872-TAB3202008	7 072,01	0,00	10
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**34 936,52**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 31/12/2999

Présenté par (1) .
A , le 31/12/2999

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le 31/12/2999
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ACHARD EMILIE	
ALIF LOIC	
BENSAADI TRAMONTANA ATIKA	
BOUCHOT JULIETTE	
CAMONIN PASCALE	
CEREDA ISABELLE	
CHAMPION PATRICIA	
COLLIGNON FABRICE	
DAMANT BENOIT	
DEJAIFFE BENOIT	
DELVERT BERNARD	
DILLMANN CHANTAL	
EL HAOUTI FATIMA	
FRANZ SEBASTIEN	
GONZATO OLIVIER	
GROSS CLAIRE	
HAUET ALAIN	
HIBOUR ATISSAR	
HORNBERGER MARIE JOSEE	
JOLLY SYLVIE	
JOLY MARTINE	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

KUBANY SEVERINE	
LEFEVRE MARIE LAURE	
LEMOINE JEAN PAUL	
MATHIEU NATHALIE	
MINETTO OLIVIER	
PANCHER BERTRAND	
PICHON PIERRE ETIENNE	
PINHEIRO ALEXIS	
PLATINI NATHALIE	
RAULOT MATHIAS	
REMOND VINCENT	
VERLANT FREDERIC	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

VILLE DE BAR LE DUC

Séance du 27 mai 2021

FINANCES

—

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

COMMISSION FINANCES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - SÉCURITÉ - RESSOURCES HUMAINES
COMMISSION FINANCES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE - SÉCURITÉ - RESSOURCES HUMAINES

2. ADOPTION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2020

Selon le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L2121-31), le Conseil Municipal arrête le compte administratif.

- Pour le budget principal, le résultat cumulé à fin 2020 est de 3 926 408,91 €.
  Le solde de la section d'investissement, avant restes à réaliser, s'élève à 2 630 201,36€.
  Le résultat comptable au début de l'exercice 2020 se monte à 3 926 408,91 €.

- Pour le budget annexe de la cuisine, le résultat cumulé rectifié à fin 2020 est de 1 544 710,93 €.
  Le besoin de la section d'investissement, en tenant compte des restes à réaliser, s'élève à 56 756,12 €.
  Le disponible au début de l'exercice 2020 se monte donc à 1 487 954,81

Les balances figurent en annexe.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Adopter les comptes administratifs 2020 du budget principal et du budget annexe cuisine de la Ville de Bar-le-Duc,

- donner tout pouvoir au Maire ou à l'un de ses Adjoints ou Conseillers délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

Bar-le-Duc, le 25 mai 2021

Pour le Maire,
L'Adjoint au Maire,

Visa du Directeur Général des Services :

Olivier MINETTO

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

			DEPENSES		RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	14 842 251,36	G	17 297 472,53
	Section d'investissement	B	8 314 103,97	H	9 475 945,54
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 471 187,74 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	1 468 359,79 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	23 156 355,33	= G+H+I+J	29 712 965,60
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 916 084,50	L	2 518 111,49
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	4 916 084,50	= K+L	2 518 111,49
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	14 842 251,36	= G+I+K	18 768 660,27
	Section d'investissement	= B+D+F	13 230 188,47	= H+J+L	13 462 416,82
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	28 072 439,83	= G+H+I+J+K+L	32 231 077,09

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 4 916 084,50	L 2 518 111,49
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	2 517 959,04
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	152,45
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	120 727,98	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

SOMMAIRE

BUDGET PRINCIPAL Page 2

- VUE SCHEMATIQUE Page 3-4

- INVESTISSEMENT Page 5
  Dépenses par chapitre Page 6
  Recettes par chapitre Page 7
  Détail des dépenses Page 8 à 11
  Détail des recettes Page 12

- FONCTIONNEMENT Page 13
  Dépenses par chapitre Page 14 et 15
  Dépenses de fonctionnement de 2011 à 2020 Page 16
  Recettes par chapitre Page 17
  Evolution des dépenses par domaine d'activité Page 18
  Dépenses et recettes par fonction Page 19 à 22

BUDGETS ANNEXES Page 23

- CUISINE Page 24 et 25

BUDGET PRINCIPAL

COMPTE ADMINISTRATIF 2020
VUE SCHEMATIQUE A TERME TENANT COMPTE DE L'AFFECTATION DE RESULTAT

(page 8-9)

INVESTISSEMENT

	budget total	Realise	Reste à realiser	Realisation à terme		budget total	Realise	Reste à realiser	Realisation à terme
EQUIPEMENT BRUT	16 108 636,59	7 092 389,77	4 916 084,50	12 008 474,27	SUBVENTIONS	4 359 180,13	1 940 339,86	2 517 959,04	4 458 298,90
DOTATIONS ET AUTRES	0,00	0,00		0,00	EMPRUNTS DETTES ASSIMILEES	3 476 678,49	2 744,10		2 744,10
REM. DE LA DETTE	524 215,00	515 129,42		515 129,42	AVANCE SUR IMMOBILISATION EN COURS	289 792,00	31 791,95		31 791,95
PARTICIPATIONS	658 275,00	116 375,00		116 375,00	REMBOURSEMENT CAUTION	0,00	0,00	152,45	152,45
OPERATIONS D'ORDRE	1 083 379,00	578 554,58		578 554,58	DOTATIONS ET AUTRES *(fctva,)*	6 049 639,18	6 145 192,92		6 145 192,92
					CESSIONS ET VIREMENT	1 874 621,36	490 574,55		490 574,55
CORRECTION INVESTISSEMENT ANTERIEUR	11 700,00	11 655,20		11 655,20					
					AUTOFINANCEMENT	867 934,64	864 954,75		864 954,75
					ANNULATION MANDAT SUR EQUIMENT BRUT	0,00	347,41		347,41
					SOLDE D'INVESTISSEMENT ANTERIEUR	1 468 359,79			1 468 359,79
Total depenses d'investissement	18 386 205,59	8 314 103,97	4 916 084,50	13 230 188,47	Total recettes d'investissement	18 386 205,59	9 475 945,54	2 518 111,49	13 462 416,82
					BESOIN DE LA SECTION				-232 228,35

FONCTIONNEMENT

	budget total	Realise	Reste à realiser	Realisation à terme		budget total	Realise	Reste à realiser	Realisation à terme
GESTION / EXPLOITATION	4 977 841,00	3 768 231,93		3 768 231,93	PRODUITS	1 089 183,00	746 037,98		746 037,98
FRAIS DE PERSONNEL	6 852 000,00	6 223 843,29		6 223 843,29	ATTENUATIONS DE CHARGES	184 000,00	247 218,19		247 218,19
ATTENUATION DE PRODUIT	2 446 683,00	2 446 682,88		2 446 682,88	IMPOTS ET TAXES	8 745 974,00	8 915 493,09		8 915 493,09
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 867 671,00	1 454 397,75		1 454 397,75	REMBOURSEMENTS SUB PARTICIPATIONS	7 064 285,00	6 990 506,53		6 990 506,53
INTERETS DE LA DETTE	66 000,00	64 199,81		64 199,81	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	973 165,64	398 184,54		398 184,54
CHARGES EXCEPTIONNELLES	642 700,00	19 940,95		19 940,95	PRODUITS FINANCIERS	0,00	32,20		32,20
FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	1 387 934,64	864 954,75		864 954,75	REPRISE SUR RESULTAT	1 471 187,74			
REPRISE SUR RESULTAT									
VIREMENT	1 207 258,00	0,00		0,00					
PROVISION POUR RISQUE	0,00	0,00		0,00					
	19 448 087,64	14 842 251,36		14 842 251,36		19 527 795,38	17 297 472,53	0,00	17 297 472,53

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

FONCTIONNEMENT

			Recettes	Dépenses	Réalisation de l'excédent	Explication de l'excédent
A)		**Budget total**	19 527 795,38	19 448 087,64		79 707,74
B)		**Reprise resultat anterieur**	1 471 187,74	0,00	1 471 187,74	
C)		**Realise**	17 297 472,53	14 842 251,36	2 455 221,17	
D)		**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)		**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
	E1)	**Déficit de recettes**	759 135,11			-759 135,11
	E2)	**Depenses moindres**		4 605 836,28		4 605 836,28
Fr)		**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**	18 768 660,27	14 842 251,36	3 926 408,91	3 926 408,91

INVESTISSEMENT

			Recettes	Dépenses	Réalisation excédent	Explication excédent
A)		**Budget total**	18 386 205,59	18 386 205,59		0,00
B)		**Reprise solde anterieur**	1 468 359,79		1 468 359,79	
C)		**Realise**	9 475 945,54	8 314 103,97	1 161 841,57	
D)		**Reste à réaliser**	2 518 111,49	4 916 084,50	-2 397 973,01	
E)		**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
	E1)	**recettes annulees**	4 923 788,77			-4 923 788,77
	E2)	**Depenses annulees**		5 156 017,12		5 156 017,12
Fd)		**financement de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**	13 462 416,82	13 230 188,47	232 228,35	232 228,35
(Fr)- (Fd)		**Disponible net après financement de l'investissement**			4 158 637,26	4 158 637,26

LE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
EUROS ANNEE 2020

			Recettes d'investissement	Dépenses d'investissement	Réalisation du besoin	Explication du besoin
A)		**Budget total**	18 386 205,59	18 386 205,59		0,00
B)		**Reprise solde anterieur**	1 468 359,79	0,00	1 468 359,79	
C)		**Realise**	9 475 945,54	8 314 103,97	1 161 841,57	
D)		**Reste à réaliser**	2 518 111,49	4 916 084,50	-2 397 973,01	
E)		**Explication du solde (A) - (B + C +D)**	0,00	0,00		
	E1)	**recettes annulees de l'annee**	4 923 788,77			-4 923 788,77
	E2)	**Depenses annulees de l'annee**		5 156 017,12		5 156 017,12
F)		**Financement de la section d'investissement (A) + (E 1) + (E 2)**			232 228,35	232 228,35

DEPENSES D' INVESTISSEMENT

		EUROS ANNEE 2020			
		Budget total	Realise	Reste à réaliser	Dépenses annulées
CHAPITRE 20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	703 690,46	169 694,20	120 727,98	413 268,28
CHAPITRE 204	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT VERSES	658 275,00	116 375,00	0,00	541 900,00
CHAPITRE 21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 203 957,32	2 329 589,78	2 333 382,24	2 540 985,30
CHAPITRE 23	IMMOBILISATIONS EN COURS	8 200 988,81	4 593 105,79	2 461 974,28	1 145 908,74
CHAPITRE 10	CORRECTION INVESTISSEMENT ANTERIEUR	11 700,00	11 655,20		44,80
CHAPITRE 16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	524 215,00	515 129,42		9 085,58
CHAPITRE 041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 020 000,00	522 366,50		497 633,50
CHAPITRE 040	OPERATIONS D'ORDRE	63 379,00	56 188,08		7 190,92
CHAPITRE 001	SOLDE INVESTISSEMENT REPORTE	0,00			
TOTAL DES DEPENSES D' INVESTISSEMENT		**18 386 205,59**	**8 314 103,97**	**4 916 084,50**	**5 156 017,12**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

EUROS
ANNEE 2020

		Budget total	Realise	Reste à réaliser	Recettes annulées
CHAPITRE 13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 359 180,13	1 940 339,86	2 517 959,04	-99 118,77
CHAPITRE 16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 462 194,89	0,00		3 462 194,89
CHAPITRE 21	IMMOBILISATIONS CORPOREL	0,00	347,41		-347,41
CHAPITRE 23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00		0,00
CHAPITRE 27	REMBOURSEMENT CAUTION VERSEES	0,00	0,00		0,00
CHAPITRE 10	DOTATIONS,FONDS DIVERS,RESERVES	6 049 639,18	6 145 192,92		-95 553,74
CHAPITRE 165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	14 483,60	2 744,10	152,45	11 587,05
CHAPITRE 021	VIREMENT SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 207 258,00	0,00		1 207 258,00
CHAPITRE 024	PRODUITS DE CESSIONS D IMMOBILISATIONS	-582 844,64	0,00		-582 844,64
CHAPITRE 040	OPERATIONS DE TRANSFERTS	867 934,64	864 954,75		2 979,89
CHAPITRE 041	OPERATION DE PATRIMOINE	1 540 000,00	522 366,50		1 017 633,50
CHAPITRE 001	SOLDE INVESTISSEMENT REPORTE	1 468 359,79	1 468 359,79		
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		**18 386 205,59**	**10 944 305,33**	**2 518 111,49**	**4 923 788,77**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

	Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 01 - DETTE ET OPERATIONS NON VENTILABLES	**1 579 594,00**	**1 053 923,08**		**525 670,92**
SOLDE RESULTAT D INVESTISSEMENT				
AMORTISSEMENT DE LA DETTE	513 000,00	512 080,42		919,58
AMORTISSEMENT DE SUBVENTIONS	19 379,00	21 016,86		-1 637,86
DEPOT ET CAUTIONNEMENT	11 215,00	609,80		10 605,20
OPERATIONS PATRIMONIALES	1 020 000,00	520 000,00		500 000,00
ANNONCES MARCHES PUBLICS	16 000,00	216,00		15 784,00

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 02 - ADMINISTRATION GENERALE		**756 962,57**	**235 386,07**	**270 619,05**	**250 957,45**
	Equipement brut	***695 344,88***	***231 973,07***	***212 154,86***	***251 216,95***
0201010	- HOTEL DE VILLE	59 238,81	62 833,17	1 506,90	-5 101,26
0201020	- MAISON POINCARE		2 012,11		-2 012,11
0201040	- SERVICES GENERAUX	13 220,44	13 127,84		92,60
0201050	- INFORMATIQUE ET RESEAUX	55 101,00	43 510,90	5 670,00	5 920,10
0201061	- RESSOURCES HUMAINES	41,00			41,00
0201070	- CENTRE TECHNIQUE	240 987,00	5 727,65	489,41	234 769,94
0201120	- BATIMENTS LOUES		1 959,96		-1 959,96
0201130	- AUTRES BATIMENTS	157 959,70	58 554,52	78 267,84	21 137,34
0201190	- FEDERATION		4 264,54		-4 264,54
0202260	- ESPACE OUDINOT	1 002,81		1 002,82	-0,01
0221000	- ETAT CIVIL	30 003,60	26 286,17		3 717,43
0231350	- SALLE DES FETES	125 161,92	2 497,17	124 783,92	-2 119,17
0231360	- COMMUNICATION	3 138,60	2 586,59	433,97	118,04
0241370	- FETES PUBLIQUES CEREMONIES	3 427,00	2 724,00		703,00
0261860	- CIMETIERE	6 063,00	5 888,45		174,55
	Travaux en cours	***61 517,69***	***3 053,50***	***58 464,19***	
0231350	- SALLE DES FETES	61 517,69	3 053,50	58 464,19	
	OPERATIONS PATRIMONIALES		***259,50***		***- 259,50***
0201190	- FEDERATION		259,50		-259,50
	Participations	***100,00***	***100,00***		
0201040	- SERVICES GENERAUX	100,00	100,00		

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 1 - SECURITE		**21 599,00**	**16 888,05**	**2 063,40**	**2 647,55**
112	- POLICE MUNICIPALE	21 599,00	16 888,05	2 063,40	2 647,55

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT		**1 363 925,75**	**411 641,48**	**99 320,67**	**852 963,60**
	Equipement brut	***1 358 859,64***	***409 613,29***	***96 282,75***	***852 963,60***
2111200	- ECOLES MATERNELLES	283 213,09	325 506,62	35 501,69	-77 795,22
2121200	- ECOLES ELEMENTAIRES	42 756,50	41 350,76	10 186,29	-8 780,55
2131200	- CLASSES REGROUPEES	1 031 410,93	42 097,26	49 904,52	939 409,15
2511280	- PERISCOLAIRE RESTAURANT GARDERIE EX CDE	1 479,12	658,65	690,25	130,22
2541200	- CENTRE MEDICO SCOLAIRE				
	Travaux en cours	***5 066,11***	***2 028,19***	***3 037,92***	
2111200	- ECOLES MATERNELLES	5 066,11	2 028,19	3 037,92	

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 3 - CULTURE		**2 289 185,59**	**441 058,51**	**1 115 383,07**	**732 744,01**
	Equipement brut	***1 905 795,42***	***286 253,34***	***1 114 529,87***	***505 012,21***
3111430	- ORCHESTRE D'HARMONIE	1 500,00	1 450,00		50,00
3131410	- THEATRE MUNICIPAL		1 676,57		-1 676,57
3211460	- MEDIATHEQUE JEAN JEUKENS				
3221470	- MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE				
3241450	- EDIFICES CULTUELS	1 879 524,61	281 369,67	1 097 616,25	500 538,69
3242080	- FESTIVAL RENAISSANCE	1 338,00	1 337,10		0,90
3242090	- ANIMATION DU PATRIMOINE		420,00		-420,00
33 1500	- SALLE DUMAS	1 002,81		1 002,82	-0,01
33 1520	- ANIMATION CULTURELLE	22 430,00		15 910,80	6 519,20
	Subvention	***186 700,00***			***186 700,00***
3211460	- MEDIATHEQUE JEAN JEUKENS	70 700,00			70 700,00
3221470	- MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	110 000,00			110 000,00
3242090	- ANIMATION DU PATRIMOINE	6 000,00			6 000,00
	Travaux en cours	***196 690,17***	***154 805,17***	***853,20***	***41 031,80***
3241450	- EDIFICES CULTUELS	61 882,00	71 697,32		-9 815,32
3242090	- ANIMATION DU PATRIMOINE	134 808,17	83 107,85	853,20	50 847,12

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 4 - SPORTS ET JEUNESSE		**1 188 493,20**	**740 764,89**	**65 527,17**	**382 201,14**
	Equipement brut	***122 186,90***	***70 031,87***	***27 224,10***	***24 930,93***
40 1065	- SERVICE DES SPORTS		127,20		-127,20
40 1480	- ESPACE SAINTE CATHERINE	557,40	2 475,63		-1 918,23
4111570	- GYMNASE FEDERATION	17 200,00	14 537,72	2 284,34	377,94
4112040	- GYMNASE JEAN PAUL BEUGNOT	9 994,89	8 909,94	1 283,28	-198,33
4121550	- STADE STE CATHERINE	190,06			190,06
4121600	- STADE JEAN BERNARD	5 355,39	5 037,17		318,22
4131650	- CENTRE NAUTIQUE				
4141590	- STAND DE TIR				
4142230	- LOCAL SPORT ASPTT	17 438,06	8 035,10	1 647,54	7 755,42
4211710	- ADMINISTRATION CENTRE DE LOISIRS	25 826,30	6 347,43	22 008,94	-2 530,07
4211741	- ALSH PRIMAIRE	20 424,80	19 104,01		1 320,79
4221540	- CENTRES SOCIAUX DE QUARTIERS	25 200,00	5 457,67		19 742,33
	Subventions	***355 200,00***			***355 200,00***
4121600	- STADE JEAN BERNARD	290 200,00			290 200,00
4131650	- CENTRE NAUTIQUE	65 000,00			65 000,00
	Travaux en cours	***711 106,30***	***670 733,02***	***38 303,07***	***2 070,21***
4221540	- CENTRES SOCIAUX DE QUARTIERS	711 106,30	670 733,02	38 303,07	2 070,21

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 5 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE		**125 652,00**	**86 275,00**	**39 377,00**	
	Equipement brut	***39 377,00***		***39 377,00***	
5220	- JEUNESSE ET FAMILLE	39 377,00		39 377,00	
	Subventions	***86 275,00***	***86 275,00***		
5201711	- INTERVENTIONS SOCIALES	86 275,00	86 275,00		

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 6 - FAMILLE		**73 000,00**	**5 634,68**	**69 804,52**	**-2 439,20**
DEPOT ET CAUTIONNEMENT 60 050	- FOYER UNIVERSITAIRE JEAN MOULIN		2 439,20		-2 439,20
	Equipement brut				
60 050	- FOYER UNIVERSITAIRE JEAN MOULIN	73 000,00	3 195,48	69 804,52	

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS		**9 371 062,76**	**4 240 388,60**	**2 830 879,52**	**2 299 794,64**
	Equipement brut	***3 502 957,00***	***1 446 377,08***	***848 247,55***	***1 208 332,37***
8101080	- SERVICES TECHNIQUES				
8101180	- GARE ROUTIERE	1 188,00	1 188,00		
811	- EAU ET ASSAINISSEMENT	76 377,13	20 867,14		55 509,99
8141840	- ECLAIRAGE PUBLIC	214 720,42	97 724,96	32 119,58	84 875,88
8211750	- EQUIPEMENT EN MOYENS TECHNIQUES	472 230,20	214 599,36	240 367,79	17 263,05
8221820	- VOIRIE COMMUNALE	2 256 364,40	810 106,81	501 594,11	944 663,48
8231880	- ESPACES VERTS	110 440,00	28 068,06	39 408,29	42 963,65
8242120	- AMENAGEMENT URBAIN	371 636,85	273 822,75	34 757,78	63 056,32
	Subventions	***30 000,00***	***30 000,00***		
8242120	- AMENAGEMENT URBAIN	30 000,00	30 000,00		
	Travaux en cours	***5 782 405,76***	***2 715 078,10***	***1 982 631,97***	***1 084 695,69***
8242120	- AMENAGEMENT URBAIN	5 782 405,76	2 715 078,10	1 982 631,97	1 084 695,69
	Travaux en régie	***44 000,00***	***35 171,22***		***8 828,78***
8141840	- ECLAIRAGE PUBLIC	24 000,00	9 026,02		14 973,98
8221820	- VOIRIE COMMUNALE	20 000,00	26 145,20		-6 145,20
	OPERATIONS PATRIMONIALES	***11 700,00***	***13 762,20***		***- 2 062,20***
8221820	- VOIRIE COMMUNALE		2 107,00		-2 107,00
8221820	- VOIRIE COMMUNALE- Correction imputation chapitre 13	11 700,00	11 655,20		44,80

		Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses annulées
FONCTION 9 - ACTION ECONOMIQUE		**1 616 730,72**	**1 082 143,61**	**423 110,10**	**111 477,01**
	Equipement brut	***36 419,14***	***34 627,80***	***1 838,17***	***- 46,83***
91 1900	- FOIRES ET MARCHE COUVERT	36 419,14	34 627,80	1 838,17	-46,83
	Travaux en cours	***1 444 202,78***	***1 047 407,81***	***378 683,93***	***18 111,04***
91 1900	- FOIRES ET MARCHE COUVERT	1 444 202,78	1 047 407,81	378 683,93	18 111,04
	Equipement brut	***136 108,80***	***108,00***	***42 588,00***	***93 412,80***
93	- AIDE A L'ENERGIE, INDUST. MANUF., BATIMENT ET T.P	136 108,80	108,00	42 588,00	93 412,80

Total Investissement	**18 386 205,59**	**8 314 103,97**	**4 916 084,50**	**5 156 017,12**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les moyens financiers pour couvrir les crédits se décomposent de la manière suivante

	Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Recettes annulées
§ SUBVENTIONS	**4 359 180,13**	**1 940 339,86**	**2 517 959,04**	**-99 118,77**
- Etat	2 069 130,78	565 925,40	1 202 967,36	300 238,02
- Région	464 102,32	540 645,99	25 658,81	-102 202,48
- Département	17 643,49	24 888,77	0,00	-7 245,28
- Communauté d'Agglomération	34 700,00	14 739,90	39 625,22	-19 665,12
- Autres etablissements publics locaux	1 344 199,51	664 314,60	923 382,62	-243 497,71
- Fonds structurels (europe)	274 584,03	11 655,20	262 884,03	44,80
- Autres subventions	54 820,00	15 813,00	63 441,00	-24 434,00
- Amande police	100 000,00	102 357,00		-2 357,00
§ EMPRUNT	**3 476 678,49**	**2 744,10**	**152,45**	**3 473 934,39**
- Emprunt pour équipements	3 465 463,49	0,00		3 465 463,49
- Depots et cautionnement	11 215,00	2 744,10	152,45	8 318,45
§ DOTATIONS ET FONDS DIVERS	**7 517 998,97**	**6 145 192,92**	**0,00**	**-95 553,74**
- FCTVA	1 000 000,00	1 092 056,00		-92 056,00
- TLE+ taxe amenagement	0,00	3 497,74		-3 497,74
- Dons et LEGS en capital	0,00	0,00		0,00
- Excedent de fonctionnement capitalisé	5 049 639,18	5 049 639,18		0,00
- Résultat d'investisement reporté	1 468 359,79			
§ AUTOFINANCEMENT	**1 492 348,00**	**865 302,16**	**0,00**	**627 045,84**
- Amortissements des immobilisations	805 090,00	802 110,11		2 979,89
- Opération de cession d'immobilisation	62 844,64	62 844,64		0,00
- Régularisation imputation	0,00	347,41		-347,41
- Produits de cession d'immobilisation	-582 844,64	0,00		-582 844,64
- Virement de la section de fonctionnement	1 207 258,00	0,00		1 207 258,00
§ OPERATIONS FINANCIERES	**1 540 000,00**	**522 366,50**	**0,00**	**1 017 633,50**
- Régularisations marchés				
- Avances forfaitaire sur marches				0,00
- Opérations patrimoniales	1 540 000,00	522 366,50		1 017 633,50
- Rembousement cautonnement versé				0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	18 386 205,59	9 475 945,54	2 518 111,49	4 923 941,22

L'EXPLICATION GLOBALE DU RESULTAT

			Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Réalisation de l'excédent	Explication de l' excédent
A)		**Budget total**	19 527 795,38	19 448 087,64		79 707,74
B)		**Reprise resultat anterieur**	1 471 187,74	0,00	1 471 187,74	
C)		**Realise**	17 297 472,53	14 842 251,36	2 455 221,17	
D)		**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)		**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**	0,00	0,00		
	E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	759 135,11	0,00		-759 135,11
	E2)	**Depenses moindres de l'annee**	0,00	4 605 836,28		4 605 836,28
F)		**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) + (E 1) + (E 2)**			3 926 408,91	3 926 408,91

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

		EUROS ANNEE 2020		
		Budget total	Réalisé	Dépenses moindres
CHAPITRE 011	CHARGES D'ACTIVITES A CARACTERE GENERAL	4 977 841,00	3 768 231,93	1 209 609,07
CHAPITRE 012	FRAIS DE PERSONNEL	6 852 000,00	6 223 843,29	628 156,71
CHAPITRE 014	ATTENUATION DE PRODUIT	2 446 683,00	2 446 682,88	0,12
CHAPITRE 65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 867 671,00	1 454 397,75	413 273,25
CHAPITRE 66	CHARGES FINANCIERES	66 000,00	64 199,81	1 800,19
CHAPITRE 67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	642 700,00	19 940,95	622 759,05
CHAPITRE 042	DOTATIONS AMORTISSEMENTS PROVISIONS	1 387 934,64	864 954,75	522 979,89
CHAPITRE 022	DOTATIONS AUX PROVISIONS	0,00	0,00	0,00
CHAPITRE 023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 207 258,00	0,00	1 207 258,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		19 448 087,64	14 842 251,36	4 605 836,28

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

	Budget total EUROS	Réalisé EUROS	Crédits annulés EUROS
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	19 448 087,64	14 842 251,36	-4 605 836,28
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	16 852 895,00	13 977 296,61	-2 875 598,39
(Hors prélèvements,amortissements,ICNE, variation de stocks et cessions)			
A) CHARGES D'ACTIVITES A CARACTERE GENERAL	4 977 841,00	3 768 231,93	-1 209 609,07
a) Fournitures et fluides (classe 60)	**2 043 281,00**	**1 600 401,05**	**-442 879,95**
Fluides	1 133 660,00	1 030 965,13	-102 694,87
Fournitures	909 621,00	569 435,92	-340 185,08
b) Location, Entretien, Maintenance,,,,(classe 61)	**1 542 979,00**	**1 193 276,73**	**-349 702,27**
Location et crédit bail	318 238,00	228 057,24	-90 180,76
Entretien ,réparations et maintenance	690 101,00	591 513,46	-98 587,54
Etudes,assurances et autres	534 640,00	373 706,03	-160 933,97
c) Honoraire, publicite, missions ,,,(classe 62)	**1 297 287,90**	**899 804,81**	**-397 483,09**
Honoraires	437 112,00	232 072,10	-205 039,90
Catalogues, imprimés,publications et relations publiques	230 980,00	108 209,30	-122 770,70
Autres prestations	629 195,90	559 523,41	-69 672,49
d) Taxes et impôts (classe 63)	**94 293,10**	**74 749,34**	**-19 543,76**
B) FRAIS DE PERSONNEL	6 852 000,00	6 223 843,29	-628 156,71
C) AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 867 671,00	1 454 397,75	-413 273,25
a) subventions	1 503 226,00	1 166 449,41	-336 776,59
b) autres	364 445,00	287 948,34	-76 496,66
D) CHARGES FINANCIERES	**66 000,00**	**64 199,81**	**-1 800,19**
E) CHARGES EXCEPTIONNELLES	**642 700,00**	**19 940,95**	**-622 759,05**
F) ATTENUATIONS DE PRODUITS	**2 446 683,00**	**2 446 682,88**	**-0,12**

REALISATION VILLE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2009 à 2018

libellée du chapitre	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
chap 65	1 306 768,32	1 061 894,00	1 514 814,61	1 784 669,00	1 427 391,21	1 629 648,70	1 488 198,38	1 254 606,26	1 301 737,25	1 454 397,75
dont 6574	617 726,00	647 040,00	881 540,00	843 760,00	847 710,93	973 709,10	955 363,61	935 061,69	1 002 919,55	1 166 449,41
chap 012	8 173 767,28	8 259 615,25	7 948 465,59	6 650 134,00	6 650 134,00	6 446 399,94	6 736 753,24	6 441 540,20	6 382 313,93	6 223 843,29
evol % personnel	-17,6749	1,0503	-3,7671	-19,4862	-16,3344	-3,0636	4,5041	-4,3821	-0,9194	-2,4830
% personnel/dep fonctionnement	59,63	59,45	55,95	40,21	48,61	41,01	45,24	45,12	44,66	44,53
chap 011	3 944 912,62	4 252 534,96	4 460 087,07	3 883 359,00	3 883 359,00	3 883 359,00	4 020 655,03	4 105 417,86	4 098 658,96	3 768 231,93
dont fluides	1 179 558,72	1 325 050,34	1 490 315,44	1 273 050,00	1 100 588,70	1 100 494,43	1 104 072,80	1 046 359,85	1 055 384,06	1 030 965,13
evol % fluides	-15,1446	12,3344	12,4724	-3,9244	-20,4529	-6,2463	-1,7013	-7,6284	0,8624	-2,3137
Dont équipement transférés au 01/01/2011										
Dont équipement transférés au 01/01/2016					668 806,08					
Dépenses réelles de fonctionnement	13 708 611,10	13 894 189,19	14 207 396,69	16 539 026,00	13 680 603,48	15 720 793,00	14 890 088,01	14 276 338,25	14 291 601,14	13 977 296,61
evol % dep fonctionnement	-14,36%	1,35%	2,25%	16,41%	-17,28%	14,91%	-5,28%	-4,12%	0,11%	-2,20%

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

		EUROS ANNEE 2020		
		Budget total	Realise	Recettes Déficitaires
CHAPITRE 013	ATTENUATIONS DE CHARGES	184 000,00	247 218,19	-63 218,19
CHAPITRE 70	PRODUITS D'EXPLOITATION ET DU DOMAINE	1 089 183,00	746 037,98	343 145,02
CHAPITRE 73	IMPOTS ET TAXES	8 745 974,00	8 915 493,09	-169 519,09
CHAPITRE 74	DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	7 064 285,00	6 990 506,53	73 778,47
CHAPITRE 75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	142 642,00	137 754,66	4 887,34
CHAPITRE 76	PRODUITS FINANCIERS	0,00	32,20	-32,20
CHAPITRE 77	PRODUITS EXCEPTIONNELLES	767 144,64	204 241,80	562 902,84
CHAPITRE 042	DOTATIONS AMORTISSEMENTS PROVISIONS	63 379,00	56 188,08	7 190,92
CHAPITRE 002	REPRISE SUR RESULTAT	1 471 187,74	1 471 187,74	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		19 527 795,38	18 768 660,27	759 135,11

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT
PAR DOMAINES D'INTERVENTIONS OU FONCTIONS

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
ENSEIGNEMENT	2 222 684,60	2 578 742,70	2 177 048,11	2 328 044,76	2 672 718,90	2 257 916,16	2 164 827,43	2 245 351,40
CULTURE	1 345 031,19	1 285 305,95	1 170 894,37	1 178 028,89	1 211 882,38	1 242 636,46	1 199 157,42	843 875,08
SPORTS	935 302,20	873 434,58	885 651,30	431 557,51	635 653,56	347 587,23	472 656,79	480 387,85
JEUNESSE ET SERVICES COMMUNS	401 824,32	390 718,72	512 244,41	274 430,10	306 424,28	249 183,03	192 396,65	166 690,27
SOCIAL, SANTE, FAMILLE	641 866,21	638 483,61	681 774,74	735 681,17	759 029,99	831 293,21	892 573,91	726 797,33
AMENAGEMENT URBAIN, LOGEMENT	3 324 599,03	3 549 900,12	3 239 251,57	3 106 089,56	3 021 354,26	3 048 860,00	3 086 521,20	2 977 163,15
ACTIONS ECONOMIQUES ET TOURISME	108 013,95	192 921,83	141 498,51	203 688,64	163 120,76	137 472,33	158 146,85	394 189,74
SERVICES PUBLICS - SALUBRITE - POLICE	5 169 100,29	5 822 339,10	4 796 762,73	4 084 155,61	5 957 056,70	6 517 204,10	6 052 320,89	6 078 641,98
INTERETS DE LA DETTE	59 599,89	85 531,58	75 477,74	86 402,10	162 847,18	73 000,00	73 000,00	64 199,81
AMORTISSEMENT - CESSIONS	576 296,76	620 284,73	764 642,26	2 470 166,91	1 327 077,92	841 873,98	836 268,52	864 954,75
TOTAL	**14 784 318,44**	**16 037 662,92**	**14 445 245,74**	**14 898 245,25**	**14 898 245,25**	**15 547 026,50**	**15 127 869,66**	**14 842 251,36**

DECOMPOSITION PAR ACTIVITE 2020

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
0	**Administration generales**			
	01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	3 384 440,57	17 210 392,55	13 825 951,98
	0201010 - HOTEL DE VILLE	239 417,93	57 388,17	-182 029,76
	0201020 - MAISON POINCARE	18 209,40		-18 209,40
	0201030 - ASSEMBLEE LOCALE	291 245,00	863,46	-290 381,54
	0201040 - SERVICES GENERAUX	63 097,29	5 337,50	-57 759,79
	0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	38 427,25	1 992,00	-36 435,25
	0201061 - RESSOURCES HUMAINES	106 037,81		-106 037,81
	0201070 - CENTRE TECHNIQUE	360 407,58	1 292,68	-359 114,90
	0201090 - CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES	10 691,52		-10 691,52
	0201100 - REPARTITION DES FRAIS	312 740,50	42 168,18	-270 572,32
	0201120 - BATIMENTS LOUES	18 877,40	29 080,19	10 202,79
	0201130 - AUTRES BATIMENTS	914 684,77	86 675,12	-828 009,65
	0201190 - FEDERATION	28 927,52	8 409,99	-20 517,53
	0202030 - TERRAINS NUS		4 216,79	4 216,79
	0202210 - CENTRE EX-LECLERC	4 080,23		-4 080,23
	0202260 - ESPACE OUDINOT	15 759,50	20 228,82	4 469,32
	0221000 - ETAT CIVIL	283 842,28	33 173,32	-250 668,96
	0231350 - SALLE DES FETES	13 240,21	168,00	-13 072,21
	0231360 - COMMUNICATION	316 210,47	2 881,18	-313 329,29
	0241370 - FETES PUBLIQUES CEREMONIES	25 183,44		-25 183,44
	0241390 - ST NICOLAS ET CARNAVAL	1 760,90		-1 760,90
	025 - AUTRES AIDES AUX ASSOCIATIONS	23 860,00		-23 860,00
	0261860 - CIMETIERE	102 234,27	69 714,00	**-32 520,27**
Total : 0	Administration generales	6 573 375,84	17 573 981,95	11 000 606,11

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
1	**Securite**			
	112 - POLICE MUNICIPALE	434 420,70	361,90	-434 058,80
Total : 1		**434 420,70**	**361,90**	**-434 058,80**

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
2	**Enseignement**			
	20 - SERVICES COMMUNS	197 901,42		-197 901,42
	20 1062 - ENSEIGNEMENT ET CAISSE DES ECOLES	15 117,17		-15 117,17
	2111200 - ECOLES MATERNELLES	71 610,18		-71 610,18
	2121200 - ECOLES ELEMENTAIRES	75 110,19		-75 110,19
	2131200 - CLASSES REGROUPEES	1 079 194,18	80 422,91	-998 771,27
	2131210 - ENSEIGNEMENT PRIVE	77 777,13		-77 777,13
	2511280 - PERISCOLAIRE RESTAURANT GARDERIE EX CDE	720 871,62	189 580,93	-531 290,69
	2541200 - CENTRE MEDICO SCOLAIRE	7 769,51		-7 769,51
Total : 2		**2 245 351,40**	**270 003,84**	**-1 975 347,56**

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
3	**Culture**			
	30 2070 - ENCOURAGEMENT AUX SOCIETES	52 700,00		-52 700,00
	30 2200 - DIRECTION DE LA CULTURE	108 564,97	1 060,79	-107 504,18
	3111430 - ORCHESTRE D'HARMONIE	7 447,98		-7 447,98
	3112190 - PLAN LOCAL D'EDUCATION ARTISTIQUE	96 124,47	35 509,42	-60 615,05
	3131410 - THEATRE MUNICIPAL	70 015,80	877,33	-69 138,47
	3241450 - EDIFICES CULTUELS	44 778,72		-44 778,72
	3242080 - FESTIVAL RENAISSANCE	98 502,64	82 162,94	-16 339,70
	3242090 - ANIMATION DU PATRIMOINE	11 859,43	8 649,27	-3 210,16
	33 1500 - SALLE DUMAS	64 321,40	673,72	-63 647,68
	33 1520 - ANIMATION CULTURELLE	289 559,67		-289 559,67
Total : 3		**843 875,08**	**128 933,47**	**-714 941,61**

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
4	**Sport et jeunesse**			
	40 1065 - SERVICE DES SPORTS	15,00	2 625,00	2 610,00
	40 1480 - ESPACE SAINTE CATHERINE	92 645,31	36 822,59	-55 822,72
	4111560 - GYMNASE SAINTE-CATHERINE	0,00		0,00
	4111570 - GYMNASE FEDERATION	16 671,75		-16 671,75
	4111580 - GYMNASE ERNEST BRADFER	0,00		0,00
	4112040 - GYMNASE JEAN PAUL BEUGNOT	79 045,16		-79 045,16
	4121550 - STADE STE CATHERINE		582,20	582,20
	4121600 - STADE JEAN BERNARD	0,00	3 044,84	3 044,84
	4141590 - STAND DE TIR	1 901,36		-1 901,36
	4141630 - LOCAL SPORTS HANDBALL	0,00		0,00
	4142190 - LOCAL BOULISTES	18 208,99		-18 208,99
	4142230 - LOCAL SPORT ASPTT	26 762,27	26,24	-26 736,03
	4142240 - CLUB HOUSE RUGBY	5 119,07		-5 119,07
	4151660 - ENCOURAGEMENT AUX SPORTS	240 018,94		-240 018,94
	4211710 - ADMINISTRATION CENTRE DE LOISIRS	4 014,97		-4 014,97
	4211731 - ALSH MATERNEL	33 644,79	38 270,45	4 625,66
	4211741 - ALSH PRIMAIRE	84 609,60	38 594,27	-46 015,33
	4221540 - CENTRES SOCIAUX DE QUARTIERS	44 420,91	5 959,31	-38 461,60
Total : 4		**647 078,12**	**125 924,90**	**-521 153,22**

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
5	**Interventions sociales**			
	5201711 - INTERVENTIONS SOCIALES	25 075,99	58 354,00	33 278,01
	5220 - JEUNESSE ET FAMILLE	65 317,33		-65 317,33
	5231000 - CENTRES SOCIAUX COTE ET VILLE HAUTE	475 529,79	141 944,40	-333 585,39
	5232220 - MINIGOLF	7 818,00	10 440,05	2 622,05
Total : 5		**573 741,11**	**210 738,45**	**-363 002,66**

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
6	**Famille**			
	60050 - FOYER UNIVERSITAIRE JEAN MOULIN	153 056,22	148 354,50	-4 701,72
Total : 6		**153 056,22**	**148 354,50**	**-4 701,72**

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
8	**Aménagements et services urbains**			
	8101080 - SERVICES TECHNIQUES	5 119,59		-5 119,59
	8101180 - GARE ROUTIERE	57,47	21 996,67	21 939,20
	8101760 - SERVICE IMMOBILIER	26 927,75	1 120,00	-25 807,75
	8101770 - FRAIS POUR MATERIEL DE TRANSPORT	13 453,59		-13 453,59
	811 - EAU ET ASSAINISSEMENT	13 774,06	3 203,67	-10 570,39
	8131820 - PROPRETE URBAINE	144 196,40		-144 196,40
	8141840 - ECLAIRAGE PUBLIC	577 277,00	9 506,57	-567 770,43
	8161850 - TELEDISTRIBUTION - RESEAUX	6 510,16	6 382,50	-127,66
	8221820 - VOIRIE COMMUNALE	1 096 147,18	37 752,82	-1 058 394,36
	8221830 - DROITS DE VOIRIE	493,70	156 015,02	155 521,32
	8231880 - ESPACES VERTS	1 052 068,38	920,25	-1 051 148,13
	8242120 - AMENAGEMENT URBAIN	1 500,00	500,00	-1 000,00
	830100 - AGENDA 21	25 000,00	22 000,00	-3 000,00
	8332130 - ESPACES FORESTIERS	3 837,87		-3 837,87
	8332140 - PRESERVATION MILIEU NATUREL	10 800,00		-10 800,00
Total : 8		**2 977 163,15**	**259 397,50**	**-2 717 765,65**

Fonction	Libellé	Dépenses	Recettes	Solde
9	**Action économique**			
	90 1062 - DEVELOPPEMENT ET VIE LOCALE	151 712,92	8 000,00	-143 712,92
	91 1900 - FOIRES ET MARCHE COUVERT	106 428,82	42 963,76	-63 465,06
	93 - AIDE A L'ENERGIE, INDUST. MANUF., BATIMENT ET T.P	1 458,00		-1 458,00
	94 100 - COEUR DE VILLE	36 840,00		-36 840,00
	95 1930 - ANIMATIONS TOURISTIQUES	97 750,00		-97 750,00
Total : 9		**394 189,74**	**50 963,76**	**-343 225,98**
TOTAL		**14 842 251,36**	**18 768 660,27**	**3 926 408,91**

CUISINE CENTRALE

CA 2020 - CUISINE

VUE GENERALE

	DEPENSES	Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses moindres
001	SOLDE D'INVESTISSEMENT	66 027,48			0,00
16	REMBOURSEMENT DETTE	71 500,00	71 406,82		93,18
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 500,00			1 500,00
21	EQUIPEMENTS	45 885,00	34 936,52		10 948,48
23	TRAVAUX EN COURS (hors 238)	550 000,00		10 000,00	540 000,00
238	AVANCES FORFAITAIRES				0,00
	TOTAL INVESTISSEMENT	734 912,48	106 343,34	10 000,00	552 541,66
011	EXPLOITATION - GESTION	1 458 163,00	1 375 664,89		82 498,11
012	CHARGES DE PERSONNEL	455 992,00	404 153,34		51 838,66
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	1 896,00	1 894,62		1,38
66	FRAIS FINANCIERS	31 000,00	30 066,43		933,57
67	DEPENSES EXCEPTIONNELLES	121 956,00	114 873,92		7 082,08
023	VIREMENT A LA SECTION INVESTISSEMENT	609 166,00			609 166,00
042	DOTATIONS AMORTISSEMENTS	59 719,00	59 587,22		131,78
	TOTAL EXPLOITATION	2 737 892,00	1 986 240,42	0,00	751 651,58
	TOTAL GENERAL	3 472 804,48	2 092 583,76	10 000,00	1 304 193,24

	RECETTES	Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Recettes moindres
001	SOLDE D'INVESTISSEMENT				
1068	EXCEDENT DE FONCT CAPITALISES	66 027,48	66 027,48		0,00
16	EMPRUNTS				0,00
040	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	59 719,00	59 587,22		131,78
238	AVANCES FORFAITAIRES				0,00
021	VIREMENT A LA SECTION FONCTIONNEMENT	609 166,00			609 166,00
	TOTAL INVESTISSEMENT	734 912,48	125 614,70	0,00	609 297,78
002	REPRISE RESULTAT	1 472 354,58			
013	ATTENUATION DE CHARGES	603 813,00	580 519,40		23 293,60
70	PRODUITS D'EXPLOITATION	1 469 603,00	1 477 550,79		-7 947,79
73	REMBOURSEMENT SUBV PART				0,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		1,67		-1,67
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		524,91		-524,91
					0,00
	TOTAL EXPLOITATION	3 545 770,58	2 058 596,77	0,00	14 819,23
	TOTAL GENERAL	4 280 683,06	2 184 211,47	0,00	624 117,01

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET CUISINE

FONCTIONNEMENT

			Recettes	Dépenses	Réalisation excédent	Prévision excédent
A)		**Budget total**	3 545 770,58	2 737 892,00		807 878,58
B)		**Reprise resultat anterieur**	1 472 354,58	0,00	1 472 354,58	
C)		**Realise**	2 058 596,77	1 986 240,42	72 356,35	
D)		**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)		**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
	E1)	**Déficit de recettes**	14 819,23			-14 819,23
	E2)	**Depenses moindres**		751 651,58		751 651,58
Fr)		**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**	3 530 951,35	1 986 240,42	1 544 710,93	1 544 710,93

INVESTISSEMENT

			Recettes	Dépenses	Réalisation besoin	Prévision besoin
A)		**Budget total**	734 912,48	734 912,48		0,00
B)		**Reprise solde anterieur**	0,00	66 027,48	-66 027,48	
C)		**Realise**	125 614,70	106 343,34	19 271,36	
D)		**Reste à réaliser**	0,00	10 000,00	-10 000,00	
E)		**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
	E1)	**Déficit de recettes**	609 297,78			-609 297,78
	E2)	**Depenses moindres**		552 541,66		552 541,66
Fd)		**financement de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**	125 614,70	182 370,82	-56 756,12	-56 756,12
(Fr)- (Fd)		**Disponible net après financement de l'investissement**			1 487 954,81	1 487 954,81

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET PRINCIPAL VILLE

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	14 842 251,36		14 842 251,36		14 842 251,36
RECETTES (R)	17 297 472,53	1 471 187,74	18 768 660,27		18 768 660,27
Résultat ordonnateur (R) - (D)	2 455 221,17	1 471 187,74	3 926 408,91 **(1)**	0,00	3 926 408,91

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	8 314 103,97		8 314 103,97	4 916 084,50	13 230 188,47
RECETTES (R)	9 475 945,54	1 468 359,79	10 944 305,33	2 518 111,49	13 462 416,82
Résultat (R) - (D)	1 161 841,57	1 468 359,79	2 630 201,36 **(2)**	-2 397 973,01	232 228,35

Besoin de la section d'investissement (compte 1068) 0,00 **(3)**

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	3 617 062,74	2 939 547,53	6 556 610,27	-2 397 973,01	4 158 637,26

reprise resultat comptable 002 3 926 408,91 **(4)**

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET ANNEXE CUISINE

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	1 986 240,42		1 986 240,42		1 986 240,42
RECETTES (R)	2 058 596,77	1 472 354,58	3 530 951,35		3 530 951,35
Résultat ordonnateur (R) - (D)	72 356,35	1 472 354,58	1 544 710,93 **(1)**	0,00	1 544 710,93

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	106 343,34	66 027,48	172 370,82	10 000,00	182 370,82
RECETTES (R)	125 614,70		125 614,70		125 614,70
Résultat (R) - (D)	19 271,36	-66 027,48	-46 756,12 **(2)**		-56 756,12

Besoin de la section d'investissement (compte 1068) 56 756,12 **(3)**

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	91 627,71	1 406 327,10	1 497 954,81	0,00	1 487 954,81

reprise resultat comptable 002 1 487 954,81 **(4)**

10900 - BAR-LE-DUC

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	18 386 205,59	19 527 795,38	37 914 000,97
Titres de recettes émis (b)	9 477 931,30	17 494 687,39	26 972 618,69
Réductions de titres (c)	1 985,76	197 214,86	199 200,62
Recettes nettes (d = b - c)	9 475 945,54	17 297 472,53	26 773 418,07
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	18 386 205,59	19 448 087,64	37 834 293,23
Mandats émis (f)	8 314 103,97	15 763 604,13	24 077 708,10
Annulations de mandats (g)		921 352,77	921 352,77
Dépenses nettes (h = f - g)	8 314 103,97	14 842 251,36	23 156 355,33
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 161 841,57	2 455 221,17	3 617 062,74
(h - d) Déficit			

10900 - BAR-LE-DUC

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement	1 468 359,79		1 161 841,57		2 630 201,36
Fonctionnement	6 520 826,92	5 049 639,18	2 455 221,17		3 926 408,91
TOTAL I	7 989 186,71	5 049 639,18	3 617 062,74		6 556 610,27
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
10924-CUISINE CENT-BAR-LE-DUC					
Investissement	-66 027,48		19 271,36		-46 756,12
Fonctionnement	1 538 382,06	66 027,48	72 356,35		1 544 710,93
Sous-Total	1 472 354,58	66 027,48	91 627,71		1 497 954,81
TOTAL II	1 472 354,58	66 027,48	91 627,71		1 497 954,81
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	9 461 541,29	5 115 666,66	3 708 690,45		8 054 565,08

10924 - CUISINE CENT-BAR-LE-DUC

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	734 912,48	3 545 770,58	4 280 683,06
Titres de recettes émis (b)	125 614,70	2 502 711,75	2 628 326,45
Réductions de titres (c)		444 114,98	444 114,98
Recettes nettes (d = b - c)	125 614,70	2 058 596,77	2 184 211,47
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	734 912,48	2 737 892,00	3 472 804,48
Mandats émis (f)	106 343,34	2 021 086,50	2 127 429,84
Annulations de mandats (g)		34 846,08	34 846,08
Dépenses nettes (h = f - g)	106 343,34	1 986 240,42	2 092 583,76
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	19 271,36	72 356,35	91 627,71
(h - d) Déficit			

10924 - CUISINE CENT-BAR-LE-DUC

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
CUISINE CENT-BAR-LE-DUC					
Investissement	-66 027,48		19 271,36		-46 756,12
Fonctionnement	1 538 382,06	66 027,48	72 356,35		1 544 710,93
Sous-Total	1 472 354,58	66 027,48	91 627,71		1 497 954,81
TOTAL II	1 472 354,58	66 027,48	91 627,71		1 497 954,81
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	1 472 354,58	66 027,48	91 627,71		1 497 954,81

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION TEMPORAIRE D'UNE EMPRISE FONCIÈRE AU SERVICE DE LA VILLE DE BAR-LE-DUC

Entre les soussignés :

Le DÉPARTEMENT DE LA MEUSE, dont le siège social est situé à l'Hôtel du Département Place Pierre-François Gossin - BP 50514 – 55000 Bar-le-Duc cedex, représenté par son Président, Monsieur Claude LEONARD, autorisé aux présentes aux termes d'une délibération de la Commission permanente du 31 mars 2017.

Ci-après désigné "le BAILLEUR"

D'une part,

et

La Ville de Bar-le-Duc, dont le siège social est situé en l'Hôtel de Ville sis 12 rue Lapique 55000 Bar-le-Duc, représentée par son Maire, Madame Martine JOLY, autorisée aux présentes d'une délibération du Conseil municipal du.....

Ci-après désignée "le PRENEUR"

D'autre part.

Ceci exposé il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La Ville de Bar-le-Duc doit engager des travaux importants sur le site de l'école Jean-Errard et à ce titre, a la nécessité de délocaliser les classes de maternelles, les travaux ne pouvant être globalement réalisés en site occupé.

Aussi, le Département de la Meuse a accepté de mettre à disposition de la Ville partie de l'emprise foncière du site dit de l'INSPE à Bar-le-Duc, afin d'accueillir, le temps des travaux, lesdites classes.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de cette mise à disposition.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Le Département de la Meuse met à disposition de la Ville de Bar-le-Duc une emprise foncière extraite du site de l'INSPÉ sis Place de l'Ecole Normale (parcelle cadastrée section AR n° 239) à Bar-le-Duc. Le périmètre de cette emprise est déterminé en annexe (annexe 1) Cette emprise accueillera un ensemble d'équipements modulaires pour permettre l'accueil des classes de maternelles de l'école Jean-Errard, ce pendant la période des travaux de réhabilitation conduits par la Ville.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour la période du 1er mai 2021 et se terminera le 31décembre 2022.

Chacune des parties pourra, en respectant un préavis d'un mois, donner congé à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 - CONDITIONS FINANCIÈRES

La mise à disposition de la dépendance susmentionnée à l'article 1 est consentie et acceptée moyennant une indemnité à l'euro symbolique.

ARTICLE 4 - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT À LA CHARGE DU PRENEUR

Le preneur prend à sa charge, les travaux d'aménagement nécessaires à l'accueil des élèves sur le site, à savoir :

- Création d'un accès piéton PMR sécurisé allant de l'école jusqu'à l'entrée de l'emprise mise à disposition, selon plan en annexe (annexe 2),
- Démontage des équipements sportifs présents sur le terrain,
- Installation d'équipements modulaires, et raccordement de ces derniers aux réseaux électriques, d'eau, de télécommunication de la Ville de BAR-LE-DUC,
- Mise en place temporaire et retrait d'un dispositif de collecte des eaux usées (fosse sceptique), y compris vidange le temps de la mise à disposition,
- Clôture de l'espace mise à disposition pour garantir la sécurité de

Il s'assurera d'obtenir toutes les autorisations requises notamment au titre du code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation.

Le preneur s'engage à remettre à l'état initial les installations mises à disposition conformément à l'état des lieux décrit à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 4 - MODALITÉ D'ACCÈS

LE BAILLEUR a mis à disposition du Preneur 4 télécommandes d'accès au site. Elles devront être rendues au plus tard au terme de la présente convention.

L'accès à l'emprise mise à disposition depuis la place de l'école Normale pour les besoins de maintenance et d'entretien des équipements installés.

L'accès à l'école maternelle installée au sien des équipements modulaires, pour le public et les personnels, sera exclusivement possible depuis l'école Jean Errard.

ARTICLE 5 - ÉTAT DES LIEUX D'ENTRÉE

Un constat d'huissier a été réalisé, par Me LOSA, en présence de représentants de l'entreprise CATTANEO, de la Ville de Bar-le-Duc et du Département de la Meuse le 12 avril 2021. Ce constat est à la disposition deux parties (support vidéo).

ARTICLE 6 - ÉTAT DES LIEUX SORTANT

Au départ du **PRENEUR**, il lui appartient de restituer l'emprise mise à disposition en bon état d'entretien, selon les obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

Un constat d'huissier contradictoire sera dressé lors de la restitution du terrain.

ARTICLE 7 - CHARGES

LE PRENEUR s'engage à prendre en charge les frais de viabilisation (électricité, eau, etc...) par un raccordement sur ses propres réseaux.
Les frais liés à l'assainissement sont également supportés par le Preneur qui installera une fosse septique temporaire pour la durée de l'occupation.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

LE PRENEUR souscrira une assurance responsabilité locative et civile couvrant les dommages incendie, dégâts des eaux, électriques et explosion. Une attestation sera annexée obligatoirement à la signature de la convention.

En aucun cas la responsabilité du Bailleur ne peut être engagé en cas de vol ou de dégradation sur l'ensemble des équipements modulaires.

ARTICLE 9- PIÈCES ANNEXES À LA CONVENTION

Sont annexés à la convention les pièces suivantes :

ARTICLE 10- CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 11 - ÉLECTION DOMICILE

Pour l'exécution des présentes les parties font élection de domicile, le **BAILLEUR** en son siège et le **PRENEUR** en les lieux occupés.

Fait à Bar-le-Duc, en deux exemplaires originaux **(*)** le :

LE BAILLEUR, LE PRENEUR,

CLAUDE LEONARD
PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

MARTINE JOLY
MAIRE DE BAR-LE-DUC

(*) : UN EXEMPLAIRE POUR LE BAILLEUR ;
UN EXEMPLAIRE POUR LE PRENEUR.

Opération

CONSTRUCTION MODULAIRE D'UNE ECOLE MATERNELLE PROVISOIRE

GROUPE SCOLAIRE J. ERRARD

Rue de Pilviteuil
55000 BAR LE DUC

Maître de l'ouvrage

VILLE DE BAR LE DUC

12, rue Lapique
55000 BAR LE DUC

Dessiné par: C.R. / A.L.

Modifications:

Indice a : 03/02/2021
Indice b : 05/02/2021

Maîtrise d'oeuvre

SAS d'Architecture a3 Partenaires

Alexandra PIERRE-LEGOUX

8, rue du MI LANNES
55000 SAVONNIERES DEVANT-BAR
Tel: 03-29-79-38-80
contact@a3partenaires.fr

LIGNE H
Etudes et Réalisations

8, rue du Maréchal LANNES
55000 SAVONNIERES DEVANT-BAR
Tel: 03-29-79-09-97
contact@ligneh.fr

59

21003A-21001

DCE

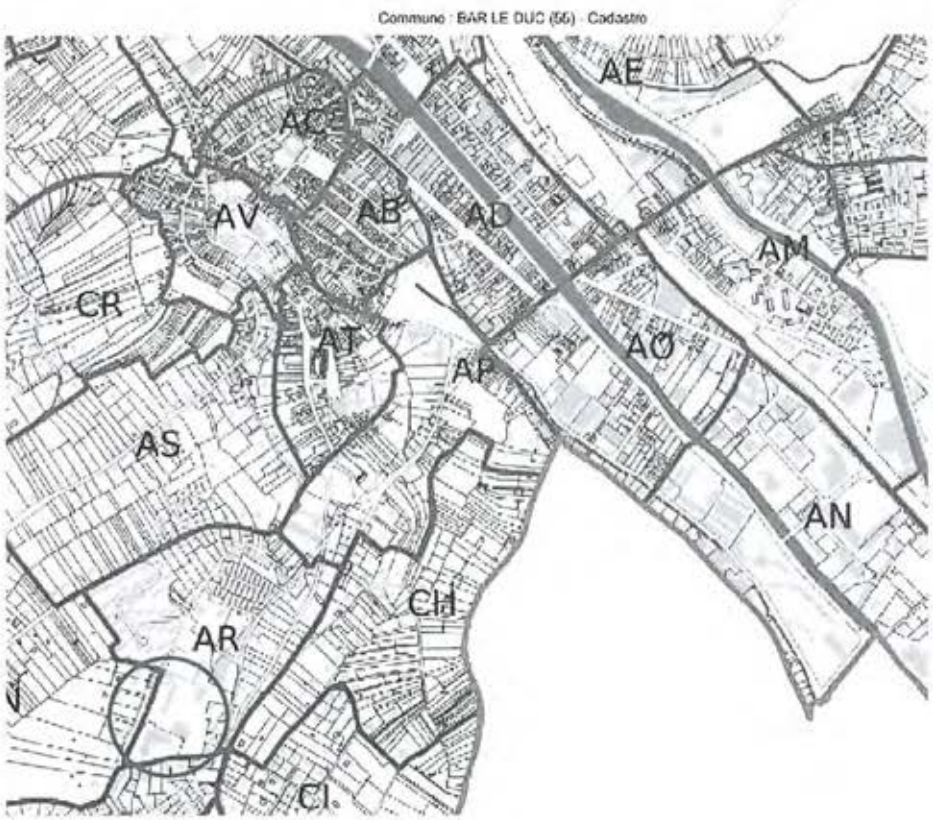
29/01/2021

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Plan de Situation, Extrait Cadastral, Plan Masse,
Plan Rez de chaussée, Coupes, Façades.

01b

PROJET

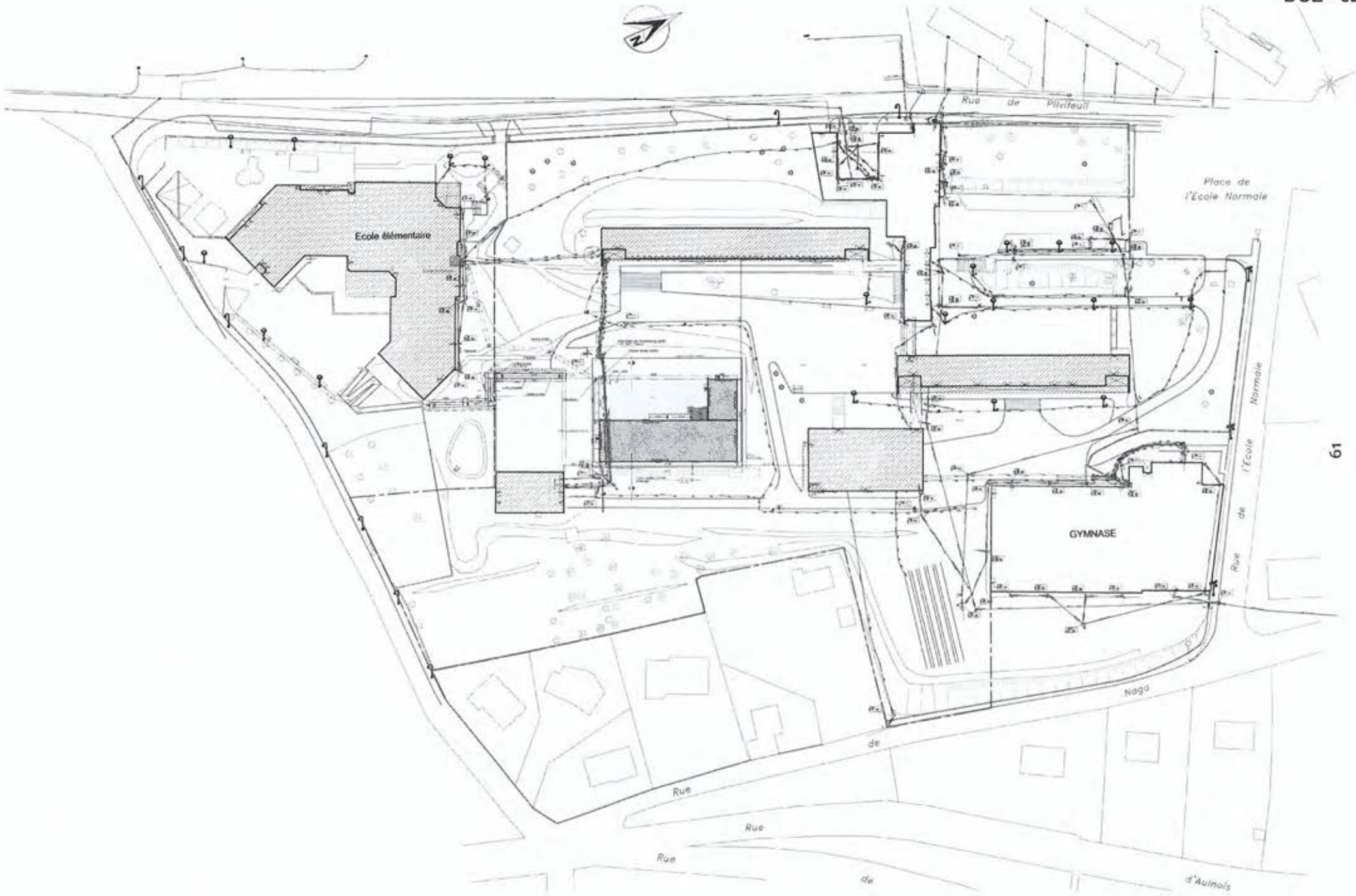


Plan de Situation Ech : 1/5000



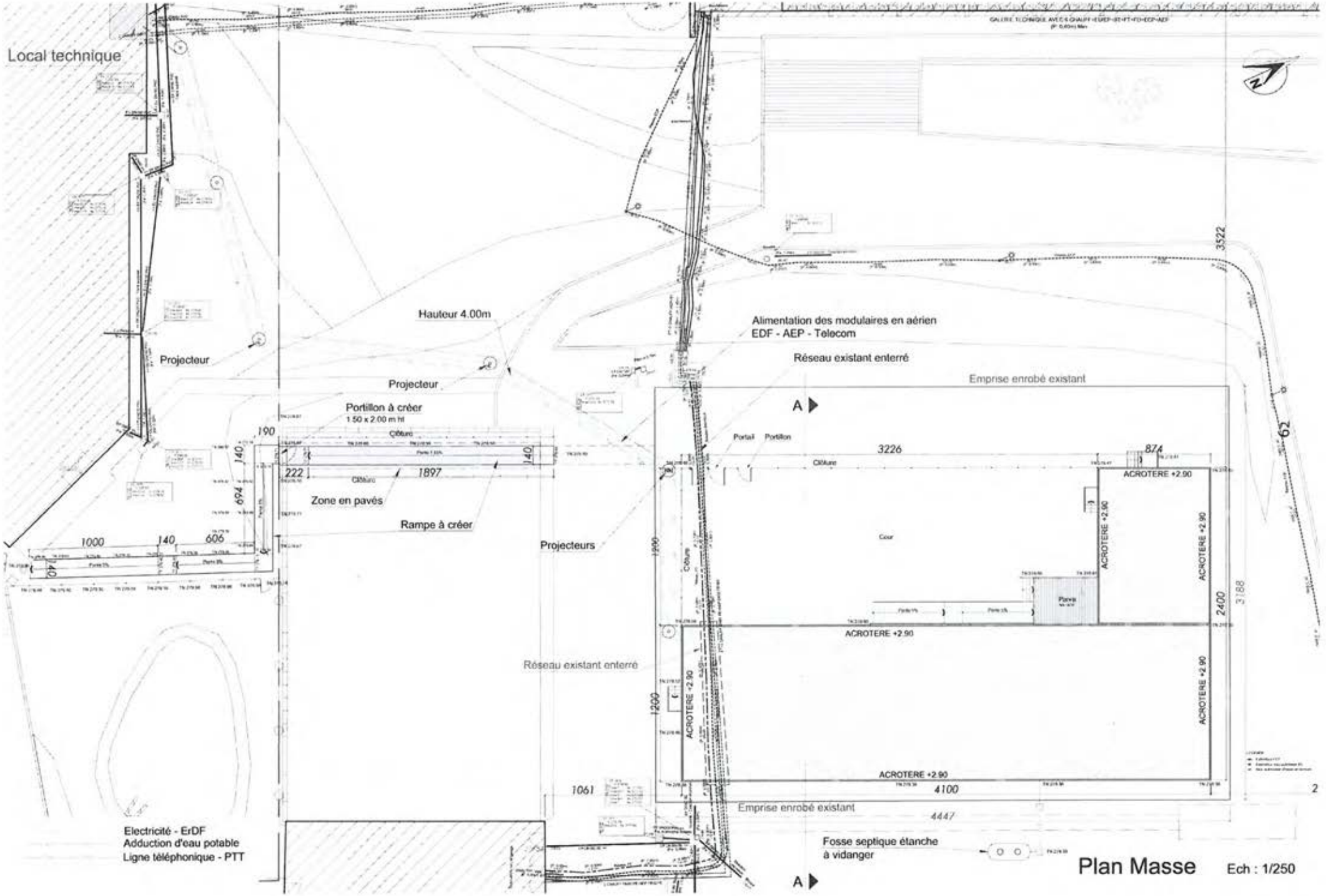
Extrait Cadastral Ech : 1/2000

DCE - 02



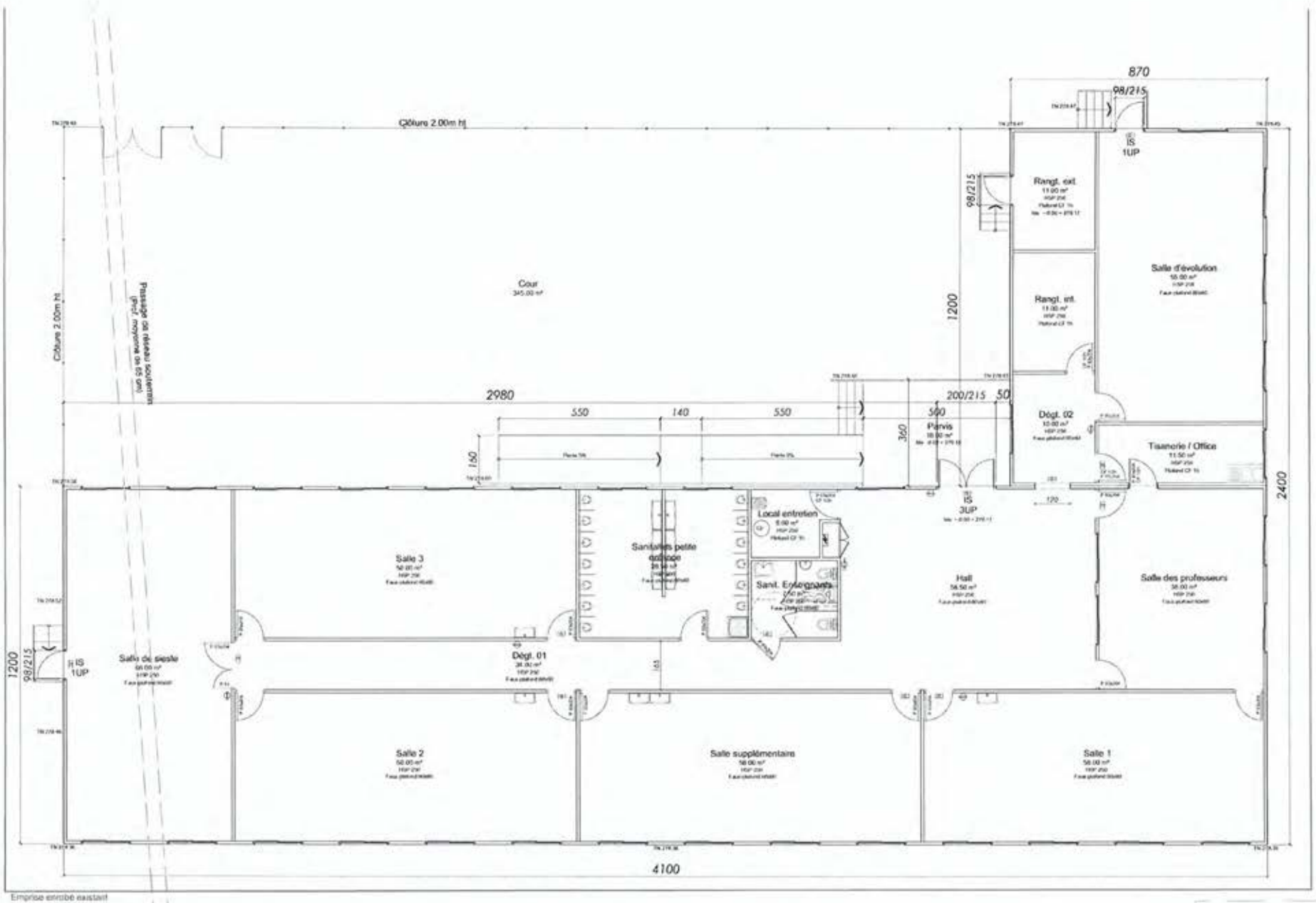
61

Plan Masse Ech : 1/1000



Plan Masse

Ech : 1/250



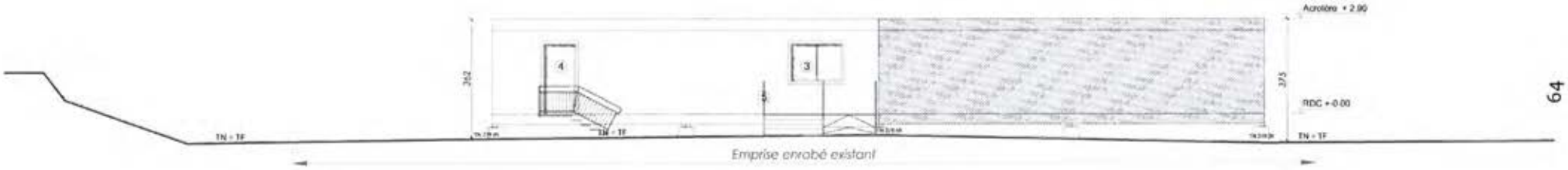
LEGENDE :

- Extincteur CO²
- Extincteur eau pulvérisée 6 l.
- Bloc autonome d'issue de secours

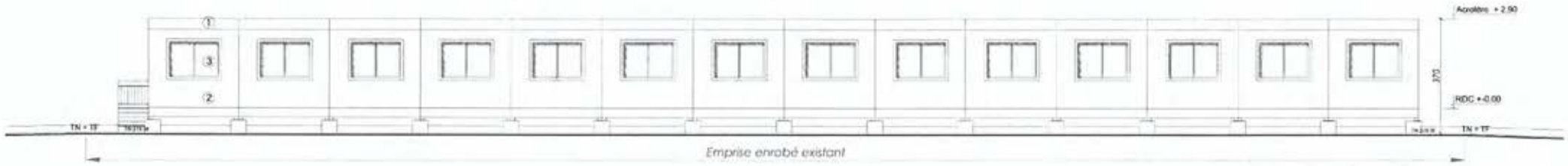
63

Plan Rez de chaussée

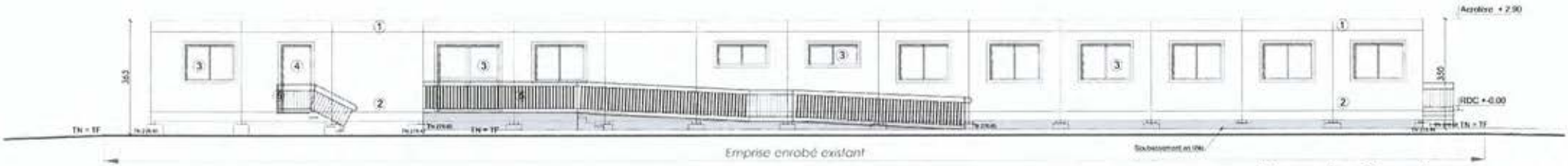
Ech : 1/125



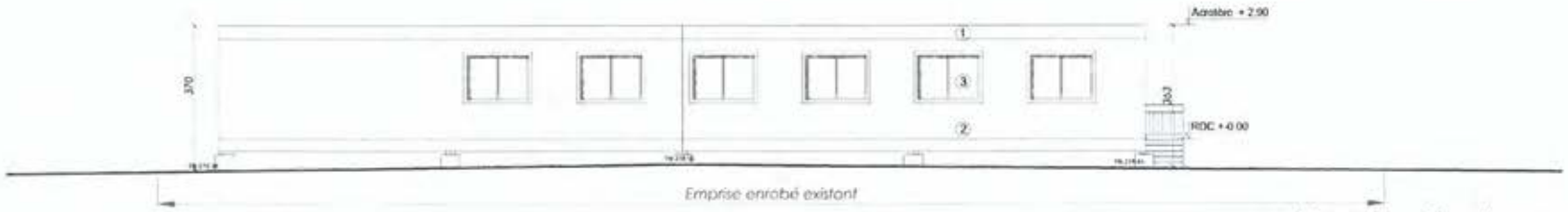
Coupe AA Ech : 1/125



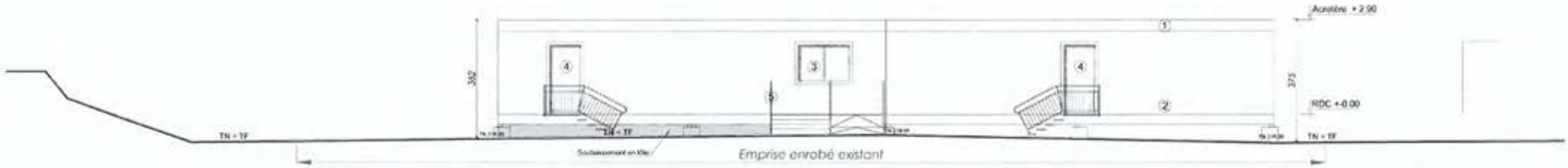
Façade Est Ech : 1/125



Façade Ouest Ech : 1/125



Façade Nord Ech : 1/125



Façade Sud Ech : 1/125

1	Couverture en bac acier	Coloris ton gris
2	Bardage métallique	Coloris ton gris clair
3	Menuiseries en PVC	Coloris Bleu acier RAL 5011
4	Menuiseries métalliques	Coloris ton gris clair RAL 7038
5	Garde-corps en acier	Coloris ton gris soutenu

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 31
Nombre de suffrages exprimés : 31
VOTES :
Pour : 31
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 19/05/2021

Présenté par (1) Madame le Maire,
A Bar le Duc, le 27/05/2021
Madame le Maire

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire.
A Bar le Duc, le 27/05/2021
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ACHARD EMILIE	visio
ALIF LOIC	
BENSAADI TRAMONTANA ATIKA	Procuration
BERGER ALEXANDRE	
BOUCHOT JULIETTE	visio
CEREDA ISABELLE	
CHAMPION PATRICIA	P Champion
COLLIGNON FABRICE	
DAMANT BENOIT	
DEJAIFFE BENOIT	
DELVERT BERNARD	
DILLMANN CHANTAL	
EL HAOUTI FATIMA	visio
FRANZ SEBASTIEN	
GONZATO OLIVIER	
GROSS CLAIRE	Absente
HAUET ALAIN	
HIBOUR ATISSAR	
HORNBERGER MARIE JOSEE	
JOLLY SYLVIE	Jolly
JOLY MARTINE	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

KUBANY SEVERINE	
LEFEVRE MARIE LAURE	
LEMOINE JEAN PAUL	
MATHIEU NATHALIE	
MINETTO OLIVIER	
PANCHER BERTRAND	
PICHON PIERRE ETIENNE	
PINHEIRO ALEXIS	
PLATINI NATHALIE	
RAULOT MATHIAS	
REMOND VINCENT	
VERLANT FREDERIC	

Certifié exécutoire par (1) Madame le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 2/06/21

A Bar le Duc,le 2/06/21

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme

(2) L assemblée délibérante étant : conseil municipal

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION
TEMPORAIRE D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER
AU DEPARTEMENT DE LA MEUSE

ENTRE

Le Département de la Meuse, dont le siège social se situe à l'Hôtel du Département sis Place Pierre François Gossin BP 50514 55012 Bar-le-Duc cedex, représenté par son Président, Monsieur Claude LEONARD autorisé aux présentes aux termes d'une délibération de la Commission permanente du 31 mars 2017

Ci-après dénommé le "preneur"

Et

La Ville de Bar-le-Duc, dont le siège social se situe 12 rue Lapique 55000 Bar-le-Duc, représentée par son Maire, Madame Martine JOLY autorisée aux présentes aux termes d'une délibération du Conseil municipal du19 mai 2021

Ci-après dénommé le "Bailleur"

Et

L'Association Meusienne pour la Sauvegarde de l'Enfance de l'Adolescence et des Adultes (AMSEAA), dont le siège social se situe 1 rue du Clos de jardin fontaine 55840 Thierville-sur-Meuse, représentée par sa Présidente, Madame Danièle BOINNETTE

Ci-après dénommé le "bénéficiaire"

PREAMBULE

Le Département de la Meuse est propriétaire d'un immeuble situé au 12 rue Voltaire à Bar-le-Duc qu'il met à disposition de l'association AMSEAA pour les besoins de son activité, en l'occurrence de la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) voltaire.

Cet immeuble doit faire l'objet d'un programme de travaux conséquent, incompatible avec une réalisation en site occupé.

Le Département a donc besoin de délocaliser les occupants sur la durée des travaux.

Aussi, la Ville de Bar-le-Duc dispose d'un ensemble immobilier situé au 14 boulevard des Flandres à Bar-le-Duc (parcelle cadastrée section BN n° 18) qu'elle a accepté de mettre à disposition du Département de la Meuse et de l'AMSEAA.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de cette mise à disposition.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Ville de Bar-le-Duc met à disposition du Département, pour les besoins de l'AMSEAA, un ensemble immobilier situé au 14 boulevard des Flandres à Bar-le-Duc (55) d'une superficie indicative de 1 399,88 m².

Cet immeuble hébergera la MECS Voltaire pendant la durée des travaux au sein des locaux départementaux situés au 12 rue Voltaire à Bar-le-Duc (55).

ARTICLE 2 : **DURÉE ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention est consentie et acceptée pour la période du 1er mai 2021 au 31 août 2022.

Il est expressément précisé que la convention est exclue du champ d'application des articles L.145-1 et suivants du Code du Commerce.

ARTICLE 3 : **INDEMNITÉ D'OCCUPATION**

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité à l'euro symbolique.

ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES D'ENTRETIEN ET D'OCCUPATION

Obligations du Bailleur :

- Assurer au Preneur et au bénéficiaire la jouissance paisible de l'immeuble et, sans préjudice des dispositions de l'article 1721 du Code civil, de la garantir des vices ou défauts de nature à y faire obstacle.
- Autoriser le preneur à effectuer les travaux destinés à rendre l'ouvrage conforme à sa destination, tels que décrits dans le dossier ci-annexé (annexe 1) ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation de travaux ERP au titre du code de la construction et de l'habitation.

Obligations du Preneur :

- Le Preneur ne peut effectuer aucun changement de distribution, démolition, construction supplémentaire à ceux décrits dans le dossier ci-annexé (annexe 1) sans le consentement écrit du Bailleur, à qui les plans devront être soumis préalablement.
- Le Preneur s'engage à remettre les locaux dans l'état dans lequel il les aura loués, lors de son départ des lieux, si le Bailleur l'exige.
- Dans le cas contraire tout embellissement de même que tout aménagement ou transformation réalisé par Le Preneur avec l'accord du Bailleur demeureront acquis par ce dernier sans indemnités à l'expiration de la présente convention.

Obligations du Bénéficiaire :

- Le Bénéficiaire s'engage à effectuer dans les lieux mis à disposition tous les travaux de menu entretien et réparations locatives tels qu'ils sont définis dans le décret n° 87-712 du 21 août1987 pris en application de l'article 7 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986. Toute autre réparation ou charge d'entretien incombe au Bailleur,
- Le bénéficiaire doit aviser immédiatement le Département de la Meuse et la Ville de Bar-le-Duc de tout désordre, sous peine d'être tenu responsable de toutes aggravations ou dommages résultant de son silence ou de son retard.

- Le Bénéficiaire ne peut effectuer aucun changement de distribution, démolition, construction sans le consentement écrit du Bailleur et du Preneur, à qui les plans devront être soumis préalablement.

- Le Bénéficiaire s'engage à remettre les locaux dans l'état dans lequel il les aura loués, lors de son départ des lieux, si le Bailleur l'exige.

ARTICLE 5 : CHARGES DE FONCTIONNEMENT

LE BENEFICIAIRE s'engage à prendre en charge les frais de viabilisation (électricité, eau, etc...)

ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

Un constat d'huissier sera réalisé au plus trad au démarrage des travaux envisagés par le Preneur. Il sera réalisé en présence des représentants du Bailleur et du Bénéficiaire.

Au départ du Preneur, il lui appartient de restituer l'emprise mise à disposition en bon état d'entretien, selon les obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

Un constat d'huissier contradictoire sera dressé lors de la restitution du terrain.

ARTICLE 7 : ASSURANCE

Le preneur et le bénéficiaire déclarent être couverts par une assurance responsabilité civile professionnelle qui sera remise à la signature de la présente convention.

ARTICLE 8 : CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

À peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 10 : ÉLECTION DOMICILE

Pour l'exécution des présentes les parties font élection de domicile, le Preneur en l'Hôtel du Département, le Bailleur en l'Hôtel de Ville et le bénéficiaire en les lieux occupés.

Fait à Bar le Duc, en trois exemplaires originaux (*), le :

Le Bailleur,	Le Preneur,	Le bénéficiaire,
Martine JOLY Madame le Maire de Bar-le-Duc	**Claude LEONARD** Président du conseil départemental	**Danièle BOINETTE** Présidente de l'AMSEAA

(*) 1 EXEMPLAIRE POUR LE BAILLEUR
1 EXEMPLAIRE POUR LE PRENEUR
1 EXEMPLAIRE POUR LE BÉNÉFICIAIRE

Annexe :

- Annexe 1 : cahier de plans Projet / cahier de Plans Chauffage / Vent. Plomberie / cahier de Plans Electricité

CONVENTION

Programme « PREP » Parcours Rénovation Energétique Performante pour la maison individuelle dans le Grand Est
« La maison individuelle du futur »

Entre la Ville de Bar-le-Duc, représentée par son Maire, Martine Joly

et

Le Pôle Fibres-Energivie, représenté par son Président Thierry Bièvre,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le PREP National

Initié par la mobilisation de maires devant une urgence sociale avec le soutien des industriels, les distributeurs spécialisés, les entreprises générales de la filière du bâtiment, **porté par le Comité Stratégique de Filières Industries pour la Construction (CSF IPC) en partenariat avec l'Association des Maires de France**, le PREP a pour objet la massification de la rénovation des maisons individuelles pour les amener à un niveau de performance énergétique équivalant **à une classe A ou B du DPE**.

Il permet de répondre à la décarbonation des usages, à l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et à la valorisation de leur patrimoine, et à un cycle vertueux pour l'économie. C'est aussi l'occasion de redonner de la fierté à des propriétaires qui se sentent parfois oubliés.

Inscrit dans le contrat du CSF IPC signé en février 2019, le PREP devient aujourd'hui une priorité dans le cadre du plan de relance, et un élément majeur de la stratégie de décarbonation de la filière du bâtiment.

Le PREP bénéficie de **l'implication des industriels**, ce qui sera un facteur clé de réussite, en permettant d'industrialiser les solutions de rénovation, notamment grâce à l'usage du numérique et donc de **baisser les coûts**.

Le PREP représente l'opportunité d'enclencher une dynamique nationale de massification de la rénovation, avec l'ambition de 700 000 rénovations de maisons individuelles d'ici 2026

Le PREP en Grand Est

A -Les innovations

Le projet propose un accompagnement du « parcours client ». Il mobilise l'ensemble de la filière stratégique « Industries pour la Construction » et a obtenu le soutien de l'Association des Maires de France.

1 - Parcours Client

Innovation majeure du dispositif qui permettra de tenir la promesse d'une étiquette A ou B grâce à une rénovation globale ou par étapes avec :

- *Tiers de confiance : « opérateur de proximité »*

Il s'agit d'un interlocuteur privilégié du ménage désigné par la Collectivité Locale

- *Tiers de confiance : « opérateur technique »*

Il est le coordinateur technique entre l'opérateur de proximité et les équipes d'artisans.

- *Tiers de confiance : « opérateur financier »*

Il s'agit d'un opérateur financier qui permet de financer l'emprunt

2 - Plateforme numérique (PREP INNO)

Il s'agit de mettre en place une plateforme numérique de dimension nationale, animée par les professionnels (industriels, architectes, constructeurs, banquier, ...). L'objectif est de fournir aux acteurs de la filière une plateforme numérique de partage de données à coût marginal, leur permettant de fluidifier et qualifier la transmission d'informations.

B -La Région Grand Est sera, avec la Métropole du Grand Paris, un territoire d'expérimentation du PREP.

Conduite en **partenariat avec les acteurs locaux déjà mobilisés dans les stratégies de rénovations**, cette expérimentation sera réalisée en 2 temps : **un projet pilote en 2021 et le déploiement à partir de 2022.** Son objectif est d'initier 8000 rénovations performantes sur le territoire de la Région à l'horizon 2023, soit un chiffre d'affaires estimé de 400 M€.

La phase pilote, entre mai et décembre 2021 a deux objectifs : **tester le projet** sur 3 à 4 territoires en enclenchant des travaux sur une trentaine de maisons à l'échelle régionale, et **préciser le rôle de chacun des acteurs du Grand Est** pour la phase de déploiement qui débutera en janvier 2022. Cette phase pilote sera conduite par le Pôle Fibres-Energivie en partenariat avec EDF, qui sera en charge de la coordination des travaux de rénovation via sa filiale IZI.

Article 1

La Ville de Bar-le Duc est territoire d'expérimentation du PREP Grand Est pour la phase pilote qui se déroulera du 1er mai 2021 au 31 décembre 2021.
A ce titre, elle s'engage :

- à contribuer au recrutement, sur le territoire de la commune, d'environ 10 propriétaires de maisons individuelles qui engageront des travaux dès 2021
- pour ce faire, à mettre en œuvre dès le mois de juin une campagne de communication ciblée sur un ou plusieurs quartiers
- à participer à l'expérimentation de la Plateforme PREP INNO
- à participer aux réflexion conduites par le Pôle Fibres-Energivie pour l'organisation de la phase de déploiement

Article 2

Le Pôle Fibres-Energivie est le pilote du programme PREP pour la Région Grand Est. Il assure le lien avec le Comité Stratégique de Filière Industrie Pour la Construction, porteur national du programme.
Il s'engage :

- pour la phase pilote, à apporter à la Ville de Bar-le Duc tous les éléments techniques et de communication qui lui seront nécessaires pour remplir la mission de recrutement décrite à l'article 1.
- dès la phase pilote, à mettre en avant l'implication de la Ville de Bar-le-Duc dans le programme, que ce soit au niveau régional ou national. Cette mise en avant sera poursuivie dans la phase de déploiement
- durant la phase pilote, à associer la Ville de Bar-le-Duc à l'expérimentation de la Plateforme PREP INNO
- pour la phase de déploiement à associer la Ville de Bar-le Duc au Comité de pilotage de PREP Grand Est, qui sera mis en place début 2022.

Article 3

La présente convention est signée pour une durée d'une année à compter de sa date de signature. Une fois la phase de déploiement lancée, elle fera l'objet d'une évaluation et sera renouvelable.

Fait à Bar-le-Duc, le

Le Maire de Bar-le-Duc — Le Président du Pôle Fibres-Energivie

Martine Joly — Thierry Bièvre

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
A CARACTERE SOCIAL, HUMANITAIRE OU SOCIOCULTUREL
ANNEE 2021

ASSOCIATIONS	SITUATION 2020		SITUATION 2021		
	Nature de la demande	Montant de la subvention accordée	Nature de la demande	Montant de la demande	Montant de la subvention proposée
Niger Ma Zaada HUMANITAIRE	Actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale	1 500,00	Actions d'éducation à la solidarité à l'école Jean Errard avec un partenariat et un suivi sur plusieurs années	1 500,00	750,00
		1 500,00	report de l'action 2020	**1 500,00**	**750,00**
TOTAL		**1 500,00**		**1 500,00**	**750,00**

Imputation budgétaire	650256574
Crédits demandés	**25 370,00 €**
Crédits engagés antérieurs	14 950,00 €
Montant individualisé du rapport	750,00 €
Disponible	**9 670,00 €**

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DE SERVICES AUX FAMILLES 2020 – 2023

Entre :

- **la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse** représentée par Madame Isabelle SPAETH-ELWART, Présidente du conseil d'administration, et Monsieur Jérôme THIROLLE, directeur, dûment autorisés à signer la présente convention ;
  ci-après dénommée « la Caf de la Meuse» ; et

- **La Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse,** représentée par Madame Martine JOLY, Présidente, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son conseil communautaire ;
  ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse » ;

- La **Commune de Bar-le-Duc**, représentée par Madame Martine JOLY, Maire, et dont le siège est situé 12, rue Lapique - 55000 BAR-LE-DUC, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Ligny-en-Barrois,** représentée par Monsieur Jean-Michel GUYOT, Maire et dont le siège est situé 2 rue de Strasbourg - 55500 LIGNY EN BARROIS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Velaines**, représentée par Monsieur Jean-Claude MIDON, Maire et dont le siège est situé 2 rue de Ligny - 55500 VELAINES, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Tronville-en-Barrois**, représentée par Monsieur Daniel BRIAT, Maire et dont le siège est situé 7 rue Salvador Allende - 55310 TRONVILLE-EN-BARROIS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Robert-Espagne**, représentée par Monsieur Luc FLEURANT, Maire, et dont le siège est situé 12 Place de Verdun - 55000 ROBERT-Espagne, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Tannois,** représentée par Madame Marie-France BERTRAND, Maire et dont le siège est situé 17 bis Grande Rue – 55000 TANNOIS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal

Il a été convenu ce qui suit :

Sommaire :

Préambule		
Article 1	Objet de la Convention Territoriale Globale	
Article 2	Les champs d'intervention de la CAF	
Article 3	Les Champs d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Bar le Duc Sud Meuse et des Communes signataires	
Article 4	Les objectifs partagés au regard des besoins	
Article 5	Les engagements des partenaires	
Article 6	Les modalités de gouvernance et de collaboration	
Article 7	Echanges de données	
Article 8	Communication	
Article 9	Bilan et évaluation	
Article 10	Durée de la convention	
Article 11	Exécution formelle de la convention	
Article 12	La fin de la convention	
Article 13	Les recours	
Article 14	Confidentialité	

Annexe 1	Diagnostic partagé	
Annexe 2	Liste des équipements et services soutenus par la Communauté d'Agglomération de Bar le Duc Sud Meuse et les Communes signataires	
Annexe 3	Plan d'actions 2020-2023 – Moyens mobilisés par chaque signataire dans le cadre des objectifs partagés	
Annexe 4	Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg	
Annexe 5	Evaluation	
Annexe 6	Décision du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Bar le Duc Sud Meuse et des communes signataires	

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de la Caf de la Meuse en date du 15 décembre 2020 concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse en date du 15 Avril 2021 figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Bar le duc en date du ... figurant en annexe 6 de la présente convention.

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Ligny en Barrois en date du 16 Mars 2021 figurant en annexe 6 de la présente convention

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Velaines en date du 12 Février 2021 figurant en annexe 6 de la présente convention.

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Tronville en Barrois en date du 19 Février 2021 figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Robert Espagne en date du 05 Février 2021 figurant en annexe 6 de la présente convention.

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Tannois en date du 27 Janvier 2021 figurant en annexe 6 de la présente convention.

PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté...
En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

Les premiers éléments de diagnostic élaboré sur le territoire mettent en évidence des données générales en matière de population telles que la petite enfance, les enfants et les jeunes, l'activité, ... mais également des données allocataires identifiant les personnes couvertes, la répartition par communes, les revenus avec la cible des bas revenus, le taux de pauvreté, la situation familiale des allocataires, les mono parents, les enfants de moins de 3 ans, la garde des enfants de moins de 6 ans...

Les caractéristiques territoriales de l'EPCI Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse

- Le territoire intercommunal est composé de 33 communes,
- 35 222 habitants (EPCI),
- L'EPCI est situé au Sud-Ouest du département de la Meuse, il est limitrophe du département de la Marne,
- La ville de Bar le duc concentre plus de 40 % de la population de l'EPCI
- 23 communes sur 33 connaissent une stabilité ou une diminution de leur population, soit plus de 69%.

Les principaux constats des diagnostics (annexe 1) :

- Une relative stabilité de la population totale,

- Une stabilité des moins de 6 ans, une progression des 3-5 ans, mais des soldes naturels et migratoires qui continuent d'être déficitaires, une évolution à l'identique des tendances meusiennes sur toutes les tranches d'âge, une progression plus marquée des 65-79 ans et des 80 ans et +,

- La ville de Bar-le-Duc concentre à elle seule 43% de la population du territoire, Ligny en Barrois = 12%, Fains-Veel = 6%, ces 3 communes concentrent au total 61% de la population de l'EPCI,

- Une progression de la population sur des communes situées au nord de Bar-le-Duc, au nord et au sud de Ligny en Barrois, sur Robert Espagne également,

- Une forte progression des hommes seuls et des familles monoparentales, supérieure ou proche des moyennes départementales observées sur la période,

- Une part de propriétaires importante mais légèrement en retrait de la moyenne départementale, un taux de locataires plus élevé notamment dans le parc social,

- Un taux d'activité globalement en retrait, plus marqué pour les hommes, un taux d'activité féminine dans la tendance départementale, un peu plus élevé et en progression pour les femmes de 25- 54 ans et 55 ans et plus,

- Une proportion d'actifs légèrement en retrait, une représentativité plus importante des inactifs notamment des retraités,

- Une part nettement plus importante d'ouvriers, de professions intermédiaires, de cadres et d'artisans/commerçants/chefs d'entreprise,

- Un taux de chômage élevé mais qui reste stable, un taux de chômage féminin légèrement en retrait,

- Moins d'actifs travaillant hors de leur commune de résidence, liée à la configuration du bassin de l'emploi présent sur la Communauté d'Agglomération,

- Moins de revenus d'activité, plus de retraites dans la typologie des revenus disponibles observée,

- Un taux de pauvreté moins élevé, stable ou légèrement en retrait,

- Un taux d'allocataires à bas revenus (= allocataires « pauvres » ou « fragiles ») supérieur aux moyennes observées, principalement concentrés sur Bar-le-Duc et Ligny-en Barrois,

- Une baisse significative des familles allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans et des 12-17 ans, idem pour les enfants,

- Une baisse des naissances très marquée sur 10 ans, notamment sur Bar le Duc, Ligny et Tronville-en-Barrois, une stabilité sur Fains-Veel,

- Un taux de couverture « petite enfance » élevé, un taux d'assistantes maternelles dans la moyenne meusienne (= *nombre d'assistante maternelle pour 100 enfants*), un taux d'enfants gardés chez une assistante maternelle (= *bénéficiaires du CMG Paje AMAT*) en retrait, une part élevée d'assistantes maternelles de 55 ans et plus, une tension observée sur l'accueil individuel, une concentration de l'accueil individuel sur Bar le Duc et à proximité,

- Une plus forte représentativité des aides au logement mais des aides en baisse, une majorité versée dans le parc locatif social et en progression (à noter que les AL peuvent s'apparenter à

des aides « sociales » proches des minima sociaux), une très forte concentration sur Bar le Duc et Ligny en Barrois, Fains-Veel et Tronville en Barrois liée à la typologie du parc locatif et social,

Il existe une offre de service sur le territoire en direction :

- de la petite enfance : accueil collectif : 3 multi-accueils collectifs (157 places au total) et un multi-accueil parental (19 places) ; accueil individuel (132 assistantes maternelles agréées actives au cours du mois de décembre 2019) ainsi que 2 Relais Assistants Maternels (1 sur Bar-le-Duc et 1 sur Ligny en Barrois) et 1 Lieu d'Accueil Enfant Parents
- de l'enfance et de la jeunesse : accueils de loisirs périscolaires, accueils de loisirs extrascolaires, activités en direction des adolescents : PAEJ ; AMP ; CIAS ; Ligue de l'Enseignement, centres socioculturels
- de l'accompagnement à la parentalité par le biais des Relais Assistants Maternels ; du Lieu d'Accueil Enfant Parent, des EAJE, du PAEJ (REAAP et Radicalisation) ; de l'AMP et du CIAS
- de l'Animation de la Vie Sociale avec l'Association de coordination des centres sociaux de Bar-le-Duc qui gère 3 centres socio-culturels (Côte Sainte Catherine/Ville haute, Marbot et Libération) dont un situé en quartier prioritaire Politique de la Ville (Côte Sainte Catherine), avec la présence de nombreuses associations sportives (dont Fête le Mur), culturelles et solidaires, d'équipements sportifs et culturels
- de l'accès aux droits : Maisons France Service
- du handicap : accompagnement de l'accueil d'enfants porteurs de handicap au sein des accueils de loisirs, périscolaires et dans les EAJE, Commission Intercommunale d'Accessibilité

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de la Meuse, la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse et les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

Article 1 – Objet de la Convention Territoriale Globale

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la commune ou communauté de communes (figurant en Annexe 1 de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;

- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2) ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 3).

Article 2 – Les Champs d'interventions de la CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Meuse Grand Sud s'inscrivent dans les objectifs suivants :

- Aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale ;
- Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants ;
- Accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et au retour à l'emploi des personnes.

La Caf de la Meuse contribue à la mise en œuvre d'une offre globale de service en faveur des familles par le versement des prestations familiales légales, du financement de services et d'actions ainsi que l'accompagnement des familles.

En se consacrant prioritairement aux territoires et aux publics les moins bien servis, l'action sociale et familiale de la Caf s'inscrit dans une démarche territoriale et dans une dynamique de projet sur des champs d'intervention communs comme l'enfance, la jeunesse, le soutien à la parentalité, la politique de la ville, la vie des quartiers, le logement, pour lesquels la Caf apporte une expertise reconnue, une ingénierie et des outils.

L'analyse conduite par la Caf visant à mutualiser les connaissances des besoins des familles et de leur situation à l'échelle départementale fait apparaître des caractéristiques territoriales spécifiques concernant les allocataires.

Article 3 – Les champs d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Bar le Duc Sud Meuse et des communes signataires

La Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse a été créée par arrêté préfectoral n°2012-1480 du 23 juillet 2012.
Elle est née de la fusion le 1er janvier 2013 de la Communauté de Communes de Bar-le-Duc et de la Communauté de Communes du Centre Ornain.
Elle se compose de 33 communes pour un total de 35 222 habitants (INSEE 2017).

La Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse et les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois et mettent en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés. Cette convention ambitionne de répondre à des enjeux essentiels à l'évolution du territoire :

- **Garantir la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des habitants :**
  Dans un contexte démographique peu favorable sur notre territoire, il s'agit de garantir la mixité sociale au sein des services, des activités et de l'espace public en proposant des actions visant la participation et l'implication de tous les publics. C'est également l'accompagnement et le soutien à la vie associative œuvrant pour la cohésion sociale et l'implication citoyenne au travers notamment, de la démarche participative dans les centres socio-culturels, les divers comités consultatifs.

- **Développer des politiques de service, de qualité, participatives, efficientes et innovantes,**
  pour faire progresser encore davantage la qualité du service rendu et développer la confiance entre l'administration et les usagers, avec une meilleure égalité des services publics sur le territoire.
  La bienveillance de l'administration vis-à-vis des usagers sera au cœur des principes. Il s'agit donc de :
  Rendre compte des résultats des services et des politiques, à la fois en termes de performance et de satisfaction
  Mettre en œuvre la stratégie de transformation de l'action publique
  Mettre l'usager au cœur de nos services publics
  Impulser et entretenir l'amélioration continue de la qualité de service

- **Ecouter l'ensemble des habitants et des acteurs engagés dans les politiques familiales et sociales du territoire :**
  Donner la parole aux acteurs locaux, solliciter leur contribution active, les intégrer dans la dynamique de recherche, leur permet de se réapproprier leur espace de vie, leur territoire, leur environnement, leur histoire...
  La participation sollicitée est ainsi intrinsèquement liée au fait d'habiter, vivre, résider ou travailler sur un territoire donné. Elle fait appel aux connaissances et savoirs situés des participants, liés à leurs expériences de vies sur leur territoire. Les projets d'actions et les politiques, se nourrissent alors de ces savoirs, et, par une mise en commun et la réflexion collective, générant de nouvelles connaissances à l'échelle du territoire.

- **Développer l'attractivité du territoire en permettant à chacun(e) d' « Habiter le territoire » et de « Partager la vie » :**
  C'est rendre durable le territoire en accroissant les capacités d'être et d'agir de nos concitoyens, et accroître l'attraction exercée sur les investisseurs, en favorisant la création de pôles pour donner un avantage compétitif au territoire. C'est également la mise en œuvre d'une action publique socialement responsable pour éviter l'écueil d'une attractivité subie, qui ne profite qu'à une frange de la population. Il s'agit d'une volonté multidimensionnelle, où la participation de chacun est une condition essentielle, pour déterminer les ressources complémentaires et les possibilités du territoire, qui favoriseront l'extension des capacités d'être et d'agir de chacun.

Article 4 – Les objectifs partagés au regard des besoins

Ainsi, la Caf de la Meuse, la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse et les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois souhaitent élaborer une convention territoriale globale pour décliner au plus près des besoins du territoire une politique locale sur des champs d'intervention partagés.

Cette démarche vise à décliner des réponses locales les plus adaptées aux besoins de la population et des familles sur des champs d'intervention communs aux deux signataires.

Les champs d'intervention conjoints sont :

En matière d'Enfance :

- ➔ Maintenir l'offre et la qualité des services d'accueil du jeune enfant : en préservant les structures existantes et en promouvant les projets d'établissements et pédagogiques mis en œuvre ; en continuant la formation des professionnel(le)s de l'accueil collectif ; en promouvant les métiers de l'accueil individuel du jeune enfant ; en participant à la professionnalisation des assistants maternels ; en développant l'information sur la relation parent/professionnel autour du jeune enfant.
- ➔ Veiller à la couverture territoriale en matière d'offre de services : en veillant au maintien de réponses de proximité dans l'accueil du jeune enfant ; en préservant la cohérence et l'efficience des réponses mises en œuvre.
- ➔ Adapter l'offre aux besoins des familles et la faire évoluer avec les besoins : porte une attention forte aux réponses en termes d'horaires atypiques, poursuivre la professionnalisation des équipes pour les enfants à particularité (enfants précoces, etc...), être vigilants sur le soutien porté aux familles monoparentales.

En matière de Jeunesse :

- ➔ En termes de Culture, d'Education et de Savoirs, envisager et présenter le territoire comme un lieu ressource, un lieu de développement des compétences et un lieu d'expérimentation : en promouvant les valeurs, objectifs et méthodes pédagogiques, mis en œuvre par nos équipes ; en maintenant et structurant l'offre de loisirs existante ; en repérant les zones en tension sur le territoire et en y apportant des réponses adaptées innovantes.
- ➔ Adapter l'offre enfance et jeunesse aux besoins du territoire en mettant en œuvre des actions familiales et de liens entre les générations, en intégrant une dimension de découverte professionnelle dans les projets jeunesse
- ➔ Développer toujours la qualité et la diversité des actions en professionnalisant les équipes et en créant une filière des métiers de l'animation sur notre territoire

En matière de Parentalité :

- ➔ Concourir à l'épanouissement des familles, en favorisant le lien enfant-parent, en développant les échanges de compétences parentales, en luttant contre l'isolement, notamment des femmes.
- ➔ Accompagner les parents sur des besoins spécifiques : en informant sur les actions mises en œuvre pour l'aide à la parentalité, en développant des actions familiales ludiques et éducatives, en soutenant les parents en les informant sur différents risques (internet, addictions...)
- ➔ Être auprès des familles lors des moments difficiles (séparations, décès, maladie, perte d'emploi), en développant une écoute active et bienveillante, en créant des aides ponctuelles pour éviter la « bascule »

En matière de « Vivre Ensemble » :

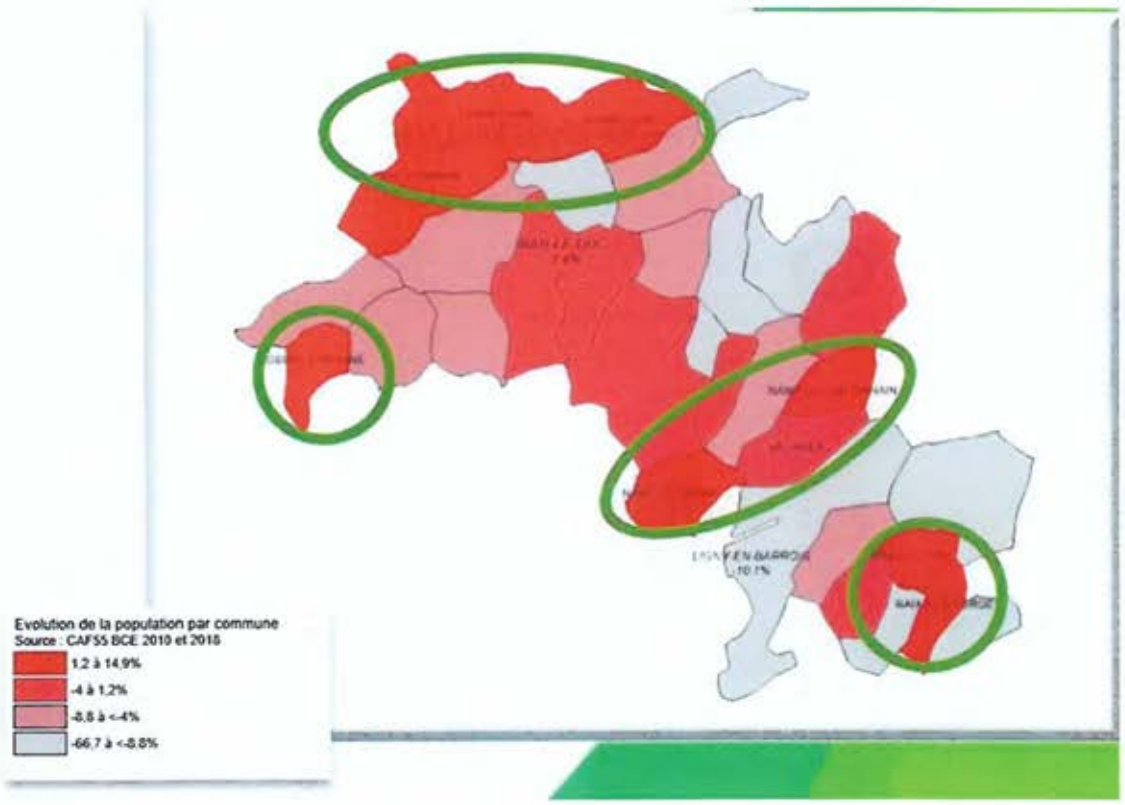
- ➔ Développer la parole, l'écoute et l'action en accompagnant la démocratie participative, et en concourant à la formation de citoyens actifs (Conseils d'Enfants et de Jeunes)

- ➔ Développer l'Accessibilité sur l'ensemble du territoire : en renforçant les actions de la Commission Intercommunale d'Accessibilité, en informant sur sa définition, sa mise en œuvre, et en développant l'accueil des enfants en situation de handicap au sein de toutes les activités
- ➔ Lutter contre les discriminations en favorisant l'égalité, l'équité sur toutes nos actions, en participant à la prévention de la radicalisation, en restant vigilant sur la mixité

Les principaux enjeux dégagés du diagnostic partagé sont :
(Lister les principaux enjeux en fonction des négociations locales qui seront développés dans le plan d'actions ...)

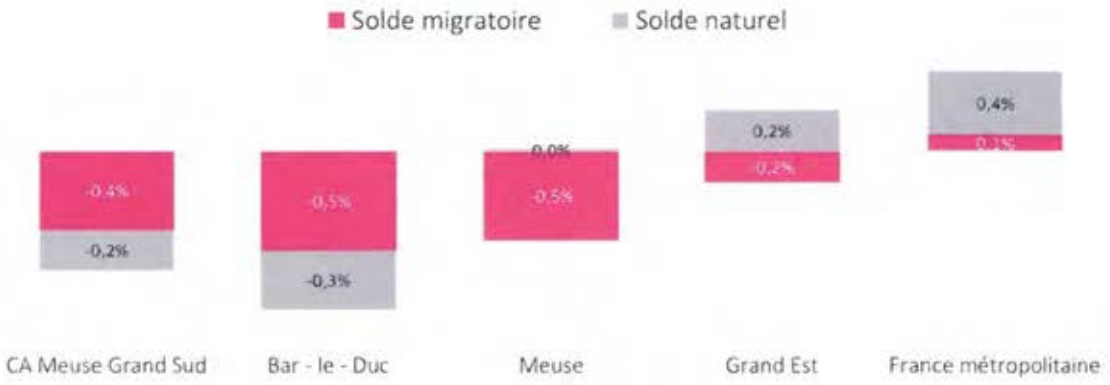
Une stabilité des moins de 6 ans, une progression des 3-5 ans, une évolution à l'identique des tendances meusiennes sur toutes les tranches d'âge, une progression plus marquée des 65-79 ans et des 80 ans et +
Moins de revenus d'activité, plus de retraites dans la typologie des revenus disponibles observée,
Lutter contre l'isolement – Activités sénior ??

Une progression de la population sur des communes au nord de Bar-le-Duc, au nord et au sud de Ligny en Barrois, sur Robert Espagne également

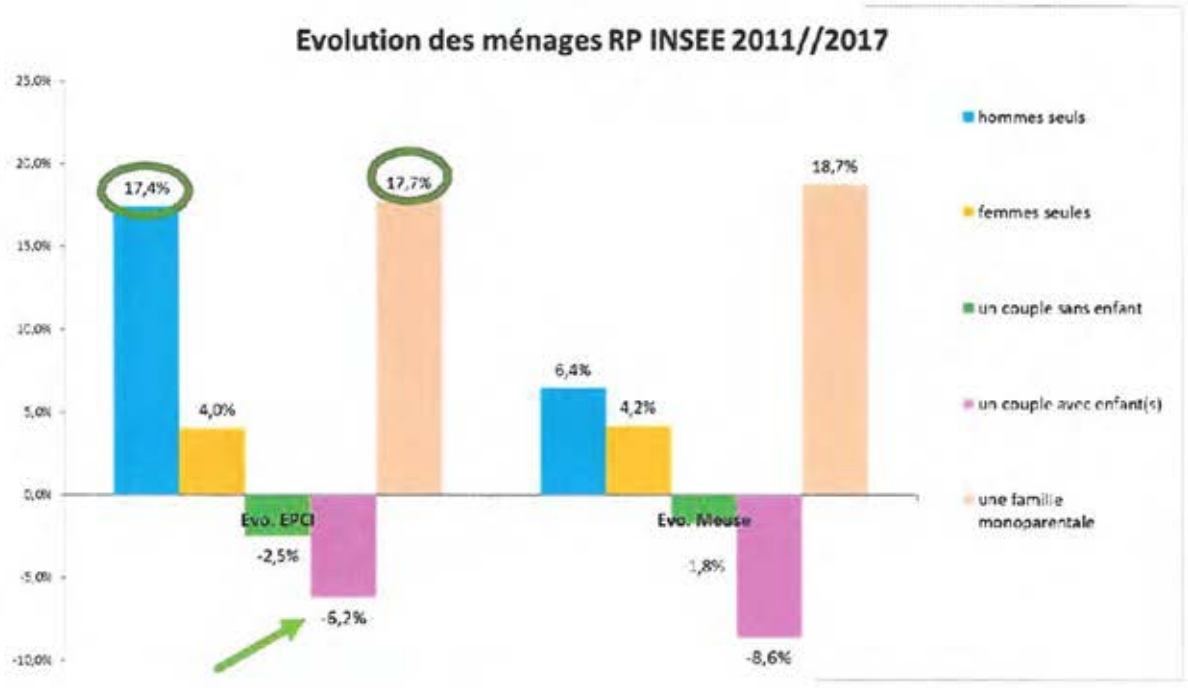


INSEE 2011-2016

SOLDE MIGRATOIRE / SOLDE NATUREL : MOYENNE 2011-2016

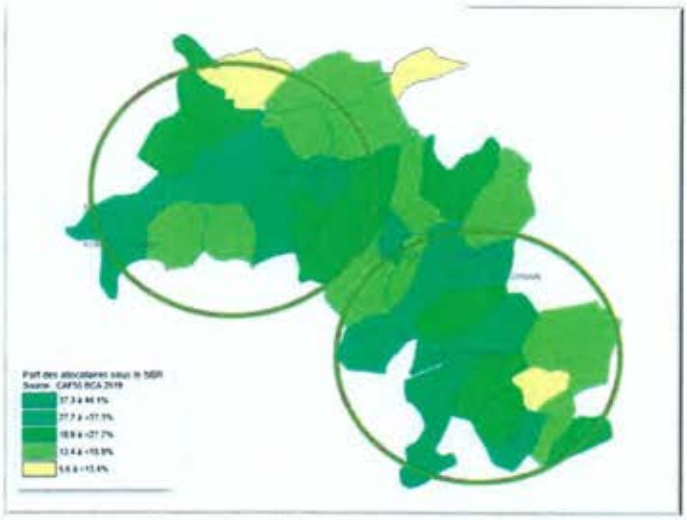


Une forte progression des hommes seuls et des familles monoparentales, supérieure ou proche des moyennes départementales observées sur la période,



Des bénéficiaires de minima sociaux stables, une baisse du RSA (*attention à l'incidence de la Prime d'Activité sur cette baisse*), une progression de l'AAH, une concentration géographique sur et à proximité de Bar-le-Duc et Ligny en Barrois, sur Fains Veel, Loisey, Nant le Grand et Nantois également





Un taux d'Amat dans le moyenne meusienne (= *nb d'Amat pour 100 enfants*), un taux d'enfants gardés chez une Amat (= *bénéficiaires du CMG Paje AMAT*) en retrait, une part élevée d'Amat de 55 ans et +, une tension observée sur l'accueil individuel, une concentration de l'accueil individuel sur Bar le Duc et à proximité,

INDICATEURS GARDE DES ENFANTS < 6 ans

	EPCI	Meuse	France M.
Accueil individuel - AMAT (2019)			
Nb d'AMAT agrées (source PMI, RAM)	?		
Nb d'AMAT en activité en 12/2019	132		
Nb d'AMAT actives au moins 1 mois dans l'année	163		
AMAT en activité pour 100 enfants < 3 ans	18,5%	18,9%	12,3%
Nb enfants gardés < 6 ans AMAT	406		
Nb d'enfants gardés < 3 ans AMAT	206		
Nb d'enfants < 3 ans (CAF et MSA)	713		
% enfants < 3 ans avec RSA et AAH	34,6%	33,9%	31,2%
% enfants CAF < 6 ans avec AEEH (handicap)	0,9%	1,5%	1,0%
% enfants < 3 ans sous seuil de bas revenu	26,2%	25,9%	26,4%
Nb moyen d'enfants accueillis / AMAT	3,2	4,0	3,2
% AMAT accueillant 5 enfants ou plus	28,0%	17,8%	19,5%
% AMAT > = 55 ans au 31/12	42,4%	30,8%	28,8%
% enfants <6 ans gardés dans EPCI de résidence	84,6%	84,3%	86,7%
% enfants <6 ans gardés hors EPCI de résidence	15,4%	15,0%	12,4%
% enfants bénéf. CMG Paje Domicile	NS*	0,3%	1,8%
Accueil collectif - EAJE (données 2018)			
Nb de places agréées	176		
Nb d'enfants accueillis / inscrits dans l'année	336		
Taux de préscolarisation à 2 ans (2018)	30,1%	28,7%	12,9%
Taux de couverture < 3 ans* (2018)	**72,8%**	**64,8%**	**59,3%**

Source : CAF Imaje sauf taux de couverture Open Data https://data.caf.fr/taux-de-couverture-global/ taux 2018

* données différentes de 0 et < à 5

l'outil IMAJE regroupe des données CAF et MSA

Un pourcentage d'enfants scolarisés à 2 ans important (*attention aux modalités de remontées aléatoires de cette donnée*),

Les Annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

Article 5 – Les engagements des partenaires

La Caf de la Meuse, la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue du (es) Contrat(s) enfance et jeunesse passé(s) avec la(es) collectivité(s) signataire(s), la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1[1] à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, les collectivités s'engagent à poursuivre leur soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en Annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

Article 6 – Modalité des collaborations

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

[1] Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

Ce comité de pilotage est composé :

- Du Directeur de la Caf de la Meuse ou son représentant ;
- Du responsable d'action sociale de la Caf ou son représentant ;
- Du Président de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse ou son représentant ;
- Du Directeur du CIAS Meuse Grand Sud ou son représentant ;
- Des Maires des communes associées ou ses représentants ;
- Des coordinateurs en charge de la CTG ;
- Des directeurs des services existant sur le territoire en lien avec les actions ;
- De toutes personnes ressources pouvant être associées aux travaux du comité.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire ;
- Assure un retour au Conseil Communautaire sur le déploiement de la CTG.

Elle se réunit au moins une fois par an.

En complément, des comités techniques thématiques seront organisés associant les personnes ressources en charge du thème à travailler : conseiller technique de la Caf – techniciens de la Communauté de Communes et/ou de la commune et des éventuels partenaires.

La coordination du projet global relève du maitre d'ouvrage. Elle est assurée par un professionnel de la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse avec le concours des partenaires signataires de la présente convention et dans le cadre des dispositifs respectifs.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf, la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse et les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois.
Le secrétariat permanent est assuré par la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

Article 7 – Echanges de données

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées.

Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du RGPD.

Article 8 – Communication

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

Article 9 – Evaluation

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 4 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés dans le cadre de l'Annexe 5.

Article 10 – Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 01 janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2023. La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

Article 11 – Exécution formelle de la convention

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Article 12 – La fin de la convention

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 13 – Les recours

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Article 14 – Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à BAR-LE-DUC, le

En autant d'exemplaires originaux que de signataires

Cette convention comporte X pages paraphées par les parties et les six annexes énumérées dans le sommaire.

La Caf de la Meuse	
Jérôme THIROLLE, Le Directeur	**Isabelle SPAETH ELWART,** La Présidente
La communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse	**Martine JOLY** La Présidente
La Ville de Bar le duc	**Martine JOLY** Le Maire
La commune de Ligny-en-Barrois	**Jean-Michel GUYOT** Le Maire
La commune de Velaines	**Jean Claude MIDON** Le Maire
La commune de Tronville-en-Barrois	**Daniel BRIAT** Le Maire
La commune de Robert Espagne	**Luc FLEURANT** Le Maire
La commune de Tannois	**Marie France BERTRAND** Le Maire

ANNEXE 1 –Diagnostic partagé

Voir les diagnostics joints

ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse et des Communes signataires

(Une liste des équipements et services par signataire dans le respect des compétences détenues)

COMMUNAUTE D'AGGLOMATION DE BAR LE DUC SUD MEUSE	
TYPE DE STRUCTURE	**NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE**
EAJE	EAJE Elisa
	EAJE Louise Marie
	EAJE Les Mimosas
	Crèche Parentale Varicelle et Cie
RAM	RAM Les 3 P'tits Chats
	RAM La Souris Verte
LAEP	LAEP La Maison de Souricette
ALSH	ALSH adolescents Cod Jeunes
	ALSH Cap Orn
FJT	ACCUEIL DES JEUNES-AJ Habitat
CENTRES SOCIO-CULTURELS	CS Côte/Ville Haute
	CS Libération
	CS Marbot
COMMUNE DE BAR LE DUC	
ALSH	ALSH périscolaire La Fédération
	ALSH extrascolaire La Fédération
CENTRES SOCIO-CULTURELS	CS Côte/Ville Haute
	CS Libération
	CS Marbot
COMMUNE DE LIGNY EN BARROIS	
ALSH	ALSH Ile aux enfants Extrascolaire
	ALSH Espace Animation
COMMUNE DE TRONVILLE EN BARROIS	
ALSH	ALSH Extrascolaire
COMMUNE DE VELAINES	

ALSH	ALSH Extrascolaire
COMMUNE DE ROBERT ESPAGNE	
ALSH	ALSH Extrascolaire
COMMUNE DE TANNOIS	
ALSH	ALSH Extrascolaire

ANNEXE 3 – Plan d'actions 2020-2023 - Moyens mobilisés par chaque signataire dans le cadre des objectifs partagés

Axe 1 : Finaliser le diagnostic partagé et définir le Plan d'action pour les années 2020-2023

Diagnostic initial	Public cible
Des besoins repérés sur le territoire ; Des potentialités, des partenaires à l'écoute, des volontés et une dynamique ; Existence de plusieurs diagnostics de territoire.	Les habitants et les familles du territoire
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Compiler les diagnostics existants et les analyser ; Prendre en compte les données complémentaires apportées par le diagnostic Portrait de territoire réalisé par la Caf en 2020. Construire avec l'ensemble des acteurs locaux (élus, partenaires, habitants) un diagnostic partagé : Information, confrontation, échanges ; Ecrire le Plan d'Action : traduction des objectifs à atteindre et organisation établie pour y parvenir.	Réunions du comité technique, des groupes de travail Validation par le Comité de pilotage et le Conseil Communautaire
	Echéances de réalisation
	Année 2021
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
La Communauté d'Agglomération et ses représentants ; Les Communes et les représentants ; Les partenaires institutionnels ; Les acteurs locaux	

Axe 2 : En matière d'Enfance : Maintenir l'offre et la qualité des services d'accueil du jeune enfant, veiller à la couverture territoriale en matière d'offre de service, et adapter l'offre aux besoins des familles et la faire évoluer avec les besoins

➥ **Action 1 :**

Diagnostic initial	Public cible
Des EAJE proposant des services de qualité et un participant à un taux de couverture important en matière de nombre de places de garde du jeune enfant	Les familles ayant des enfants de moins de trois ans
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Préserver les structures existantes et promouvoir les projets d'établissement et pédagogiques mis en œuvre Continuer la formation professionnelle de l'accueil collectif Développer l'information sur les besoins du jeune enfant Être vigilants sur le soutien aux familles monoparentales Accueillir tous les enfants et préserver l'accueil des enfants en situation de handicap	3 EAJE sur le territoire : Elisa, Louise Marie et les Mimosas avec 157 places disponibles Une commission d'attribution des places Des groupes de travail sur les projets pédagogiques Des temps de travail dédiés aux enfants en situation en handicap
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les EAJE, les responsables et les équipes	Maintien de l'offre d'accueil collectif et de sa qualité. Poursuite du développement de l'efficience des actions mises en place

➥ **Action 2 :**

Diagnostic initial	Public cible
Deux Relais d'Assistants Maternels pour couvrir l'ensemble du territoire Un nombre suffisant d'Assistants Maternels pour couvrir la majorité des besoins de garde individuelle, mais des disparités sur le territoire et dans l'offre proposée et une pyramide des âges de ces professionnels qui est vieillissante	Les assistants maternels agréés sur le territoire. Les personnes intéressées par le métier d'assistant maternel. Toute personne susceptible d'exercer cette profession
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Promouvoir les métiers de l'accueil individuel du jeune enfant Participer à la professionnalisation des assistants maternels Veiller au maintien de réponses de proximité dans l'accueil du jeune enfant Porter une attention forte aux réponses en termes d'horaires atypiques, et d'accueil d'enfants à particularités	Les deux RAM « Les Trois P'tits Chats et la Souris Verte » développant des activités itinérantes pour une meilleure couverture du territoire, ainsi que des soirées, des conférences et des formations en direction des assistants maternels du territoire.
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les RAM, les différents acteurs locaux sur le champ de la Petite Enfance	Arrivée de nouveaux professionnels de l'accueil individuel du jeune enfant Développement de réponses pour les demandes atypiques

Axe 3 : En matière de Jeunesse, envisager et présenter le territoire comme un lieu ressource et de développement des compétences, adapter l'offre enfance et jeunesse aux besoins du territoire, développer la qualité et la diversité des actions

➥ **Action 1** :

Diagnostic initial	Public cible
Les enfants et les jeunes résidant sur le territoire ne le perçoivent pas aujourd'hui comme pouvant être le territoire de leur vie future.	Les 3-10 ans et les 10-17 ans du territoire
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Pour développer l'attractivité du territoire pour les enfants et les jeunes qui y résident, il faut le présenter comme un lieu ressource, un lieu de développent des compétences et des capacités et comme un lieu d'expérimentation Structurer l'offre de loisirs éducatifs existante en adaptant des valeurs et pédagogies communes Repérer les zones en tension sur le territoire et y apporter des réponses adaptées et innovantes pour que chaque enfant ou jeune puisse avoir accès à une offre de loisirs éducatifs	Promouvoir les ressources du territoire et promouvoir nos valeurs et méthodes pédagogiques Adapter l'offre enfance et jeunesse aux besoins du territoire et proposant des actions familiales, de lien intergénérationnel et intégrant la découverte professionnelle dans les programmes
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Tous les ACM développés sur le territoire, et tous les acteurs locaux œuvrant sur les champs de l'enfance et de la Jeunesse mais aussi sur les champs culturel, sportif, scientifique, d'insertion, etc.	Maintenir et structurer l'offre de loisirs en termes d'ALSH. Mettre en cohérence les valeurs et méthodes. Intégrer un champ de découverte professionnelle dans les activités.

➥ **Action 2** :

Diagnostic initial	Public cible
L'animation socioculturelle n'est pas perçue comme un métier et comme une filière d'avenir sur note territoire. Cela entraine de réelles difficultés de recrutements et d'entrée en formation.	Tous publics avec priorité sur les jeunes à partir de 16 ans.
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Développer la qualité des actions en professionnalisant les équipes Créer une filière professionnelle des métiers de l'animation sur notre territoire Poursuivre les plans de formations aux BAFA et BAFD	Continuer de prévoir un plan de formation pour les animateurs en contrat en les accompagnant financièrement vers le BAFA ou le BAFD Réfléchir à la création de poste pérenne dans les métiers de l'animation Envisager des temps de travail partagés
	Echéances de réalisation
	Dès 2020

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Les différents organisateurs d'ACM sur le territoire, les Collectivités qui ont un ACM sur le territoire mais aussi d'autres missions d'animations, les acteurs locaux de la formation	Moins de difficultés de recrutement pour les ACM du territoire. Des animateurs professionnalisés sur les différents accueils et sur les différents publics Un développement de la qualité des actions proposées

➥ **Action 3** :

Diagnostic initial	Public cible
Les jeunes du territoire sont confrontés à des risques qu'ils ne connaissent pas et ne maîtrisent pas	les 10-25 ans du territoire
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Développer le niveau d'information des jeunes sur les risques liés à l'internet, aux addictions... Développer l'esprit critique des jeunes Participer à la lutte contre la radicalisation	Actions Club'Jeunes durant les vacances scolaires Gaming Day en Novembre Malette pédagogique sur les dangers d'internet
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les ACM en direction de la Jeunesse (Cod'Jeunes et Cap'Orn), l'AMP, les centres socioculturels, les acteurs locaux travaillant sur les champs de la Jeunesse et de la Prévention	Améliorer l'information des jeunes sur différents risques Avoir des jeunes capables de penser par eux-mêmes et de trier les informations

Axe 4 : En matière de Parentalité : Concourir à l'épanouissement des familles, accompagner les parents sur des besoins spécifiques, être auprès des familles lors des moments difficiles

➥ **Action 1 :**

Diagnostic initial	Public cible
La parentalité est une expérience formidable mais peut aussi être un moment de doutes. L'accompagnement de ce temps est un investissement sur nos familles et nos enfants. Les actions en faveur de la parentalité sont donc une ressource offerte aux familles pour développer leurs capacités individuelles	Tous les enfants de moins de 5 ans et les parents, ainsi que les grands-parents
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Favoriser le lien enfant-parent Développer les échanges de compétences parentales Lutter contre l'isolement des familles et notamment des femmes	Continuer les ouvertures du Lieu d'Accueil Enfants-parents « La Maison de Souricette ».
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Le LAEP et tous les acteurs locaux œuvrant sur les champs de l'Enfance et de la Parentalité	Participer à l'attractivité du territoire par des actions d'accompagnement à la parentalité. Obtenir une parentalité plus épanouie.

➥ **Action 2 :**

Diagnostic initial	Public cible
Les parents sollicitent les structures pour un soutien dès le plus jeune âge de leur enfant. Cette demande de soutien est de plus en plus importante	Tous les parents de jeunes enfants
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Privilégier les relations parents/enfants/professionnels au moment de l'accueil Eveiller l'enfant en respectant son développement Soutenir la fonction parentale en apportant une écoute active et professionnelle et en accompagnant les parents vers d'autres professionnels si besoin	Les projets d'établissement des EAJE du territoire posent ces objectifs dans leurs grands principes. Les plans de formation interne et externe prévoient cette dimension avec des groupes de travail sur les évolutions des besoins des parents
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les EAJE du territoire en partenariats avec les acteurs locaux œuvrant sur les champs de l'enfance et de la parentalité	Concourir à l'intégration de tous les enfants, proposer un accueil répondant aux besoins des familles, soutenir la fonction parentale

➥ **Action 3 :**

Diagnostic initial	Public cible
Les parents rencontrent des obstacles spécifiques liés à l'âge de leurs enfants ou liés à des problématiques de société. Ils n'ont pas toujours la réponse à ces problèmes qui peuvent être nouveaux	Tous les parents et grands-parents
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Informer sur les actions mise en œuvre en matière de parentalité Développer des actions familiales ludiques et éducatives favorisant les échanges enfants-parents, Informer et soutenir les parents sur différents risques (internet, addictions, etc..)	Ateliers et soirées proposés par les Relais d'Assistants Maternels « Les Trois P'tits Chats » et « La Souris Verte » **Echéances de réalisation** Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les RAM en partenariat avec les EAJE et les ACM, et les acteurs locaux travaillant sur le champ de la parentalité	Soutenir les parents, les informer et les soutenir face aux nouvelles problématiques sociétales et technologiques

➥ **Action 4 :**

Diagnostic initial	Public cible
Les familles du territoire peuvent traverser des moments difficiles (séparations, décès, maladie, perte d'emploi,...)	Toutes les familles
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Être auprès des familles durant ces moments difficiles Proposer une écoute active et professionnelle bienveillante Agir pour éviter la « bascule » de ces familles vers des situations problématiques qui s'installent et se pérennisent	Développer les services déjà mis en œuvre Innover les propositions d'actions dans le cadre des impacts de la crise sanitaire **Echéances de réalisation** Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Tous les services de La Communauté d'Agglomération et des Collectivités ainsi que tous les acteurs locaux	Accompagner les familles du territoire au plus près et les aider à traverser ces moments difficiles, Eviter la désinsertion socio-professionnelle

Axe 5: En matière de Vivre Ensemble : Développer la parole, l'écoute et l'action ; Développer l'accessibilité sur l'ensemble du territoire ; lutter contre les discriminations

➥ **Action 1 :**

Diagnostic initial	Public cible
Les enfants et les jeunes ont aussi leur mot à dire et ils sont des citoyens en devenir. Les citoyens s'approprient mieux des projets et des équipements lorsqu'ils ont participé à leur élaboration	Tous les enfants et les jeunes de 6 à 18 ans. Tous publics.
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Favoriser l'expression et la participation de chacun Concourir à la formation de citoyens actifs Développer la démocratie participative en prenant en compte les initiatives et remarques	Poursuivre et développer les conseils municipaux d'enfants Créer et développer un parlement des jeunes à l'échelle de la Communauté d'Agglomération. Maintenir et développer les comités de quartier et toutes les instances participatives Créer et mettre en œuvre un budget participatif
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Tous les services de la Communauté d'Agglomération avec une priorité pour les services Enfance et Jeunesse, Enseignement, SPOT, en partenariat avec les centres socioculturels, l'OCCE et les acteurs locaux sur les projets	Une prise en compte de la parole de chacun Une association des habitants aux grands projets Un territoire « habité » par les familles

➥ **Action 2 :**

Diagnostic initial	Public cible
L'accessibilité des équipements, des bâtiments et des espaces communs est en réelle évolution. Cependant, il n'y a pas encore d'homogénéité sur l'ensemble de notre territoire	Tous publics
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Renforcer les actions de la Commission Intercommunale d'Accessibilité Informer les élus et les partenaires sur ses missions et son fonctionnement Maintenir les journées de sensibilisation auprès des scolaires et des familles Développer encore l'accueil des enfants en situation de handicap sur nos structures et activités	Par l'animation de la Commission Intercommunale d'Accessibilité qui organise la communication sur son travail et les journées de sensibilisation Par la mise en œuvre du projet d'accueil des enfants en situation de handicap dans tous les EAJE, ACM et dans les autres structures
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Le service gestionnaire de la CIA, tous les services de la Communauté d'Agglomération et tous les acteurs institutionnels et associatifs	Une meilleure accessibilité de tous les espaces et de tous les services

➥ **Action 3 :**

Diagnostic initial	Public cible
Le Vivre Ensemble c'est avant tout l'acceptation de l'autre	Tous publics
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Favoriser l'égalité, l'équité et la mixité Luter contre toute forme de discrimination Prévenir la Radicalisation	Dans tous les services et actions, adopter ces principes dans les projets de fonctionnement et les mettre en œuvre
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Tous les services de la Communauté d'Agglomération et tous les acteurs institutionnels et associatifs	Une acceptation de l'autre. Une mise en réalité du credo « un accès pour tous, une place pour chacun »

ANNEXE 4 – Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg

Axe 1 : Mettre en place les instances de pilotage

➥ **Action 1** : Nommer un coordinateur(trice) Ctg – Chargé de coopération Ctg

Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Piloter, Animer, Coordonner les différentes actions et partenariats inscrits dans la CTG Réaliser les diagnostics territoriaux ou thématiques Elaborer l'évaluation des actions Assister et conseiller les élus et le comité de pilotage	Met en œuvre les orientations stratégiques de la collectivité locale en matière de développement et de redynamisation d'un territoire, sur un mode partenarial **Echéances de réalisation** 2021
Services mobilisés et responsables de l'action	**Indicateurs d'évaluation**
Pôles Education, Sport, Culture et Stratégie de Développement Attractivité	Les effets de la fonction de coopération sont mesurés chaque année et au terme de l'engagement pluriannuel. Le suivi et l'évaluation de la fonction de chargé de coopération seront appréciés au regard : ➥ Des attendus et des activités figurant dans le référentiel d'emploi ; ➥ Des objectifs de développement des nouveaux services, de nouveaux partenariats et de nouvelles prises de compétences à l'échelon de l'intercommunalité fixées dans le cadre de la Ctg.

➥ **Action 2** : Définir les modalités de fonctionnement du Comité de Pilotage

Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
- Partager et articuler en cohérence les dispositifs pour répondre aux objectifs de la CTG - Valider les orientations et la mise en œuvre du plan d'action des dispositifs - Valider les engagements budgétaires - Valider la démarche d'évaluation proposée par le comité technique - Valider le plan de communication - Garantir le respect du calendrier	Réunion du comité de pilotage, au minimum une fois par an **Echéances de réalisation** 2021

➥ **Action 3** : Définir les modalités de fonctionnement du Comité Technique

Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Initier la démarche ; Accompagner la mise en œuvre de la démarche ; Centraliser des données, de l'information, des études, ... Concevoir des outils d'aide à la décision ; Communiquer ; Formaliser la production des groupes de travail ; Formuler des propositions.	Réunions régulières, au minimum une fois par trimestre. Le comité technique peut s'appuyer sur des groupes de travail ou commissions thématiques pour alimenter ses travaux.
	Echéances de réalisation
	2021

ANNEXE 5 – Evaluation

La démarche d'évaluation de la CTG visera à mesurer les impacts du projet de développement territorial sur les pratiques des acteurs, l'offre mise en place, sur les habitants et le territoire.

L'évaluation a pour finalité d'aider à la décision pour l'actualisation des priorités, des chantiers à mettre en place et les évolutions à apporter



Travail à réaliser par chacun des groupes de travail sur chaque axe.

Chaque action fera l'objet d'une évaluation annuelle au regard des résultats attendus er des indicateurs définis lors de l'élaboration des fiches actions.
En complément, les référents d'action seront chargés au fur et à mesure de la conduite de leur action de compléter la démarche d'évaluation initiale.



L'état d'avancement de la Convention territoriale Globale fera l'objet d'une évaluation annuelle présentée en comité de pilotage et alimentée par les travaux des comités thèmatiques



Lors de la dernière année de la Ctg, une évaluation de la démarche et de son impact sur les familles du territoire de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud MEuse sera réalisée afin d'engager les réflexions en vue de son renouvellement.

Elle comporte deux démarches :

- Le suivi et la mise en œuvre des actions et des résultats (effectivité et efficience)
- L'évaluation des impacts (mesure des effets)

ANNEXE 6 – Décision du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse en date du X et des communes associées en date du X

BAR-LE-DUC

POLE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE

MISSION CONTRACTUALISATION

BD/HO

Investissements numériques dans les écoles

-

Plan de financement par école

Ecole	Classes élémentaires et ULIS	Elèves rentrée septembre 2021	Investissement Equipement	Subvention Equipement	Investissement Ressources	Subvention Ressources
Edmond Laguerre	5	72	17 820,00 €	12 250,00 €	426,00 €	213,00 €
Bugnon Rostand	5	107	17 820,00 €	12 250,00 €	642,00 €	321,00 €
Camille Claudel	13	204	68 599,92 €	31 850,00 €	1 274,00 €	637,00 €
Gaston Thiebault	5	77	24 982,93 €	12 250,00 €	512,00 €	256,00 €
Jean Errard	9	161	57 797,64 €	22 050,00 €	1 274,00 €	637,00 €
TOTAL	**37**	**621**	**187 020,49 €**	**90 650,00 €**	**4 128,00 €**	**2 064,00 €**

Fait à Bar-le-Duc, le 26 mars 2021

VILLE DE BAR LE DUC
EFFECTIFS AU 1er JUIN 2021

Grade ou Emploi	Catégorie		Effectifs budgétaires	Effectifs Pourvus	Commentaires
DIRECTION GENERALE	**0**		**0**	**0**	
Directeur Général des Services com 20 à 40 000 hbts	0	A	0	0	
Directeur Général Adjoint com 20 à 40 000 hbts	0	A	0	0	
CABINET	**1**		**1**	**1**	
Collaborateur de Cabinet	1	A	1	1	
FILIERE ADMINISTRATIVE	**28**		**28**	**28**	
Attaché territorial principal	0	A	0	0	
Attaché Territorial	5	A	5	5	
Rédacteur Principal 1ère classe	3	B	3	3	
Rédacteur Principal 2ème classe	0	B	0	0	
Rédacteur	1	B	1	1	
Adjoint Administratif Principal de 1ère classe	9	C	9	9	
Adjoint Administratif Principal de 2ème classe	7	C	7	7	
Adjoint Administratif	3	C	3	3	
FILIERE TECHNIQUE	**133**		**133**	**128**	
Ingénieur principal	1	A	1	1	
Ingénieur	1	A	1	1	
Technicien Principal 1ère classe	2	B	2	2	
Technicien Principal 2ème classe	1	B	1	1	
Technicien	3	B	3	3	
Agent de maîtrise principal	2	C	2	2	
Agent de maîtrise	1	C	1	1	
Adjoint Technique principal de 1ère classe	42	C	42	38	dont 1 à 80 %
Adjoint Technique principal de 2ème classe	29	29	29	30	dont 1 à 80 %
Adjoint Technique	51	C	51	49	dont 1 à 37%; 4 à 65 %; 15 à 75%; 2 à 80%; 2 à 85%; 1 à 87 %; + 3 horaires
FILIERE SOCIALE	**7**		**7**	**7**	
ATSEM 1ère classe	1	C	1	1	dont 1 à 80 %
ATSEM principale 2ème classe	1	C	1	1	
ATSEM principale 1ère classe	5	C	5	5	dont 1 à 75%; 1 à 85%
FILIERE SPORTIVE	**1**		**1**	**1**	
Conseiller des APS	0	A	0	0	
Educateur sportif principal de 1ère classe	1	B	1	1	
Educateur des APS principal 2ème classe	0	B	0	0	
Aide Opérateur des APS	0	C	0	0	
FILIERE CULTURELLE	**1**		**1**	**1**	
Attaché de conservation principal	1	A	1	1	
FILIERE ANIMATION	**5**		**5**	**5**	
Animateur	1	B	1	1	
Adjoint d'animation principal 1ère classe	1	C	1	1	
Adjoint d'animation principal 2ème classe	1	C	1	1	
Adjoint d'animation	2	C	2	2	Dont 1 à 85%; 1 à 80%
FILIERE POLICE MUNICIPALE	**5**		**5**	**4**	
Chef de service de la Police Municipale principal 2ème	0	B	0	0	
Brigadier de Police Chef Principal	1	C	1	1	
Gardien	4	C	4	3	
EMPLOI NON CITE					
Chef de service Communication	1	A	1	1	
TOTAL GENERAL	**182**		**182**	**176**	

DGS

DIRECTION DES RESSOUCES HUMAINES

AT

CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION D' AGENTS AUPRES DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Entre les Soussignés,

La Ville de Bar le Duc représentée par son Maire Madame Martine JOLY, habilitée à cette fin par délibération du 27 mai 2021,

ET

Le Groupement Hospitalier de Territoire Cœur Grand Est – Centre Hospitalier de Bar le Duc représenté par son Directeur délégué Monsieur Eric LHUIRE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°82-213 modifiée du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 61 à 63 relatifs à la mise à disposition

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales,

Considérant les enjeux de protection des populations durant la période de crise sanitaire

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet et durée de la mise à disposition

La Ville de Bar le Duc met à disposition à titre gracieux auprès du Groupement Hospitalier de Territoire Cœur Grand Est – Centre Hospitalier de Bar-le-Duc les agents dont les noms, fonctions et grades sont précisés dans l'annexe jointe à cette convention.

Article 2 : Missions

Les agents mis à disposition sont chargés d'exercer des missions administratives au sein d'un centre de vaccination, dont l'accueil des personnes, la distribution des questionnaires, la saisie de données dans le logiciel dédié et la prise de rendez-vous via un standard téléphonique.

Article 3 : Conditions de travail

Durant cette mission, la résidence administrative des agents est fixée à Bar-le-Duc.

Les agents mis à disposition exercent leur activité sous l'autorité fonctionnelle de l'administration d'accueil, en lien avec la Directrice en charge de la Protection des Population au sein de la Ville de Bar le Duc, qui s'assure de la réalisation des tâches qui leur sont confiées, et sous l'autorité hiérarchique du Maire de la Ville de Bar le Duc.

La structure d'accueil sera responsable pendant la durée de la mise à disposition, des conditions d'exécution du travail des agents mis à disposition et organise leur activité en tenant compte des dispositions en vigueur dans son établissement, notamment en matière de durée du travail, d'hygiène et de sécurité, de travail de nuit, jours fériés et repos hebdomadaire.

En conséquence, les agents mis à disposition suivront les horaires de travail en vigueur au sein de la structure d'accueil et devront se conformer aux prescriptions qui leur sont données en matière d'hygiène et de sécurité.

Article 4 : Gestion statutaire

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, gestion des congés, demande de cumul d'activité,..) des agents mis à disposition, reste gérée par la Ville de Bar le Duc, tout comme la formation professionnelle et l'octroi des prestations sociales à titre collectif et individuel.

Article 5 : Conditions de rémunération et bénéfices des prestations sociales

La Ville de Bar le Duc continue rémunérer les agents mis à disposition.

Article 6 : Prise en charge du personnel mis à disposition

La mise à disposition des agents prévue par la présente convention ne donne lieu à aucun remboursement des rémunérations et charges sociales par la structure d'accueil auprès de la Ville de Bar le Duc, qui met donc à disposition les agents sans contrepartie financière.

Article 7 : Déontologie

Les agents mis à disposition sont tenus de respecter les règles de confidentialité, d'impartialité et de secret professionnel définies par la structure d'accueil. Ils s'engagent à ne pas faire état des informations dont ils auront eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions au sein du Structure d'accueil même après la fin de sa mise à disposition.

Article 8 : Exercice du pouvoir disciplinaire

Les agents mis à disposition sont placés sous l'autorité hiérarchique du Maire de la Ville de Bar le Duc qui exerce le pouvoir disciplinaire. Dans ce cadre, il peut être saisi par le Président de l'administration d'accueil

des fautes reprochées aux agents. Pour ce faire, le Président de l'administration d'accueil établit un rapport circonstancié qu'il adresse à la Ville de Bar le Duc.

Article 9 : Durée de la convention – Conditions de résiliation

La présente convention prend effet à compter du 18 janvier 2021. Elle peut être modifiée ou résiliée avec l'accord des représentants de la collectivité d'origine et de la collectivité d'accueil, par voie d'avenant.

La modification de la liste des agents se fera par voie d'avenant, avec l'accord des représentants de la collectivité d'origine et de la collectivité d'accueil. Dans cette hypothèse l'annexe 1 sera modifiée en conséquence.

Article 10 : Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du tribunal administratif compétent.

Fait en triple exemplaires, à BAR LE DUC, le

"Lu et approuvé"

Pour la Ville de Bar le Duc
Le Maire,

Martine JOLY

"Lu et approuvé"

Pour le GHT,

Le Directeur,

BAR-LE-DUC
VILLE DYNAMIQUE, SPORTIVE & CULTURELLE

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE BAR LE DUC ET LE COMITE D'ACTION SOCIALE

- ANNEE 2021 -

Entre :

La Ville de Bar-le-Duc, représentée par Mme Marie Josée HORNBERGER, adjointe au Maire

dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

d'une part,

Et

Le Comité d'Action Sociale Meuse Grand Sud (C.A.S), association de type Loi 1901, représentée par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule :

L'action sociale vise, comme indiqué à l'article 9 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifié par la loi du 2 février 2007, **à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles,** notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à **les aider à faire face à des situations difficiles.**

L'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée précise que l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de mise en œuvre. La gestion des prestations peut ainsi être assurée pour tout ou partie et à titre exclusif, par des associations locales type loi de 1901 (Titre 1) ou par la collectivité (Titre 2).

Titre 1 : Subvention et moyens mis à disposition

ARTICLE 1 : Concours de la Ville au C.A.S

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties et les conditions dans lesquelles la Ville de Bar le Duc entend apporter un concours en moyens financiers, humains et matériels aux activités menées par le C.A.S au profit de ses membres.

Le C.A.S a pour mission principale de chercher l'amélioration des conditions d'existence des agents en activité rémunérés par le budget principal et les budgets annexes de la Ville de Bar-le-Duc.

Compte tenu de l'intérêt que présentent ses actions pour la Ville de Bar-le-Duc, cette dernière décide d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers au C.A.S.

Le soutien de la Ville de Bar le Duc aux activités de l'association est lié à son objet. Conformément aux statuts du C.A.S, la Ville entend ainsi que soient proposées aux personnels de la Ville adhérents des prestations sociales définies dans le respect des textes applicables en la matière et en lien avec sa politique d'action sociale visant à garantir solidarité et équité.

ARTICLE 2 : Modalités de partenariat et d'échange

L'orientation de la politique sociale menée par le C.A.S et définie par ses instances fait l'objet d'une communication régulière auprès des représentants de la Ville de Bar le Duc.
A cet effet, une rencontre trimestrielle réunissant les représentants du C.A.S et de la Ville de Bar le Duc sera organisée.

Le C.A.S s'engage à fournir à la Ville de Bar le Duc un état d'activité semestriel présentant l'évolution du nombre de bénéficiaires, de la nature et des montants des prestations.

Le C.A.S s'engage à informer la Ville de Bar le Duc de toutes les modifications relatives au règlement des prestations

La Ville de Bar le Duc s'engage à communiquer au C.A.S les mouvements de personnel au sein de la collectivité.

ARTICLE 3 : Montant et versement de la subvention

Article 3-1 : *Montant*

Pour permettre au C.A.S. d'assumer ses différentes missions, la Ville de Bar-le-Duc lui attribue par délibération du Conseil Municipal une subvention de 49 744 €uros, au titre du budget 2021.

Article 3-2 : *Modalités du versement*

La subvention de fonctionnement est versée au compte de l'association :

- Code banque 15135
- Code guichet 00500
- Numéro compte 080003338 66
- Clef RIB 74

Cette subvention s'ajoute à celles qui sont obtenues par d'autres organismes et à toutes recettes autorisées par la Loi.

ARTICLE 4 : Conditions d'utilisation de la subvention

Le C.A.S. a pour obligation de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer les missions qui lui sont confiées.
La subvention allouée doit être exclusivement utilisée pour permettre au C.A.S. de remplir les différentes missions décrites dans ses statuts (notamment dans l'article 4). Son utilisation à des fins autres entraîne le remboursement et l'annulation de celle-ci.

Titre 2 : Mandat de gestion de prestations d'Action Sociale

Article 5 : Arbre de Noël des enfants

La Ville de Bar le Duc donne mandat au C.A.S pour gérer l'arbre de Noël 2021 des enfants du personnel.
Le dispositif consistera en l'organisation d'un gouter avec animation à destination des enfants de l'ensemble du personnel de la collectivité ainsi que la remise d'un bon d'achat pour un cadeau d'un montant de 42.00 €uros pour les enfants âgés de moins de 16 ans et de deux places de cinéma ou équivalent pour les enfants âgés de 16 à 18 ans.

Article 6 : Dotations :

Les sommes destinées à permettre le financement des prestations confiées à la gestion du C.A.S par la Ville de Bar le Duc seront versées au C.A.S dans les conditions suivantes :

6.1 Avance :

Les sommes correspondant aux manifestations organisées par le C.A.S dans le cadre du mandat de gestion feront l'objet d'un financement spécifique. Une avance pourra être sollicitée.

6.2 Solde :

Le solde de la dotation sera versé au vu de l'état précis des prestations effectuées, certifiées par le C.A.S en fin d'exercice.

Afin d'en obtenir le versement, le C.A.S devra produire un état de l'emploi de la dotation de la collectivité.

Il y annexera un état nominatif des agents concernés faisant ressortir un décompte individuel des prestations dont a bénéficié chaque agent.

Le C.AS s'engage à reverser le cas échéant l'excédent de la dotation sur les prestations effectivement versées aux agents.

Titre 3 : Modalités générales de mise en œuvre de la convention

ARTICLE 7 : Reddition des comptes, contrôle des documents financiers

Le C.A.S. doit :

- Formuler sa demande annuelle de subvention et joindre en annexe les pièces administratives et budgétaires (dernier budget et compte de résultat)
- Pouvoir justifier à tout moment sur la demande de la collectivité de l'utilisation des aides financières reçues, comme fournir les documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la convention
- Tenir sa comptabilité conformément à la législation en vigueur et la faire valider par un cabinet d'expertise comptable.

Article 8 : Assurances

Le C.A.S souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il acquittera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause.

ARTICLE 9 : Durée, résiliation

La présente convention est valable pour l'année 2021 et n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Elle peut être résiliée par l'une des parties en cas de :

- Problèmes pouvant mettre en cause la sécurité des personnes et locaux
- Non respect des clauses de la convention
- Tout autre cas de force majeure

La convention est résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter, restée sans effet.
Toute modification de son contenu fait l'objet d'un avenant.

Fait à Bar-le-Duc, le

La Ville de Bar le Duc

Le Comité d'Action Sociale

Avenant n°4

À la convention passée avec l'association de coordination des centres socioculturels

La Ville de Bar le Duc représentée par Madame Martine JOLY

Autorisée par délibération du 27 mai 2021

Et

L'association de Coordination des Centres Socioculturels représentée par

Considérant la convention de fonctionnement en date du 20 décembre 2011 et son avenant n°1 en date du 15 février 2013 déterminant les règes de fonctionnement du partenariat entre les parties.

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil Municipal a décidé de proroger cette convention d'une année soit jusqu'au 31 décembre 2016

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Municipal a décidé de signer une nouvelle convention pour une période de 4 ans soit jusqu'au 31 décembre 2020

Par délibération du 17 décembre 2020, le Conseil Municipal a décidé en accord avec l'association, de proroger cette convention de 6 mois, soit jusqu'au 30 juin 2021

Dans l'attente de la signature d'une convention intégrant le nouveau projet de l'Association

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

La convention est prolongée pour une durée de 6 mois jusqu'au 31 décembre 2021.

Le reste est sans changement

Fait à Bar le Duc le

La Ville de Bar le Duc

L'association de Coordination des Centres Socioculturels

SPL-Xdemat
Société Publique Locale
au capital de 198.989 euros
Siège social : 2 Rue Pierre LABONDE – 10000 TROYES
749.888.145 RCS TROYES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 2020

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réuni en Assemblée générale annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous rappelons que l'exercice clos le 31 décembre 2019 constitue le huitième exercice social de notre société.

Le volume d'activité de cet exercice s'est révélé en terme de facturation, supérieur aux prévisions. A la clôture de l'exercice, nous avons la satisfaction de compter 2 468 actionnaires, prêts compris (ils étaient 2 169 à la clôture du précédent exercice soit 14 % d'augmentation) répartis de la manière suivante :

	Aisne	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meuse	Vosges	Meurthe-et-Moselle	Total
Nb actionnaires en 2019	264	283	494	258	387	91	234	457	2 468
Nb actionnaires en 2018	187	264	492	251	370	83	116	406	2 169
Ecart 2018/2019	+ 77	+ 19	+ 2	+ 7	+ 17	+ 8	+ 118	+ 51	+ 299
% d'augmentation par rapport à 2018	+ 41 %	+ 7 %	+ 0,4 %	+ 3 %	+ 5 %	+ 10 %	+ 102 %	+ 13 %	+ 14 %
Objectif 2019 fixés en mars	221	279	492	262	375	92	174	442	2 337
Ecart avec l'objectif 2019	+ 43	+ 4	+ 2	- 4	+ 12	- 1	+ 60	+ 15	+ 131
% des actionnaires par rapport aux collectivités situées sur le territoire	24,31 %	53,70 %	99,80 %	34,63 %	64,82 %	17,33 %	31,84 %	54,53 %	44,47 %

Le nombre d'actionnaires est donc passé en 8 ans de 336 à 2 468.

Les utilisateurs ont pu, durant l'exercice :

- continuer à bénéficier des outils de dématérialisation déjà proposés en 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 (et régulièrement améliorés avec de nouvelles fonctionnalités) à savoir Xmarchés (plate-forme de dématérialisation des marchés publics), Xactes (télétransmission au contrôle de légalité), le certificat électronique de signature, Xelec (gestion dématérialisée des listes électorales, pour les communes), Xfluco (Indigo ou Hélios (télétransmission des flux comptables)), Xsip (système de paiement par carte bancaire) et Xopticar (outil de suivi des bus scolaires dans le cadre de la compétence transports des Départements), Xsare (accusé de réception électronique), Xcélia (archivage électronique intermédiaire), Xparaph (parapheur électronique), Xpost-it (alerteur des actions en attente pour les applications utilisées), Xsacha (outil d'archivage électronique), Xconvoc (la convocation dématérialisée avec le module supplémentaire de génération électronique des délibérations), Xrecensement (le recensement citoyen obligatoire), Xtdt (tiers de télétransmission homologué), Xfactures (facturation électronique), Xpassfam (portail des assistantes familiales pour la gestion des agréments, de dématérialisation des bulletins de liaisons, les demandes des frais de transport et la gestion de circuit de validation des congés), Xcontact (gestion des relations dématérialisées entre les collectivités et les citoyens conformément à l'obligation fixée par l'ordonnance du 6 novembre 2014), Xwork (relations dématérialisations entre personnes publiques comme une communauté de communes et ses communes membres), Xsave (solution de sauvegarde déportée), Xechanges (espace d'échanges de fichiers), Xsms (outil de gestion d'envois de SMS à la demande), Xhost (gestion des transports scolaires des élèves handicapés) et Xenquetes (dématérialisation des enquêtes publiques lancées par les collectivités pour leurs différents projets), ainsi que d'un nouveau portail pour les actionnaires de la SPL
- bénéficier d'un nouvel outil de dématérialisation en 2019 à savoir, Xorcas (outil de recherche de créances du département, au titre de l'aide sociale, en lien avec les notaire) ainsi que d'un nouveau portail pour la SPL côté administration et de nouvelles fonctionnalités pour les outils existants suivants : Xactes (version 3.0 homologuée avec une utilisation plus conviviale), Xpassfam (ajustements pour la Marne et les Vosges), Xtdt (nouvelle version homologuée pour Xactes), Xfactures (nouveau référentiel SIRET), Xconvoc (développement de modèles) avec la finalisation du registre RGPD (règlement général sur la protection des données).

Si le département de l'Aube présente à ce jour le plus grand nombre d'actionnaires et d'utilisateurs, nous avons constaté une augmentation au fur et à mesure des adhésions, des collectivités actionnaires situées sur le territoire des autres départements, notamment dans les Vosges et en Meurthe-et-Moselle.

EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Il convient de souligner qu'entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, est intervenue la crise sanitaire liée à la COVID-19. Cet évènement a nécessité pour la société SPL-Xdemat de mettre ses salariés en télétravail. Il n'a ainsi pas été fait recours au chômage partiel. Cette crise n'a pour l'heure, occasionné aucune perte de chiffre d'affaires dans la mesure où les cotisations des actionnaires ont été versées comme prévu. Les services proposés par la société ont été maintenus à leur égard. Elle a même mis à leur disposition à titre gratuit et de manière solidaire, l'outil Xsms afin de permettre aux collectivités de faire passer facilement des messages à leurs administrés. Enfin, le déconfinement a généré quelques dépenses supplémentaires en vue de sécuriser les locaux du siège social afin de permettre un retour en présentiel au travail des salariés.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société a effectué des activités de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé pour une somme de 65 268 € concernant les outils de dématérialisation suivants :

- Dans leur totalité (outils ou développements terminés en 2019 et mis à disposition des actionnaires) :
  - Xorcas (outil de recherche de créances du département au titre de l'aide sociale, en lien avec les notaires),

- Xactes (télétransmission au contrôle de légalité – nouvelles fonctionnalités),
- Xpassfam (ajustements pour la Marne et les Vosges),
- Xtdt (nouvelle version homologuée),
- Xfactures (nouveau référentiel SIRET),
- Xconvoc (développement de modèles),
- Portail de la société SPL-Xdemat (côté administration),
- RGDP (registre),

- et seulement, pour partie, à finaliser en 2020 :
  - Xcorde (gestion documentaire (GED) pour Xparaph et Xcontact...),
  - Xmarches (développement de l'archivage des attributions),
  - RGDP (mise en conformité des outils au nouveau règlement),

Seuls les jours de développement ayant abouti à la mise à disposition en 2019 de nouveaux outils ou de nouvelles fonctionnalités sur les outils déjà existants ont été amortis comptablement dans le bilan au 31 décembre 2019 et ont valorisé l'actif immobilisé à hauteur de 54 902 €.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Les résultats encourageants des huit premiers exercices sociaux nous ont amené à bâtir un budget prévisionnel basé sur un chiffre d'affaires net de l'ordre de 1 092 000 €.

Notre développement devrait principalement être basé sur l'augmentation d'actionnaires sur les départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Haute Marne et de la Marne, de la Meuse, des Vosges, et de Meurthe-et-Moselle dans la continuité des chiffres de 2019. Le Département de l'Aube ne devrait compter aucun nouvel actionnaire, l'Aube ayant atteint un taux d'adhésion proche de 100 %.

Au 1er mars 2020, le nombre d'actionnaires s'élevait déjà à 2 551 actionnaires soit une augmentation de 3,36 % par rapport à l'année 2019 (base au 31 décembre 2019 : 2 468).

Par ailleurs, notre gamme d'outils de dématérialisation va encore s'étendre à compter de 2020, voire début 2021 avec la mise à la disposition des actionnaires, de Xregie (gestion dématérialisée de régies mises en place au sein de collectivités actionnaires), Xcorde (gestion documentaire GED), Xparsoc (création d'un portail pour les partenaires sociaux des Départements), et proXiServices (outil de mise en relation des usagers avec les France Services) ainsi que de nouvelles fonctionnalités pour Xmarches (archivage des attributions, interface avec P3P, fiches de recensement), Xsare (refonte de l'outil au regard de la nouvelle règlementation), Xmanager (module statistiques), Xconvoc (développement de nouveaux modèles à la demande), Xsacha (développement d'une version light de l'outil et traitement des éliminations), Xcontact (création de la version mobile et d'une version 3 avec en particulier, l'interface avec des logiciels métier), et Xpassfam (personnalisation de l'outil pour la Meuse et version 3 avec les évolutions prioritaires des Départements utilisateurs).

Devrait également être développé par la société au cours de l'année 2020 en vue de sa mise à disposition dès cette année voire 2021, un nouvel outil à savoir Xcertif (gestion des certificats électroniques à usage interne) ainsi que le cas échéant, d'autres outils en cas de décisions du Conseil d'administration en cours d'année.

Enfin, l'ensemble des outils de dématérialisation de la société devrait être mis en conformité avec le RGPD et le renouvellement des homologations d'Xtdt devrait se poursuivre avec en 2020, celle pour Xfluco.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions des articles L 441-6-1 al.1 et D 441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

Exercice clos le 31 décembre 2018 (pour rappel)

	Article D.441 – I.1° : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 – I.2° : factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (facultatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (facultatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	3						130					87
Montant total des factures concernées h.t.	14 390.71						22 675.67	4 890	1587.50	750	6 035.75	13 263.25
Pourcentage du montant total h.t. de l'exercice	1.86											
Pourcentage du chiffre d'affaires h.t. de l'exercice							2.52	0.54	0.18	0.08	0.67	1.47
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	o Délais légaux : (préciser) 30 JOURS						o Délais légaux : (préciser) 30 JOURS					

Exercice clos le 31 décembre 2019

	Article D.441 – I.1° : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 – I.2° : factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (facultatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (facultatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	6						254					
Montant total des factures concernées h.t.	18 088.64						15765	2587.5	1836.50	723.33	9401.25	14548.58
Pourcentage du montant total h.t. de l'exercice	2.08											
Pourcentage du chiffre d'affaires h.t. de l'exercice							1.56	0.26	0.18	0.07	0.93	1.44
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	o Délais légaux : (préciser) 30 JOURS						o Délais légaux : (préciser) 30 JOURS					

EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Il convient de préciser que, s'agissant du huitième exercice social, un comparatif est possible avec l'année précédente.

	Exercice clos le 31/12/2019	Exercice clos le 31/12/2018	Variation 2018/2019	Exercice précédent au 31/12/2017 pour mémoire	Exercice précédent au 31/12/2016 pour mémoire
Chiffre d'affaires H.T.	1 010 849 €	900 871 €	109 978 €	785 486 €	619 105 €
Total des produits d'exploitation	1 065 753 €	1 027 430 €	38 323 €	930 971 €	634 231 €
Charges d'exploitation de l'exercice	1 039 844 €	962 109 €	77 735 €	886 217 €	646 919 €
Résultat d'exploitation	25 908 €	65 321 €	- 39 413 €	44 754 €	- 12 689 €
Résultat financier	1 117 €	3 869 €	- 2 752 €	6 286 €	5 502 €
Résultat exceptionnel	44 606 €	11 549 €	33 057 €	17 249 €	22 009 €
Impôts sur les bénéfices	20 057 €	22 600 €	- 2 543 €	19 121 €	4 674 €
Total des produits	1 111 475 €	1 042 848 €	68 627 €	954 508 €	661 742 €
Total des charges	1 059 901 €	984 731 €	75 170 €	905 339 €	651 593 €
Résultat net	51 574 €	58 116 €	- 6 542 €	49 169 €	10 148 €

Pour rappel, le capital social de SPL-Xdemat est de 198 989 € divisé en 12 838 actions.

Au 31 décembre 2019, le total du bilan de la Société s'élevait à 1 148 040 € (au lieu de 1 114 553 € au 31 décembre 2018, 992 992 € au 31 décembre 2017, 814 803 € au 31 décembre 2016, 644 747 € au 31 décembre 2015 et 548 722 € au 31 décembre 2014) soit une variation de 33 487 € par rapport au 31 décembre 2018.

Ces variations et donc le résultat net s'expliquent par un nombre toujours croissant de collectivités actionnaires de la société, avec une augmentation de 14 % en 2019.

Ce bilan fait apparaître au 31 décembre 2019, 401 800 € de capitaux propres (au lieu de 350 226 € au 31 décembre 2018) soit une variation de 51 574 € (+14,73 %).

Il mentionne également un total de dettes de 746 240 € au 31 décembre 2019 (au lieu de 764 328 € au 31 décembre 2018) soit une variation de - 18 088 € (-2.37 %) correspondant pour plus de 90 %, au montant à rembourser aux Départements et au SMIC des Vosges pour le nombre de jours de travail de leurs agents mis à disposition de la société. Ce remboursement n'intervient qu'au premier semestre de l'année N+1 et représente la plus grosse dépense de la société (680 988 € en 2019 au lieu de 657 716 € en 2018). L'augmentation de cette dépense se justifie par un accroissement du nombre de jours consacrés à l'assistance administrative et fonctionnelle compte tenu de l'augmentation du nombre d'actionnaires et de l'utilisation croissante des outils de dématérialisation de plus en plus nombreux. Les moins de 10 % restant correspondent à des prestations fournies à la société SPL-Xdemat mais non encore facturées ou payées après le 31/12/2019.

Les autres dépenses 2019 restent stables par rapport à 2018 hormis :

- l'achat de certificats électroniques qui a diminué compte tenu du nombre moins important de commandes faites par les actionnaires (achat compensé par le prix de revente versé à la société par les actionnaires) et ce, malgré la hausse des prix d'achat suite au changement de la réglementation en vigueur,
- l'augmentation des besoins en hébergement compte tenu du volume des données à stocker en perpétuelle croissance,
- la hausse des honoraires du conseil juridique de la société SPL-Xdemat compte tenu d'une étude demandée en 2019,
- les frais d'homologation de l'outil Xactes,
- Un accroissement des salaires et des charges de par le recrutement en 2019 de personnes en stage, contrats à durée déterminée, contrats de professionnalisation et enfin en contrat à durée indéterminée,
- Une augmentation de la dotation aux amortissements sur immobilisation, suite à l'intégration des nouveaux outils développés et mis en production 2019,
- Une baisse des produits financiers suite au terme de certains placements.

Les dépenses de location d'un bureau et d'équipements au sein de l'Hôtel du Département de l'Aube, pour le siège social de la société, ont peu évolué jusqu'à fin novembre 2019, la convention de mise à disposition ayant été résiliée au 30 novembre 2019, remplacée pour une nouvelle convention pour l'occupation de locaux plus spacieux sis 23 rue Charles Gros à Troyes à compter du 2 décembre 2019, compte tenu de la décision du Conseil d'administration de recruter des salariés pour assurer l'assistance aux collectivités actionnaires, suite à la réorganisation des services de hotline. La société a acquis pour ces nouveaux locaux, du mobilier et du matériel informatique. Elle paie en sus d'un loyer et de charges, au Département de l'Aube, propriétaire des lieux, un forfait annuel pour la connexion internet et les consommations téléphoniques.

La dépense relative au remboursement au Département de l'Aube, des déplacements du Directeur général avec un véhicule de la collectivité, a été reconduite en 2019 avec une forte diminution par rapport à 2018 compte tenu du très faible nombre de trajets effectués par M. RICARD sur les territoires de la société en 2019.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

AFFECTATION DU RESULTAT

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 51 574 € de la manière suivante :

ORIGINE

– Résultat bénéficiaire de l'exercice : 51 574 €.

AFFECTATION

– Au poste « autres réserves » : 51 574 € (soit un poste porté à 182 911 €).

Nous vous précisons en effet que la Loi impose à notre type de société, au fur et à mesure de ses résultats, de transférer jusqu'à une somme égale à 10 % du montant de son capital social, sur le poste «réserve légale» mais que sur ce poste, a déjà été affecté au cours des dernières années, le montant maximum légal soit 19 899 €.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUEES

Nous vous précisons qu'il n'y a pas eu de distribution de dividendes depuis la constitution de la société.

DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Mandats et fonctions exercés dans la société par chaque mandataire social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, alinéa 1, 1° du code du commerce, vous trouverez ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute entreprise par chaque mandataire social de la société durant l'exercice :

Pour les membres du Conseil d'administration de la société :

- Alain BALLAND, Président de la société SPL-Xdemat :

Alain BALLAND est également Vice-Président du Conseil départemental de l'Aube, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

Il est par ailleurs Maire de la commune de Saint-André-les-Vergers et 1er Vice-Président de la Communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole.

Enfin, en sa qualité de Conseiller départemental, il siège au Conseil d'administration de nombreuses structures parmi lesquelles figurent les Autoroutes Paris / Rhin / Rhône (APRR), l'Office Public Habitat Aube Immobilier et la Société Immobilière et d'Aménagement du Barsuraubois et de l'Aube (SIABA).

- Jean-Marc ROZE, Vice-Président de la société SPL-Xdemat :

Jean-Marc ROZE est également 1er Vice-Président du Conseil départemental de la Marne, qu'il représente au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein de nombreuses instances.

Il est par ailleurs adjoint au maire de Reims et Conseiller communautaire à la Communauté d'agglomération du Grand Reims.

- Renaud AVERLY, Vice-Président de la société SPL-Xdemat :

Renaud AVERLY est également Vice-Président du Conseil départemental des Ardennes, qu'il représente au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein de nombreuses instances.

Il est par ailleurs maire de Corny-Machéroménil et Président de la Communauté de communes du Pays rethélois.

- Danièle BOEGLIN, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Danièle BOEGLIN est également Vice-Présidente du Conseil départemental de l'Aube, qu'elle représente au sein du Conseil d'administration.

Elle est par ailleurs Présidente du SDEDA (Syndicat départemental d'élimination des déchets de l'Aube) et du SMATB (Syndicat Mixte de l'Aérodrome de Troyes Barberey). Elle est enfin administrateur de la société anonyme d'HLM Mon Logis et de la société d'économie mixte SEM Energie.

- Marie-Noëlle RIGOLLOT, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Marie-Noëlle RIGOLLOT est également Vice-Présidente du Conseil départemental de l'Aube, qu'elle représente au sein du Conseil d'administration.

Elle est par ailleurs Maire de la commune de Baroville et Conseillère communautaire à la Communauté de communes de la Région de Bar-sur-Aube.

Enfin, en sa qualité de Conseillère départementale, elle siège au Conseil d'administration de nombreuses structures parmi lesquelles figurent le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Aube, l'Office Public Habitat Aube Immobilier et la Société Immobilière et d'Aménagement du Barsuraubois et de l'Aube (SIABA).

- Olivier JACQUINET, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Olivier JACQUINET est également Président de la Communauté de communes Forêt, Lacs, Terres en Champagne. Il représente au Conseil d'administration, les actionnaires aubois autres que le Conseil départemental de l'Aube.

Il est par ailleurs Maire de la commune de Mesnil-Sellières. Il est enfin gérant (sans rémunération) de la Société civile d'exploitation agricole (SCEA) LORGEVEAU et Vice-Président (sans rémunération) de la Société d'Intérêt Collectivité Agricole d'Habitat Rural (SICAHR).

- Christian MOUGIN, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Christine MOUGIN est également Maire de Maubert-Fontaine. Il représente au Conseil d'administration, les actionnaires ardennais autres que le Conseil départemental des Ardennes.

Il est par ailleurs Conseiller communautaire à la Communauté de communes Ardennes Thiérache. Il est enfin dirigeant de la société Monsieur Christian MOUGIN (exploitation agricole).

- Gérard GROSLAMBERT, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Gérard GROSLAMBERT est également 1er Vice-Président du Conseil départemental de la Haute-Marne, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

Il est par ailleurs 1er adjoint au maire de Chaumont et Vice-Président de la Société d'économie mixte IMMOBAIL.

- Dominique THIEBAUD, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Dominique THIEBAUD est également Maire de Bourg. Il représente au Conseil d'administration, les actionnaires haut-marnais autres que le Conseil départemental de la Haute-Marne.

Il est par ailleurs 3ème Conseiller communautaire à la Communauté de communes du Grand Langres.

- Pierre-Jean VERZELEN, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Pierre-Jean VERZELEN est également Vice-Président du Conseil départemental de l'Aisne, qu'il représente au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein de nombreuses instances.

Il est par ailleurs maire de Crécy-sur-Serre, Président des maires de l'Aisne et Président de la Communauté de communes du Pays de la Serre.

- Jérôme DUMONT, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Jérôme DUMONT est également Conseiller départemental de la Meuse, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

- Luc GERECKE, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Luc GERECKE est également Vice-Président du Conseil départemental des Vosges, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

Il est par ailleurs Maire de Contrexéville et Conseiller communautaire de la Communauté de communes Terre d'eau. Il est enfin, Président Directeur général de la Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) des Thermes et administrateur de la SAEML Vosges Télé.

- Christian ARIES, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Christian ARIES est également Vice-Président du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

Il est par ailleurs Conseiller municipal de Longwy et Président de la Communauté d'agglomération de Longwy. Au titre de conseiller communautaire, il est membre du Syndicat mixte de traitement des Ordures Ménagères de Longwy (SMTOM), du syndicat mixte des transports de l'agglomération de Longwy (SMITRAL) et Vice-Président du syndicat de cohérence territoriale de Meurthe-et-Moselle Nord (SCOT). Il est enfin Président du Syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle.

- Isabelle HELIOT-COURONNE, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Isabelle HELIOT-COURONNE est également Conseillère régionale du Grand Est, qu'elle représente au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein de nombreuses instances comme par exemple la Société d'économie mixte Metz Technopole, la Société d'économie mixte de la Technopole de l'Aube en Champagne...

Elle est par ailleurs adjointe au maire de la Ville de Troyes et Conseillère communautaire à la Communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole et à ce titre, siège au sein de multiples structures.

<u>Pour la direction générale de la société</u> :

- Philippe RICARD, Directeur général de la société SPL-Xdemat :

Philippe RICARD exerce par ailleurs, les fonctions de Directeur informatique au sein du Conseil départemental de l'Aube, actionnaire majoritaire de la société SPL-Xdemat. A titre accessoire, il réalise des missions informatiques pour le compte du Syndicat départemental des eaux de l'Aube.

- Isabelle DARNEL, Directeur général délégué de la société SPL-Xdemat :

Isabelle DARNEL exerce par ailleurs, les fonctions de Directeur général adjoint en charge du Pôle Développement des territoires au sein du Conseil départemental de l'Aube, actionnaire majoritaire de la société SPL-Xdemat.

Conventions visées aux articles L. 225-40 et suivants du Code du commerce

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, alinéa 1, 2° du code du commerce, vous trouverez ci-dessous la liste des conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre,

- d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la société (soit uniquement le Département de l'Aube) ;

- et, d'autre part, une filiale dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales (la société SPL-Xdemat ne possède pas de capital d'une autre société) :

Conventions de mise à disposition de personnels du Département de l'Aube :

- Mise à disposition de Mme Christine LOUIS pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (205 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Sophie SIMONET pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (205 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Laurence PERNET pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (60 jours) par le Département de l'Aube du 1er juillet 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Jacqueline GOFFEZ pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (205 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Laurence MONIOT pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (100 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Florian KNIBBE pour des missions d'assistance technique (100 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Benoît DUBRULLE pour des missions d'assistance technique (40 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Stéphane MAILLARD pour des missions à la fois d'assistance et d'expertise fonctionnelle (156 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Vincent BENCI pour des missions à la fois d'assistance fonctionnelle et technique (205 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Marie-Annick OUDIN pour des missions à la fois d'assistance fonctionnelle et technique (205 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Nicolas PICOTIN pour des missions à la fois d'assistance fonctionnelle et technique (205 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Annie NOWAK pour des missions d'expertise fonctionnelle (170 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Christophe DUXIN pour des missions d'expertise fonctionnelle (97 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

Conventions de mise à disposition de locaux et d'équipements :

- Mise à disposition d'un local meublé comprenant des équipements informatiques et téléphoniques par le Département de l'Aube (siège social de SPL-Xdemat) pendant 5 ans du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2020. Cette première convention a été appliquée du 1er janvier 2019 au 30 novembre 2019 puis résiliée au 30 novembre 2019.

- Mise à disposition de la moitié des locaux de l'immeuble situé 21 rue Charles Gros à Troyes du 2 décembre au 31 décembre 2019. Les équipements des salariés de la SPL occupant les locaux ont été achetés par la société. Le loyer comprend néanmoins une connexion internet et les consommations téléphoniques.

Convention de mise à disposition ponctuelle d'un véhicule :
- Mise à disposition ponctuelle d'un véhicule au Directeur général de la société par le Département de l'Aube pour ses déplacements, pendant 5 ans du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2020.

Modalités d'exercice de la Direction générale

Il est rappelé que le Conseil d'administration en date du 26 janvier 2012 a décidé que la direction générale de la société, serait assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général, ce choix étant conforme aux statuts de la société et à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce. Ce Directeur Général est assisté d'un Directeur Général Délégué.

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

SITUATION DES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous précisons qu'aucun mandat des commissaires aux comptes n'est arrivé à expiration au cours de l'exercice.

SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Le mandat des administrateurs représentant les collectivités et groupements de collectivités, actionnaires de la société SPL-Xdemat, hors Départements et Région, se termine en mars 2020 avec les élections municipales. De nouveaux administrateurs seront désignés en conséquence dans les semaines à venir, pour les représenter au sein du Conseil d'administration.

RATIFICATION DU TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Conformément à nos dispositions statutaires, nous vous demandons de bien vouloir procéder à la ratification de la décision prise par le Conseil d'administration de transférer le siège social de notre société au 23 rue Charles Gros à Troyes.

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Nous vous proposons de valider la dernière version du règlement intérieur établi par le Conseil d'administration lors de sa séance du 11 mars 2020 et modifié par ses soins par décision datée du 28 mai 2020.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Fourniture de titres restaurants

Vu les articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil municipal de la Ville de Bar-le-Duc,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil d'administration du CIAS Bar-le-Duc Sud Meuse,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil municipal de la Commune de

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes pour la passation d'un marché relatif à la fourniture de titres restaurants.

L'estimation des besoins des différents membres du groupement étant supérieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation fera l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique.

Article 2 : Composition du groupement

Sont membres du groupement les collectivités suivantes :

- ☐ COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE
- ☐ VILLE DE BAR LE DUC
- ☐ CIAS BAR LE DUC SUD MEUSE
- ☐ COMMUNE DE ....

Article 3 : Désignation de l'établissement coordonnateur

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse est désignée par les membres du groupement comme coordonnateur dudit groupement.
La commission compétente est celle du coordonnateur (commission d'appel d'offres).

Article 4 : Mission de la collectivité coordonnatrice

La collectivité coordonnatrice est chargée de procéder aux formalités de passation du marché :

- Centraliser les délibérations des membres du groupement relatives à la création de ce dernier et veiller à la signature de la présente convention constitutive du groupement de commandes par chacun de ses membres
- Définir et coordonner l'organisation technique, juridique et administrative de la procédure de consultation dans le meilleur intérêt des membres du groupement
- Recenser les besoins du groupement
- Élaborer le dossier de consultation et assurer sa réalisation technique
- Assurer la publication de l'appel public à la concurrence
- Procéder à la réception et à l'enregistrement des offres
- Assurer le dépouillement et l'analyse des offres
- Organiser l'attribution du marché
- Procéder à d'éventuelles mises au point du marché
- Informer les candidats après l'attribution
- Assurer les éventuelles formalités de transmission au contrôle de légalité
- Signer le marché issu de la consultation et le notifier au titulaire
- Effectuer les éventuelles formalités de publicité a posteriori
- Relancer la procédure en cas de déclaration sans suite pour intérêt général ou d'infructuosité
- Assurer la transmission d'une ampliation du marché à chaque membre du groupement
- Procéder aux éventuelles actualisations ou révisions des prix conformément aux dispositions fixées dans le CCAP
- Passer les éventuels avenants
- Procéder à la reconduction ou à la non reconduction du marché
- Procéder, le cas échéant, aux modalités de résiliation du marché, conformément aux dispositions du CCAP
- Gérer les relations précontentieuses et les contentieux formés pour ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants propres à chaque adhérent, et des recours contentieux formés pour ou contre une collectivité adhérente à titre individuel.

Article 5 : Mission de chaque membre du groupement

La personne responsable du marché de chaque membre du groupement est chargée :

- d'adopter par délibération la présente convention et ses éventuelles modifications

- d'évaluer ses besoins et de transmettre au coordonnateur tout document utile à la rédaction du dossier de consultation des entreprises et notamment ceux permettant d'apprécier tant la nature que l'étendue desdits besoins
- d'exécuter le marché pour ses propres besoins
- de procéder au paiement des prestations résultant de l'exécution du marché
- de rédiger et signer les bons de commande le cas échéant.
- d'informer le coordonnateur de toute difficulté ou litige survenant dans le cadre de l'exécution contractuelle

Conformément à l'article L.2113-7 alinéa 2 du Code de la commande publique, les membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la présente convention.

Article 6 : Durée du groupement

La présente convention est conclue à compter de sa date de notification à chacune des parties et jusqu'à la date de fin d'exécution du marché.

Article 7: Dispositions financières

La mission exercée par la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse en qualité de coordonnateur ne donne lieu à aucune rémunération. Les frais engagés par le coordonnateur du groupement en matière de publicité (avis d'appel public à la concurrence, avis d'attribution, etc.) seront à sa charge et celui-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part des membres du groupement.

Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses, relatives à la passation des marchés seront également pris en charge par le coordonnateur du groupement.
Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses relatives à l'exécution des marchés, seront pris en charge par chacun des membres, pour les contentieux et précontentieux qui leur seraient propres.
En cas de contentieux commun, les frais de procédure seront répartis entre les membres.

Article 8 : Adhésion/Retrait

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée.

L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.
Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

Article 9 : Litiges

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.
En cas de litige persistant, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

Fait à Bar-le-Duc, le x xxxxxx 2021 en x exemplaires

Pour la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse POUR LA PRÉSIDENTE, Le Vice-Président, Bernard DELVERT	Pour la Ville de Bar-le-Duc POUR LE MAIRE, L'Adjointe au Maire, Marie-José HORNBERGER
Pour le CIAS de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse POUR LA PRESIDENTE, La Vice-Présidente, Marie-France BERTRAND	Pour la Commune de .... LE MAIRE,

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Fourniture de carburants pour le parc automobile

Vu les articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil municipal de la Ville de Bar-le-Duc,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil d'administration du CIAS Bar-le-Duc Sud Meuse,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil municipal de la Commune de

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes pour la passation d'un marché relatif à la fourniture de carburants pour le parc automobile.

L'estimation des besoins des différents membres du groupement étant supérieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation fera l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique.

Article 2 : Composition du groupement

Sont membres du groupement les collectivités suivantes :

- ☐ COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE
- ☐ VILLE DE BAR LE DUC
- ☐ CIAS BAR LE DUC SUD MEUSE
- ☐ COMMUNE DE ....

Article 3 : Désignation de l'établissement coordonnateur

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse est désignée par les membres du groupement comme coordonnateur dudit groupement.
La commission compétente est celle du coordonnateur (commission d'appel d'offres).

Article 4 : Mission de la collectivité coordonnatrice

La collectivité coordonnatrice est chargée de procéder aux formalités de passation du marché :

- Centraliser les délibérations des membres du groupement relatives à la création de ce dernier et veiller à la signature de la présente convention constitutive du groupement de commandes par chacun de ses membres
- Définir et coordonner l'organisation technique, juridique et administrative de la procédure de consultation dans le meilleur intérêt des membres du groupement
- Recenser les besoins du groupement
- Élaborer le dossier de consultation et assurer sa réalisation technique
- Assurer la publication de l'appel public à la concurrence
- Procéder à la réception et à l'enregistrement des offres
- Assurer le dépouillement et l'analyse des offres
- Organiser l'attribution du marché
- Procéder à d'éventuelles mises au point du marché
- Informer les candidats après l'attribution
- Assurer les éventuelles formalités de transmission au contrôle de légalité
- Signer le marché issu de la consultation et le notifier au titulaire
- Effectuer les éventuelles formalités de publicité a posteriori
- Relancer la procédure en cas de déclaration sans suite pour intérêt général ou d'infructuosité
- Assurer la transmission d'une ampliation du marché à chaque membre du groupement
- Procéder aux éventuelles actualisations ou révisions des prix conformément aux dispositions fixées dans le CCAP
- Passer les éventuels avenants
- Procéder à la reconduction ou à la non reconduction du marché
- Procéder, le cas échéant, aux modalités de résiliation du marché, conformément aux dispositions du CCAP
- Gérer les relations précontentieuses et les contentieux formés pour ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants propres à chaque adhérent, et des recours contentieux formés pour ou contre une collectivité adhérente à titre individuel.

Article 5 : Mission de chaque membre du groupement

La personne responsable du marché de chaque membre du groupement est chargée :

- d'adopter par délibération la présente convention et ses éventuelles modifications

- d'évaluer ses besoins et de transmettre au coordonnateur tout document utile à la rédaction du dossier de consultation des entreprises et notamment ceux permettant d'apprécier tant la nature que l'étendue desdits besoins
- d'exécuter le marché pour ses propres besoins
- de procéder au paiement des prestations résultant de l'exécution du marché
- de rédiger et signer les bons de commande le cas échéant.
- d'informer le coordonnateur de toute difficulté ou litige survenant dans le cadre de l'exécution contractuelle

Conformément à l'article L.2113-7 alinéa 2 du Code de la commande publique, les membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la présente convention.

Article 6 : Durée du groupement

La présente convention est conclue à compter de sa date de notification à chacune des parties et jusqu'à la date de fin d'exécution du marché.

Article 7: Dispositions financières

La mission exercée par la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse en qualité de coordonnateur ne donne lieu à aucune rémunération. Les frais engagés par le coordonnateur du groupement en matière de publicité (avis d'appel public à la concurrence, avis d'attribution, etc.) seront à sa charge et celui-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part des membres du groupement.

Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses, relatives à la passation des marchés seront également pris en charge par le coordonnateur du groupement.
Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses relatives à l'exécution des marchés, seront pris en charge par chacun des membres, pour les contentieux et précontentieux qui leur seraient propres.
En cas de contentieux commun, les frais de procédure seront répartis entre les membres.

Article 8 : Adhésion/Retrait

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée.

L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.
Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

Article 9 : Litiges

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.
En cas de litige persistant, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

Fait à Bar-le-Duc, le x xxxxxx 2021 en x exemplaires

Pour la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse POUR LA PRÉSIDENTE, Le Vice-Président, Bernard DELVERT	Pour la Ville de Bar-le-Duc POUR LE MAIRE, L'Adjoint au Maire, Olivier MINETTO
Pour le CIAS de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse POUR LA PRESIDENTE, La Vice-Présidente, Marie-France BERTRAND	Pour la Commune de .... LE MAIRE,

Budget VILLE Principal

Types de recettes	exercices	montant TTC
Cantine et garderie	2018	946,73 €
	2019	1 382,83 €
	2020	73,64 €
	Total	**2 403,20 €**
Centre de loisirs	2015	1 343,40 €
	2016	424,80 €
	2017	1 911,38 €
	2018	140,00 €
	2019	934,50 €
	Total	**4 754,08 €**
Autres : Terrasses enseignes	2013	44,53 €
	2017	2 319,03 €
	Total	**2 363,56 €**
Total 6542 Budget Principal		**9 520,84 €**

Liste par contribuable
ANV 27 05 2021

REF TP	VILLE AUTRES	VILLE CL	VILLE EN	TOTAUX
	2 363,56 €	**4 754,08 €**	**2 403,20 €**	**9 520,84 €**
1547040811	- €	567,00 €	- €	**567,00 €**
1539048314	- €	- €	741,59 €	**741,59 €**
1536627636	- €	- €	196,06 €	**196,06 €**
1531896013	- €	1 819,52 €	82,71 €	**1 902,23 €**
1540874269	- €	1 343,40 €	- €	**1 343,40 €**
1561415019	427,03 €	- €	- €	**427,03 €**
1560908731	- €	- €	153,80 €	**153,80 €**
1560883421	- €	483,00 €	- €	**483,00 €**
1549029299	- €	- €	703,64 €	**703,64 €**
1568924330	- €	507,50 €	380,95 €	**888,45 €**
1568647824	1 892,00 €	- €	- €	**1 892,00 €**
1560145494	- €	- €	144,45 €	**144,45 €**
1549404491	- €	33,66 €	- €	**33,66 €**
1514863871	44,53 €	- €	- €	**44,53 €**

Budget	Section	Chapitre	Libellé	Sous Rubrique	Opération	Nature	Dépenses	Recettes
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	01		002		-3 081,22
		Total 002					0,00	-3 081,22
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	011	RACCORDEMENT PROVISOIRE A LA FIBRE CENTRE DE VACCINTATION	0201150		6288	7 928,00	
		Total 011					7 928,00	0,00
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	01		023	144 339,00	
		Total 023					144 339,00	0,00
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	042	CORRECTION AMO ERREUR IMPUTATION	01		6811	201 689,33	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	042	CORRECTION AMO ERREUR IMPUTATION	01		7811		201 689,33
		Total 042					201 689,33	201 689,33
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	65	CREANCES ETEINTES CENTRE DE LOISIRS	4211710		6542	5 000,00	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	65	REGULARISATION TVA MINIMES	8221840		65888	29 000,00	
		Total 65					34 000,00	0,00
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	67	DOUBLON MECENAT RENAISSANCE 2017 DEPARTEMENT	3242080		673	30 000,00	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	67	DOUBLON MECENAT RENAISSANCE 2017 REGION	3242080		673	30 000,00	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	F	67	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEUR)	01		673	10 000,00	
		Total 67					70 000,00	0,00
	Total fonctionnement						**457 956,33**	**198 608,11**
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	01		021		144 339,00
		Total 021					0,00	144 339,00
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	040	CORRECTION AMO ERREUR IMPUTATION	01		2804122	44 856,00	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	040	CORRECTION AMO ERREUR IMPUTATION	01		2804132		44 500,00
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	040	CORRECTION AMO ERREUR IMPUTATION	01		28041512		33 333,33
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	040	CORRECTION AMO ERREUR IMPUTATION	01		28041582	33 333,33	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	040	CORRECTION AMO ERREUR IMPUTATION	01		280422	123 500,00	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	040	CORRECTION AMO ERREUR IMPUTATION	01		2804412		123 856,00
		Total 040					201 689,33	201 689,33
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	10	REGULARISATIONS FCTVA ANNEES ANTERIEURES	01		10222		240 997,00
		Total 10					0,00	240 997,00
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	204	COMPLEMENT CONVENTION DE MANDAT JEAN BERNARD	4121600	F31	2041512	332 000,00	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	204	FONDS DE CONCOURS CA EXTENSION RESEAU EAU POTABLE	8242120	A8	2041512	2 600,00	
		Total 204					334 600,00	0,00
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	21	ISOLOIRS ELECTIONS	0221000	A8	2188	5 031,00	
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	21	SOL PROVISOIRE CENTRE DE VACCINATION GYMNASE BEUGNOT	0201150	A4	2135	26 605,00	
		Total 21					31 636,00	0,00
BUDGET PRINCIPAL VILLE	I	23	ASSSITANCE TECHNIQUE LITIGES CENTRE VILLE	8242120	C23	2315	19 100,00	
		Total 23					19 100,00	0,00
	Total investissement						**587 025,33**	**587 025,33**

CUISINE CENTRALE	F	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE			002		18 847,07
		Total 002					0,00	18 847,07
	Total fonctionnement						**0,00**	**18 847,07**

BUDGET PRINCIPAL VILLE

Investissement
Dépenses

	Chapitre	BUDGET PRIMITIF	REPORTS	DM 1 23/05/2021	Budget total
	040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	61 268,00	0,00	201 689,33	262 957,33
	041 OPERATIONS PATRIMONIALES	1 020 000,00	0,00	0,00	1 020 000,00
	10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	383,00	0,00	0,00	383,00
	16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	525 215,00	0,00	0,00	525 215,00
	20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	548 500,00	120 727,98	0,00	669 227,98
	204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	505 900,00	0,00	334 600,00	840 500,00
	21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 916 519,00	2 333 382,24	31 636,00	9 681 537,24
	23 IMMOBILISATIONS EN COURS	2 432 000,00	2 461 974,28	19 100,00	4 913 074,28
Total	Total Dépenses	10 009 785,00	4 916 084,50	587 025,33	17 912 894,83

Investissement
Recettes

	Chapitre	BUDGET PRIMITIF	REPORTS	DM 1 23/05/2021	Budget total
	001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	2 630 201,36	0,00	0,00	2 630 201,36
	021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 021 709,00	0,00	144 339,00	1 166 048,00
	040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	926 400,00	0,00	201 689,33	1 128 089,33
	041 OPERATIONS PATRIMONIALES	1 020 000,00	0,00	0,00	1 020 000,00
	10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 200 000,00	0,00	240 997,00	1 440 997,00
	13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 215 301,00	2 517 959,04	0,00	4 734 260,04
	16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	3 394 146,65	152,45	0,00	3 394 299,10
Total	Total Recettes	12 407 758,01	2 518 111,49	587 025,33	15 513 894,83
Total	Résultat Investissement	2 397 973,01	-2 397 973,01	0,00	-2 399 000,00

Fonctionnement
Dépenses

	Chapitre	BUDGET PRIMITIF	REPORTS	DM 1 23/05/2021	Budget total
	011 CHARGES A CARACTERES GENERAL	4 772 806,00	0,00	7 928,00	4 780 734,00
	012 FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES	6 677 811,00	0,00	0,00	6 677 811,00
	014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	2 489 828,00	0,00	0,00	2 489 828,00
	023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 021 709,00	0,00	144 339,00	1 166 048,00
	042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	926 400,00	0,00	201 689,33	1 128 089,33
	65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 425 825,00	0,00	34 000,00	1 459 825,00
	66 CHARGES FINANCIERES	57 000,00	0,00	0,00	57 000,00
	67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	642 700,00	0,00	70 000,00	712 700,00
Total	Total Dépenses	18 014 079,00	0,00	457 956,33	18 472 035,33

Fonctionnement
Recettes

	Chapitre	BUDGET PRIMITIF	REPORTS	DM 1 23/05/2021	Budget total
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	4 013 978,35	0,00	-3 081,22	4 010 897,13
	013 ATTENUATIONS DE CHARGES	196 000,00	0,00	0,00	196 000,00
	042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	61 268,00	0,00	201 689,33	262 957,33
	70 PRODUITS DES SCES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	1 020 496,00	0,00	0,00	1 020 496,00
	73 REMBOURSEMENTS. SUBVENTIONS. PARTICIPATIONS	8 882 494,00	0,00	0,00	8 882 494,00
	74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 065 795,00	0,00	0,00	7 065 795,00
	75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	141 250,00	0,00	0,00	141 250,00
	77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	619 200,00	0,00	0,00	619 200,00
	78 REPRISE SUR PROVISIONS	27 576,00	0,00	0,00	27 576,00
Total	Total Recettes	22 028 057,35	0,00	198 608,11	22 226 665,46
Total	Résultat Fonctionnement	4 013 978,35	0,00	-259 348,22	3 754 630,13

BUDGET ANNEXE CUISINE

Investissement
Dépenses

	Chapitre	BUDGET PRIMITIF	REPORTS	DM 1 23/05/2021	Budget total
	001 RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	46 756,12	0,00	0,00	46 756,12
	16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	74 000,00	0,00	0,00	74 000,00
	21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 051,00	0,00	0,00	37 051,00
	23 IMMOBILISATIONS EN COURS	550 000,00	10 000,00	0,00	560 000,00
Total	Total Dépenses	707 807,12	10 000,00	0,00	717 807,12

Investissement
Recettes

	Chapitre	BUDGET PRIMITIF	REPORTS	DM 1 23/05/2021	Budget total
	021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	605 723,00	0,00	0,00	605 723,00
	040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	55 328,00	0,00	0,00	55 328,00
	10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	56 756,12	0,00	0,00	56 756,12
Total	Total Recettes	717 807,12	0,00	0,00	717 807,12
Total	Résultat Investissement	10 000,00	-10 000,00	0,00	0,00

Fonctionnement
Dépenses

	Chapitre	BUDGET PRIMITIF	REPORTS	DM 1 23/05/2021	Budget total
	011 CHARGES A CARACTERES GENERAL	1 470 660,00	0,00	0,00	1 470 660,00
	012 FRAIS DE PERSONNEL ET CHARGES ASSIMILEES	455 980,00	0,00	0,00	455 980,00
	023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	605 723,00	0,00	0,00	605 723,00
	042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	55 328,00	0,00	0,00	55 328,00
	65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 908,00	0,00	0,00	1 908,00
	66 CHARGES FINANCIERES	28 000,00	0,00	0,00	28 000,00
	67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
Total	Total Dépenses	2 637 599,00	0,00	0,00	2 637 599,00

Fonctionnement
Recettes

	Chapitre	BUDGET PRIMITIF	REPORTS	DM 1 23/05/2021	Budget total
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 469 107,74	0,00	18 847,07	1 487 954,81
	013 ATTENUATIONS DE CHARGES	617 247,00	0,00	0,00	617 247,00
	70 PRODUITS DES SCES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	1 433 301,00	0,00	0,00	1 433 301,00
Total	Total Recettes	3 519 655,74	0,00	18 847,07	3 538 502,81
Total	Résultat Fonctionnement	882 056,74	0,00	18 847,07	900 903,81



Bar Le Duc Faisabilité " St Jean "	
Version 1	Date: 03/05/2021